

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 2614

[C - 2008/27082]

17 JUILLET 2008. — Décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité sont apportées les modifications suivantes :

- 1° l'acronyme « CWaPE » est remplacé par l'acronyme « CWaPE »;
- 2° les mots « Gouvernement wallon » sont remplacés par le mot « Gouvernement ».

Art. 2. L'article 1^{er} du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Le présent décret transpose les Directives 2001/77/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité, 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 96/92/CE et 2004/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 concernant la promotion de la cogénération sur la base de la demande de chaleur utile dans le marché intérieur de l'énergie et modifiant la Directive 92/42/CEE.

Il transpose partiellement la Directive 2006/32/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2006 relative à l'efficacité énergétique dans les utilisations finales et aux services énergétiques et abrogeant la Directive 93/76/CEE du Conseil.

Art. 3. L'article 2 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

- 1° « producteur » : toute personne physique ou morale qui produit de l'électricité, y compris tout autoproducteur;
- 2° « autoproducteur » : toute personne physique ou morale produisant de l'électricité principalement pour son propre usage;
- 3° « site de production » : au sens des chapitres VI, et IX à X, lieu d'implantation d'une installation, constituée d'une ou plusieurs unité(s) de production d'électricité à partir d'une même filière de production d'électricité et d'une même méthode de production d'électricité »;
- 4° « unité de production » : ensemble de composants techniques élémentaires formant un groupe indivisible qui permet la production d'électricité à partir d'une ou plusieurs source(s) d'énergie;
- 5° « installation hybride » : installation qui produit de l'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et de sources d'énergie classiques telle que visée à l'article 2, c., de la Directive 2001/77/CE »;
- 6° « cogénération » : la production simultanée, dans un seul processus, d'énergie thermique et électrique et/ou mécanique;
- 7° « cogénération de qualité » : production combinée de chaleur et d'électricité, conçue en fonction des besoins de chaleur ou de froid du client, qui réalise une économie d'énergie par rapport à la production séparée des mêmes quantités de chaleur, d'électricité et, le cas échéant, de froid dans des installations modernes de référence dont les rendements annuels d'exploitation sont définis et publiés annuellement par la Commission wallonne pour l'énergie (CWaPE);
- 8° « cogénération à haut rendement » : cogénération satisfaisant aux critères définis à l'annexe III de la Directive 2004/8/CE du Parlement européen et du Conseil, du 11 février 2004, concernant la promotion de la cogénération sur la base de la demande de chaleur utile dans le marché intérieur de l'énergie et modifiant la Directive 92/42/CEE, le Gouvernement est chargé de la transposition de cette annexe;
- 9° « sources d'énergie renouvelables » : toute source d'énergie, autre que les combustibles fossiles et les matières fissiles, dont la consommation ne limite pas son utilisation future, notamment l'énergie hydraulique, l'énergie éolienne, l'énergie solaire, l'énergie géothermique et la biomasse;
- 10° « biomasse » : matière renouvelable (sous forme solide, liquide ou gazeuse) issue de la fraction biodégradable des produits, déchets et résidus provenant de l'agriculture (comprenant les substances végétales et animales), de la sylviculture et des industries connexes, ainsi que de la fraction biodégradable des déchets industriels et ménagers;
- 11° « électricité verte » : électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération de qualité dont la filière de production génère un taux minimum de 10 % d'économie de dioxyde de carbone par rapport aux émissions de dioxyde de carbone, définies et publiées annuellement par la CWaPE, d'une production classique dans des installations modernes de référence telles que visées à l'article 2, 7°;
- 12° « certificat de garantie d'origine » : certificat délivré à un site de production attestant que les quantités d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération par ce site pourront clairement être identifiées et mesurées et que cette électricité pourra être, le cas échéant, qualifiée et vendue sous le label d'« électricité garantie d'origine renouvelable et/ou de cogénération à haut rendement »;
- 13° « label de garantie d'origine » : label qui atteste la quantité d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables au sens de l'article 2, 9°, ou de cogénération à haut rendement au sens de l'article 2, 8°;
- 14° « certificat vert » : titre transmissible octroyé aux producteurs d'électricité verte en vertu de l'article 38 et destiné, via les obligations imposées aux fournisseurs et gestionnaires de réseaux, à soutenir le développement d'installations de production d'électricité verte;
- 15° « réseau » : ensemble de lignes de transmission d'électricité connectées à un nombre important d'utilisateurs, y compris les postes de transformation, de sectionnement et de distribution;
- 16° « réseau de transport local » : tronçons du réseau d'une tension de 1 à 70 kilovolts servant principalement à la transmission d'électricité vers les réseaux de distribution ou utilisés aux fins d'échange avec des réseaux voisins et déterminés par le Gouvernement wallon conformément à l'article 4, alinéa 1^{er};
- 17° « réseau de distribution » : réseau, opérant à une tension inférieure ou égale à 70 kilovolts (kV), utilisé pour la transmission d'électricité à des clients finals au niveau régional ou local, à l'exception du réseau de transport local;
- 18° « transport local » : transmission d'électricité sur le réseau de transport local, aux fins d'échange avec des réseaux voisins ou aux fins de fourniture à des clients finals;

- 19° « distribution » : transmission d'électricité sur des réseaux de distribution aux fins de fourniture à des clients finals;
- 20° « administrateur indépendant » : l'administrateur du gestionnaire de réseau ou de la filiale créée en application de l'article 16, § 2, qui :
- a) n'exerce aucune fonction ou activité, rémunérée ou non, au service d'un producteur, d'un fournisseur ou d'un intermédiaire et n'a pas exercé une telle fonction ou activité au cours des vingt-quatre mois précédant sa nomination en tant qu'administrateur, et
- b) ne bénéficie d'aucun avantage matériel octroyé par l'une des personnes visées au littera a), ni par l'une de leurs entreprises associées ou liées, qui, de l'avis de la CWaPE, est susceptible d'influencer son jugement;
- 21° « réseaux interconnectés » : réseaux connectés l'un à l'autre et permettant ainsi la transmission d'électricité de l'un vers l'autre;
- 22° « interconnexions » : équipements utilisés pour interconnecter les réseaux d'électricité;
- 23° « réseau privé » : ensemble des installations établies sur un ou plusieurs fonds privés, servant à la transmission d'électricité à un ou plusieurs clients avals, et sur lequel le gestionnaire de réseau de distribution ou de transport local, auquel ce réseau privé est raccordé, ne dispose pas d'un droit de propriété ou d'un droit lui en garantissant la jouissance au sens de l'article 3;
- 24° « ligne directe » : toute ligne d'électricité, d'une tension inférieure ou égale à 70 kilovolts ne faisant pas partie du réseau de transport local ou du réseau de distribution, qui :
- soit relie directement un producteur et un client final,
 - soit relie directement un producteur à ses propres établissements et filiales, lorsque ce producteur n'est pas propriétaire de tous les terrains parcourus par cette ligne, en vue de leur approvisionnement;
- 25° « gestionnaire de réseau » : le gestionnaire d'un réseau de distribution et/ou le gestionnaire du réseau de transport local désignés conformément aux dispositions du chapitre II;
- 26° « utilisateur du réseau » : toute personne physique ou morale qui alimente le réseau ou est desservie par celui-ci en qualité de producteur ou de client final;
- 27° « gestionnaire de réseau privé » : personne physique ou morale propriétaire d'un réseau privé d'électricité ou disposant sur ce réseau d'un droit lui assurant la jouissance de ce réseau;
- 28° « accès » : droit d'utiliser un réseau d'électricité, permettant au fournisseur de fournir, et à l'utilisateur du réseau de prélever ou d'injecter de l'électricité sur ce réseau;
- 29° « raccordement » : ensemble des équipements nécessaires pour relier les installations de l'utilisateur du réseau au réseau, y compris généralement les installations de mesure, et les services y relatifs;
- 30° « plan d'adaptation » : plan envisageant les projets de remplacement, de rationalisation ou de développement du réseau, établi en application de l'article 15;
- 31° « règlement technique » : règlement contenant les prescriptions techniques et administratives visant à assurer le bon fonctionnement des réseaux et de leurs interconnexions, ainsi que l'accès à ceux-ci, établi en application de l'article 13;
- 32° « services auxiliaires » : services nécessaires à l'exploitation du réseau;
- 33° « fournisseur » : toute personne physique ou morale qui vend de l'électricité à des clients finals, le fournisseur produit ou achète librement l'électricité vendue aux clients finals;
- 34° « fournisseur désigné » : fournisseur chargé, conformément à l'article 8, § 3, d'assurer l'approvisionnement des clients devenus éligibles n'ayant pas encore fait le choix d'un fournisseur;
- 35° « fournisseur de substitution » : fournisseur désigné par le gestionnaire de réseau, chargé de la fourniture d'électricité aux clients finals en cas de défaillance du fournisseur avec lequel ces clients ont conclu un contrat de fourniture;
- 36° « intermédiaire » : toute personne physique ou morale qui achète librement de l'électricité en vue de la revente à un autre intermédiaire ou à un fournisseur;
- 37° « client » : tout client final, fournisseur ou intermédiaire;
- 38° « client final » : toute personne physique ou morale achetant de l'électricité pour son propre usage;
- 39° « client résidentiel » : client final dont l'essentiel de la consommation d'électricité est destiné à l'usage domestique;
- 40° « client protégé » : client final repris dans une catégorie visée à l'article 33;
- 41° « client aval » : client final et/ou producteur raccordé au réseau de distribution ou de transport local par le biais d'un réseau privé;
- 42° « éligibilité » : droit attaché à tout client final de pouvoir choisir son fournisseur;
- 43° « sinistre » : ensemble des dommages *subis* par un client final consécutif à un événement dommageable;
- 44° « événement dommageable » : toute circonstance ayant des conséquences dommageables pour un ou plusieurs clients finals;
- 45° « non-conformité de la fourniture d'énergie électrique » : caractère de la fourniture d'énergie électrique dont la fréquence ou la tension excède les marges de tolérance définies par les règlements techniques;
- 46° « irrégularité de la fourniture d'énergie électrique » : caractère de la fourniture d'énergie électrique dont la continuité ne correspond pas aux marges de tolérance définies par les règlements techniques;
- 47° « Ministre » : le Ministre wallon qui a l'Energie dans ses attributions;
- 48° « CREG » : Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz constituée par l'article 23 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et par l'article 15 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché du gaz et du statut fiscal des producteurs d'électricité;
- 49° « CWaPE » : Commission wallonne pour l'Energie instituée par l'article 43;
- 50° « Administration » : le département de l'Energie de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne;

51° « Directive 2001/77/CE » : la Directive 2001/77/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité »;

52° « Directive 2003/54/CE » : la Directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 96/92/CE;

53° « Directive 2004/8/CE » : la Directive 2004/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 concernant la promotion de la cogénération sur la base de la demande de chaleur utile dans le marché intérieur de l'énergie et modifiant la Directive 92/42/CEE »;

54° « Directive 2006/32/CE » : la Directive 2006/32/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2006 relative à l'efficacité énergétique dans les utilisations finales et aux services énergétiques et abrogeant la Directive 93/76/CEE du Conseil;

55° « loi Electricité » : la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

56° « décret Gaz » : le décret wallon du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

57° « tarif social » : tarif spécifique applicable aux clients protégés et déterminé par l'autorité compétente;

58° « période hivernale » : la période s'étendant entre le 1^{er} novembre et le 15 mars, le Gouvernement peut moduler cette période en fonction des conditions climatiques.

Art. 4. A l'article 4 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « et des gestionnaires de réseaux de distribution » sont insérés entre les mots « gestionnaire du réseau de transport » et les mots « le Gouvernement »;

2° à l'alinéa 3, le mot « Electricité » est inséré entre le mot « loi » et les mots « ou une filiale »;

3° à l'alinéa 4, les mots « et des gestionnaires de réseaux de distribution » sont insérés entre les mots « gestionnaire du réseau de transport local » et les mots « le Gouvernement ».

Art. 5. L'article 5 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. La gestion d'un réseau de distribution d'électricité est assurée par un gestionnaire de réseau de distribution désigné conformément aux dispositions suivantes. »

Art. 6. A l'article 6 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les alinéas 3 et 4 sont abrogés;

2° au § 2, les mots « ainsi qu'aux alinéas 3 et 4 du paragraphe 1^{er} » sont supprimés.

Art. 7. L'article 7 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. § 1^{er}. Au minimum 70 % des parts représentatives du capital du gestionnaire du réseau de distribution sont détenus par les communes et, le cas échéant, par les provinces.

Dans l'hypothèse où le gestionnaire de réseau de distribution s'est engagé dans des activités de production, de vente ou de fourniture d'électricité, dans les cas spécialement prévus dans le présent décret, la proportion de parts visée à l'alinéa précédent représente l'ensemble de ces activités.

Les dispositions du présent article sont également applicables au candidat gestionnaire de réseau de distribution.

Le Gouvernement fixe le calendrier en vue de l'acquisition, par les communes et, le cas échéant, les provinces, d'un nombre suffisant de parts représentatives du capital pour leur permettre d'en détenir plus de 75 %. Cette acquisition doit être réalisée pour le 31 décembre 2018 au plus tard. Dans l'hypothèse où une commune et, le cas échéant, la province n'est pas en mesure de réaliser, à la date requise, l'acquisition des parts visées au présent alinéa selon le calendrier fixé, la Région wallonne ou un organisme d'intérêt public dépendant de la Région et désigné à cette fin par le Gouvernement, ou encore toute personne de droit privé dans les conditions fixées par l'article 7bis, 3°, peut, à la demande de cette commune et, le cas échéant, de la province, et avec l'accord des autres associés, acquérir à sa place les parts correspondantes représentatives du capital du gestionnaire de réseau de distribution.

L'acquisition des parts imposée par le présent article se fait à la valeur convenue entre associés.

Leur transfert n'intervient qu'après paiement complet par l'associé qui les acquiert, sans préjudice de tout autre accord intervenu entre parties. »

§ 2. Les parts détenues par les communes et, le cas échéant, par la province, visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, peuvent être limitées à 65 %, si les communes détenant la majorité des parts du gestionnaire de réseau de distribution ont investi avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, directement ou via l'intercommunale pure de financement, dans des unités de production d'électricité verte ou d'énergie issue de sources d'énergie renouvelables. Dans ce cas, la Région ou un organisme d'intérêt public dépendant de la Région et désigné à cette fin par le Gouvernement, ou encore toute personne de droit privé dans les conditions fixées par l'article 7bis, 3°, peut, à la demande de ces communes et, le cas échéant, de la province, et avec l'accord des autres associés, acquérir 5 % des parts nécessaires pour atteindre le seuil de 70 % visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Art. 8. Un article 7bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 7bis. Sans préjudice de l'article 7, un producteur, fournisseur ou intermédiaire ne peut détenir, directement ou indirectement, des parts représentatives du capital social du gestionnaire du réseau que si les conditions suivantes sont réunies :

1° les statuts du gestionnaire de réseau ne contiennent aucune disposition permettant à un tel producteur, fournisseur ou intermédiaire, directement ou indirectement, de rejeter, bloquer ou imposer une décision ou de faire obstacle à une prise de décision;

2° si le gestionnaire de réseau est une intercommunale, nonobstant l'article L1523-12, § 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, ses statuts disposent que toute modification statutaire, à l'exception de dispositions relatives à la protection légitime des associés minoritaires, exige la majorité simple des voix exprimées par les délégués présents à l'assemblée générale et la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués des associés communaux et provinciaux;

3° les statuts du gestionnaire de réseau prévoient qu'un tel producteur, fournisseur ou intermédiaire ne peut augmenter les parts sociales qu'il détient dans le gestionnaire du réseau de distribution ou les céder à des personnes qui ne sont pas associées, qu'avec l'autorisation du Gouvernement, donnée après avis de la CWaPE;

4° les statuts du gestionnaire du réseau de distribution ne prévoient aucun plafond en ce qui concerne la détention des parts représentatives du capital par les communes et les provinces. ».

Art. 9. A l'article 8 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le gestionnaire du réseau de distribution ne peut réaliser des activités de production autres que de l'électricité verte. L'électricité ainsi produite est exclusivement utilisée pour alimenter ses propres installations et/ou pour compenser ses pertes de réseau. »;

2° l'alinéa 2 du § 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le gestionnaire du réseau de distribution ne peut fournir les clients finals que dans les cas prévus par les articles 30, § 5, 33bis et 34. »;

3° l'alinéa 3 du § 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le cas échéant, ces activités de production d'électricité, d'une part, et de fourniture d'électricité, d'autre part, font l'objet d'une comptabilité séparée. »;

4° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Un fournisseur titulaire d'une licence de fourniture est désigné par le gestionnaire du réseau de distribution aux fins d'assurer l'approvisionnement des clients devenus éligibles tant que ceux-ci n'ont pas choisi un fournisseur. Le Gouvernement veille à ce que cette désignation n'entraîne pas la liberté de choix du client devenu éligible. »

Art. 10. L'article 9 du même décret est abrogé.

Art. 11. A l'article 10, § 1^{er}, du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Sur la base des conditions visées aux articles précédents et de la capacité technique et financière du candidat gestionnaire de réseau garantissant la bonne réalisation des missions du gestionnaire de réseau, le Gouvernement désigne, après avis de la CWaPE, les gestionnaires des réseaux de distribution correspondant à des zones géographiquement distinctes et sans recouvrement. Si le gestionnaire de réseau désigné n'est, au moment de la désignation, pas propriétaire du réseau ou ne dispose pas d'un droit d'usage sur ce réseau, celle-ci est faite sous condition suspensive de l'acquisition, par le gestionnaire de réseau, de ce droit de propriété ou d'usage. »;

2° l'alinéa 2 est complété comme suit : « Cette proposition se fonde sur une comparaison objective menée par la commune des diverses candidatures, au regard notamment des conditions de désignation visées à l'alinéa 1^{er}, de la volonté de rationaliser la distribution d'électricité sur son territoire, ainsi qu'une projection des tarifs et, éventuellement, des dividendes proposés. »;

3° l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Si, dans les trois mois qui suivent la date de publication d'un avis du ministre au *Moniteur belge* les y invitant, la ou les communes ou provinces n'ont pas formulé de proposition, le Gouvernement désigne d'office, après avis de la CWaPE, le gestionnaire du réseau de distribution. »;

4° le § 1^{er} est complété comme suit :

« Le Gouvernement arrête la procédure de désignation et de renouvellement du ou des gestionnaires de réseaux de distribution. »

Art. 12. L'article 10, § 2, alinéa 1^{er} du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le gestionnaire du réseau de distribution est désigné pour un terme renouvelable de vingt ans maximum. Son mandat prend fin en cas de dissolution. En cas de scission, le Gouvernement décide, sur proposition de la CWaPE, si les nouvelles entités doivent ou non obtenir un renouvellement du mandat de gestionnaire de réseau de distribution. En cas de fusion entre gestionnaires des réseaux de distribution, le mandat perdure pour le terme supérieur des mandats octroyés. ».

Art. 13. L'article 10, § 3, du même décret forme un nouvel article 10bis et est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10bis. § 1^{er}. Dans l'hypothèse où le gestionnaire de réseau a été proposé par une commune propriétaire d'une partie du réseau sur son territoire ou par une commune enclavée, le Gouvernement, s'il désigne ce gestionnaire de réseau sous condition suspensive, conformément à l'article 10, § 1^{er}, peut autoriser la commune à procéder à ses frais à l'expropriation pour cause d'utilité publique du réseau de distribution situé sur son territoire et nécessaire à la réalisation de la mission du gestionnaire de réseau de distribution proposé par celle-ci. A la demande de la commune, l'autorisation du Gouvernement peut viser des portions du réseau dont la commune est déjà propriétaire mais sur lesquelles elle a octroyé un droit réel ou personnel.

Au sens du présent article, la commune enclavée est la commune dont tout ou partie du réseau de distribution situé sur son territoire est géré par un autre gestionnaire que le gestionnaire de réseau de toutes les communes limitrophes.

La procédure instaurée par la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique est applicable aux expropriations visées à l'alinéa 1^{er}. L'indemnité d'expropriation est fixée sur la base de la valeur du réseau telle qu'approuvée par l'autorité de régulation compétente.

Le plan du réseau de distribution à déposer en annexe à la requête en expropriation est composé de l'inventaire des éléments constitutifs du réseau servant de base à l'évaluation du réseau par l'autorité de régulation compétente, ainsi que, s'agissant des biens repris au cadastre, des documents cadastraux correspondants.

Dans les trente jours de la réception de la demande, le gestionnaire de réseau est tenu de transmettre le plan du réseau à la commune qui en fait la demande dans le cadre ou en vue d'une procédure d'expropriation.

§ 2. Si le gestionnaire de réseau de distribution dont une partie du réseau fait l'objet de l'expropriation est une intercommunale, la commune qui a procédé à l'expropriation est tenue de notifier à cette intercommunale qu'elle s'en retire. Dans cette hypothèse, nonobstant toute disposition statutaire, aucun vote n'est requis. La commune est tenue de réparer le dommage évalué à dire d'experts que son retrait cause à l'intercommunale et aux autres associés.

Par dérogation à l'article L1523-22 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, si l'expropriation du réseau intervient, la reprise du réseau par la commune a lieu immédiatement après le versement de l'indemnité provisionnelle, sans attendre que tous les montants dus à l'intercommunale aient été effectivement payés à cette dernière. Toutefois, l'apport du réseau au gestionnaire de réseau désigné sous condition suspensive ne pourra

intervenir qu'après le transfert, à ce gestionnaire de réseau, du personnel directement affecté à la distribution sur le territoire de la commune, l'activité continuant entre-temps à être exercée par l'ancien gestionnaire de réseau. ».

Art. 14. A l'article 11 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Le gestionnaire de réseau assure l'exercice des missions définies au présent décret de manière indépendante, transparente et non discriminatoire vis-à-vis de tout producteur, fournisseur, intermédiaire et client final. »;

2° à l'alinéa 2 du § 2, les mots « , pour la partie du réseau qui le concerne, » sont supprimés;

3° au même alinéa, le 4° est remplacé par la disposition suivante :

« 4° le comptage des flux d'électricité aux points d'interconnexion avec d'autres réseaux, aux points d'accès des clients et aux points d'échange avec les producteurs d'électricité, de même que la pose et l'entretien des compteurs, »;

4° au même alinéa, le 5° est remplacé par la disposition suivante :

« 5° la réalisation des obligations de service public qui lui sont imposées par ou en vertu du présent décret, »;

5° le même alinéa est complété comme suit :

« 7° la constitution, la conservation et l'actualisation des plans du réseau, de même que l'inventaire des éléments constitutifs du réseau. »;

6° le § 2 est complété comme suit :

« Le cas échéant, le Règlement technique explicite les modalités techniques des tâches énumérées ci-avant, sans préjudice pour le Gouvernement d'arrêter les mesures d'exécution qu'il juge nécessaires. »

Art. 15. A l'article 12 du même décret, dont le texte actuel forme désormais un § 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « fournisseurs aux clients éligibles » sont remplacés par le mot « fournisseurs »;

2° les mots « ne puissent exercer, seuls ou de concert, une influence notable sur la gestion de ce réseau » sont remplacés par les mots « ne puissent contrevenir, seuls ou de concert, à l'indépendance du gestionnaire de réseau ».

Art. 16. L'article 12 du même décret est complété comme suit :

« § 2. Au sein du conseil d'administration du gestionnaire de réseau, seuls les administrateurs indépendants peuvent avoir accès aux données confidentielles.

Sont considérées comme confidentielles notamment les données suivantes :

1° les informations par point de fourniture;

2° les données individualisées du contrat d'accès;

3° les données individualisées du contrat de raccordement;

4° les demandes de raccordement ou de modification de puissance ou de capacité de raccordement;

5° toutes les données communiquées par un utilisateur de réseau dans le cadre d'une étude d'orientation ou de détail ou de raccordement, sauf si elles ont été rendues publiques par l'utilisateur lui-même;

6° les prescriptions de sécurité et procédures d'accès en vigueur chez l'utilisateur de réseau;

7° les données de planification telles que visées au règlement technique transmises par l'utilisateur de réseau ou le fournisseur;

8° le schéma de l'installation intérieure de l'utilisateur de réseau;

9° les demandes de raccordement d'installations de production.

Après avis de la CWaPE, le Gouvernement peut définir d'autres données confidentielles.

Sans préjudice des incompatibilités applicables aux administrateurs du gestionnaire de réseau, il est interdit à un administrateur d'être présent à la délibération d'un organe du gestionnaire de réseau sur les objets auxquels l'associé qui l'a présenté a un intérêt direct ou indirect.

§ 3. Si le gestionnaire de réseau a confié l'exploitation journalière de ses activités à une filiale, conformément à l'article 16, § 2, les mesures définies par le Gouvernement en application du § 1^{er}, 2°, 3° et 4° sont applicables à ladite filiale et à son personnel. Toutefois, les mesures visant à préserver la confidentialité des informations ne s'appliquent pas dans les relations entre la filiale et le ou les gestionnaire(s) de réseau(x) associé(s).

Les dispositions du paragraphe 2 sont également applicables aux administrateurs de la filiale visée à l'article 16, § 2.

Le Gouvernement peut énoncer des incompatibilités applicables aux administrateurs de cette filiale. »

Art. 17. A l'article 13 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « la CWaPE établit » sont remplacés par les mots « la CWaPE arrête »;

2° le 1° est remplacé comme suit :

« 1° les exigences techniques minimales pour le raccordement au réseau des installations des utilisateurs de ce réseau, ainsi que les délais de raccordement, »;

3° le 3° est remplacé comme suit :

« 3° les exigences techniques minimales pour l'établissement des lignes directes, »;

4° au 4°, les mots « introduite par les fournisseurs » sont supprimés;

5° le 10° est remplacé par la disposition suivante :

« 10° les modalités de collaboration avec les gestionnaires de réseaux interconnectés, le contenu minimal des conventions de collaboration, ainsi que les informations à fournir par le gestionnaire de réseau à ces gestionnaires, en vue d'assurer une exploitation sûre et efficace, un développement coordonné et l'interopérabilité des réseaux interconnectés, »;

6° le 11° est remplacé par la disposition suivante :

« 11° les modalités et conditions de mise à disposition d'installations de l'utilisateur du réseau au profit du gestionnaire de réseau afin de rencontrer les besoins de gestion du réseau ».

Art. 18. Le même article 13 est complété comme suit :

« 12° les informations à fournir par le gestionnaire de réseau de distribution aux fournisseurs, notamment en matière de comptage, le règlement technique définit les objectifs de performance que le gestionnaire de réseau doit respecter à cet égard;

13° les prescriptions techniques et administratives applicables aux réseaux privés d'électricité et les obligations techniques à charge du gestionnaire de réseau privé;

14° les modalités d'intervention du fournisseur de substitution;

15° le contenu minimal du plan d'adaptation ainsi que la procédure d'adoption de ce plan;

16° les mesures en matière d'informatique indispensables à mettre en place par les gestionnaires de réseaux, de manière collective ou individuelle, afin d'assurer le bon fonctionnement du réseau. »

Art. 19. L'article 14, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Chaque année, le gestionnaire de réseau transmet à la CWaPE, pour information, les propositions tarifaires qu'il remet à la CREG pour approbation, ainsi que toutes les données comptables relatives, notamment, aux coûts de raccordement et d'utilisation du réseau dont il assure la gestion, aux coûts liés aux services auxiliaires qu'il fournit ainsi que, le cas échéant, aux activités visées à l'article 8, § 1^{er}. »

Art. 20. L'article 15, § 1^{er}, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. En concertation avec la CWaPE, les gestionnaires de réseau établissent chacun un plan d'adaptation du réseau dont ils assument respectivement la gestion, en vue d'assurer la continuité d'approvisionnement, la sécurité et le développement de ce réseau.

Les règlements techniques précisent le planning et les modalités d'établissement du plan d'adaptation.

Le plan d'adaptation des réseaux de distribution couvre une période de trois ans. Il est adapté au fur et à mesure des besoins et au moins tous les ans pour les deux années suivantes, selon la procédure prévue dans le règlement technique.

Par cohérence avec les propositions tarifaires à soumettre à l'autorité de régulation compétente, la durée de planification du plan d'adaptation des réseaux de distribution est portée à quatre ans en vue de la mise en œuvre de la période tarifaire portant sur les années 2013-2016.

Le plan d'adaptation du réseau de transport local est établi parallèlement au plan de développement envisagé à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi Electricité.

Il couvre une période de sept ans, est adapté tous les deux ans et est mis à jour annuellement. »

Art. 21. L'article 15, § 2, du même décret est complété par les mots suivants : « et les moyens budgétaires qu'il entend mettre en œuvre à cet effet. Chaque plan contient un rapport de suivi relatif aux plans précédents. »

Art. 22. L'article 15, § 3, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Si la CWaPE constate que le plan d'adaptation ne permet pas au gestionnaire de réseau de remplir ses obligations légales, elle enjoint celui-ci de remédier à cette situation dans un délai raisonnable qu'elle détermine. »

Art. 23. Des articles 15*bis* à 15*quater* rédigés comme suit, sont insérés dans le même décret :

« Art. 15*bis*. § 1^{er}. L'installation d'un nouveau réseau privé est soumise à l'octroi d'une autorisation individuelle délivrée par le Ministre, après avis de la CWaPE, et publiée par extrait au *Moniteur belge* et sur le site de la CWaPE.

Cette autorisation est conditionnée par le refus d'accès au réseau ou par l'absence d'une offre d'utilisation du réseau à des conditions techniques raisonnables. En outre, elle n'est maintenue que si, préalablement à la mise en service du réseau privé, le bénéficiaire de l'autorisation en fait vérifier, à ses frais, la conformité technique par un organisme agréé dont le rapport est transmis au Ministre.

La procédure d'octroi de l'autorisation individuelle est déterminée par le Gouvernement, après avis de la CWaPE.

L'autorisation visée à l'alinéa 1^{er} contient en outre la désignation d'un gestionnaire de réseau privé.

§ 2. Le gestionnaire de réseau privé est responsable de l'exploitation et de l'entretien du réseau privé. Pour le reste, les droits et obligations respectifs du gestionnaire de réseau privé et du gestionnaire de réseau, notamment envers le client aval, sont déterminés par le Gouvernement, après avis de la CWaPE.

§ 3. Lorsqu'il est raccordé à un réseau privé, le client aval se voit appliquer les mêmes droits et obligations, notamment envers le gestionnaire de réseau et envers le fournisseur, que ceux applicables le cas échéant au client final par ou en vertu des articles 25*bis* à 25*octies*, 26, 31, 31*bis* à 31*quater*, 33, 33*bis* à 33*quater*, 34, 34*bis*, 48 et 49*bis*, sans préjudice de l'article 34*ter*.

Par dérogation à l'alinéa précédant, les clients avals peuvent mandater le gestionnaire de réseau privé d'exercer, en leur nom et pour leur compte, leur éligibilité. Pour être valable, ce mandat doit être prévu de manière expresse.

Art. 15*ter*. § 1^{er}. Par dérogation aux dispositions de l'article 15*bis*, un nouveau réseau privé peut être établi dans le respect des modalités suivantes.

§ 2. En vue de l'établissement d'un tel réseau, le futur propriétaire du réseau, ou toute personne désignée par lui, peut demander au gestionnaire du réseau auquel le réseau privé sera raccordé de lui transmettre une proposition de convention portant sur la gestion du réseau privé. Une copie de cette proposition est adressée à la CWaPE.

Après avis de la CWaPE, le Gouvernement détermine le contenu minimal de cette convention, qui doit à tout le moins :

1° octroyer au gestionnaire de réseau un droit lui garantissant au moins la jouissance du réseau privé;

2° modaliser le droit du gestionnaire de réseau d'accéder au réseau privé;

3° imposer des dispositifs de comptage conformes aux prescriptions des règlements techniques et à toute autre législation dont le gestionnaire du réseau doit assurer le respect;

4° régler les modalités d'exploitation et d'entretien du réseau privé;

5° prévoir les modalités d'intervention sur le réseau privé et de résolution des incidents sur ce réseau;

6° le cas échéant, préciser les compensations financières applicables entre le demandeur et le gestionnaire de réseau.

§ 3. Si le demandeur estime que la proposition de convention adressée par le gestionnaire de réseau contient des dispositions déséquilibrées sur le plan technique ou économique, il demande à la CWaPE de statuer sur ce point. La saisine de la CWaPE se fait par courrier recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement, le demandeur y expose son argumentation.

La CWaPE notifie sa décision aux parties intéressées dans un délai de soixante jours, après avoir permis au gestionnaire de réseau de faire valoir son point de vue. Le cas échéant, la CWaPE peut enjoindre le gestionnaire de réseau de modifier la proposition de convention selon des amendements qu'elle suggère.

§ 4. En cas de signature de la convention visée au paragraphe 2, une demande d'établissement d'un nouveau réseau privé est adressée au Ministre et contient en annexe une copie de la convention.

Dans les trois mois de l'introduction de la demande, le Ministre octroie l'autorisation d'établissement du nouveau réseau privé. Cette autorisation n'est maintenue que si, préalablement à la mise en service du réseau privé, le bénéficiaire de l'autorisation en fait vérifier la conformité technique par un organisme agréé dont le rapport est transmis au Ministre.

§ 5. Lorsqu'il est établi conformément au présent article, le réseau privé est considéré comme faisant partie du réseau de distribution ou de transport local.

« Art. 15^{quater}. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement peut exonérer certaines catégories de réseaux privés de l'application de tout ou partie des dispositions visées aux §§ 1^{er} et 2 de l'article 15^{bis}, ou aménager leurs dispositions, en raison, notamment, du niveau de tension du réseau auquel le réseau privé est raccordé, du caractère temporaire des consommations des clients avals concernés, du caractère accessoire de ces mêmes consommations par rapport aux consommations propres du client directement raccordé au réseau de distribution ou de transport local, de la circonstance que le réseau privé est issu du morcellement de la propriété d'une installation intérieure initiale ou que le réseau privé se situe au sein d'un même immeuble.

Cette exonération ne porte pas atteinte à l'obligation du gestionnaire de réseau privé de garantir l'exploitation et l'entretien de son réseau, en vue d'assurer un niveau de sécurité comparable à celui figurant dans les règlements techniques. »

Art. 24. L'article 16 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. § 1^{er}. Le gestionnaire de réseau dispose d'un personnel suffisant et qualifié afin d'assurer l'exercice des missions visées à l'article 11. Il peut toutefois confier l'exploitation journalière de ses activités à une filiale, conformément au paragraphe 2.

Si un producteur, fournisseur ou intermédiaire détient, directement ou indirectement des parts représentatives du capital d'un gestionnaire de réseau n'ayant pas confié l'exploitation journalière de ses activités à une filiale conformément au paragraphe 2, les statuts de celui-ci garantissent la création d'un organe émanant du conseil d'administration, composé exclusivement d'administrateurs indépendants, et compétent pour la préparation des décisions relatives aux tâches stratégiques ou confidentielles énoncées ci-après :

- l'exploitation, l'entretien et le développement du réseau de distribution;
- l'accès au réseau, les conditions de raccordement, les conditions techniques et les tarifs;
- le relevé des compteurs et le traitement des données en résultant;
- la comptabilité relative à la gestion du réseau;
- la sous-traitance des tâches et des travaux ainsi que les dossiers d'achat;
- la gestion des informations confidentielles visées à l'article 12.

Après avis de la CWaPE, le Gouvernement peut déterminer d'autres tâches stratégiques et confidentielles.

En outre, dans l'hypothèse visée à l'alinéa 2, les statuts garantissent également la création, au sein du conseil d'administration, d'un comité d'éthique composé majoritairement d'administrateurs indépendants et chargé de contrôler le respect, par le personnel, des règles relatives à la confidentialité des informations personnelles et commerciales.

§ 2. Le gestionnaire de réseau peut choisir de confier l'exploitation journalière de ses activités à une filiale répondant aux exigences énoncées au présent paragraphe, que celle-ci soit propre à chaque gestionnaire de réseau ou commune à plusieurs d'entre eux.

La création de la filiale doit se faire dans le respect des conditions suivantes :

- 1° la filiale constitue une entité juridiquement distincte de tout producteur, fournisseur ou intermédiaire;
- 2° les producteurs, fournisseurs ou intermédiaires ne peuvent détenir de titre représentatif de son capital;
- 3° ses statuts appliquent des règles strictes de corporate governance prévoyant à tout le moins ce qui suit :
 - a) 80 % au moins des membres de son conseil d'administration sont des administrateurs indépendants au sens de l'article 2, 200, et sont proposés par le ou les gestionnaire(s) de réseaux associé(s),
 - b) le conseil d'administration élit en son sein un Comité Exécutif et Stratégique, composé exclusivement d'administrateurs indépendants, et compétent pour la préparation des tâches stratégiques et confidentielles énoncées au § 1^{er},
 - c) le conseil d'administration crée en son sein les comités suivants, composés majoritairement d'administrateurs indépendants, et qui assistent le conseil d'administration dans ses décisions ou qui ont une compétence d'avis :
 - un comité d'audit, chargé au moins de l'examen des comptes et du contrôle du budget,
 - un comité d'éthique, tel que visé au § 1^{er},
 - un comité de nomination et de rémunération, chargé de faire des propositions au conseil d'administration au sujet de l'engagement de la personne en charge de la direction générale et des cadres rapportant directement à cette personne, ainsi que de leur rémunération,
 - 4° ses statuts ne contiennent aucune disposition permettant à un producteur, fournisseur ou intermédiaire, directement ou indirectement, seul ou de concert, de rejeter, bloquer ou imposer une décision ou de faire obstacle à une prise de décision;

5° la filiale ne peut réaliser des tâches autres que celles liées à l'exploitation journalière des activités exercées dans les secteurs électrique et gazier par le ou les gestionnaires de réseaux associés.

§ 3. Les statuts de la filiale et la convention d'actionnaires, de même que la liste des administrateurs et du personnel dirigeant sont transmis au ministre dans les trois mois de la constitution de la filiale.

Toute modification de l'actionariat de la filiale, de ses statuts, de la convention d'actionnaires ainsi que tout renouvellement du conseil d'administration sont transmis au ministre pour information. »

Art. 25. Un article 16bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 16bis. § 1^{er}. Les membres des organes de gestion et le personnel du gestionnaire de réseau sont soumis au secret professionnel, ils ne peuvent divulguer à quelque personne que ce soit les informations confidentielles dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions auprès du gestionnaire de réseau dans le cadre de l'exécution des missions visées à l'article 11, hormis le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice et sans préjudice des communications aux gestionnaires d'autres réseaux, à la CWaPE ou d'autres régulateurs ou au ministre, à conditions qu'elles soient expressément prévues ou autorisées par le présent décret ou ses arrêtés d'exécution, ou par toute autre disposition législative ou réglementaire en vigueur.

Toute infraction au présent article est punie des peines prévues par l'article 458 du Code pénal.

Si le gestionnaire de réseau a confié l'exploitation journalière de ses activités à une filiale, les membres des organes de gestion et le personnel de cette filiale sont soumis à la même obligation en matière de secret professionnel. Toutefois, cette obligation ne vaut pas dans les rapports entre la filiale et le ou les gestionnaire(s) de réseau(x) associé(s).

§ 2. Le gestionnaire de réseau et, le cas échéant, la filiale visée à l'article 16, § 2, définissent la procédure et les conditions d'engagement de leur personnel propre. »

Art. 26. L'article 17 du même décret devient l'article 20bis, dans lequel les mots « aurait laissé sans suite » sont remplacés par les mots « laisse sans suite ».

Art. 27. L'intitulé de la section 1^{re} du chapitre IV du même décret est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 1^{re}. — Droits et obligations du gestionnaire de réseau sur le domaine public ».

Art. 28. L'article 18, § 1^{er}, du même décret est complété par les mots suivants : « , et dans les conditions définies dans la présente section. ».

Art. 29. A l'article 18, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la première phrase, les mots « la Région » sont complétés par les mots « et les personnes morales de droit public qui en dépendent »;

2° dans la troisième phrase, les mots « de la Région » sont complétés par les mots « ou des personnes morales de droit public qui en dépendent ».

Art. 30. A l'article 18, § 2, alinéa 2, du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « ou une personne morale de droit public qui en dépend » sont insérés entre les mots « par la Région wallonne » et les mots « sur son domaine »;

2° la première phrase est complétée par les mots « ou de la personne morale de droit public qui en dépend ».

Art. 31. A l'article 20 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « régionale » est inséré entre les mots « d'une redevance » et le mot « annuelle »;

2° à l'alinéa 2, 1°, les mots « entre deux et dix centimes » sont remplacés par les mots « entre 0,0005 et 0,0025 euro »;

3° au même alinéa, 1°, les mots « chaque année » sont supprimés;

4° un alinéa ainsi rédigé est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 :

« Le montant de la redevance à payer est établi sur la base d'une déclaration transmise par le gestionnaire de réseau. Le Gouvernement peut indexer ce montant en fonction de l'indice des prix à la consommation. »

Art. 32. L'intitulé de la section II du chapitre IV du même décret est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section II. — Droits du gestionnaire de réseau sur les propriétés privées ».

Art. 33. L'article 17, devenu 20bis, du même décret forme une sous-section Ire, ainsi rédigée :

« Sous-section 1^{re}. — Placement de lignes électriques aériennes ».

Art. 34. Les articles 21 à 25 du même décret sont rassemblés dans une sous-section II, dont l'intitulé est le suivant :

« Sous-section II. — Déclaration d'utilité publique ».

Art. 35. A l'article 21, § 1^{er}, alinéa 3, du même décret, les mots « , titulaires de droit réel » sont insérés entre les mots « aux propriétaires » et les mots « et locataires intéressés ».

Art. 36. L'article 22, alinéa 1^{er}, du même décret devient l'article 21, § 1^{er}bis, dans lequel les mots « domaine privé » sont remplacés par les mots « fonds privé ».

Art. 37. A l'article 21, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « le bénéficiaire de la servitude prévue au § 1^{er} » sont remplacés par les mots « le gestionnaire de réseau, bénéficiaire de la servitude prévue au § 1^{er}bis ».

Art. 38. A l'article 22 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les mots « de cette servitude » sont remplacés par les mots « d'une servitude telle que visée à l'article 21, § 1^{er}bis », et les mots « bénéficiaire de cette servitude » sont remplacés par les mots « gestionnaire de réseau »;

2° le dernier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Gouvernement détermine les droits et obligations de l'éventuel titulaire de droit réel ou du locataire éventuel dans le cadre de la vente de ce fonds. »

Art. 39. L'article 23 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23. § 1^{er}. Si le propriétaire du fonds grevé ou celui qui est en droit d'y ériger des constructions décide de construire sur le fonds, il notifie sa décision au gestionnaire de réseau par courrier recommandé à la poste ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement. Celui-ci sera tenu de déplacer ou d'enlever les infrastructures de réseau si l'intéressé le requiert.

§ 2. S'il demande le déplacement des infrastructures en vue de la construction sur le fonds grevé, l'intéressé ne peut entamer les travaux que six mois après la notification visée au § 1^{er}. Le cas échéant, le ministre peut accorder un délai supplémentaire au gestionnaire de réseau pour lui permettre d'obtenir les autorisations requises par ce déplacement. Il en informe le propriétaire du fonds.

Le coût du déplacement ou de l'enlèvement des infrastructures de réseau est à la charge du gestionnaire de réseau.

§ 3. Si l'intéressé ne demande pas le déplacement des infrastructures, le gestionnaire de réseau conserve le droit d'exercer la surveillance de ces installations et d'exécuter les travaux nécessaires à leur fonctionnement, à leur entretien et à leur réparation.

§ 4. Au moment de la réception de la notification visée au § 1^{er}, le gestionnaire de réseau peut proposer au propriétaire du fonds grevé d'acheter le terrain. Il en informe le ministre. Si aucun accord amiable n'intervient, les dispositions de l'article 25 trouvent application. »

Art. 40. L'article 24 du même décret est abrogé.

Art. 41. Il est inséré dans le chapitre IV du même décret une section III rédigée comme suit :

« Section III. — Obligations d'indemnisation

Sous-section I^{re}. — Indemnisation due pour une interruption prolongée de fourniture

Art. 25bis. § 1^{er}. Toute interruption de fourniture non planifiée d'une durée supérieure à six heures consécutives et ayant son origine sur un réseau de distribution ou de transport local donne lieu à une indemnisation à charge du gestionnaire de réseau par le fait duquel l'interruption ou son maintien sont intervenus, au profit du client final raccordé au réseau de distribution.

Cette indemnisation n'est pas due dans l'hypothèse où l'interruption de fourniture et son maintien pendant plus de six heures consécutives sont l'un et l'autre causés par un cas de force majeure.

§ 2. Pour bénéficier de l'indemnisation visée au paragraphe 1^{er}, le client final visé introduit, par courrier recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement, une demande auprès du gestionnaire de réseau auquel il est raccordé. Cette demande doit être adressée dans les trente jours calendrier de la survenance de l'interruption de fourniture. Le client y mentionne les données essentielles au traitement de sa demande.

En vue de faciliter la démarche des clients concernés, le gestionnaire de réseau met à disposition des clients finals un formulaire de demande d'indemnisation approuvé par la CWaPE. Ce formulaire est notamment disponible sur le site internet du gestionnaire de réseau.

L'indemnisation est fixée à 100 euros pour chaque interruption de plus de six heures.

Les contrats de raccordement peuvent prévoir un montant supérieur.

§ 3. Dans les trente jours calendrier de la date du courrier recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement visé au § 2, l'indemnité est versée sur le compte bancaire du client final par le gestionnaire de réseau auquel ce client final est raccordé. Ce gestionnaire de réseau est subrogé dans les droits du client final à l'égard du gestionnaire du réseau par le fait duquel l'interruption ou son maintien sont survenus. Ce dernier rembourse le gestionnaire de réseau qui a indemnisé le client final dans les trente jours calendrier de la demande qui lui est adressée en ce sens.

Dans l'hypothèse où l'interruption de fourniture et le maintien de celle-ci sont le fait de deux gestionnaires de réseaux différents, une solidarité s'établit entre eux quant au paiement de l'indemnité, dont la charge est répartie entre eux à parts égales.

§ 4. En cas de contestation sur la durée ou l'origine de l'interruption et de son maintien, la CWaPE rend un avis à ce sujet dans les trente jours calendrier, à la requête de la partie la plus diligente.

Sous-section II. — Indemnisation due suite à une erreur administrative ou un retard de raccordement

Art. 25ter. § 1^{er}. Toute absence de fourniture d'électricité intervenant en violation des prescriptions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution en suite d'une erreur administrative commise par le gestionnaire de réseau de distribution oblige ce gestionnaire à payer au client final une indemnité forfaitaire journalière de 125 euros jusqu'au rétablissement de l'alimentation, avec un maximum de 1.875 euros. Les frais de fermeture et de rétablissement de l'alimentation sont également supportés par le gestionnaire de réseau, sans pouvoir être répercutés auprès du client final.

De même, en-dehors du cas visé à l'alinéa 1^{er}, tout client final a droit à une indemnité forfaitaire mensuelle de 100 euros à charge du gestionnaire de réseau de distribution lorsque, celui-ci n'ayant pas correctement donné suite à une demande de changement de fournisseur adressée par un fournisseur à la demande du client final, le contrat passé avec le nouveau fournisseur ne peut effectivement entrer en vigueur à la date convenue entre les parties.

§ 2. Le client final adresse la demande d'indemnisation au gestionnaire de réseau auquel il est raccordé, par courrier recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement, dans les trente jours calendrier de la survenance de l'absence de fourniture ou de la prise de connaissance, par le client final, de l'erreur dans la procédure de changement de fournisseur. Le client final y mentionne les données essentielles au traitement de sa demande. En vue de faciliter la démarche du client concerné, le gestionnaire de réseau met à disposition des clients finals un formulaire de demande d'indemnisation approuvé par la CWaPE. Ce formulaire est notamment disponible sur le site internet du gestionnaire de réseau.

Le gestionnaire de réseau indemnise le client dans les trente jours calendrier de la réception de la demande d'indemnisation.

Si le gestionnaire de réseau estime que l'absence de fourniture ou l'erreur dans la procédure de changement de fournisseur résulte d'une erreur d'un fournisseur, il en informe le client dans les trente jours calendrier de la réception de la demande d'indemnisation et, dans le même délai, adresse directement la demande à ce fournisseur.

Le fournisseur est tenu de traiter la demande d'indemnisation et, le cas échéant, de verser celle-ci dans les mêmes délais que ceux applicables au gestionnaire de réseau.

§ 3. A défaut d'une réponse du gestionnaire de réseau ou du fournisseur dans les délais requis, ou en cas de refus d'indemnisation, le client peut saisir du dossier le Service régional de médiation visé à l'article 48. Cette plainte est introduite au maximum trois mois après la date d'envoi de la demande d'indemnisation.

Pour que la demande soit recevable, le demandeur doit apporter la preuve écrite qu'il a, au préalable, tenté sans succès d'obtenir le paiement de l'indemnité directement auprès du gestionnaire de réseau et du fournisseur.

Le Service régional de médiation instruit le dossier. S'il estime que la demande d'indemnisation est fondée, il établit dans les trente jours calendrier une proposition d'avis en ce sens, qu'il notifie par courrier recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement au gestionnaire de réseau. Celui-ci dispose de quinze jours calendrier, à dater de la réception de la notification pour faire valoir ses observations qu'il adresse au Service régional de médiation par courrier recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement. Si celui-ci constate que l'absence de fourniture ou l'erreur dans la procédure de changement de fournisseur résulte d'une erreur d'un fournisseur, il notifie à ce fournisseur la proposition d'avis, conformément à l'article 31bis, § 2, alinéa 1^{er}. Il en informe le client final.

Dans les trente jours calendrier de la réception des observations du gestionnaire de réseau ou du fournisseur, l'avis définitif du Service régional de médiation est notifié par courrier recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement au gestionnaire de réseau, au client final et au fournisseur intéressé.

A défaut de réception d'observations du gestionnaire de réseau ou du fournisseur dans les 50 jours calendrier de la notification de la proposition d'avis visée à l'alinéa précédent, l'avis définitif du Service régional de médiation est notifié sans délai par courrier recommandé au gestionnaire de réseau, au client final et au fournisseur intéressés. Dans la mesure du possible, l'avis indique clairement qui, du gestionnaire de réseau ou du fournisseur, est responsable de l'absence de fourniture d'électricité.

Dans l'hypothèse où la personne désignée comme responsable par le Service régional de médiation s'abstient, sans motif légitime, de verser l'indemnité due au client final dans les trente jours calendrier de la réception de l'avis définitif, la CWaPE peut lui enjoindre de procéder à ce versement. Les articles 53 et suivants sont d'application.

Art. 25^{quater}. § 1^{er}. Tout client final a droit à une indemnité forfaitaire journalière à charge du gestionnaire de réseau si celui-ci n'a pas réalisé le raccordement effectif dans les délais suivants :

1° pour le raccordement des clients résidentiels, dans un délai de trente jours calendriers à partir de l'accord écrit du client sur l'offre du gestionnaire de réseau concernant le raccordement, celui-ci ne pouvant intervenir avant l'obtention des différents permis et autorisations requis;

2° pour les autres clients de la basse tension, dans le délai mentionné dans le courrier adressé par le gestionnaire de réseau au client, et reprenant les conditions techniques et financières du raccordement, ce délai commence à courir à partir de l'accord écrit du client, celui-ci ne pouvant intervenir avant l'obtention des différents permis et autorisations requis;

3° pour les clients de la haute tension, dans le délai indiqué dans le contrat de raccordement.

L'indemnité journalière due est de 25 euros pour les clients résidentiels, 50 euros pour les autres clients de la basse tension et 100 euros pour les clients de la haute tension.

§ 2. Le client final adresse la demande d'indemnisation au gestionnaire de réseau auquel il est raccordé, par courrier recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement, dans les trente jours calendrier du dépassement des délais visés au § 1^{er}. Le client final y mentionne les données essentielles au traitement de sa demande. En vue de faciliter la démarche du client concerné, le gestionnaire de réseau met à disposition des clients finals un formulaire de demande d'indemnisation approuvé par la CWaPE. Ce formulaire est notamment disponible sur le site internet du gestionnaire de réseau.

Le gestionnaire de réseau indemnise le client dans les trente jours calendrier de la réception de la demande d'indemnisation.

§ 3. A défaut d'une réponse du gestionnaire de réseau dans le délai requis, ou en cas de refus d'indemnisation, le client peut saisir du dossier le Service régional de médiation visé à l'article 48. Cette plainte est introduite au maximum trois mois après la date d'envoi de la demande d'indemnisation.

Pour que la demande soit recevable, le demandeur doit apporter la preuve écrite qu'il a, au préalable, tenté sans succès d'obtenir le paiement de l'indemnité directement auprès du gestionnaire de réseau.

Le Service régional de médiation instruit le dossier. S'il estime que la demande d'indemnisation est fondée, il établit dans les trente jours calendrier une proposition d'avis en ce sens, qu'il notifie par courrier recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement au gestionnaire de réseau. Celui-ci dispose de quinze jours calendrier, à dater de la réception de la notification pour faire valoir ses observations qu'il adresse au Service régional de médiation par courrier recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement.

Dans les trente jours calendrier de la réception des observations du gestionnaire de réseau, l'avis définitif du Service régional de médiation est notifié par courrier recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement au gestionnaire de réseau et au client final. A défaut de réception d'observations du gestionnaire de réseau dans les 50 jours calendrier de la notification de la proposition d'avis visée à l'alinéa précédent, l'avis définitif du Service régional de médiation est notifié sans délai par courrier recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement au gestionnaire de réseau et au client final.

Si l'avis définitif conclut à la nécessité, pour le gestionnaire de réseau, d'indemniser le client final mais que le gestionnaire s'abstient, sans motif légitime, de verser l'indemnité due au client final dans les trente jours calendrier de la réception de l'avis définitif, la CWaPE peut lui enjoindre de procéder à ce versement. Les articles 53 et suivants sont d'application.

§ 4. En cas d'urgence, le client final peut requérir de la CWaPE qu'elle fasse injonction au gestionnaire de réseau de distribution de procéder au raccordement effectif dans le délai qu'elle détermine. A défaut pour le gestionnaire de réseau de se conformer à ce nouveau délai, le gestionnaire de réseau est passible d'une amende administrative en application des articles 53 et suivants.

Sous-section III. — Indemnisation des dommages causés par l'interruption, la non-conformité ou l'irrégularité de la fourniture

Art. 25^{quinquies}. Sans préjudice des dispositions conventionnelles plus favorables au client final, tout dommage direct, corporel ou matériel, subi par un client final raccordé au réseau de distribution, du fait de l'interruption, de la non-conformité ou de l'irrégularité de la fourniture d'énergie électrique, fait l'objet d'une indemnisation par le gestionnaire de réseau de distribution ou de transport local responsable, selon les modalités prévues à la présente sous-section.

L'obligation d'indemnisation est exclue en cas de force majeure. Elle ne s'applique pas davantage si l'interruption à l'origine du dommage était planifiée ou si elle est due à une erreur administrative.

Le dommage corporel direct est intégralement indemnisé.

L'indemnisation du dommage matériel direct est plafonnée, par événement dommageable, à 2.000.000 euros pour l'ensemble des sinistres. Si le montant total des indemnisations dépasse ce plafond, l'indemnisation due à chaque client final est réduite à due concurrence.

L'indemnisation du dommage matériel direct est pareillement affectée d'une franchise de 100 euros par sinistre.

L'application du plafond d'indemnisation et de la franchise individuelle est exclue en cas de faute lourde du gestionnaire de réseau.

Art. 25*sexies*. § 1^{er}. Le client final victime d'un dommage tel que défini à l'article précédent déclare le sinistre par courrier recommandé ou tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement au gestionnaire du réseau auquel il est raccordé, au plus tard nonante jours calendrier à dater de la survenance de l'événement dommageable ou, à tout le moins, à dater de la prise de connaissance du sinistre si la connaissance qu'en a eu le client final lui est postérieure, sans que la déclaration de sinistre puisse être faite plus de six mois après la survenance de l'événement dommageable. En vue de faciliter la démarche du client concerné, le gestionnaire de réseau met à disposition des clients finals un formulaire de demande d'indemnisation approuvé par la CWaPE. Ce formulaire est notamment disponible sur le site internet du gestionnaire de réseau.

Si le client final a, dans le délai visé à l'alinéa précédant, adressé par erreur la déclaration de sinistre à son fournisseur, celle-ci est réputée avoir été adressée dans le délai requis. Le fournisseur transmet sans délai la déclaration de sinistre au gestionnaire de réseau.

§ 2. Le client final préjudicié transmet en annexe à la déclaration de sinistre toute pièce et tout document permettant d'établir la réalité du sinistre et l'importance du dommage subi;

§ 3. Le gestionnaire de réseau accuse réception de la déclaration de sinistre dans les quinze jours calendrier du courrier recommandé visé au § 1^{er}.

Dans les soixante jours calendrier de l'envoi de l'accusé de réception, il informe le client final de la suite qu'il entend réserver à la déclaration de sinistre.

S'il apparaît que l'événement dommageable ne trouve pas son origine sur son réseau, le gestionnaire de réseau en informe le client final dans le même délai et transmet la déclaration au gestionnaire du réseau à l'origine, selon le cas, de l'interruption, de la non-conformité ou de l'irrégularité de la fourniture d'électricité. Ce dernier se conforme à la procédure décrite dans le présent paragraphe.

Le cas échéant, le gestionnaire de réseau indemnise le client final préjudicié dans les six mois de la date ultime pour la notification d'une déclaration de sinistre.

En cas de contestation sur la nature de la faute, la CWaPE rend un avis à ce sujet dans les soixante jours calendrier, à la requête de la partie la plus diligente. Cette procédure d'avis ne suspend pas les délais prévus à l'alinéa précédent.

Sous-section IV. — Dispositions communes aux sous-sections I^{re} à III

Art. 25*septies*. § 1^{er}. Les dispositions des sous-sections I^{re} à III ne font pas échec à l'application d'autres dispositions légales permettant de mettre en cause la responsabilité du gestionnaire de réseau. En tout état de cause, l'application conjuguée de différents régimes de responsabilité ne peut entraîner une indemnisation du client final supérieure à la réparation intégrale du préjudice subi.

§ 2. Les gestionnaires de réseaux constituent toutes formes de garantie financière leur permettant d'assurer les indemnités visées aux articles 25*bis* à 25*quinquies*. La charge liée à la garantie constituée pour assurer les indemnités en cas de faute lourde sera clairement distinguée dans les comptes des gestionnaires de réseaux et ne pourra pas être intégrée dans les tarifs des gestionnaires de réseaux conformément à l'article 34, 20 g).

Avant le 31 mars de chaque année, les gestionnaires de réseaux fournissent à la CWaPE la preuve de l'existence d'une telle garantie financière.

§ 3. Le Gouvernement adapte annuellement les montants fixés aux articles 25*bis* à 25*quinquies* à l'indice des prix à la consommation en les multipliant par l'indice des prix à la consommation pour le mois de juin de l'année et en les divisant par l'indice des prix à la consommation du mois de juin de l'année précédant l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 4. Les articles 25*bis* à 25*septies* sont reproduits intégralement dans les règlements et contrats de raccordement applicables aux clients raccordés au réseau de distribution.

§ 5. Avant le 31 mars de chaque année, les gestionnaires de réseaux adressent à la CWaPE un rapport faisant état du nombre de demandes d'indemnisation fondées sur les articles 25*bis* à 25*quinquies* réceptionnées au cours de l'année écoulée, ainsi que de la suite qui leur a été réservée.

La CWaPE établit à cet effet un modèle de rapport.

S'agissant du gestionnaire de réseau de distribution, le rapport visé à l'alinéa 1^{er} est adressé à chaque conseil communal des communes sur le territoire desquelles il est actif.

Au minimum une fois par an, le conseil d'administration du gestionnaire de réseau inscrit à l'ordre du jour de ses délibérations la discussion d'un rapport actualisé relatif au nombre de demandes d'indemnisation fondées sur les articles 25*bis* à 25*quinquies*, ainsi qu'à la suite qui leur a été réservée.

Sous-section V. — Indemnisation due pour les dommages causés par les travaux

Art. 25*octies*. Le gestionnaire de réseau est tenu à réparation des dommages causés par les travaux auxquels il a procédé lors de l'établissement ou de l'exploitation de ses installations, ainsi qu'à l'indemnisation des dommages causés à des tiers, soit du fait de ces travaux, soit de l'utilisation du fonds grevé de la servitude; les indemnités du chef des dommages causés sont entièrement à charge de ce gestionnaire; elles sont dues aux personnes qui subissent ces dommages; leur montant est déterminé soit à l'amiable, soit par les tribunaux. »

Art. 42. A l'article 26 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « de distribution et au réseau de transport local » sont supprimés;

2° le § 1^{er} est complété comme suit :

— « Tous les clients finals sont éligibles.

— Les gestionnaires de réseaux de distribution ont accès aux réseaux avec lesquels ils sont interconnectés pour la quantité d'énergie qu'ils utilisent en qualité de fournisseur ou de client final.

— En leur qualité de gestionnaire de réseau de distribution, ils concluent une convention de collaboration avec les gestionnaires des réseaux avec lesquels ils sont interconnectés. Cette convention de collaboration est transmise à la CWaPE, qui peut suggérer des amendements pour des motifs d'intérêt général. »;

3° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « les gestionnaires de réseaux ne peuvent refuser l'accès leur réseau respectif que dans les cas suivants : » sont remplacés par les mots : « Les gestionnaires de réseaux garantissent un accès non discriminatoire et transparent à leur réseau. Ils ne peuvent en refuser l'accès que dans les cas suivants : »;

4° au § 2, 2°, les mots « de l'électricité » sont insérés entre les mots « la transmission » et les mots « sur son réseau »;

5° au § 2, 3°, les mots « prescriptions techniques prévues dans le règlement technique » sont remplacés par les mots « prescriptions du règlement technique »;

6° au § 2, alinéa 2, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est », la seconde phrase est supprimée;

7° des §§ 3 et 4, rédigés comme suit, sont ajoutés :

— « § 3. Le placement d'un compteur individuel d'électricité est obligatoire pour toute maison d'habitation individuelle et tout immeuble à appartement neuf ou faisant l'objet de travaux de rénovation importants, c'est-à-dire :

1° soit lorsque la maison ou l'immeuble fait l'objet de travaux portant sur au moins un quart de son enveloppe;

2° soit lorsque le coût total de la rénovation portant sur l'enveloppe ou sur les installations énergétiques est supérieur à 25 % de la valeur du bâtiment, la valeur du bâtiment ne comprend pas la valeur du terrain sur lequel le bâtiment est sis.

Après avis de la CWaPE, le Gouvernement peut établir des dérogations justifiées par la configuration du bien.

§ 4. Tout client final est tenu, au moins une fois par an, d'autoriser le gestionnaire de réseau à relever les index du ou des compteurs correspondant au(x) point(s) de raccordement dont il est titulaire, ou de les lui communiquer à sa demande. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement peut déterminer les conséquences dans le chef du client du non-respect de cette obligation. »

Art. 43. L'article 27 du même décret est abrogé.

Art. 44. L'article 29 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 29. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions applicables en matière d'aménagement du territoire, la construction de nouvelles lignes directes est soumise à l'octroi préalable d'une autorisation individuelle délivrée par le Ministre après avis de la CWaPE, et publiée par extrait au *Moniteur belge* et sur le site de la CWaPE.

Cette autorisation est conditionnée par le refus d'accès au réseau ou par l'absence d'une offre d'utilisation du réseau à des conditions économiques et techniques raisonnables.

§ 2. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement détermine les critères et la procédure d'octroi des autorisations visées au paragraphe 1^{er}, la redevance à payer pour l'examen du dossier, ainsi que les droits et obligations du titulaire de l'autorisation.

§ 3. Le titulaire d'une autorisation visée au paragraphe 1^{er} est soumis aux articles 18 à 23. »

Art. 45. A l'article 30 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est supprimé;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Sans préjudice du § 5, tout fournisseur d'électricité et toute personne assurant elle-même sa propre fourniture d'électricité sont soumis à l'octroi préalable d'une licence délivrée par le ministre. »;

3° au § 3, alinéa 1^{er}, 2°, troisième tiret, les mots « et/ ou pour un nombre déterminé de clients » sont remplacés par les mots « à des clients déterminés »;

4° au § 3, alinéa 1^{er}, 2°, quatrième tiret, les mots « l'autoproduiteur » sont remplacés par les mots « le producteur »;

5° au § 4,

— les mots « ainsi que » sont insérés entre les mots « l'instruction du dossier » et les mots « les délais »;

— les mots « et la redevance à payer par le demandeur pour l'examen du dossier » sont supprimés;

— les mots suivants sont insérés au début du 20 : « les conditions de renonciation »;

— le mot « automatiquement » est remplacé par les mots « de plein droit »;

6° un § 5, ainsi rédigé, est ajouté :

« § 5. Lorsque, conformément au présent décret, le gestionnaire de réseau de distribution exerce une activité de fourniture, cette activité ne nécessite pas l'obtention d'une licence de fourniture.

Les quantités d'électricité consommées par les clients finals qui ne sont ni autoproduites ni facturées par un fournisseur, sont facturées à ces clients finals à titre de fourniture, par le gestionnaire de réseau auxquels ils sont raccordés. »

Art. 46. L'article 31 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 31. Tout client final est tenu de recourir à un fournisseur disposant d'une licence de fourniture délivrée conformément à l'article précédent, à défaut de détenir lui-même une licence pour assurer sa propre fourniture, dans les cas visés à l'article 30, § 3, alinéa 1^{er}, 2°, quatrième tiret.

Cette obligation ne s'applique toutefois pas au client final qui :

1° produit tout ou partie de l'électricité qu'il consomme, pour la partie de l'électricité autoproduite et consommée sur le site de production;

2° est fourni, par ou en vertu du présent décret, par un gestionnaire de réseau de distribution. »

Art. 47. Des articles 31bis à 31quater, rédigés comme suit, sont insérés dans le même décret :

« Art. 31bis. § 1^{er}. Toute coupure d'électricité réalisée à la demande du fournisseur en violation des prescriptions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution, ou intervenant en suite d'une erreur de gestion ou de facturation, ayant conduit à la mise en œuvre de la procédure de défaut de paiement, commise par le fournisseur oblige celui-ci à payer

au client final une indemnité forfaitaire journalière de 125 euros jusqu'à la date de la demande de rétablissement de l'alimentation, notifiée de manière non contestable par le fournisseur au gestionnaire de réseau.

Le gestionnaire de réseau rétablit l'alimentation dans les délais prévus par le règlement technique. A défaut, le client peut recourir à l'application de l'article 25ter.

L'indemnité est plafonnée à 1.875 euros. Les frais de fermeture et de rétablissement de l'alimentation sont également supportés par le fournisseur sans pouvoir être répercutés auprès du client final.

§ 2. De même, en-dehors du cas visé au § 1^{er}, tout client final a droit à une indemnité forfaitaire mensuelle de 100 euros à charge du fournisseur lorsque, celui-ci n'ayant pas correctement donné suite au contrat conclu avec le client final, le contrat ne peut effectivement entrer en vigueur à la date convenue entre les parties.

§ 3. Le client final adresse la demande d'indemnisation au fournisseur par courrier recommandé ou tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement, dans les trente jours calendrier, selon le cas :

1° de la survenance de la coupure visée au § 1^{er};

2° de la prise de connaissance, par le client final, de l'erreur dans la procédure de changement de fournisseur, en application du § 2;

Le client final mentionne dans sa demande les données essentielles au traitement de celle-ci. En vue de faciliter la démarche du client concerné, le fournisseur met à disposition des clients finals un formulaire de demande d'indemnisation approuvé par la CWaPE. Ce formulaire est également disponible sur le site internet du fournisseur.

Le fournisseur indemnise le client dans les trente jours calendrier de la réception de la demande d'indemnisation.

§ 4. Si le fournisseur estime que la coupure ou l'erreur dans la procédure de changement de fournisseur résulte d'une erreur du gestionnaire de réseau, il en informe le client dans les trente jours calendrier de la réception de la demande d'indemnisation et, dans le même délai, adresse directement la demande au gestionnaire de réseau.

Le gestionnaire de réseau est tenu de traiter la demande d'indemnisation et, le cas échéant, de verser celle-ci dans les mêmes délais que ceux applicables au fournisseur.

§ 5. A défaut d'une réponse du fournisseur ou du gestionnaire de réseau dans les délais requis, ou en cas de refus d'indemnisation, le client peut saisir du dossier le Service régional de médiation visé à l'article 48.

La procédure décrite à l'article 25ter, § 3, est d'application.

Art. 31ter. § 1^{er}. Toute erreur de facturation commise au détriment du client final de la basse tension oblige le fournisseur à payer à ce client final une indemnité d'un montant équivalent à celui de la facture intermédiaire du client rapportée à un mois de consommation et relative à l'année en cours, dans les hypothèses suivantes :

1° soit lorsque le fournisseur s'abstient de traiter, dans les trente jours calendrier à compter de la réception de celle-ci, la plainte adressée par courrier recommandé ou tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement d'un client final qui conteste le montant de la facture qu'il a honorée;

2° soit lorsque le fournisseur, suite à une plainte adressée par courrier recommandé ou tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement par un client final ayant honoré la facture, confirme au client une erreur dans la facturation, quelle qu'en soit l'origine, mais s'abstient d'adresser au client final une facture rectificative et de procéder, le cas échéant, au remboursement dû dans les trente jours calendrier de la reconnaissance de l'erreur, sous réserve de l'hypothèse visée au paragraphe 3.

§ 2. Le client final adresse la demande d'indemnisation au fournisseur par courrier recommandé ou tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement, dans les trente jours calendrier du dépassement des délais prévus au § 1^{er}.

Le client final mentionne dans sa demande les données essentielles au traitement de celle-ci. En vue de faciliter la démarche du client concerné, le fournisseur met à disposition des clients finals un formulaire de demande d'indemnisation approuvé par la CWaPE. Ce formulaire est également disponible sur le site internet du fournisseur.

Le fournisseur indemnise le client dans les trente jours calendrier de la réception de la demande d'indemnisation.

§ 3. Si le fournisseur estime que le dépassement des délais prévus au § 1^{er} est imputable au gestionnaire de réseau, le fournisseur en informe le client final dans les trente jours calendrier de la réception de la demande d'indemnisation et, dans le même délai, adresse directement la demande au gestionnaire de réseau.

Le gestionnaire de réseau est tenu de traiter la demande d'indemnisation et, le cas échéant, de verser celle-ci dans les mêmes délais que ceux applicables au fournisseur.

L'indemnité n'est pas due en cas de méconnaissance, par le client final, de l'obligation visée à l'article 26, § 4, ou, le cas échéant, de la transmission erronée par le client final des données permettant d'établir la facturation.

§ 4. A défaut d'une réponse du fournisseur ou du gestionnaire de réseau dans les délais requis, ou en cas de refus d'indemnisation, le client peut saisir du dossier le Service régional de médiation visé à l'article 48.

La procédure décrite à l'article 25ter, § 3, est d'application.

Art. 31quater. § 1^{er}. Avant le 31 mars de chaque année, les fournisseurs adressent à la CWaPE un rapport faisant état du nombre de demandes d'indemnisation fondées sur les articles 31bis et 31ter, réceptionnées au cours de l'année écoulée, ainsi que de la suite qui leur a été réservée.

La CWaPE établit à cet effet un modèle de rapport.

§ 2. Les articles 31bis et 31ter ne font pas échec à l'application d'autres dispositions légales permettant de mettre en cause la responsabilité du fournisseur. En tout état de cause, l'application conjuguée de différents régimes de responsabilité ne peut entraîner une indemnisation du client final supérieure à la réparation intégrale du préjudice subi.

Les montants visés aux articles 31bis et 31ter sont indexés annuellement de plein droit en les multipliant par l'indice des prix à la consommation pour le mois de juin de l'année et en les divisant par l'indice des prix à la consommation du mois de juin de l'année précédant l'entrée en vigueur du présent décret. »

Art. 48. Un article 32bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 32bis. - Le Ministre désigne, pour le territoire de chaque gestionnaire de réseau de distribution, un fournisseur de substitution.

Après avis de la CWaPE, le Gouvernement détermine les conditions et la procédure de désignation des fournisseurs de substitution. »

Art. 49. L'intitulé du Chapitre VII du même décret est remplacé par l'intitulé suivant :

« CHAPITRE VII. - B Dispositions à caractère social ».

Art. 50. Les articles 33 et 33bis, insérés par le présent décret, forment une Section 1^{re} intitulée comme suit :

« Section 1^{re}. — Clients protégés ».

Art. 51. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 33 du même décret :

1° la première phrase du § 1^{er} est remplacée par la phrase suivante :

« Les clients résidentiels relevant d'une des catégories suivantes sont des clients protégés : »;

2° le § 1^{er}, 1°, est remplacé par le texte suivant :

« 1° tout consommateur qui bénéficie du revenu d'intégration en vertu de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, »;

3° au § 1^{er}, 2°, les mots « du minimum de moyens d'existence en vertu de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence » sont remplacés par les mots : « du revenu d'intégration en vertu de la même loi, » et les mots « dont un ascendant ou un descendant vivant sous le même toit ou dont le cohabitant » sont remplacés par les mots : « qui peut prouver que toute personne vivant sous le même toit »;

4° au § 1^{er}, 3°, les mots « dont un ascendant ou un descendant vivant sous le même toit ou dont le cohabitant » sont remplacés par les mots : « qui peut prouver que toute personne vivant sous le même toit »;

5° au § 1^{er}, 4°, 5° et 6°, les mots « centre public d'Aide sociale » sont remplacés par les mots « centre public d'action sociale »;

6° le § 1^{er} est complété comme suit :

« Après avis de la CWaPE, le Gouvernement peut étendre la liste des clients protégés à d'autres catégories de clients finals. »;

7° le § 2 est abrogé.

Art. 52. Un article 33bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 33bis. Le gestionnaire de réseau de distribution est habilité à fournir l'électricité au tarif social au client protégé.

En cas de défaut de paiement du client protégé ou à la demande de celui-ci, le gestionnaire de réseau de distribution place chez ce client un compteur à budget avec limiteur de puissance, en vue d'assurer une fourniture minimale garantie d'électricité. Cette fourniture minimale garantie porte sur une puissance de 10 ampères et est garantie au client protégé pendant une période de six mois.

Aucun retrait de la fourniture minimale garantie d'électricité ne peut intervenir à l'encontre d'un client protégé en défaut de paiement pendant la période hivernale, dans tout logement occupé au titre de résidence principale. Sans préjudice de l'article 33ter, § 2, 2°, l'électricité consommée au cours de cette période reste à charge du client protégé.

Art. 53. Le Chapitre VII du même décret est complété par des sections II à IV, rédigées comme suit :

« Section II. — Commissions locales pour l'énergie

Art. 33ter. § 1^{er}. Dans chaque commune, il est constitué à l'initiative du président du conseil de l'aide sociale une commission locale pour la prévention des coupures et des interruptions de fourniture, en abrégé « commission locale pour l'énergie », composée :

1° d'un représentant désigné par le conseil de l'aide sociale;

2° d'un représentant assurant la guidance sociale énergétique au sein du centre public d'action sociale;

3° d'un représentant du gestionnaire de réseau auquel le client est connecté.

Avant le 31 mars de chaque année, le Président du Conseil de l'aide sociale est tenu d'adresser au ministre le nom des personnes qui ont été désignées en vue de siéger à cette commission.

§ 2. La commission est convoquée soit à l'initiative du gestionnaire de réseau, soit à l'initiative du client. Elle se prononce notamment :

1° sur le retrait éventuel de la fourniture minimale garantie d'électricité du client protégé bénéficiant de la fourniture minimale garantie; en cas de décision de retrait, la commission en précise la date d'effectivité, en cas de décision de maintien de la fourniture, la commission établit le cas échéant un plan de paiement et charge le C.P.A.S. d'assurer la guidance sociale énergétique du client concerné;

2° sur la remise totale ou partielle de dette du client protégé à l'égard du gestionnaire de réseau agissant comme fournisseur.

La commission se prononce à la majorité des membres. Au moins quinze jours avant la tenue de la réunion, le client est invité à s'y présenter aux fins d'être entendu. Le cas échéant, il peut s'y faire assister ou représenter par une personne de son choix. La commission délibère à huis clos.

La décision est notifiée au client et au gestionnaire de réseau dans les sept jours.

§ 3. Le Gouvernement définit les modalités et la procédure de fonctionnement de la commission et peut en étendre la composition à toute personne qui aurait un intérêt à y être représentée.

§ 4. Avant le 31 mars de chaque année, les gestionnaires de réseaux adressent à la CWaPE un rapport faisant état, pour chaque commune, du nombre de convocations de la Commission locale pour l'énergie émises au cours de l'année écoulée, ainsi que de la suite qui leur a été réservée.

Avant le 31 mars de chaque année, les Commissions locales pour l'énergie adressent au conseil communal un rapport faisant état du nombre de convocations de la Commission émises au cours de l'année écoulée, ainsi que de la suite qui leur a été réservée.

S'il apparaît qu'au sein d'une commune, la Commission locale pour l'énergie n'est pas constituée ou ne donne pas suite aux convocations du gestionnaire de réseau, le ministre peut décider, après avis de la CWaPE, et après avoir adressé une lettre de rappel et une lettre de mise en demeure au bourgmestre et au président du centre public d'action sociale, que la redevance visée à l'article 20 n'est pas acquittée à la Commune pour l'exercice en cours ou l'exercice suivant.

§ 5. Les Commissions locales pour l'énergie sont en outre chargées d'une mission d'information relative aux mesures à caractère social en matière de fourniture d'énergie et des tarifs applicables, de guidance sociale énergétique et des plans d'action préventive en matière d'énergie.

Les mesures prises par les Commissions locales pour l'énergie pour assurer leur mission d'information sont intégrées au rapport visé au § 4, alinéa 2.

Section III. — Guidance sociale énergétique

Art. 33^{quater}. Chaque centre public d'action sociale est chargé d'assurer une guidance sociale énergétique.

Cette guidance consiste en des actions de nature curative, à l'exclusion des investissements matériels. Elle est assurée auprès des clients résidentiels en difficulté de paiement auprès de leur fournisseur d'électricité, suite à la notification réalisée par le fournisseur ou le gestionnaire du réseau assurant la fourniture du client concerné, conformément aux arrêtés du Gouvernement pris en exécution des articles 34, alinéa 1^{er}, 3^o, et 34^{bis}, alinéa 1^{er}, 4^o.

Le Gouvernement définit les modalités de la guidance sociale énergétique.

Section IV. — Plans d'action préventive en matière d'énergie

Art. 33^{quinquies}. Chaque centre public d'action sociale peut s'engager dans un plan d'action préventive en matière d'énergie, ayant pour objectif d'aider les personnes à mieux utiliser l'énergie et à mieux maîtriser leurs consommations d'énergie, notamment par la mise en œuvre d'un programme spécifique d'information et de sensibilisation conçu et adapté au public cible concerné.

Le Gouvernement définit les modalités et le financement des plans d'action préventive en matière d'énergie. »

Art. 54. L'article 34 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 34. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement wallon impose, selon le cas, aux gestionnaires de réseaux de distribution et/ou au gestionnaire de réseau de transport local, des obligations de service public clairement définies, transparentes, non discriminatoires et dont le respect fait l'objet d'un contrôle par la CWaPE, entre autres les obligations suivantes :

1° assurer la sécurité, la régularité et la qualité des fournitures d'électricité;

2° en matière de service aux utilisateurs :

a) assurer le raccordement au réseau à tout client final qui en fait la demande, aux tarifs publiés conformément à l'article 14;

b) collecter les données relatives aux consommations d'électricité transitant sur le réseau;

c) assurer un service efficace de gestion des plaintes;

d) respecter les objectifs de performance définis par la CWaPE en concertation avec les gestionnaires de réseaux, à tout le moins en matière d'échange de données avec les fournisseurs, de demande de raccordement ou de modification du raccordement;

e) respecter les objectifs de performance définis par la CWaPE en concertation avec les gestionnaires de réseaux, en matière de gestion des plaintes des utilisateurs du réseau et de gestion des demandes d'indemnisation et de procédure donnant droit à celle-ci, la CWaPE publie annuellement sur son site internet les performances respectives de chaque GRD au regard de ces objectifs;

f) assurer la communication des données de comptage permettant à tout client d'exercer les droits associés à son éligibilité;

g) assumer la charge liée à la garantie financière imposée par l'article 25^{septies}, § 2, à l'exception de la charge liée à la garantie constituée pour assurer les indemnisations en cas de faute lourde, ainsi que les frais de gestion qui impliquent les mécanismes d'indemnisation énoncés à la section III du chapitre IV;

h) assurer l'information de tout client final raccordé au réseau de distribution de la basse tension disposant d'un compteur bihoraire, de l'horaire précis de basculement des heures pleines en heures creuses, à tout le moins lors du relevé d'index ou de la demande du relevé d'index et via une publication actualisée et adéquate de ces données sur le site internet du gestionnaire de réseau de distribution;

3° en matière sociale, notamment :

a) appliquer les mesures définies par le Gouvernement lorsqu'un client final est en défaut de paiement envers son fournisseur;

b) assurer, au tarif social, la fourniture d'électricité des clients protégés,

c) assurer le placement d'un compteur à budget à la demande du client ou dans le cadre d'une procédure de défaut de paiement,

d) assurer, à titre temporaire et dans les cas spécifiquement prévus par le Gouvernement après avis de la CWaPE, la fourniture des clients finals qui se retrouvent provisoirement sans contrat de fourniture ou dans les liens d'un contrat de fourniture qui a été suspendu;

e) tenir, au moins une fois par an, une réunion avec les Commissions locales pour l'énergie actives sur leur territoire, dans le but, notamment, de faire le bilan annuel de leur activité en ce compris les difficultés éventuelles rencontrées dans le cadre de l'activité des Commissions locales pour l'énergie;

4° en matière de protection de l'environnement, notamment :

a) donner la priorité à l'électricité verte;

b) présenter à la CWaPE une quantité annuelle minimale de certificats verts;

c) pour les gestionnaires de réseau de distribution, acheter, au prix du marché et dans les limites de leurs besoins propres, de l'électricité verte produite par des installations établies sur leur territoire et que les producteurs d'électricité verte ne parviennent pas à vendre;

d) pour le gestionnaire du réseau de transport local, octroyer l'aide à la production d'électricité verte, sous la forme d'une obligation d'achat de certificats verts à un prix fixé par le Gouvernement;

5° en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie :

a) prendre toute mesure favorable à l'utilisation rationnelle de l'énergie pour toutes les catégories de clients et assurer à cet égard une information complète des utilisateurs du réseau;

b) proposer des formules tarifaires favorisant l'utilisation rationnelle de l'énergie pour la clientèle, à l'exception de la clientèle participant au système d'échange des quotas d'émissions de gaz à effet de serre;

c) au minimum une fois par an, informer le public des primes existantes en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie ou d'énergies renouvelables et des réductions fiscales en la matière;

d) proposer des services énergétiques à des prix compétitifs, en particulier à destination de la clientèle résidentielle socialement défavorisée;

6° placer à la demande de tout client final un compteur adapté à son profil de consommation, aux tarifs publiés conformément à l'article 14, le Gouvernement détermine, après avis de la CWaPE et concertation avec les gestionnaires de réseaux, les obligations des gestionnaires de réseaux en ce qui concerne le placement de compteurs intelligents;

7° en matière d'éclairage public, assurer l'entretien et l'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public;

8° assurer l'information des utilisateurs du réseau en matière de libéralisation du marché de l'énergie, à travers notamment la diffusion de messages édités par le Ministre;

9° assurer les interventions administratives et techniques liées aux obligations de service public, sauf exception expressément identifiée par le Gouvernement, après avis de la CWaPE. »

Art. 55. Un article 34*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 34*bis*. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement impose aux fournisseurs des obligations de service public clairement définies, transparentes, non discriminatoires et dont le respect fait l'objet d'un contrôle par la CWaPE, entre autres les obligations suivantes :

1° assurer la régularité et la qualité des fournitures d'électricité;

2° en matière de service à la clientèle :

a) assurer une facturation claire, transparente, non discriminatoire et contrôlable des fournitures d'électricité;

b) assurer un service efficace de gestion des plaintes;

c) respecter les objectifs de performance définis par la CWaPE après concertation avec les fournisseurs, à tout le moins en matière de qualité de service à la clientèle, de suivi des demandes de fourniture, de qualité des informations à fournir aux gestionnaires de réseaux, d'accessibilité des services d'information à la clientèle, de qualité de facturation, de gestion des demandes d'indemnisation, de suivi des demandes de changement de fournisseur, de suivi des déménagements et de gestion des plaintes, la CWaPE publie annuellement sur son site internet les performances respectives de chaque fournisseur au regard de ces objectifs, sur proposition de la CWaPE, le Gouvernement impose la mise en place, par catégories de fournisseurs qu'il désigne, d'un système d'assurance-qualité;

d) pendant la période précontractuelle, assurer la parfaite information du client quant aux conditions contractuelles, notamment les caractéristiques du produit, le prix des fournitures, les conditions d'acceptation d'un éventuel plan de paiement et le caractère liant ou non des documents soumis;

3° en matière de protection de l'environnement, notamment :

a) présenter à la CWaPE une quantité annuelle minimale de certificats verts;

b) acheter, au prix du marché et dans les limites des besoins de leurs clients, le solde de l'électricité verte produite par des installations établies en Région wallonne et que les producteurs d'électricité verte ne sont pas parvenus à vendre, y compris au gestionnaire du réseau de distribution;

4° en matière sociale :

a) faire au moins une offre liante à tout client résidentiel qui en fait la demande, à des conditions non discriminatoires, à moins que dans le cadre de la licence octroyée, le fournisseur ne déclare expressément à la CWaPE qu'il contracte exclusivement avec des clients non résidentiels;

b) appliquer les mesures définies par le Gouvernement lorsqu'un client final est en défaut de paiement envers son fournisseur;

5° en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie;

a) prendre toute mesure favorable à l'utilisation rationnelle de l'énergie pour toutes les catégories de clients et assurer à leur égard une information complète, notamment en renseignant sur la facture les coordonnées d'un service ou d'un site d'information relatif à l'utilisation rationnelle de l'énergie;

b) proposer des formules tarifaires favorisant l'utilisation rationnelle de l'énergie pour la clientèle, à l'exception de la clientèle participant au système d'échange des quotas d'émissions de gaz à effet de serre;

c) au minimum une fois par an, informer les clients des primes existantes en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie et d'énergies renouvelables et des réductions fiscales en la matière;

6° assurer l'information des clients en matière de libéralisation du marché de l'énergie à travers notamment la diffusion de messages édités par le Ministre. »;

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les détenteurs d'une licence de fourniture en vue d'assurer leur propre fourniture, dans les cas visés à l'article 30, § 3, 20, quatrième tiret, ne se voient imposer, en terme d'obligation de service public, que la présentation à la CWaPE d'une quantité annuelle minimale de certificats verts. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement peut leur appliquer, s'il y a lieu, d'autres obligations de service public. »

Art. 56. Un article 34*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 34*ter*. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement peut, s'il y a lieu, imposer au gestionnaire de réseau privé, de façon exclusive ou partagée avec les gestionnaires de réseaux, certaines des obligations de service public imposées aux gestionnaires de réseaux en vertu de l'article 34. »

Art. 57. L'article 38, § 3, du même décret est interprété en ce sens que l'exclusion des installations valorisant le bois du bénéfice du régime qu'il prévoit, s'entend des installations valorisant toute matière ligno-cellulosique issue de l'arbre, de tout feuillus et de tout résineux sans exception (y compris les taillis à courte ou très courte rotation), avant et/ou après tout type de transformation.

Art. 58. L'article 43, § 2, du même décret, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. La CWaPE est investie d'une mission de conseil auprès des autorités publiques et d'une mission générale de surveillance et de contrôle. Elle exerce ces missions tant en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement du marché régional de l'électricité qu'en ce qui concerne l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Dans ce cadre, outre les missions qui lui sont confiées par d'autres dispositions du présent décret, la CWaPE assure les tâches suivantes :

1° le contrôle du respect, par les gestionnaires de réseaux, de leurs obligations imposées par le présent décret et ses arrêtés d'exécution, notamment le règlement technique, si les gestionnaires de réseaux ont confié l'exploitation journalière de leurs activités à une filiale, conformément à l'article 16, § 2, le contrôle de la CWaPE s'exerce également sur cette filiale;

2° l'approbation des règlements et des contrats-types de raccordement et d'accès fixés par les gestionnaires de réseau et de leurs modifications;

3° le contrôle du respect des conditions à remplir pour être reconnu fournisseur et pour pouvoir conserver cette qualité;

4° le contrôle et l'évaluation de l'exécution des obligations de service public par les gestionnaires de réseaux et les fournisseurs, si les gestionnaires de réseaux ont confié l'exploitation journalière de leurs activités à une filiale, conformément à l'article 16, § 2, le contrôle de la CWaPE s'exerce également sur cette filiale;

5° l'établissement, le cas échéant, par voie réglementaire, de la méthode de calcul des coûts réels nets des obligations de service public et la vérification des calculs effectués par chaque entreprise concernée conformément à cette méthodologie;

6° le contrôle du respect des conditions émises pour les autorisations délivrées en vue de la construction de nouvelles lignes directes en vertu de l'article 29;

7° la détermination des informations à fournir par le gestionnaire de réseau, en vue notamment de l'élaboration des bilans énergétiques et du rapport prévu par la Directive 2006/32, pour ce qui concerne l'électricité;

8° le contrôle du respect des dispositions en matière de promotion des sources d'énergie renouvelables et de la cogénération de qualité;

9° l'octroi des certificats verts conformément aux modalités et à la procédure visée à l'article 38;

10° la détermination et la publication annuelle des rendements annuels d'exploitation des installations visées à l'article 2, 30, et des émissions de dioxyde de carbone d'une production classique conformément à l'article 2, 50;

11° la tenue d'une banque de données dans laquelle sont enregistrés les renseignements relatifs aux certificats de garantie d'origine des unités de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération, ainsi qu'aux labels de garantie d'origine et aux certificats verts octroyés à ces unités de production, moyennant l'approbation du Gouvernement, la CWaPE peut déléguer la gestion de cette banque de données, le Gouvernement détermine le contenu de la banque de données, après avis de la CWaPE;

12° la coopération et la concertation régulière avec les autres régulateurs des marchés de l'électricité, notamment en vue de vérifier l'absence de subsides croisés entre catégories de clients, ainsi qu'avec toute autre autorité ou organisme belge, étranger ou international;

13° le développement de toute étude, outil ou démarche visant à améliorer le fonctionnement du marché de l'électricité, à faciliter l'exercice, par le client final, de son éligibilité et à tenir informé le Gouvernement du comportement des acteurs du marché et des consommateurs;

14° l'approbation des tarifs des gestionnaires des réseaux de distribution;

15° l'exécution de toutes autres missions qui lui sont confiées, par décret ou arrêté en matière d'organisation du marché régional de l'électricité. »

Art. 59. A l'article 43, § 3, du même décret, les mots « Conseil régional wallon » sont remplacés par les mots « Parlement wallon ».

Art. 60. Un article 43bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 43bis. § 1^{er}. Dans l'exercice de sa mission de conseil, la CWaPE donne des avis, soumet des propositions et des recommandations, effectue des recherches et des études, et rédige des rapports, soit d'initiative, soit à la demande du ministre.

A moins qu'une disposition spécifique n'en dispose autrement, lorsque l'avis de la CWaPE est requis par le présent décret ou ses arrêtés d'exécution, celle-ci est tenue de rendre son avis dans un délai de trente jours à compter de la date à laquelle la demande écrite lui est parvenue. Le défaut d'avis dans le délai susmentionné équivaut à un avis favorable.

Dans les cas d'urgence spécialement motivée, le ministre peut requérir de la CWaPE un avis dans un délai ne dépassant pas cinq jours ouvrables à compter de la date à laquelle la demande écrite lui est parvenue.

Tout avis, proposition ou recommandation contient expressément une analyse du coût que représentent les mesures sur lesquelles porte, selon le cas, l'avis, la proposition ou la recommandation.

§ 2. La CWaPE exerce sa mission de surveillance et de contrôle, soit d'initiative, soit à la demande du ministre, soit à la demande de tiers dans les cas spécialement prévus par le présent décret, soit sur injonction du Gouvernement, en application de l'article 47ter, § 3bis. Pour l'accomplissement de cette mission et dans les conditions prévues par le présent décret, la CWaPE arrête des règlements, notamment les règlements techniques visés à l'article 13, et des lignes directrices, prend des décisions et injonctions, et émet des recommandations et des avis.

Le règlement a une portée générale et est obligatoire dans tous ses éléments. Il ne peut être adopté que dans les cas expressément prévus par ou en vertu du présent décret et ne sort ses effets qu'après avoir été approuvé par le Gouvernement. Il est publié sur le site internet de la CWaPE dans les dix jours ouvrables de cette approbation.

Les lignes directrices donnent, de manière générale, des indications sur la manière dont la CWaPE entend exercer, sur des points précis, ses missions de surveillance et de contrôle. Elles ne sont obligatoires ni pour les tiers, ni pour la CWaPE, qui peut s'en écarter moyennant une motivation adéquate. Elles sont publiées sur le site internet de la CWaPE dans les dix jours ouvrables de leur adoption.

La décision et l'injonction sont obligatoires dans tous leurs éléments pour le ou les destinataire(s) qu'elle désigne.

Les recommandations et avis ne lient pas. »

Art. 61. L'article 44, § 2, du même décret est supprimé.

Art. 62. A l'article 45 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot « administrateurs » est remplacé par le mot « directeurs »;

2° l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« La CWaPE est composée d'un président et de cinq directeurs nommés par le Gouvernement wallon, après appel public aux candidats, pour un terme de cinq ans, renouvelable une fois. Par dérogation à ce qui précède, le mandat des présidents et administrateurs nommés par le Gouvernement au moment de la constitution de la CWaPE prend fin le 31 août 2008. Le président et les directeurs sont choisis en raison de leurs compétences. Ils n'entrent en fonction qu'après avoir prêté serment entre les mains du ministre. »;

3° entre le 1^{er} et le 2^e alinéa du § 1^{er} sont insérés les alinéas suivants :

« Dans l'hypothèse où le Gouvernement n'a pas désigné un nouveau président ou un nouveau directeur avant la fin du mandat précédent, le Gouvernement peut soit prolonger le mandat arrivant à expiration, soit charger un autre membre du comité de direction d'exercer les fonctions à pourvoir, et ce, pendant une durée maximale de neuf mois.

Dans les six mois de la nomination du président, le comité de direction de la CWaPE soumet au Gouvernement une feuille de route établissant les objectifs que la CWaPE se fixe et les actions qu'elle s'engage à réaliser pendant la durée du mandat en cours. »;

4° l'alinéa 2 du § 2 est complété comme suit : « ainsi que la qualité de membre du personnel de la CWaPE, engagé dans les termes d'un contrat de travail »;

5° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le Gouvernement arrête, dans le respect des dispositions du présent article, le statut du président et des directeurs de la CWaPE, la procédure de leur désignation et les principes de base relatifs à leur rémunération, ces principes sont identiques pour tous les directeurs. »;

6° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Le président et les directeurs forment le comité de direction qui, sans préjudice des dispositions du règlement d'ordre intérieur, adopte les actes visés à l'article 43bis.

Le président représente la CWaPE. »;

7° le § 5 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 5. Le président préside le comité de direction et a voix prépondérante en cas de partage des voix. Il coordonne et supervise les actions des directions de la CWaPE. »

Art. 63. L'article 46, § 1^{er}, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 46. § 1^{er}. Les services de la CWaPE sont organisés en cinq directions, à savoir :

1° une direction technique chargée des aspects techniques des marchés du gaz et de l'électricité;

2° une direction socio-économique, chargée du fonctionnement des marchés du gaz et de l'électricité et du contrôle des obligations de service public, de l'évaluation de leur mise en œuvre et de leur coût, ainsi que des études y afférentes;

3° une direction de la promotion des énergies renouvelables, chargée de la mise en œuvre et du contrôle des mécanismes de promotion et de labellisation de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables et de cogénération, d'une part, et du gaz issu de sources d'énergie renouvelables, d'autre part;

4° une direction des services aux consommateurs et des services juridiques chargée des études de nature juridique, de la veille, et du traitement des questions et des plaintes;

5° une direction tarifaire, chargée de l'approbation des tarifs des gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité. »

Chaque direction est dirigée par un directeur qui rapporte directement au président et est soumis à l'autorité de ce dernier.

Art. 64. Un paragraphe 1^{er}bis, ainsi rédigé, est inséré dans l'article 46 du même décret :

« § 1^{er}bis. Le président de la CWaPE est assisté par un secrétaire général, recruté par le Comité de direction après appel public aux candidats. Il est placé sous l'autorité directe du président de la CWaPE.

Le secrétaire général est chargé, sous la direction du président et sans préjudice des compétences attribuées au comité de direction, de la gestion des ressources humaines, de la comptabilité, de l'informatique, de la collecte et de la gestion de la documentation, et du contrôle de gestion. Il exerce ses tâches au service de toutes les directions.

Le secrétaire général assiste, sans voix délibérative, au comité de direction et se charge de rédiger les procès-verbaux des réunions du comité de directions. »

Art. 65. L'article 46, § 2, du même décret est complété comme suit :

« Le comité de direction recrute le personnel. Il détermine les conditions de recrutement et les règles relatives à la carrière, ainsi que ses conditions de travail. Il adopte le cadre du personnel et approuve les changements d'affectation. »

Art. 66. L'article 47, § 1^{er}, du même décret, formant le nouvel article 47, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 47. § 1^{er}. Dans l'accomplissement des missions qui lui sont assignées, la CWaPE peut enjoindre aux gestionnaires de réseaux et, le cas échéant, à la filiale visée à l'article 16, § 2, ainsi qu'aux gestionnaires de réseaux privés, producteurs, fournisseurs et intermédiaires intervenant sur le marché régional, de lui fournir, dans un délai qu'elle précise, toutes les informations nécessaires pour l'exécution de ses tâches. Elle motive sa décision.

§ 2. En l'absence de réaction suite à la décision formulée conformément au § 1^{er}, le président ou un directeur de la CWaPE est autorisé à :

1° pénétrer, à tout moment, dans les installations, locaux, terrains et autres lieux sauf s'ils constituent un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution;

2° prendre copie des informations demandées, ou les emporter contre récépissé;

3° interroger toute personne sur tout fait en rapport avec le présent article et enregistrer ses réponses.

A cette occasion, le membre du comité de direction de la CWaPE est porteur d'un mandat écrit contenant les motifs du contrôle sur place et qui reproduit les termes du présent article.

Le membre du comité de direction de la CWaPE établit un procès-verbal qui fait foi jusqu'à preuve du contraire.

Les gestionnaires de réseaux et, le cas échéant, leurs filiales, ainsi que les producteurs, fournisseurs et intermédiaires intervenant sur le marché régional sont tenus de se soumettre au contrôle sur place exécuté en vertu du présent paragraphe, sous peine de se voir infliger une amende administrative au sens de l'article 53.

Le Gouvernement peut étendre le champ d'application du présent paragraphe à certaines catégories d'utilisateurs du réseau qu'il détermine.

§ 3. La CWaPE peut, en tout état de cause, procéder d'office à un contrôle sur place des comptes et des données de comptage des gestionnaires de réseaux, producteurs, fournisseurs, et intermédiaires intervenant sur le marché régional. »

Art. 67. Les §§ 2 et 3 de l'article 47 du même décret forment un nouvel article 47bis, dans lequel les modifications suivantes sont apportées :

1° la division en paragraphe est supprimée;

2° les mots « et sans préjudice du paragraphe 3 et de l'échange d'informations avec des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Union européenne expressément prévu et autorisé par des règlements ou directives arrêtés des institutions de l'Union européenne » sont remplacés par les mots « et sans préjudice des cas dans lesquels la CWaPE est tenue de communiquer des informations, en vertu d'une disposition de droit européen ou national ou régional. »;

3° les mots « du marché de l'électricité » sont remplacés par les mots « des marchés de l'électricité et du gaz ».

Art. 68. L'article 50 du même décret devient l'article 47ter, auquel les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est précédé des mots suivants : « Sauf pour les décisions adoptées par la chambre des litiges et l'action du service régional de médiation, »;

2° au même § 1^{er}, les mots « La Région wallonne supporte les coûts liés à l'exercice de leurs attributions » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement détermine le montant des jetons de présence et des frais qui peuvent leur être accordés. Ces coûts sont à charge de la Région »;

3° au § 2, le mot « administrateurs » est remplacé par le mot « directeurs »;

4° un § 3bis est inséré, rédigé comme suit :

« § 3bis. Sur décision motivée du Gouvernement, les commissaires du Gouvernement peuvent enjoindre la CWaPE d'exercer son pouvoir de surveillance et de contrôle sur un point déterminé relevant de sa compétence pour lequel elle s'abstient d'agir de façon récurrente et injustifiée. »;

5° au § 4, la seconde phrase est remplacée par la phrase suivante : « Ce rapport est transmis au Gouvernement avant le 31 juillet. »

Art. 69. Les articles 48 et 49 du même décret forment désormais un Chapitre XIbis dont l'intitulé est le suivant :

« Chapitre XIbis. — Règlement des différends »

Art. 70. L'article 48 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 48. § 1^{er}. La CWaPE organise au sein de la direction des services aux consommateurs et des services juridiques un Service régional de médiation, compétent pour l'examen et le traitement des questions et plaintes concernant le fonctionnement du marché régional du gaz et de l'électricité ou ayant trait aux activités d'un fournisseur ou d'un gestionnaire de réseau, dans la mesure où cette demande ou cette plainte relève de la compétence régionale.

§ 2. Le Service régional de médiation est valablement saisi par tout client final, producteur, fournisseur, distributeur ou intermédiaire, ainsi que par les centres publics d'action sociale et les organisations représentatives des consommateurs.

Sans préjudice d'autres modalités prévues par le présent décret, les questions et plaintes sont soumises au Service régional de médiation par courrier, télécopie ou courrier électronique. Les plaintes ne sont recevables que lorsque le demandeur démontre qu'il a entamé au préalable une démarche amiable auprès du fournisseur ou du gestionnaire de réseau concerné. Le comportement dénoncé ne doit pas avoir pris fin plus d'un an avant la date de dépôt de la plainte.

Le Service régional de médiation traite également des plaintes et des questions transmises par le Service de médiation de l'énergie visé à l'article 27 de la loi électricité. S'il s'avère que la question ou la plainte ne relève pas de la compétence de la Région wallonne, le Service régional de médiation transmet celle-ci au service de médiation fédéral ou régional compétent.

Le Gouvernement arrête les modalités d'instruction des dossiers par le Service régional de médiation.

§ 3. De l'accord des parties concernées, le Service régional de médiation tente de concilier le point de vue des parties, afin de faciliter un compromis amiable entre celles-ci.

Le Gouvernement arrête le règlement de la procédure de conciliation.

§ 4. Si, dans le cadre de l'instruction du dossier, le Service régional de médiation constate que le fournisseur ou gestionnaire de réseau concerné a méconnu des dispositions déterminées du présent décret ou du décret Gaz ou de leurs arrêtés d'exécution, il peut transmettre le dossier au comité de direction de la CWaPE, en vue de l'application de la procédure visée à l'article 53.

§ 5. Le Service régional de médiation rédige, chaque année, un rapport d'activité, intégré de manière distincte au rapport annuel de la CWaPE visé à l'article 43, § 3. »

Art. 71. L'article 49 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 49. Une Chambre des litiges est créée au sein de la CWaPE.

Cette chambre est composée du président de la CWaPE et des directeurs. Elle est présidée par le président.

La Chambre des litiges tient ses audiences, délibère et statue étant composée du président et de deux directeurs.

La CWaPE assure le secrétariat de la Chambre des litiges.

Le Gouvernement arrête, pour le surplus, les modalités de composition et de fonctionnement de la Chambre des litiges ainsi que les règles de procédure applicables devant cette chambre. »

Art. 72. Un article 49bis, ainsi rédigé, est inséré dans le même décret :

« Art. 49bis. § 1^{er}. Tout différend relatif à l'accès au réseau ou à l'application des règlements techniques, à l'exception de ceux portant sur des droits et obligations de nature civile, est porté devant la Chambre des litiges.

§ 2. La Chambre des litiges est saisie par voie de requête adressée par courrier recommandé ou tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement à la poste.

Préalablement à sa décision, la Chambre des litiges invite les parties à comparaître devant elle. Si elles le désirent, les parties peuvent se faire assister d'un conseil.

La Chambre des litiges peut procéder ou faire procéder à toute investigation utile et, au besoin, désigner des experts et entendre des témoins.

§ 3. La Chambre des litiges rend sa décision dans les deux mois de sa saisine. Ce délai est prolongé de deux mois si la chambre a décidé de procéder ou de faire procéder à des investigations, conformément au paragraphe précédent.

Les décisions de la chambre des litiges sont motivées.

§ 4. En cas d'urgence, la Chambre des litiges peut être saisie d'une demande de mesures provisoires. Le requérant doit faire valoir, à l'appui de sa demande, le préjudice grave et difficilement réparable qu'il risque d'encourir en l'absence de telles mesures.

§ 5. Les décisions de la Chambre des litiges peuvent, dans les soixante jours qui suivent la date de leur notification, faire l'objet d'un recours de pleine juridiction devant la Cour d'appel de Liège statuant comme en référé.

De même, à défaut de décision de la chambre des litiges dans le délai fixé par le § 3, la partie la plus diligente peut porter le différend devant la Cour d'appel de Liège, dans les soixante jours qui suivent la date d'expiration du délai fixé par le § 3.

Le Gouvernement peut intervenir à la cause, sans toutefois que cette intervention ne puisse retarder la procédure.

Le recours visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas suspensif.

Pour l'ensemble des aspects ayant trait à la procédure devant la Cour d'appel de Liège, le Code judiciaire est applicable. »

Art. 73. A l'article 51, § 8, du même décret, les mots « Conseil régional wallon » sont remplacés par les mots « Parlement wallon ».

Art. 74. Un chapitre XIIbis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Chapitre XIIbis. — Fonds énergie

Art. 51bis. Le Gouvernement crée un fonds budgétaire, dénommé Fonds énergie, au sens de l'article 45 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat. Les recettes du Fonds sont affectées, sur la base d'un programme d'action approuvé par le Gouvernement, par priorité à la réalisation des missions suivantes :

1° le financement des dépenses de la CWaPE;

2° les primes et mesures destinées à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie ou l'utilisation des sources d'énergie renouvelables;

3° les études et actions visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie et la maîtrise durable de la demande d'énergie;

4° les études, actions et mesures de soutien visant à promouvoir les filières de production de gaz et d'électricité recourant aux énergies renouvelables et aux installations de cogénération de qualité;

5° le remboursement de la dette due au gestionnaire de réseau en tant que fournisseur et correspondant à la fourniture minimale garantie d'électricité des clients protégés, visée à l'article 33bis ou à l'octroi de cartes de rechargement des compteurs à budget gaz, visé à l'article 31ter du décret gaz en cas de décision de remise de dette par la commission locale pour l'énergie;

6° la prise en charge de tout ou partie des surcoûts déterminés conformément aux orientations du Gouvernement et liés aux obligations de service public relatives à la protection de l'environnement, conformément aux articles 34bis, § 3, du présent décret et 33, 30 du décret gaz;

7° les plans d'action préventive en matière d'énergie;

8° l'aide à la production d'électricité verte en vertu de conventions d'aide en vigueur ou en application de l'article 41, et à la production de gaz issu de sources d'énergie renouvelables.

Le Gouvernement détermine la procédure et les modalités de remboursement des gestionnaires de réseaux et, le cas échéant, des centres publics d'action sociale.

Art. 51ter. § 1^{er}. Le Fonds énergie est alimenté :

1° par les redevances visées aux articles 21, § 3, 10, et 29, § 2, du présent décret;

2° par les moyens attribués au Fonds en vertu de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles, en vue de financer les obligations de service public du secteur électrique;

3° par le produit de la redevance visée à l'article 51quinquies pour le raccordement aux réseaux d'électricité ainsi qu'aux lignes directes;

4° par le produit des amendes administratives visées à l'article 53 du présent décret,

5° par les redevances visées aux articles 21, § 3, 10, et 29, § 2, du décret gaz;

6° par les moyens attribués au Fonds en vertu de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles, en vue de financer les obligations de service public du secteur gazier;

7° par le produit de la redevance visée à l'article 51quinquies pour le raccordement aux réseaux de gaz ainsi qu'aux conduites directes;

8° par le produit des amendes administratives visées à l'article 48 du décret gaz;

9° par les remboursements effectués par les bénéficiaires d'avances récupérables octroyées dans le domaine de l'énergie;

10° par la rétrocession des soldes non utilisés des dotations allouées à la CWaPE.

§ 2. Le montant de la dotation de la CWaPE s'élève à [3.610.950] euros. Le Gouvernement adapte annuellement ce montant à l'indice des prix à la consommation, en le multipliant par l'indice des prix à la consommation pour le mois de juin de l'année et en le divisant par l'indice des prix à la consommation du mois de juin de l'année précédant l'entrée en vigueur du présent décret. Le montant de la dotation est prélevé au prorata des redevances visées respectivement à l'article 51quinquies, § 1^{er}, 1^o et 2^o.

Après avis de la CWaPE, le Gouvernement peut majorer le montant de la dotation, en fonction des besoins dûment établis par la CWaPE.

§ 3. Un rapport annuel sur les affectations du Fonds est élaboré par l'Administration. Il reprend l'inventaire des sources de financement telles que définies au § 1^{er}, en distinguant le secteur d'origine - électricité ou gaz - et précise l'affectation par secteur énergétique. Il est transmis par le Gouvernement à la CWaPE et au Parlement wallon. »

Art. 75. Un chapitre XIIter, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Chapitre XIIter. — Redevance de raccordement

Section 1^{re}. — Fait générateur, assiette, redevable et taux

Art. 51quater. Le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales ne s'applique pas aux dispositions du présent chapitre.

Art. 51quinquies. § 1^{er}. Il est établi une redevance annuelle par raccordement du client final situé en Région wallonne :

1^o au réseau d'électricité ou à une ligne directe au sens de l'article 2, 24^o, quel que soit le niveau de tension.

2^o au réseau de transport ou de distribution de gaz ou à une conduite directe au sens de l'article 2, 16^o, quelle que soit la capacité de transmission, à l'exception des raccordements de centrales électriques pour la quantité de gaz nécessaire à la production d'électricité.

§ 2. La redevance est due par tout client final qui a disposé, au cours de l'année civile de référence, d'un raccordement visé au § 1^{er}. Pour l'application des taux déterminés par l'article 51sexies, il est tenu compte de la quantité d'électricité et de gaz que le client final a consommée par système de comptage, à l'exclusion de l'autoproduction d'électricité. Cette quantité est exprimée en kWh.

Art. 51sexies. § 1^{er}. Le taux de la redevance visée à l'article 51quinquies, § 1^{er}, 1^o, est fixé comme suit :

1^o de 0 à 100 kWh : entre 0,075 euro et 0,15 euro;

2^o pour les kWh suivants à charge :

— des clients « basse tension » : entre 0,00075 euro/kWh et 0,0015 euro/kWh,

— des clients « haute tension » ayant une consommation annuelle inférieure à 10 GWh : entre 0,0006 euro/kWh et 0,0012 euro/kWh,

— des clients « haute tension » ayant une consommation annuelle supérieure ou égale à 10 GWh : entre 0,0003 euro/kWh et 0,0006 euro/kWh.

Le taux de la redevance visée à l'article 51quinquies, § 1^{er}, 2^o, est fixé comme suit :

1^o de 0 à 100 kWh : entre 0,0075 euro et 0,015 euro;

2^o pour les kWh suivants à charge :

— des clients dont la consommation annuelle est inférieure à 1 GWh : entre 0,000075 euro/kWh et 0,00015 euro/kWh,

— des clients dont la consommation annuelle est inférieure à 10 GWh : entre 0,00006 euro/kWh et 0,00012 euro/kWh,

— des clients dont la consommation annuelle est supérieure ou égale à 10 GWh : entre 0,00003 euro/kWh et 0,00006 euro/kWh.

§ 2. Le taux de la redevance visée au § 1^{er} est déterminé par le Gouvernement. A défaut de décision du Gouvernement, le taux minimum s'applique.

§ 3. Le taux de la redevance et le montant visé au § 2 sont indexés selon la procédure et les modalités fixées par le Gouvernement.

Section 2. — Paiement et recouvrement

Art. 51septies, § 1^{er}. La redevance est facturée au client final et perçue, pour compte de la Région, par le fournisseur dudit client, sur la base de la consommation réelle de ce client.

La facture adressée au client final mentionne précisément la redevance due par le client final et vaut avis de paiement.

Le délai de paiement est d'au moins quinze jours et prend cours à partir de la date d'envoi de l'avis de paiement.

§ 2. Le Gouvernement règle la procédure et les modalités de perception de la redevance par le fournisseur, de versement à la Région des montants perçus, de recouvrement. Il détermine les informations à fournir à la Région, les renseignements nécessaires au contrôle et au recouvrement de la redevance et les tarifs des frais de poursuite à charge des redevables.

La redevance est versée (mensuellement) sur le compte de la Région wallonne avec la mention explicite.

§ 3. Le Gouvernement prend les mesures nécessaires en vue d'assurer l'exacte perception de la redevance et de régler la surveillance et le contrôle des personnes dans le chef desquelles cette redevance est exigible.

Art. 51octies. L'exercice d'imposition coïncide avec la période imposable. »

Art. 76. A l'article 52, § 1^{er}, du même décret, les mots « 50 à 20.000 francs » sont remplacés par les mots « 1 à 500 euros ».

Art. 77. L'article 53 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 53. § 1^{er}. Sans préjudice des autres mesures prévues par le présent décret, la CWaPE peut enjoindre à toute personne physique ou morale soumise à l'application du présent décret de se conformer à des dispositions déterminées du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution dans le délai qu'elle détermine.

Si la CWaPE constate qu'à l'expiration du délai fixé dans l'injonction, la personne concernée reste en défaut de s'y conformer, la CWaPE peut lui infliger une amende administrative dont elle fixe le montant. Celui-ci ne peut être, par jour calendrier, inférieur à 250 euros ni supérieur à 100.000 euros. La décision de la CWaPE doit intervenir au maximum six mois après l'envoi de l'injonction visée à l'alinéa 1^{er}.

La CWaPE peut également infliger, dans les six mois de leur commission, une amende administrative pour des manquements instantanés à des dispositions déterminées du présent décret qui ne sont pas susceptibles d'une réparation dans le temps. Le montant maximal de l'amende administrative est de 200.000 euros ou de 3 % du chiffre d'affaires que la personne en cause a réalisé sur le marché-régional de l'électricité au cours du dernier exercice écoulé, si ce dernier montant est supérieur.

§ 2. La CWaPE peut infliger une amende administrative à un gestionnaire de réseau ou à un fournisseur qui néglige de manière systématique et caractérisée les objectifs de performance fixés en vertu des articles 13, 12°, 34, 2°, *d*) et *e*), et 34bis, 2°, *c*). Le Gouvernement fixe, après avis de la CWaPE, les seuils minima de performance et la méthodologie applicable à cet égard. ».

Art. 78. Des articles 53bis à 53sexies, rédigés comme suit, sont insérés dans le même décret :

« Art. 53bis. Préalablement à la fixation d'une amende administrative, la CWaPE informe la personne concernée par lettre recommandée et l'invite à lui transmettre un mémoire contenant ses moyens de défense.

La lettre recommandée reproduit intégralement le présent article et contient les éléments suivants :

- 1° la mention du ou des griefs retenus;
- 2° le montant de l'amende envisagée;
- 3° les lieux, jours et heures pendant lesquels le dossier peut être consulté;
- 4° la date fixée pour l'audition.

Le mémoire doit être notifié à la CWaPE par lettre recommandée, dans les quinze jours qui suivent la réception de la lettre visée à l'alinéa 1^{er}.

L'audition se déroule au plus tôt vingt-cinq jours ouvrables après l'envoi de la lettre recommandée visée à l'alinéa précédent. La personne concernée peut s'y faire assister par un avocat ou par les experts de son choix. La CWaPE dresse un procès-verbal de l'audition, et invite la personne concernée à le signer, le cas échéant après qu'elle y a consigné ses observations.

La CWaPE fixe le montant de l'amende administrative par une décision motivée et en informe la personne concernée dans les dix jours de l'audition, par lettre recommandée. Passé ce délai, elle est réputé renoncer définitivement à toute amende fondée sur les faits mis à charge de la personne concernée, sauf élément nouveau.

Art. 53ter. La notification de la décision de la CWaPE d'infliger une amende administrative fait mention du recours ouvert contre celle-ci en vertu de l'article 53sexies, et du délai dans lequel ce recours peut être exercé.

Si le montant de l'amende est fixé par jour calendrier, il est dû à compter du lendemain de la notification de la décision, dans ce cas, l'amende est applicable jusqu'à la date à laquelle la personne concernée s'est conformée à ses injonctions.

Art. 53quater. L'amende administrative est payable dans les trente jours.

La CWaPE peut accorder un délai de grâce qu'elle détermine. Si la personne en cause est en défaut de paiement de l'amende administrative, celle-ci est recouvrée par voie de contrainte. Le Gouvernement désigne les fonctionnaires chargés de délivrer et de déclarer exécutoires les contraintes. Celles-ci sont notifiées par exploit d'huissier avec injonction de payer.

Art. 53quinquies. Aucune amende administrative ne peut être infligée à une personne qui a fait l'objet, pour les mêmes faits, de poursuites pénales entamées sur la base de l'article 52, et ayant abouti, indistinctement, à une déclaration de culpabilité, un non-lieu ou un acquittement.

La notification de la décision fixant le montant de l'amende administrative éteint l'action publique, le cas échéant intentée sur la base de l'article 52.

Art. 53sexies. La décision de la CWaPE d'infliger une amende administrative peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal de première instance dans les trente jours de la notification de la décision, selon les formes et procédures prévues par le Code judiciaire.

Le recours auprès du tribunal de première instance est suspensif.

Art. 53septies. § 1^{er}. Par la même décision que celle par laquelle elle inflige une amende administrative, la CWaPE peut accorder, en tout ou en partie, le sursis à l'exécution du paiement de cette amende.

Le sursis n'est possible que si la CWaPE n'a pas infligé d'amende administrative à la personne concernée pendant l'année qui précède la date de la commission du manquement donnant lieu à l'amende administrative pour laquelle un sursis est envisagé.

Le sursis vaut pendant un délai d'épreuve d'un an. Le délai d'épreuve commence à courir à partir de la date de la notification de la décision infligeant l'amende administrative.

En cas de nouvelle infraction pendant le délai d'épreuve, donnant lieu à une nouvelle amende, la CWaPE décide s'il y a lieu ou non de révoquer le sursis.

L'amende administrative dont le paiement devient exécutoire suite à la révocation du sursis est cumulée sans limite avec celle infligée du chef de la nouvelle infraction.

En cas de recours contre la décision de la CWaPE, le tribunal de première instance dispose des mêmes pouvoirs que la CWaPE en matière de sursis.

Toutes les modalités précitées relatives au sursis sont d'application. »

Art. 79. A l'article 54 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

- 1° le mot « transformation » est supprimé;
- 2° les mots « sur le réseau » sont remplacés par les mots « sur les réseaux ».

Art. 80. L'article 63 du même décret est abrogé.

Art. 81. Le membre de phrase suivant est ajouté à l'article 569 du Code judiciaire, pour ce qui concerne la Région wallonne :

« 33° des recours contre la décision d'imposer des amendes administratives en vertu de l'article 53, §§ 1^{er} et 2, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ».

Art. 82. Dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret, les statuts des gestionnaires de réseaux sont adaptés pour assurer leur conformité aux dispositions du présent décret.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les statuts des gestionnaires de réseaux dans lesquels tout ou partie des parts représentatives du capital détenues par les communes sont, à l'entrée en vigueur du présent décret, des parts rémunérant un droit d'usage, doivent être adaptés à l'article 7 du décret du 12 avril 2001 tel que modifié par le présent décret, dans les douze mois de l'entrée en vigueur du décret.

Art. 83. Dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret, les gestionnaires de réseaux adressent à la CWaPE, en vue de leur approbation, les règlements et contrats-types d'accès et de raccordement, adaptés en vue de les rendre conformes aux dispositions du présent décret.

Art. 84. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale gérant un réseau privé existant est tenue de le déclarer à la CWaPE dans un délai de vingt-quatre mois suivant l'entrée en vigueur dudit décret. Cette déclaration décrit la nature du raccordement et le type de clients alimentés par le réseau privé.

La CWaPE adresse une copie de chaque déclaration au gestionnaire de réseau de distribution ou de transport local auquel le réseau privé est raccordé.

Dans les six mois de cette déclaration, le gestionnaire du réseau privé fournit à la CWaPE la preuve de la conformité technique du réseau privé, par la production d'un rapport de validation émanant d'un organisme de contrôle agréé. Une copie de ce rapport est adressée au gestionnaire de réseau de distribution ou de transport local auquel le réseau privé est raccordé.

En cas de défaut de déclaration ou de mise en conformité du réseau privé dans les délais requis, la CWaPE peut enjoindre le gestionnaire de réseau privé de se conformer aux dispositions du présent article et, le cas échéant, appliquer à celui-ci une amende administrative en application de l'article 53 du décret du 12 avril 2001 précité.

§ 2. Dans les six mois de la réception de la copie du rapport de validation, le gestionnaire de réseau de distribution adresse au gestionnaire de réseau privé alimentant majoritairement des clients résidentiels la proposition de convention visée à l'article 15^{ter}, § 2 du décret du 12 avril 2001 précité.

Si le gestionnaire de réseau privé estime que la proposition de convention adressée par le gestionnaire de réseau de distribution contient des dispositions déséquilibrées sur le plan technique ou économique, il demande à la CWaPE de statuer sur ce point. La saisine de la CWaPE se fait par courrier recommandé ou tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement, le gestionnaire du réseau privé y expose son argumentation.

La CWaPE notifie sa décision aux parties intéressées dans un délai de soixante jours, après avoir permis au gestionnaire de réseau de distribution de faire valoir son point de vue. Si elle considère que le caractère déséquilibré de la proposition de convention n'est pas lié à des éléments objectifs indépendants de la volonté du gestionnaire de réseau de distribution, elle enjoint le gestionnaire de réseau de distribution à modifier la proposition de convention selon des amendements qu'elle suggère.

En cas de signature de la convention précitée, le réseau privé est considéré comme faisant partie du réseau de distribution dès l'acquisition, par le gestionnaire du réseau de distribution, du droit de propriété ou d'usage sur le réseau privé.

La convention est transmise à la CWaPE et au Ministre.

§ 3. A défaut de signature de la proposition de convention précitée dans les six mois de l'envoi de la proposition au gestionnaire de réseau privé, la gestion du réseau privé est soumise à l'octroi d'une autorisation individuelle délivrée par le Ministre, après avis de la CWaPE.

L'article 15^{bis}, §§ 2 et 3, du décret du 12 avril 2001 précité est applicable.

§ 4. Dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret, les gestionnaires de réseaux de distribution et de transport local transmettent aux propriétaires et gestionnaires de réseaux privés qui leur sont connus, ainsi qu'aux communes et aux organisations représentatives de propriétaires et de locataires, un courrier rédigé en accord avec la CWaPE informant ceux-ci du nouveau cadre légal en matière de réseaux privés.

§ 5. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement peut exonérer certaines catégories de réseaux privés existants, alimentant majoritairement des clients résidentiels, de l'application des §§ 2 et 3, ou aménager leurs dispositions, en raison notamment du caractère temporaire des consommations des clients avals concernés, du caractère accessoire de ces mêmes consommations par rapport aux consommations propres du client directement raccordé au réseau de distribution ou de transport local, de la circonstance que le réseau privé est issu du morcellement de la propriété d'une installation intérieure initiale ou que le réseau privé se situe au sein d'un même immeuble.

Cette exonération ne porte pas atteinte à l'obligation du gestionnaire de réseau privé de garantir l'exploitation et l'entretien de son réseau, en vue d'assurer un niveau de sécurité comparable à celui figurant dans les règlements techniques.

Art. 85. Si, avant l'entrée en vigueur du présent décret, un gestionnaire de réseau a déjà confié l'exploitation journalière de ses activités à une filiale, les statuts de celle-ci et la convention d'actionnaires, de même que la liste des administrateurs et du personnel dirigeant sont transmis au ministre en charge de l'Énergie dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent décret. Le Gouvernement vérifie, sur avis de la CWaPE, que la filiale répond aux conditions posées par l'article 16, § 2, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

Art. 86. Les licences octroyées aux fournisseurs verts, conformément à l'article 31 du décret du 12 avril 2001 abrogé par le présent décret, sont supprimées de plein droit à l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 87. Les permissions de voirie accordées sous l'empire de la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique sont maintenues en vigueur.

Art. 88. Par dérogation à l'article 16, § 2, alinéa 2, 50, tel qu'inséré par le présent décret, la filiale visée à l'article 16, § 2, peut réaliser, jusqu'au 31 décembre 2009, des activités en matière de câblodistribution.

Art. 89. Dans les soixante jours de l'entrée en vigueur du présent décret, les président et administrateurs de la CWaPE prêtent serment entre les mains du ministre, les administrateurs prêtent ce serment en qualité de directeur. Cette prestation de serment n'a pas pour effet de modifier le terme de leur mandat.

Art. 90. L'article 62, 4o, complétant l'article 45, § 2, alinéa 2, du décret du 12 avril 2001 précité, n'est pas applicable aux mandats en cours des président et administrateurs de la CWaPE lors de l'entrée en vigueur du présent décret, ni aux premiers mandats de président et directeurs de la CWaPE confiés après l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 91. Le Gouvernement est habilité à coordonner ou à renuméroter les dispositions du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

Il est également habilité à codifier, dans un « Code wallon de l'Energie », les dispositions du décret du 12 avril 2001 précité et celles du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz.

Art. 92. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1° l'article 23, en tant qu'il insère des articles 15*bis* à 15*ter*;

2° l'article 41, en tant qu'il insère des articles 25*bis* à 25*sexies*, et l'article 47, en tant qu'il insère des articles 31*bis* à 31*quater*, dans le décret du 12 avril 2001 précité et

3° l'article 42, 7°, en tant qu'il insère un article 26, § 3, dans le décret du 12 avril 2001 précité, entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2009;

4° l'article 54, en tant qu'il modifie l'article 34, alinéa 1^{er}, 2°, *h*) du décret du 12 avril 2001 précité.

En outre, le Gouvernement détermine la date d'entrée en vigueur des dispositions suivantes :

— l'article 58, en tant qu'il modifie l'article 43, § 2, 14° du décret du 12 avril 2001,

— l'article 62, 2°, en tant qu'il modifie le nombre de directeurs de la CWaPE,

— l'article 63, en tant qu'il ajoute une direction à la CWaPE, et en tant qu'il ajoute un 5° à l'article 46, § 1^{er}, du décret du 12 avril 2001.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 17 juillet 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Parlement wallon 813 (2007-2008) N^{os} 1 à 15.

Compte rendu intégral, séance publique du 16 juillet 2008.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

OFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 2614

[C — 2008/27082]

**17. JULI 2008 — Dekret zur Abänderung des Dekret vom 12. April 2001
bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Im Erlass vom 12. April 2001 über die Organisation des regionalen Strommarktes werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. das Akronym «CWaPE» wird ersetzt durch das Akronym «CWAPE»;

2. die Wörter «wallonische Regierung» werden durch das Wort Regierung» ersetzt.

Art. 2 - Artikel 1 desselben Erlasses wird durch folgende Verfügung ersetzt: «Artikel 1 - Der vorliegende Erlass setzt die Richtlinien 2001/77/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. September 2001 über die Förderung von Strom aus erneuerbaren Quellen auf dem Elektrizitätsbinnenmarkt, 2003/54/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2003 bezüglich der gemeinsamen Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 96/92/EG und 2004/8/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Februar 2004 über die Förderung einer am Nutzwärmebedarf orientierten Kraft-Wärme-Kopplung im Energiebinnenmarkt und zur Änderung der Richtlinie 92/42/EWG um.

Er setzt teilweise die Richtlinie 2006/32/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. April 2006 über Endenergieeffizienz und Energiedienstleistungen und zur Aufhebung der Richtlinie 93/76/EWG des Rates um.

Art. 3 - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch folgende Verfügung ersetzt:

«Art. 2 - Für die Zwecke dieses Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

- 1° Erzeuger: jede natürliche oder juristische Person, die Strom erzeugt, einschließlich jeder Eigenerzeuger;
- 2° Eigenerzeuger: jede natürliche oder juristische Person, die Strom hauptsächlich für den Eigenbedarf erzeugt;
- 3° Erzeugungsort: im Sinne der Kapitel VI und IX - X der Standort einer aus einer oder mehreren Stromerzeugungseinheiten bestehende Anlage, ausgehend von ein und derselben Stromerzeugungskette und ein und derselben Stromerzeugungsmethode;
- 4° Produktionseinheit: sämtliche grundlegenden technischen Bestandteile, die eine untrennbare Gruppe bilden, mit der von einer oder mehreren Energiequelle(n) Strom erzeugt werden kann;
- 5° Hybridanlage: eine Anlage, die Strom aus erneuerbaren Energieträgern und aus konventionellen Energieträgern, wie in Artikel 2 c der Richtlinie 2001/77/EG angeführt, erzeugt;
- 6° Kraft-Wärme-Kopplung: die Technik, die es ermöglicht, in einem einzigen Vorgang Wärmeenergie und elektrische und/oder mechanische Energie zu erzeugen;
- 7° hochwertige Kraft-Wärme-Kopplung: gekoppelte Erzeugung von Wärme und Strom, die sich an den Wärme- bzw. Kältebedürfnissen des Kunden orientiert, der eine Energieeinsparung gegenüber der getrennten Mengen von Wärme und Strom und gegebenenfalls von Kälte in modernen Referenzanlagen erzielt, deren jährliche Betriebsleistungen durch die CwaPE jährlich bestimmt und veröffentlicht werden;
- 8° hocheffiziente Kraft-Wärme-Kopplung: KWK, die den Kriterien in Anhang III der Richtlinie 2004/8/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Februar 2004 über die Förderung einer am Nutzwärmebedarf orientierten Kraft-Wärme-Kopplung im Energiebinnenmarkt und zur Änderung der Richtlinie 92/42/EWG entspricht; die Regierung hat den Auftrag, diesen Anhang umzusetzen;
- 9° erneuerbare Energieträger: alle Energieträger, mit Ausnahme von fossilen Brennstoffen und spaltbarem Material, deren Verbrauch ihre künftige Nutzung nicht einschränkt, insbesondere Wasserkraft, Windenergie, Solarenergie, geothermische Energie und Biomasse;
- 10° Biomasse: erneuerbarer Stoff (in fester, flüssiger oder Gasform) aus dem biologisch abbaubaren Anteil von Produkten, Abfällen und Rückständen aus der Landwirtschaft (pflanzliche und tierische Stoffe), der Forstwirtschaft und der damit zusammen hängenden Industrien, sowie aus dem biologisch abbaubaren Anteil von Industrie- und Haushaltsabfällen;
- 11° Grüner Strom: aus erneuerbaren Energieträgern oder hochwertiger KWK erzeugter Strom, deren Produktionskette eine Kohlendioxideinsparung von mindestens 10% im Vergleich zu den jährlich von der CwaPE festgelegten und veröffentlichten Kohlendioxidemissionen einer konventionellen Erzeugung in modernen Referenzanlagen wie in Artikel 2,7 genannt, erzielt;
- 12° Bescheinigung der Herkunftsgarantie: für einen Erzeugungsort ausgestellte Bescheinigung, die bestätigt, dass die aus erneuerbaren Energieträgern oder KWK von diesem Erzeugungsort produzierten Strommengen eindeutig identifiziert und gemessen werden können und dass dieser Strom gegebenenfalls mit dem Gütezeichen «Strom mit garantierter Herkunft aus erneuerbarer Energie oder hocheffizienter Kraft-Wärme-Kopplung» ausgezeichnet und verkauft werden darf;
- 13° Gütezeichen zur Herkunftsgarantie: das Gütezeichen, das die aus erneuerbaren Energieträgern laut Artikel 2, 9 oder aus hocheffizienter KWK laut Artikel 2,8 erzeugte Strommenge bestätigt;
- 14° grüne Bescheinigung: den Erzeugern von grünem Strom aufgrund von Artikel 38 verliehener Titel, der über die den Netzlieferanten und Netzbetreibern auferlegten Verpflichtungen, dazu dient, die Entwicklung von Produktionsanlagen für grünen Strom zu unterstützen;
- 15° Netz: sämtliche Elektrizitätsübertragungsleitungen mit Anschlüssen zu einer großen Zahl von Anwendern, einschließlich Trafostationen, Schaltstationen und Verteilungsstationen;
- 16° lokales Transportnetz Netzabschnitte mit einer Spannung von 1 — 70 Kilovolt, die vor allem zur Elektrizitätsübertragung zu den Verteilernetzen dienen oder für den Austausch mit benachbarten und von der wallonischen Regierung gemäß Artikel 4, Absatz 1 festgelegten Netzen verwendet werden;
- 17° Verteilernetz: Netz, das mit einer Spannung von höchstens 70 Kilovolt (kV) betrieben wird und für die Elektrizitätsübertragung zu regionalen oder lokalen Endkunden dient, mit Ausnahme des lokalen Transportnetzes;
- 18° lokaler Transport: Elektrizitätsübertragung über das lokale Transportnetz zum Zwecke des Austauschs mit benachbarten Netzen oder zur Lieferung an Endkunden;
- 19° Verteilung: Elektrizitätsübertragung über Verteilernetze zur Lieferung an Endkunden;
- 20° unabhängiger Verwalter: der Verwalter des Netzbetreibers oder der laut Artikel 16 § 2 gegründeten Tochtergesellschaft, der:
 - a) keinerlei entgeltliche Funktion oder Tätigkeit im Dienste eines Erzeugers, eines Lieferanten oder eines Zwischenhändlers ausübt und in den vierundzwanzig Monaten vor seiner Ernennung als Verwalter keine solche Funktion oder Tätigkeit ausgeübt hat, und
 - b) keinerlei materiellen Vorteil von Seiten der in Absatz a genannten Personen oder einer der assoziierten oder verbundenen Unternehmen genießt, die nach Ansicht der CwaPE sein Urteil beeinflussen könnten;
- 21° Verbundnetze: miteinander verbundene Netze, die auf diese Weise die Elektrizitätsübertragung von einem zum anderen ermöglichen;
- 22° Verbindungen: Ausrüstung, die für die Zusammenschaltung der Stromnetze verwendet wird;
- 23° privates Netz: sämtliche im Rahmen eines oder mehrerer privaten Fonds geschaffenen Anlagen zur Elektrizitätsübertragung zu einem oder mehreren Downstream-Kunden, über die der Verteilernetzbetreiber oder der Betreiber eines lokalen Transports, an den dieses Privatnetz angeschlossen ist, kein Eigentumsrecht oder ein Recht besitzt, das ihm die Nutzung im Sinne von Artikel 3 garantiert;
- 24° Direktleitung: jede Stromleitung mit einer Spannung von höchstens 70 Kilovolt, die nicht zum lokalen Transportnetz oder zum Verteilernetz gehört, und
 - entweder einen Erzeuger und einen Endkunden direkt miteinander verbindet;

- oder einen Erzeuger direkt mit seinen eigenen Unternehmen und Tochtergesellschaften verbindet, wenn dieser Erzeuger nicht im Besitz aller von dieser Leitung gequerten Grundstücke ist, um diese Unternehmen zu versorgen;
- 25° Netzbetreiber: der Betreiber eines Verteilernetzes und/oder der Betreiber des lokalen Transportnetzes, der in den Bestimmungen von Kapitel II bezeichnet ist;
- 26° Netzanwender: jede natürliche oder juristische Person, die das Netz als Erzeuger speist oder als Endverbraucher aus dem Netz Strom bezieht;
- 27° privater Netzbetreiber: eine natürliche oder juristische Person, die ein privates Stromnetz besitzt oder das Recht hat, dieses Netz zu nutzen;
- 28° Zugang: das Recht, ein Stromnetz zu benutzen, das es dem Lieferanten ermöglicht zu liefern und dem Netzanwender ermöglicht, von diesem Netz Strom zu beziehen oder in dieses Netz Strom einzuspeisen;
- 29° Anschluss: sämtliche Ausrüstungen, die nötig sind, um die Anlagen des Netzanwenders an das Netz anzuschließen, einschließlich generell auch die Messgeräte und die dazu gehörigen Dienstleistungen;
- 30° Anpassungsplan: ein in Anwendung von Artikel 15 erstellter Plan, der Pläne für den Ersatz, die Rationalisierung oder die Entwicklung des Netzes vorsieht;
- 31° technische Vorschriften: die in Anwendung von Artikel 13 erstellten Bestimmungen über die technischen und administrativen Vorschriften, die den einwandfreien Betrieb der Netze und ihrer Verbindungen sowie den Zugang zu ihnen gewährleisten sollen;
- 32° Zusatzdienste: die für den Netzbetrieb nötigen Dienste;
- 33° Lieferant: jede natürliche oder juristische Person, die Strom an Endkunden verkauft; der Lieferant erzeugt oder kauft den an die Endkunden verkauften Strom frei;
- 34° zugeteilter Lieferant: Der Lieferant, der gemäß Artikel 8 § 3 für die Versorgung der bezugsberechtigten Kunden, die sich noch nicht für einen Lieferanten entschieden haben, zuständig ist;
- 35° Ersatzlieferant: der vom Netzbetreiber zugeteilte Lieferant, der mit der Lieferung von Strom an die Endkunden beauftragt ist, wenn der Lieferant, mit dem diese Kunden einen Liefervertrag abgeschlossen haben, ausfällt;
- 36° Zwischenhändler: jede natürliche oder juristische Person, die Strom frei kauft, um ihn an einen anderen Zwischenhändler oder einen Lieferanten weiterzuverkaufen;
- 37° Kunde: jeder Endkunde, Lieferant oder Zwischenhändler;
- 38° Endkunde: jede natürliche oder juristische Person, die Strom für den Eigenbedarf kauft;
- 39° Haushaltskunde: Endkunde, dessen Hauptanteil am Stromverbrauchs für den Haushalt bestimmt ist;
- 40° geschützter Kunde: Endkunde, der in einer in Artikel 33 genannten Kategorie enthalten ist;
- 41° Downstream-Kunde: Endkunde und/oder Erzeuger, der über ein privates Netz an das Verteilernetz oder das lokale Transportnetz angeschlossen ist;
- 42° Wahlfreiheit: das Recht jedes Endkunden, seinen Lieferanten frei wählen zu können;
- 43° Schadensfall: alle von einem Endkunden erlittenen Schäden infolge eines schädigenden Ereignisses;
- 44° schädigendes Ereignis: jeder Umstand, der nachteilige Folgen für einen oder mehrere Kunden hat;
- 45° Konformitätsmangel der gelieferten elektrischen Energie: die Frequenz oder Spannung der gelieferten elektrischen Energie überschreitet die in den technischen Vorschriften festgelegte Toleranzspanne;
- 46° Unregelmäßigkeit der Lieferung von elektrischer Energie: Die Kontinuität der Lieferung der elektrischen Energie entspricht nicht der in den technischen Vorschriften festgelegten Toleranzspanne;
- 47° Minister: der für Energie zuständige wallonische Minister;
- 48° CREG: die durch Artikel 23 des Gesetzes vom 29. April 1999 über die Organisation des Strommarktes und durch Artikel 15 des Gesetzes vom 29. April 1999 über die Organisation des Gasmarktes für Strom und Gas und des steuerlichen Status der Stromerzeuger geschaffene Regulierungsbehörde für Strom und Gas;
- 49° «CWaPE»: Wallonische Kommission für Energie, ins Leben gerufen durch Artikel 43;
- 50° Verwaltung: die Energieabteilung der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens, des Erbes und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region;
- 51° Richtlinie 2001/77/EG: die Richtlinie 2001/77/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. September 2001 über die Förderung von Strom aus erneuerbaren Quellen auf dem Elektrizitätsbinnenmarkt;
- 52° Richtlinie 2003/54/EG: 2003/54/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2003 bezüglich der gemeinsamen Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 96/92/EG
- 53° Richtlinie 2004/8/EG: die Richtlinie 2004/8/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Februar 2004 über die Förderung einer am Nutzwärmebedarf orientierten Kraft-Wärme-Kopplung im Energiebinnenmarkt und zur Änderung der Richtlinie 92/42/EWG
- 54° Richtlinie 2006/32/EG: die Richtlinie 2006/32/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. April 2006 über Endenergieeffizienz und Energiedienstleistungen und zur Aufhebung der Richtlinie 93/76/EWG des Rates;
- 55° Stromgesetz: das Gesetz vom 29. April 1999 über die Organisation des Strommarktes;
- 56° Gaserlass: der wallonische Erlass vom 19. Dezember 2002 über die Organisation des regionalen Gasmarktes;
- 57° Sozialtarif: spezieller von der zuständigen Behörde festgesetzter Tarif für geschützte Kunden;
- 58° Winterzeit: der Zeitraum zwischen 1. November und 16 März; die Regierung kann diesen Zeitraum je nach den klimatischen Bedingungen anpassen.

Art. 4 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

- 1° in Absatz 1 werden zwischen den Wörtern Transportnetzbetreiber»und den Wörtern die Regierung» die Wörter und der Verteilernetzbetreiber»eingefügt;
- 2° in Absatz 3 wird zwischen dem Wort «Gesetz» und den Wörtern oder eine Tochtergesellschaft» das Wort «Elektrizität» eingefügt;

3° in Absatz 4 werden zwischen den Wörtern «lokaler Transportnetzbetreiber» und den Wörtern «die Regierung» die Wörter «und der Verteilernetzbetreiber» eingefügt;

Art. 5 - Artikel 5 desselben Erlasses wird durch folgende Verfügung ersetzt:

« Art. 5. Die Verwaltung eines Stromverteilernetzes wird von einem gemäß den folgenden Bestimmungen ernannten Verteilernetzbetreiber übernommen.

Art. 6 - In Artikel 6 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 werden die Absätze 3 und 4 aufgehoben;

2° in § 2 werden die Wörter «sowie in Absatz 3 und 4 von Paragraph 1» gestrichen.

Art. 7 - Artikel 7 desselben Erlasses wird durch folgende Verfügung ersetzt:

«Art. 7 - § 1 - Die Gemeinden und gegebenenfalls die Provinzen besitzen mindestens 70% der Kapitalanteile mit Stimmrecht des Verteilernetzbetreibers.

In der Annahme, dass der Verteilernetzbetreiber in der Erzeugung, dem Verkauf oder der Lieferung von Strom tätig ist, stellt in den speziell in diesem Erlass vorgesehenen Fällen das Verhältnis der im vorhergehenden Absatz genannten Anteile die Gesamtheit dieser Tätigkeiten dar.

Die Bestimmungen dieses Artikels gelten auch für Kandidaten von Verteilernetzbetreibern.

Die Regierung legt die Termine für den Ankauf einer ausreichenden Zahl von Stimmrechtanteilen des Kapitals durch die Gemeinden und gegebenenfalls die Provinzen fest, um es ihnen zu ermöglichen, einen Anteil von 75% zu erhalten. Dieser Ankauf muss *bis* spätestens 31. Dezember 2018 erfolgt sein. Falls eine Gemeinde und gegebenenfalls die Provinz nicht in der Lage ist, den Ankauf der in diesem Absatz genannten Anteile laut Zeitplan zum erforderlichen Datum zu kaufen, kann die wallonische Region oder ein von der Regierung zu diesem Zweck bestimmter von der Region abhängiger Organismus oder jede andere Privatperson unter den in Artikel 7*bis*, 3 festgelegten Bedingungen auf Antrag dieser Gemeinde und gegebenenfalls der Provinz und mit Einverständnis der anderen Partner ihren Anteil der entsprechenden Stimmrechtanteile des Kapitals des Verteilernetzbetreibers erwerben.

Der durch diesen Artikel vorgeschriebene Kauf hat zu dem zwischen den Partnern vereinbarten Wert zu erfolgen. Ihre Übergabe erfolgt erst nach vollständiger Bezahlung durch den Partner, der sie erwirbt, vorbehaltlich anderer zwischen den Parteien geschlossenen Vereinbarungen.»

§ 2 - Die in § 1, Absatz 1, genannten Anteile im Besitz der Gemeinden und gegebenenfalls der Provinz können auf 65% beschränkt werden, wenn die Gemeinden, die die Mehrheit der Anteile des Verteilernetzbetreibers besitzen, vor Inkrafttreten dieses Paragraphen direkt oder über die reine Finanzierungsinterkommunale in Produktionseinheiten für grünen Strom oder für Energie aus erneuerbaren Energieträgern investiert haben. In diesem Fall kann die Region oder ein von der Regierung zu diesem Zweck bestimmter von der Region abhängiger Organismus oder jede andere Privatperson unter den in Artikel 7*bis*, 3 festgelegten Bedingungen auf Antrag dieser Gemeinden und gegebenenfalls der Provinz und mit Einverständnis der anderen Partner 5% der Anteile erwerben, die nötig sind, um die in § 1, Absatz 1, genannte Schwelle von 70% zu erreichen.

Art. 8 - Im selben Erlass wird ein Artikel 7*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

Art. 7*bis* - Unbeschadet von Artikel 7 kann ein Erzeuger, Lieferant oder Zwischenhändler Stimmrechtsanteile des Gesellschaftskapitals des Netzbetreibers direkt oder indirekt nur unter folgenden Bedingungen besitzen:

1° die Statuten des Netzbetreibers dürfen keine Verfügung enthalten, die es diesem Erzeuger, Lieferanten oder Zwischenhändler erlaubt, eine Entscheidung direkt oder indirekt abzulehnen, zu blockieren oder zu verlangen oder sich einer Entscheidung entgegenzustellen;

2° wenn der Netzbetreiber eine Interkommunale ist, verfügen seine Statuten, unbeschadet von Artikel L1523-12, § 2 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, dass für jede Statutenänderung, mit Ausnahme der Bestimmungen über den legitimen Schutz von in der Minderheit befindlichen Partnern, die einfache Mehrheit der bei der Generalversammlung anwesenden Delegierten und die Zweidrittelmehrheit der Delegierten der Gemeinde- und Provinzpartner nötig sind;

3° die Statuten des Netzbetreibers sehen vor, dass dieser Erzeuger, Lieferant oder Zwischenhändler die Gesellschaftsanteile, die er am Verteilernetzbetreiber hat, nur mit einer nach Absprache mit der CWaPE erteilten Genehmigung durch die Regierung, erhöhen oder Personen übertragen darf, die keine Partner sind;

4° die Statuten des Verteilernetzbetreibers dürfen keine Höchstgrenze für den Besitz der Stimmrechtanteile des Kapitals durch die Gemeinden und die Provinzen vorsehen.»

Art. 9 - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 von § 1 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Der Verteilernetzbetreiber darf nichts anderes erzeugen als grünen Strom. Die so erzeugte Elektrizität wird zur Einspeisung in seine eigenen Anlagen und/oder für den Ausgleich seiner Netzverluste verwendet.»

2° Absatz 2 von § 1 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Der Verteilernetzbetreiber darf die Endkunden nur in den in den Artikeln 30, § 5, 33*bis* und 34 vorgesehenen Fällen beliefern»;

3° Absatz 3 von § 1 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Gegebenenfalls sind die Tätigkeiten der Stromerzeugung einerseits und die Tätigkeiten der Stromlieferung andererseits Gegenstand einer getrennten Buchführung.»;

4° § 3 wird durch folgende Verfügung ersetzt:

«§ 3. Ein Lieferant, der Inhaber einer Lieferlizenz ist, wird vom Verteilernetzbetreiber bestimmt, um die Versorgung der bezugsberechtigten Kunden und jener Kunden, die keinen Lieferanten gewählt haben, zu gewährleisten. Die Regierung achtet darauf, dass diese Bestimmung nicht die Wahlfreiheit des bezugsberechtigten Kunden behindert.»

Art. 10 - Artikel 9 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 11 - In Artikel 10, § 1, desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch folgende Verfügung ersetzt:

«Auf der Grundlage der in den vorigen Artikeln genannten Bedingungen und der technischen und finanziellen Kapazität des Netzbetreiberkandidaten, die die einwandfreie Erfüllung der Aufgaben des Netzbetreibers garantieren, bestimmt die Regierung nach Absprache mit der CwaPE die Verteilernetzbetreiber, die getrennten geografischen Gebieten ohne Überschneidung entsprechen. Wenn der ernannte Netzbetreiber zum Zeitpunkt seiner Bestimmung nicht Eigentümer des Netzes ist oder keinen Nutzungsanspruch auf dieses Netz hat, erfolgt die Bestimmung unter der aufschiebenden Bedingung, dass der Netzbetreiber dieses Besitz- oder Nutzungsrecht erwirbt»;

2° Absatz 2 wird wie folgt ergänzt: «Dieses Angebot beruht auf einem von der Gemeinde angestellten objektiven Vergleich der verschiedenen Bewerbungen im Hinblick auf die in Absatz 1 genannten Bedingungen für die Ernennung, den Wunsch, die Stromversorgung auf ihrem Gebiet zu rationalisieren sowie die voraussichtlichen Tarife und das eventuelle Dividendenangebot».

3° Absatz 3 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Wenn die Gemeinde(n) oder Provinzen nicht innerhalb von drei Monaten nach dem Zeitpunkt der Veröffentlichung einer Aufforderung des Ministers im Belgischen Amtsblatt ein Angebot erstellt haben, bestimmt die Regierung nach Absprache mit der CwaPE den Verteilernetzbetreiber.»

4° § 1 wird wie folgt ergänzt:

«Die Regierung legt das Verfahren zur Ernennung und Neubesetzung des oder der Verteilernetzbetreiber(s) fest.»

Art. 12 - Artikel 10, § 2, Absatz 1, desselben Erlasses wird durch folgende Verfügung ersetzt:

«§ 2. Der Verteilernetzbetreiber wird für einen verlängerbaren Zeitraum von höchstens zwanzig Jahren bestimmt. Sein Mandat endet im Fall der Auflösung. Bei Aufspaltung entscheidet die Regierung auf Vorschlag der CwaPE, ob die neuen Einheiten eine Neubesetzung des Mandats des Verteilernetzbetreibers erhalten müssen oder nicht. Bei einer Fusion von Verteilernetzbetreibern bleibt das Mandat über den für die Mandate gewährten längsten Zeitraum bestehen.»

Art. 13 - Artikel 10, § 3 desselben Erlasses bildet einen neuen Artikel 10*bis* und wird durch folgende Verfügung ersetzt:

«Art. 10*bis* - § 1 - Falls der Netzbetreiber von einer Gemeinde, die auf ihrem Gebiet einen Teil des Netzes besitzt, oder von einer umschlossenen Gemeinde vorgeschlagen wurde, kann die Regierung, wenn sie diesen Netzbetreiber laut Artikel 10, § 1 unter aufschiebender Bedingung bestimmt, die Gemeinde bevollmächtigen, aus Gründen des Gemeinwohls auf ihre Kosten die Enteignung des auf ihrem Gebiet befindlichen Verteilernetzes vornehmen, das für die Erfüllung der Aufgaben des von ihr vorgeschlagenen Verteilernetzbetreibers nötig ist. Auf Ersuchen der Gemeinde kann sich die Bevollmächtigung der Regierung auf die Abschnitte des Netzes beziehen, die bereits im Besitz der Gemeinde sind, aber auf die sie ein dingliches oder persönliches Recht gewährt hat.

Im Sinne dieses Artikels ist eine umschlossene Gemeinde die Gemeinde, dessen auf ihrem Gebiet befindliches Verteilernetz ganz oder teilweise von einem anderen Betreiber als dem Netzbetreiber aller angrenzenden Gemeinden betrieben wird.

Das vom Gesetz vom 26. Juli 1962 eingesetzte Verfahren für die höchste Dringlichkeit von Enteignungen aus Gründen des Gemeinwohls ist auf die in Absatz 1 genannten Enteignungen anwendbar. Die Enteignungsentschädigung wird auf der Grundlage des von der zuständigen Regulierungsbehörde genehmigten Wert des Netzes festgelegt.

Der dem Enteignungsantrag beizulegende Plan des Verteilernetzes besteht aus dem Inventar der Bestandteile des Netzes, das der zuständigen Regulierungsbehörde als Grundlage für die Bewertung des Netzes dient, und, da es sich um Vermögen handelt, die im Kataster eingetragen sind, den entsprechenden Katasterdokumenten.

Der Netzbetreiber hat der Gemeinde, die den Antrag im Rahmen eines Enteignungsverfahrens oder im Hinblick auf ein Enteignungsverfahren stellt, den Netzplan innerhalb von dreißig Tagen nach Erhalt des Antrags zu übermitteln.

§ 2. Wenn der Verteilernetzbetreiber, dessen Netz zum Teil enteignet wird, eine Interkommunale ist, muss die Gemeinde, die die Enteignung vorgenommen hat, dieser Interkommunale mitteilen, dass sie sie enthält. In diesem Fall ist, unbeschadet anderer statutarischer Bestimmungen, keine Abstimmung nötig. Die Gemeinde hat den Schaden, der der Interkommunale und anderen Partnern nach Urteil von Experten entstanden ist, wieder gut zu machen.

In Abweichung von Artikel L1523-22 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung hat bei erfolgter Enteignung des Netzes die neuerliche Übernahme des Netzes durch die Gemeinde unverzüglich nach Überweisung der einstweiligen Entschädigung und nicht erst dann zu erfolgen, wenn der Interkommunale die ihr zustehenden Beträge tatsächlich bezahlt wurden.

Die Übergabe des Netzes an den unter aufschiebender Bedingung bestimmten Netzbetreiber darf erst erfolgen, nachdem das direkt für die Verteilung auf dem Gemeindegebiet zugeteilte Personal transferiert wurde, wobei die Tätigkeiten zwischenzeitlich vom früheren Netzbetreiber ausgeführt werden.»

Art. 14 - In Artikel 11 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Der Netzbetreiber erfüllt die in diesem Erlass festgelegten Aufgaben selbständig, transparent und ohne Diskriminierung von Erzeugern, «Lieferanten, Zwischenhändlern und Endkunden.»

2° In Absatz 2 von § 2 werden die Wörter «für den Netzteil, der ihn betrifft» gestrichen;

3° Punkt 4 desselben Absatzes wird durch folgende Verfügung ersetzt:

«4. Die Zählung der Elektrizitätsströme an den Verbindungspunkten zu anderen Netzen, an den Zugangsstellen der Kunden und an den Austauschpunkten zu den Stromerzeugern sowie die Aufstellung und Wartung der Zähler»;

4° Punkt 5 desselben Absatzes wird durch folgende Verfügung ersetzt:

«5° Die Erfüllung der Verpflichtungen eines öffentlichen Dienstes, die er aufgrund oder kraft dieses Erlasses zu leisten hat»;

5° derselbe Absatz wird wie folgt ergänzt:

«7° Die Erstellung die Aufbewahrung und die Aktualisierung der Netzpläne sowie des Inventars der Bestandteile des Netzes».

6° § 2 wird wie folgt ergänzt:

«Gegebenenfalls erläutern die technischen Vorschriften die technischen Modalitäten der zuvor aufgezählten Aufgaben, unbeschadet für die Regierung, die von ihr als notwendig erachteten Durchführungsmaßnahmen festzulegen.»

Art. 15 - In Artikel 12 desselben Erlasses, dessen aktueller Wortlaut nun einen § 1 enthält, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wörter «Lieferanten für bezugsberechtigte Kunden» werden durch das Wort Lieferanten «ersetzt»;

2° die Wörter «dürfen weder für sich noch gemeinsam wesentlichen Einfluss auf das Betreiben dieses Netzes ausüben» werden ersetzt durch die Wörter dürfen der Unabhängigkeit des Netzbetreibers nicht zuwiderhandeln».

Art. 16 - Artikel 12 desselben Erlasses wird wie folgt ergänzt:

«§ 2. Im Verwaltungsrat des Netzbetreibers dürfen nur die unabhängigen Verwaltungsratsmitglieder Zugang zu vertraulichen Daten haben.

Als vertraulich werden folgende Daten betrachtet:

1° Informationen über die einzelnen Lieferstellen;

2° die personenbezogenen Daten des Zugangsvertrags;

3° die personenbezogenen Daten des Anschlussvertrags;

4° die Anträge auf Anschluss oder Änderung der Leistung oder der Anschlusskapazität;

5° alle von einem Netzanwender im Rahmen einer Orientierungs- oder Detailstudie oder eines Anschlusses übermittelten Daten, es sei denn, sie wurden vom Anwender selbst öffentlich gemacht;

6° die beim Netzanwender geltenden Sicherheitsvorschriften und Zugangsverfahren;

7° die Planungsdaten, die in den vom Netzanwender oder dem Lieferanten übermittelten technischen Vorschriften enthalten sind;

8° der Plan der inneren Anlage des Netzanwenders;

9° die Anträge für den Anschluss der Produktionsanlagen.

Nach Absprache mit der CWaPE kann die Regierung andere vertrauliche Daten festlegen.

Unbeschadet der für Verwaltungsratsmitglieder des Netzbetreibers geltenden Unvereinbarkeiten, ist es einem Verwaltungsratsmitglied untersagt, bei Verhandlungen eines Organs des Netzbetreibers über Gegenstände, an denen der Partner, der sie vorgebracht hat, ein direktes oder indirektes Interesse hat, anwesend zu sein.

§ 3. Wenn der Netzbetreiber die tägliche Geschäftsführung seiner Aktivitäten gemäß Artikel 16, § 2 einer Tochtergesellschaft übertragen hat, gelten für die genannte Tochtergesellschaft und deren Mitarbeiter die von der Regierung in Anwendung von § 1, Punkt 2., 3. und 4. festgelegten Maßnahmen. In den Beziehungen zwischen der Tochtergesellschaft und dem oder den angeschlossenen Netzbetreiber(n) gelten jedoch die Maßnahmen zur Wahrung der Vertraulichkeit der Informationen nicht.

Die Bestimmungen von Paragraph 2 gelten auch für die Verwaltungsratsmitglieder der in Artikel 16, § 2, genannten Tochtergesellschaft.

Die Regierung kann für die Verwaltungsratsmitglieder dieser Tochtergesellschaft Unvereinbarkeiten aussprechen.»

Art. 17 - In Artikel 13 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wörter «die CWaPE bestimmt» werden ersetzt durch die Wörter die CWaPE legt fest»;

2° Punkt 1 wird wie folgt ersetzt:

«1. die technischen Mindestanforderungen für den Anschluss an das Netz der Anlagen der Nutzer dieses Netzes sowie die Anschlussfristen;»

3° Punkt 3 wird wie folgt ersetzt:

«3. die technischen Mindestanforderungen für die Einrichtung der Direktleitungen;»

4° in Punkt 4 werden die Wörter von den Lieferanten eingeführt» gestrichen;

5° Punkt 10 wird durch folgende Verfügung ersetzt:

«10. die Modalitäten für die Zusammenarbeit mit den Verbundnetzbetreibern, der Mindestinhalt der Vereinbarungen über die Zusammenarbeit sowie die Informationen, die der Netzbetreiber diesen Betreibern zu übermitteln hat, um einen sicheren und effizienten Betrieb, eine koordinierte Entwicklung und das Zusammenwirken der Verbundnetze zu gewährleisten;»

6° Punkt 11 wird durch folgende Verfügung ersetzt:

«11. die Modalitäten und die Bedingungen für die Bereitstellung der Anlagen des Netzbetreibers an den Netzbetreiber, um den Bedürfnissen der Netzbetriebung zu entsprechen.»

Art. 18 - Derselbe Artikel 13 wird wie folgt ergänzt:

«12° die Informationen, die der Verteilernetzbetreiber den Lieferanten insbesondere in Bezug auf die Zählung zu übermitteln hat; die technischen Vorschriften legen die Leistungsziele fest, die der Netzbetreiber in diesem Zusammenhang zu berücksichtigen hat;

13° die für die privaten Stromnetze geltenden technischen und administrativen Vorschriften;

14° die Modalitäten für die Leistung des Ersatzlieferanten;

15° der Mindestinhalt des Anpassungsplans sowie das Genehmigungsverfahren dieses Plans;

16° die kollektiv oder individuell von den Netzbetreibern zu ergreifenden EDV-Maßnahmen, um den einwandfreien Betrieb des Netzes zu gewährleisten.»

Art. 19 - Artikel 14, Absatz 2, wird durch folgende Verfügung ersetzt:

Der Netzbetreiber übermittelt der CWaPE zur Information die der CREG zur Genehmigung übergebenen Tarifangebote sowie alle Rechnungsdaten, insbesondere in Bezug auf die Anschluss- und Nutzungskosten des von ihm betriebenen Netzes, die Kosten für die von ihm angebotenen Zusatzdienste sowie gegebenenfalls die Tätigkeiten laut Artikel 8, § 1.»

Art. 20 - Artikel 15, § 1, desselben Erlasses wird durch folgende Verfügung ersetzt:

§ 1. Jeder der Netzbetreiber hat in Absprache mit der CWaPE einen Netzanpassungsplan für das von ihnen jeweils betriebene Netz zu erstellen, um die Kontinuität der Versorgung, die Sicherheit und die Entwicklung dieses Netzes sicherzustellen.

Der Zeitplan und die Modalitäten für die Erstellung des Anpassungsplans sind in den technischen Vorschriften enthalten.

Der Verteilernetzanpassungsplan erstreckt sich über einen Zeitraum von drei Jahren. Er wird den Bedürfnissen entsprechend mindestens jedes Jahr für die folgenden zwei Jahre gemäß dem in den technischen Vorschriften angeführten Verfahren allmählich angepasst.

In Übereinstimmung mit den der zuständigen Regulierungsbehörde zu übergebenden Tarifangeboten beträgt die Planungsdauer des Verteilernetzanpassungsplans vier Jahre und bezieht sich auf den Tarifzeitraum von 2013 - 2016.

Der Anpassungsplan für das lokale Transportnetz wird parallel zu dem in Artikel 13, § 1, Absatz 2, des Stromgesetzes geplanten Entwicklungsplans erstellt. Er erstreckt sich auf einen Zeitraum von sieben Jahren und wird alle zwei Jahre angepasst und jedes Jahr aktualisiert.

Art. 21 - Artikel 15, § 2, desselben Erlasses wird durch folgende Wörter ergänzt: und die von ihm für diesen Zweck bereitgestellten Budgetmittel. Jeder Plan muss einen Bericht über die Beobachtungen des vorhergehenden Plans enthalten.».

Art. 22 - Artikel 15, § 3, desselben Erlasses wird durch folgende Verfügung ersetzt:

«§ 3. Wenn die CwaPE feststellt, dass es der Anpassungsplan dem Netzbetreiber nicht ermöglicht, seinen gesetzlichen Verpflichtungen nachzukommen, legt sie es ihm nahe, dies innerhalb eines von ihr festgelegten angemessenen Zeitraums zu beheben.

Art. 23 - Die Artikel 15bis bis 15quater werden mit folgendem Wortlaut in denselben Erlass eingefügt:

«Art. 15bis. § 1 - Für die Installation eines neuen Privatnetzes ist eine nach Absprache mit der CWaPE vom Minister ausgestellte Einzelgenehmigung nötig, die auszugsweise im Belgischen Staatsblatt und auf der Internetseite der CWaPE veröffentlicht wird.

Diese Genehmigung wird nicht erteilt, wenn der Zugang zum Netz abgelehnt wurde oder wenn kein Angebot für die Nutzung des Netzes unter technisch angemessenen Bedingungen vorliegt. Sie bleibt außerdem nur dann aufrecht, wenn der Inhaber der Genehmigung vor Inbetriebnahme des Privatnetzes auf eigene Kosten die technische Eignung von einem zugelassenen Organismus prüfen lässt und dessen Bericht dem Minister übermittelt.

Das Verfahren für die Gewährung der Einzelgenehmigung wird nach Absprache mit der CWaPE von der Regierung festgelegt.

Die in Absatz 1 erwähnte Genehmigung enthält außerdem die Nennung eines Privatnetzbetreibers.

§ 2. Der Privatnetzbetreiber ist verantwortlich für den Betrieb und die Wartung des Privatnetzes. Im Übrigen werden die jeweiligen Rechte und Verpflichtungen des Privatnetzbetreibers und des Netzbetreibers, insbesondere gegenüber dem Downstream-Kunden, nach Absprache mit dem CWaPE von der Regierung festgelegt.

§ 3. Der an ein Privatnetz angeschlossene Downstream-Kunde genießt die gleichen Rechte und Verpflichtungen, insbesondere gegenüber dem Netzbetreiber und dem Lieferanten, die aufgrund von Artikel 25bis bis 25octies, 26, 31, 31bis bis 31quater, 33, 33bis bis 33quater, 34, 34bis, 48 und 49bis, gegebenenfalls für den Endkunden gelten.

In Abweichung vom vorigen Absatz können die Downstream-Kunden den Privatnetzbetreiber bevollmächtigen, in ihrem Namen und auf ihre Rechnung von ihrer Wahlfreiheit Gebrauch zu machen. Diese Vollmacht muss, um gültig zu sein, ausdrücklich gegeben werden.

Art. 15ter. § 1^{er} - In Abweichung von den Bestimmungen in Artikel 15bis kann unter Berücksichtigung der folgenden Modalitäten ein neues Privatnetz eingerichtet werden.

§ 2 - Im Hinblick auf die Einrichtung dieses Netzes kann der künftige Netzeigentümer oder jede andere von ihm bestimmte Person den Netzbetreiber, bei dem das Privatnetz angeschlossen werden soll, ersuchen, ihm ein Vereinbarungsangebot über das Betreiben des Privatnetzes zu übermitteln. Eine Kopie dieses Angebots ist an die CWaPE zu richten.

Nach der Stellungnahme der CWaPE legt die Regierung den Mindestinhalt dieser Vereinbarung fest. Sie muss zumindest:

- 1° dem Netzbetreiber ein Recht einräumen, das ihm zumindest die Nutznießung des Privatnetzes sichert;
- 2° die Bedingungen für das Recht des Netzbetreibers auf Zugang zum Privatnetz festlegen;
- 3° Zählgeräte vorschreiben, die den technischen Vorschriften und allen anderen gesetzlichen Bestimmungen entsprechen, deren Erfüllung der Netzbetreiber gewährleisten muss;
- 4° die Betriebs- und Wartungsmodalitäten des Privatnetzes festlegen;
- 5° Modalitäten für Reparaturen und die Lösung von Zwischenfällen im Privatnetz vorsehen;
- 6° gegebenenfalls die zwischen dem Antragsteller und dem Netzbetreiber geltenden finanziellen Entschädigungen festlegen.

§ 3 - Wenn der Antragsteller der Meinung ist, dass das Vereinbarungsangebot des Netzbetreibers technisch oder wirtschaftlich unausgewogene Bestimmungen enthält, muss er sich an die CWaPE wenden, die über diesen Punkt entscheidet. Die Anrufung der CWaPE erfolgt mittels eingeschriebenem Brief, in dem der Antragsteller seine Argumente vorbringt.

Die CWaPE übermittelt den betroffenen Parteien ihre Entscheidung innerhalb von sechzig Tagen, nachdem sie es dem Netzbetreiber gestattet hatte, seinen Standpunkt darzulegen. Die CWaPE kann es dem Netzbetreiber gegebenenfalls nahe legen, das Vereinbarungsangebot nach ihren Änderungsvorschlägen abzuändern.

§ 4 - Im Falle der Unterzeichnung der in Paragraph 2 genannten Vereinbarung wird dem Minister ein Antrag auf Einrichtung eines neuen Privatnetzes übermittelt, dem eine Kopie der Vereinbarung beiliegt.

Innerhalb von drei Monaten nach Antragstellung gewährt der Minister die Genehmigung für die Einrichtung eines neuen Privatnetzes. Diese Genehmigung bleibt nur dann aufrecht, wenn der Inhaber der Genehmigung vor Inbetriebnahme des Privatnetzes die technische Eignung von einem zugelassenen Organismus prüfen lässt und dessen Bericht dem Minister übermittelt.

§ 5 - Wenn das Privatnetz in Übereinstimmung mit diesem Artikel eingerichtet wird, ist es als Teil des Verteilernetzes oder des lokalen Transportnetzes zu betrachten.

« Art. 15^{quater}. Nach Stellungnahme der CwaPE kann die Regierung bestimmte Kategorien von Privatnetzen ganz oder teilweise von den Bestimmungen in §§ 1. und 2 von Artikel 15^{bis} befreien oder deren Bestimmungen insbesondere aufgrund des Spannungsniveaus des Netzes, an das das Privatnetz angeschlossen ist, des vorläufigen Charakters des Verbrauchs der betroffenen Downstream-Kunden, der geringen Höhe dieses Verbrauchs im Vergleich zum eigentlichen Verbrauch des an das Verteilernetz oder das lokale Transportnetz angeschlossenen Kunden, des Umstandes, dass das Privatnetz einer Stückelung des Eigentums einer ursprünglichen inneren Anlage entstammt oder dass sich das Privatnetz innerhalb desselben Gebäudes befindet, ändern.

Diese Befreiung hat keine Auswirkung auf die Verpflichtung des Privatnetzbetreibers, den Betrieb und die Wartung seines Netzes zu garantieren, um ein vergleichbares Sicherheitsniveau wie das in den technischen Vorschriften erwähnte sicherzustellen.»

Art. 24 - Artikel 16 desselben Erlasses wird durch folgende Verfügung ersetzt:

«Art. 16 - § 1 - Der Netzbetreiber muss über ausreichend viele und qualifizierte Mitarbeiter verfügen, um die in Artikel 11 genannten Aufgaben zu erfüllen. Er kann die tägliche Geschäftsführung seiner Tätigkeiten gemäß Paragraf 2 jedoch einer Tochtergesellschaft übertragen.

Wenn ein Erzeuger, Lieferant oder Zwischenhändler direkt oder indirekt Stimmrechtanteile des Kapitals eines Netzbetreibers, der die täglichen Geschäftsführung seiner Tätigkeiten nicht gemäß Paragraf 2 einer Tochtergesellschaft übertragen hat, besitzt, müssen dessen Statuten die Schaffung eines Organs garantieren, das sich aus dem ausschließlich aus unabhängigen Verwaltungsratsmitgliedern bestehenden Verwaltungsrat rekrutiert und für die Vorbereitung der Entscheidungen über die nachstehend angeführten strategischen oder vertraulichen Aufgaben zuständig ist:

- den Betrieb, die Wartung und die Entwicklung des Verteilernetzes;
- den Zugang zum Netz, die Anschlussbedingungen, die technischen Bedingungen und die Tarife;
- die Ablesung der Zähler und die Verarbeitung der daraus resultierenden Daten;
- die Buchführung über den Netzbetrieb;
- die Vergabe der Aufgaben und Arbeiten an Subunternehmen sowie die Kaufunterlagen;
- die Bearbeitung der in Artikel 12 angeführten vertraulichen Informationen.

Nach Absprache mit der CWaPE kann die Regierung andere vertrauliche und strategische Aufgaben festlegen.

Außerdem müssen unter Annahme der in Absatz 2 genannten Bedingungen die Statuten auch die Schaffung einer Ethikkommission im Rahmen des Verwaltungsrates garantieren, die sich mehrheitlich aus unabhängigen Verwaltungsratsmitgliedern zusammensetzt und zuständig ist für die Kontrolle, dass die Bestimmungen über die Vertraulichkeit persönlicher und wirtschaftlicher Daten vom Personal beachtet werden.

§ 2 - Der Netzbetreiber kann sich dafür entscheiden, die tägliche Geschäftsführung seiner Tätigkeiten einer Tochtergesellschaft zu übertragen, die den in diesem Paragraf enthaltenen Forderungen entspricht, unabhängig davon, ob sie im Besitz jedes einzelnen Netzbetreibers ist oder mehreren von ihnen gehört.

Die Gründung der Tochtergesellschaft unterliegt folgenden Bedingungen:

1° die Tochtergesellschaft stellt eine rechtlich von jedem Erzeuger, Lieferant oder Zwischenhändler getrennte Einheit dar;

2° die Erzeuger, Lieferanten oder Zwischenhändler dürfen keinen Stimmrechtanteil an ihrem Kapital haben;

3° ihre Statuten enthalten strenge Bestimmungen über die Corporate Governance und sehen zumindest Folgendes vor:

a) mindestens 80% der Verwaltungsratsmitglieder sind unabhängige Verwaltungsratsmitglieder im Sinne von Artikel 2, 20. und werden von dem (den) Betreiber(n) des (der) angeschlossenen Netze(s) vorgeschlagen;

b) der Verwaltungsrat wählt aus seinen Reihen einen ausschließlich aus unabhängigen Verwaltungsratsmitgliedern bestehenden Exekutivausschuss und Strategieausschuss, der für die Vorbereitung der in § 1 genannten strategischen und vertraulichen Aufgaben zuständig ist;

c) der Verwaltungsrat schafft aus seinen Reihen folgende Ausschüsse, die mehrheitlich aus unabhängigen Verwaltungsratsmitgliedern bestehen und den Verwaltungsrat bei seinen Entscheidungen unterstützen oder ein Mitspracherecht haben:

- einen Audit-Ausschuss, der zumindest mit der Buchprüfung und der Budgetkontrolle betraut ist;
- eine Ethikkommission laut § 1;
- ein Ernennungs- und Entlohnungskomitee, das dem Verwaltungsrat Vorschläge für die Einstellung der mit der Generaldirektion betrauten Person und der dieser Person direkt unterstellten Führungskräfte sowie deren Entlohnung unterbreitet,

4° ihre Statuten dürfen keine Verfügung enthalten, die es einem Erzeuger, Lieferanten oder Zwischenhändler erlauben, eine Entscheidung direkt oder indirekt abzulehnen, zu blockieren oder zu verlangen oder sich einer Entscheidung entgegenzustellen;

5° die Tochtergesellschaft darf nur Aufgaben in Verbindung mit der täglichen Geschäftsführung der im Strom- und Gassektor von dem oder den angeschlossenen Netzbetreibern ausgeübten Tätigkeiten übernehmen.

§ 3. Die Statuten der Tochtergesellschaft und die Aktionärsvereinbarung sowie die Liste der Verwaltungsratsmitglieder und des Führungspersonals sind dem Minister innerhalb von drei Monaten nach Gründung der Tochtergesellschaft zu übermitteln.

Jede Änderung der Kapitalbeteiligung der Tochtergesellschaft, der Statuten, der Aktionärsvereinbarung sowie jede Neubesetzung des Verwaltungsrats sind dem Minister zur Information zu übermitteln.

Art. 25 - Im selben Erlass wird ein Artikel 16^{bis} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

Art. 16^{bis} - § 1 - Die Mitglieder der Verwaltungsorgane und das Personal des Netzbetreibers unterliegen der Geheimhaltungspflicht; sie dürfen vertrauliche Informationen, von denen sie aufgrund ihrer Funktionen beim Netzbetreiber im Rahmen der Ausübung der in Artikel 11 genannten Tätigkeiten Kenntnis haben, an keine Person weitergeben, außer sie müssen vor Gericht aussagen, sowie unbeschadet der Mitteilungen an die Betreiber anderer

Netze, an die CWaPE oder andere Regulatoren oder den Minister, vorausgesetzt, dass sie durch diesen Erlass oder seine Durchführungserlasse oder andere geltenden Gesetze oder Vorschriften dazu vorgesehen und befugt sind.

Jede Verletzung dieses Artikels wird mit Strafen laut Artikel 458 des Strafgesetzbuches geahndet.

Wenn der Netzbetreiber die tägliche Geschäftsführung seiner Tätigkeiten einer Tochtergesellschaft übertragen hat, unterliegen die Mitglieder der Verwaltungsorgane und das Personal dieser Tochtergesellschaft derselben Geheimhaltungspflicht. Diese Verpflichtung gilt jedoch nicht für die Beziehungen zwischen der Tochtergesellschaft und dem oder den angeschlossenen Netzbetreiber(n).

§ 2. Das Verfahren und die Bedingungen für die Einstellung ihres Personals werden vom Netzbetreiber und gegebenenfalls von der in Artikel 16, § 2 genannten Tochtergesellschaft festgelegt.»

Art. 26 - Artikel 17 desselben Erlasses wird zu Artikel 20*bis*, in dem die Wörter ohne Konsequenzen bleiben würde» durch die Wörter ohne Konsequenzen bleibt» ersetzt werden.

Art. 27 - Die Überschrift von Abschnitt I des Kapitels IV desselben Erlasses wird durch folgende Überschrift ersetzt:

«Abschnitt 1. - Rechte und Verpflichtungen des Netzbetreibers im öffentlichen Bereich»

Art. 28 - Artikel 18, § 1, desselben Erlasses wird durch folgende Wörter ergänzt: «, und unter den in diesem Abschnitt festgelegten Bedingungen.»

Art. 29 - In Artikel 18, § 2, Absatz 1, desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. im selben Satz werden die Wörter «die Region» ergänzt durch die Wörter «und die von ihr abhängigen juristischen Personen öffentlichen Rechts»;

2. im selben Satz werden die Wörter «der Region» ergänzt durch die Wörter «oder von ihr abhängige juristische Personen öffentlichen Rechts»;

Art. 30 - In Artikel 18, § 2, Absatz 2, desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. die Wörter «oder eine von ihr abhängige juristische Person öffentlichen Rechts» werden zwischen die Wörter «der Wallonischen Region» und den Wörtern «in ihrem Bereich» eingefügt;

2. der zweite Satz wird ergänzt durch die Wörter «oder der von ihr abhängigen juristischen Person öffentlichen Rechts» .

Art. 31 - In Artikel 20 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. in Absatz 1 wird zwischen den Wörtern «einer jährlichen» und dem Wort «Gebühr» das Wort «regionalen» eingefügt;

2. im 2. Absatz, 1., werden die Wörter «zwischen zwei und zehn Centimes» durch die Wörter «zwischen 0,0005 und 0,0025 Euro» ersetzt;

3. im selben Absatz, Punkt 1, werden die Wörter «jedes Jahr» gestrichen;

4. zwischen Absatz 2 und Absatz 3 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Höhe der zu bezahlenden Gebühr wird aufgrund einer vom Netzbetreiber übermittelten Erklärung festgesetzt. Die Regierung kann diesen Betrag an den Verbraucherpreisindex anpassen.»

Art. 32 - Die Überschrift von Abschnitt II des Kapitels IV desselben Erlasses wird durch folgende Überschrift ersetzt:

«Abschnitt II. — Rechte des Netzbetreibers auf Privateigentum»

Art. 33 - Artikel 17, abgeändert in 20 *a*, desselben Erlasses bildet einen wie folgt überarbeiteten 1. Unterabschnitt:

«Unterabschnitt I — elektrische Freileitungen»

Art. 34 - Die Artikel 21 *bis* 25 desselben Erlasses werden in einen Unterabschnitt II folgenden Titels zusammengefasst:

«Unterabschnitt II - Gemeinnützigkeitserklärung»

Art. 35 - In Artikel 21, § 1, Absatz 3, desselben Erlasses wird der Wortlaut «Inhaber eines dinglichen Rechts» zwischen dem Wortlaut «an die Eigentümer» und dem Wortlaut «und betroffenen Mieter» eingefügt.

Art. 36 - Artikel 22, Absatz 1 desselben Erlasses wird zu Artikel 21, § 1 *a*, und der Wortlaut «privaten Eigentums» wird durch den Wortlaut «privaten Grundstücks» ersetzt.

Art. 37 - In Artikel 21, § 2, Absatz 1 wird der Wortlaut «Der Berechtigte der in § 1 vorgesehenen Dienstbarkeit» durch den Wortlaut «Der Netzbetreiber, dem die in § 1 *a* vorgesehene Dienstbarkeit eingeräumt wurde» ersetzt.

Art. 38 - Artikel 22 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° In Absatz 2 wird der Wortlaut dieser Dienstbarkeit» durch den Wortlaut «einer Dienstbarkeit nach Artikel 21, § 1 *a*» und der Wortlaut Berechtigter dieser Dienstbarkeit» durch den Wortlaut «Netzbetreiber» ersetzt;

2° Der letzte Absatz wird durch den folgenden Absatz ersetzt:

«Die Regierung bestimmt die Rechte und Pflichten des möglichen Inhabers eines dinglichen Rechts oder des möglichen Mieters im Rahmen des Verkaufs dieses Grundstücks.»

Art. 39 - Artikel 23 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 23 - § 1 - Beschließt der Eigentümer des belasteten Grundstücks oder die dort zur Errichtung von Bauten berechtigte Person, auf dem Grundstück zu bauen, so teilt er dem Netzbetreiber seine Entscheidung per Einschreiben mit. Letzterer ist verpflichtet, die Netzinfrastrukturen auf Verlangen des Betroffenen zu verlegen oder zu entfernen.

§ 2 - Verlangt er die Verlegung der Infrastrukturen zwecks Bebauung des belasteten Grundstücks, so kann der Betroffene mit den Bauarbeiten erst sechs Monate nach der in § 1 genannten Mitteilung beginnen. Der Minister kann dem Netzbetreiber gegebenenfalls eine zusätzliche Frist gewähren, um ihm die Beschaffung der für die Verlegung erforderlichen Genehmigungen zu ermöglichen. Er setzt den Grundstückseigentümer davon in Kenntnis.

Die Kosten für die Verlegung oder die Entfernung der Netzinfrastrukturen trägt der Netzbetreiber.

§ 3 - Verlangt der Betroffene die Verlegung der Netzinfrastrukturen nicht, so behält der Netzbetreiber das Recht, diese Anlagen zu überwachen und die für ihren Betrieb, ihre Instandhaltung und ihre Reparatur erforderlichen Arbeiten auszuführen.

§ 4 - Bei Eingang der in § 1 genannten Mitteilung kann der Netzbetreiber dem Eigentümer des belasteten Grundstücks den Kauf des Grundstücks anbieten. Er setzt den Minister davon in Kenntnis. Wenn keine gütliche Einigung erzielt wird, finden die Bestimmungen nach Artikel 25 Anwendung.»

Art. 40 - Artikel 24 desselben Erlasses wird gestrichen.

Art. 41 - In Kapitel IV desselben Erlasses wird ein Abschnitt III mit dem folgenden Wortlaut eingefügt:

Abschnitt III - Entschädigungsverpflichtungen

Unterabschnitt I. - Entschädigung aufgrund anhaltender Unterbrechung der Versorgung

Art. 25bis - § 1 - Jede nicht vorgesehene Unterbrechung der Versorgung, die über die Dauer von sechs Stunden in Folge hinausgeht und durch ein Verteilernetz oder lokalen Transport verursacht wird, führt zu einer vom Netzbetreiber, durch den die Unterbrechung oder deren Behebung verursacht wurde, zugunsten des an das Verteilernetz angeschlossenen Endkunden zu leistenden Entschädigung.

Diese Entschädigung ist nicht zu leisten, sofern die Unterbrechung der Versorgung und deren Behebung über sechs Stunden in Folge hinaus jeweils durch höhere Gewalt verursacht wurde.

§ 2 - Um in den Genuss der Entschädigung nach Paragraph 1 zu kommen, stellt der betroffene Endkunde bei dem Betreiber des Netzes, an das er angeschlossen ist, einen Antrag per Einschreiben. Dieser Antrag muss innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Auftreten der Unterbrechung der Versorgung eingereicht werden. Der Kunde macht in diesem die für die Bearbeitung seines Antrags wesentlichen Angaben.

Um dem betroffenen Kunden die Beantragung zu erleichtern, stellt der Netzbetreiber den Endkunden ein von der CWaPE genehmigtes Entschädigungsantragsformular zur Verfügung. Dieses Formular kann insbesondere auf der Internetseite des Netzbetreibers abgerufen werden.

Die Entschädigung wird auf 100 Euro für jede über sechs Stunden hinausgehende Unterbrechung festgesetzt.

Die Anschlussverträge können einen höheren Betrag vorsehen.

§ 3 - Die Entschädigung wird innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Datum des Einschreibens nach § 2 vom Betreiber des Netzes, an das der Endkunde angeschlossen ist, auf das Bankkonto des Endkunden überwiesen. Dieser Netzbetreiber tritt dem Netzbetreiber gegenüber, der die Unterbrechung der Versorgung oder deren Behebung verursacht hat, in die Rechte des Endkunden ein. Dieser letztere Netzbetreiber leistet dem Netzbetreiber, der den Endkunden entschädigt hat, innerhalb von dreißig Kalendertagen ab der in diesem Sinn an ihn gerichteten Antragstellung Rückerstattung.

Sofern die Unterbrechung der Versorgung und deren Behebung von zwei verschiedenen Netzbetreibern verursacht werden, sind beide gemeinschaftlich zur Zahlung von Entschädigung zu jeweils gleichem Teil verpflichtet.

§ 4 - Bei Anfechtung der Dauer oder Ursache der Unterbrechung oder deren Behebung, nimmt die CWaPE auf Antrag der zuerst handelnden Partei innerhalb von dreißig Kalendertagen Stellung.

Unterabschnitt II. - Entschädigung wegen eines verwaltungstechnischen Fehlers oder wegen Anschlussverzug

Art. 25ter - § 1 - Jede in Übertretung der Vorschriften dieses Erlasses oder seiner Durchführungsvorschriften fehlende Stromversorgung in Folge eines verwaltungstechnischen Fehlers des Verteilernetzbetreibers verpflichtet diesen Betreiber, dem Endkunden bis zur Wiederherstellung der Versorgung eine pauschale Tagesentschädigung in Höhe von 125 Euro zu zahlen, bis zu einer Obergrenze von 1.875 Euro. Der Netzbetreiber trägt auch die Kosten für die Wiederherstellung der Versorgung, ohne sie auf den Endkunden abwälzen zu können.

Abgesehen von dem in Absatz 1 genannten Fall, hat jeder Endkunde auch Anspruch auf eine monatliche Pauschalentschädigung in Höhe von 100 Euro durch Betreiber des Verteilernetzes, wenn dieser einen auf Wunsch des Endkunden von einem Stromversorger eingereichten Antrag auf Versorgerwechsel nicht korrekt bearbeitet hat, und der Vertrag mit dem neuen Versorger zu dem zwischen den Parteien vereinbarten Zeitpunkt nicht wirksam in Kraft treten kann.

§ 2 - Der Endkunde richtet seinen Entschädigungsantrag per Einschreiben an den Betreiber, an dessen Netz er angeschlossen ist, und zwar innerhalb von dreißig Kalendertagen ab dem Ausbleiben der Versorgung oder ab Kenntnisnahme des Fehlers bei dem Versorgerwechsel durch den Kunden. Der Endkunde macht darin die für die Bearbeitung seines Antrags wesentlichen Angaben. Um dem betroffenen Kunden die Beantragung zu erleichtern, stellt der Netzbetreiber den Endkunden ein von der CWaPE genehmigtes Entschädigungsantragsformular zur Verfügung. Dieses Formular kann insbesondere auf der Internetseite des Netzbetreibers abgerufen werden.

Der Netzbetreiber entschädigt den Kunden innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Eingang des Entschädigungsantrags.

Ist der Netzbetreiber der Auffassung, dass die fehlende Versorgung oder der Fehler bei dem Verfahren des Versorgerwechsels auf einen Fehler eines Versorgers zurückzuführen ist, so teilt er dem Kunden dies innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Eingang des Entschädigungsantrags mit und sendet den Antrag innerhalb der gleichen Frist an diesen Versorger.

Der Stromversorger ist zur Bearbeitung des Entschädigungsantrags und gegebenenfalls zur Zahlung der Entschädigung innerhalb der gleichen Fristen, die für den Netzbetreiber gelten, verpflichtet.

§ 3 - Ergeht innerhalb der gesetzten Fristen keine Antwort seitens des Netzbetreibers oder des Versorgers oder wird die Entschädigung verweigert, so kann der Kunde die in Artikel 48 vorgesehene regionale Schiedsstelle mit dem Antrag befassten. Diese Beschwerde ist spätestens drei Monate nach Versanddatum des Entschädigungsantrags einzureichen.

Der Antrag ist nur zulässig, wenn der Antragsteller den schriftlichen Nachweis erbringt, dass er zuvor erfolglos versucht hat, die Zahlung der Entschädigung direkt bei dem Netzbetreiber und dem Versorger durchzusetzen.

Die regionale Schiedsstelle bearbeitet den Antrag. Ist sie der Auffassung, dass der Antrag begründet ist, so arbeitet sie innerhalb von dreißig Kalendertagen einen Vorschlag für eine Stellungnahme in diesem Sinne aus, den sie dem Netzbetreiber per Einschreiben zustellt. Dieser verfügt innerhalb einer Frist von fünfzehn Kalendertagen ab Eingang der Zustellung, um seine Einwände vorzubringen und per Einschreiben an die regionale Schiedsstelle zu richten. Stellt sie fest, dass die fehlende Versorgung oder der Fehler bei dem Verfahren des Versorgerwechsels auf einen Fehler eines Versorgers zurückzuführen ist, so sendet sie den Vorschlag für ihre Stellungnahme gemäß Artikel 31a, § 2, Absatz 1 an diesen Versorger. Sie setzt den Endkunden davon in Kenntnis.

Die endgültige Stellungnahme der regionalen Schiedsstelle wird dem Netzbetreiber, dem Endkunden und den betroffenen Stromversorgern innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Eingang der Einwände des Netzbetreibers oder des Stromversorgers per Einschreiben zugestellt. Soweit möglich, ist in dieser Stellungnahme angegeben, ob der Netzbetreiber oder der Versorger für die fehlende Stromversorgung verantwortlich ist.

Sofern die von der regionalen Schiedsstelle als verantwortlich bezeichnete Person dem Endkunden die ihm geschuldete Entschädigung ohne berechtigten Grund nicht innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Erhalt der endgültigen Stellungnahme zahlt, kann die CWaPE ihr eine entsprechende Zahlungsanordnung erteilen. Die Artikel 53 ff finden Anwendung.

Art. 25^{quater}. - § 1 - Jeder Endkunde hat Anspruch auf eine pauschale Tagesentschädigung durch den Netzbetreiber, wenn dieser den effektiven Anschluss nicht innerhalb der folgenden Fristen ausgeführt hat:

1° Bei Anschlüssen für Haushaltskunden: Innerhalb einer Frist von dreißig Kalendertagen ab der schriftlichen Zustimmung des Kunden zu dem Angebot des Netzbetreibers für den Anschluss, wobei letzterer nicht tätig werden kann, bevor die verschiedenen erforderlichen Erlaubnisse und Genehmigungen erteilt sind;

2° Bei den übrigen Kunden für Niederspannung: Unter Übernahme der technischen und finanziellen Voraussetzungen des Anschlusses innerhalb der in dem Schreiben des Netzbetreibers an den Kunden genannten Frist. Diese Frist beginnt mit der schriftlichen Zustimmung des Kunden, wobei der Netzbetreiber nicht tätig werden kann, bevor die verschiedenen erforderlichen Erlaubnisse und Genehmigungen erteilt sind;

3° Bei den Kunden für Hochspannung: Innerhalb der im Anschlussvertrag genannten Frist.

Die Tagesentschädigung beträgt bei den Haushaltskunden 25 Euro, 50 Euro bei den übrigen Kunden für Niederspannung und 100 Euro bei den Kunden für Hochspannung.

§ 2 - Der Endkunde richtet den Entschädigungsantrag per Einschreiben innerhalb einer Frist von dreißig Kalendertagen ab Überschreitung der in § 1 angegebenen Fristen an den Betreiber des Netzes, an das er angeschlossen ist. Der Endkunde macht darin die für die Bearbeitung seines Antrags wesentlichen Angaben. Um dem betroffenen Kunden die Beantragung zu erleichtern, stellt der Netzbetreiber den Endverbrauchern ein von der CWaPE genehmigtes Entschädigungsantragsformular zur Verfügung. Dieses Formular kann insbesondere auf der Internetseite des Netzbetreibers abgerufen werden.

Der Netzbetreiber entschädigt den Kunden innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Eingang des Entschädigungsantrags.

§ 3 - Ergeht innerhalb der gesetzten Frist keine Antwort seitens des Netzbetreibers oder wird die Entschädigung verweigert, so kann der Kunde die in Artikel 48 genannte regionale Schiedsstelle mit dem Antrag befragen. Diese Beschwerde ist spätestens drei Monate nach dem Versanddatum des Entschädigungsantrags einzureichen.

Der Antrag ist nur zulässig, wenn der Antragsteller den schriftlichen Nachweis erbringt, dass er zuvor erfolglos versucht hat, die Zahlung der Entschädigung direkt bei dem Netzbetreiber durchzusetzen.

Die regionale Schiedsstelle bearbeitet den Antrag. Ist sie der Auffassung, dass der Entschädigungsantrag begründet ist, so arbeitet sie innerhalb von dreißig Kalendertagen einen Vorschlag für eine Stellungnahme in diesem Sinne aus, den sie dem Netzbetreiber per Einschreiben zustellt. Dieser verfügt über eine Frist von fünfzehn Kalendertagen ab Eingang der Zustellung, um seine Einwände vorzubringen und per Einschreiben an die regionale Schiedsstelle zu richten.

Die endgültige Stellungnahme der regionalen Schiedsstelle wird dem Netzbetreiber und dem Endkunden innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Eingang der Einwände des Netzbetreibers per Einschreiben zugestellt.

Wenn die endgültige Stellungnahme zu dem Ergebnis kommt, dass der Netzbetreiber den Endkunden zu entschädigen hat, der Betreiber dem Endkunden die ihm geschuldete Entschädigung ohne berechtigten Grund jedoch nicht innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Erhalt der endgültigen Stellungnahme zahlt, kann die CWaPE ihm eine entsprechende Zahlungsanordnung erteilen. Die Artikel 53 ff finden Anwendung.

§ 4 - Im Notfall kann der Endkunde bei der CWaPE den Erlass einer Anordnung auf Ausführung des effektiven Anschlusses durch den Betreiber des Verteilernetzes innerhalb einer von ihr gesetzten Frist beantragen. Hält sich der Netzbetreiber nicht an diese neue Frist, wird in Anwendung der Artikel 53 ff ein Ordnungsgeld gegen den Netzbetreiber verhängt.

Unterabschnitt III - Entschädigung für durch Unterbrechung, Nichtkonformität oder Unregelmäßigkeit der Versorgung verursachte Schäden

Art. 25^{quinquies} - Unbeschadet für den Endkunden vorteilhafterer vertraglicher Bestimmungen, hat der haftende Betreiber des Verteilernetzes oder des lokalen Transports den an das Verteilernetz angeschlossenen Endkunden für jeden direkten Personen- oder Sachschaden nach den in diesem Unterabschnitt vorgesehenen Bedingungen zu entschädigen, der diesem durch Unterbrechung, durch Nichtkonformität oder Unregelmäßigkeit der Stromversorgung entsteht.

Bei höherer Gewalt greift die Entschädigungsverpflichtung nicht. Sie findet ebenfalls keine Anwendung, sofern die den Schaden verursachende Unterbrechung vorgesehen war oder auf einen verwaltungstechnischen Fehler zurückzuführen ist.

Direkter Personenschaden wird in vollem Umfang entschädigt.

Die Entschädigung des direkten Sachschadens ist auf 2.000.000 Euro je Schadensfall für alle Schadensfälle begrenzt. Übersteigt die Gesamtsumme der Entschädigungen dieses Limit, wird die Entschädigung für jeden Endkunden auf diesen Betrag reduziert.

Bei der Entschädigung des direkten Sachschadens greift ebenfalls eine Selbstbeteiligung von 100 Euro je Schadensfall.

Bei grober Fahrlässigkeit seitens des Netzbetreibers greift die Anwendung des Limits für Entschädigungen und individuelle Franchisen nicht.

Art. 25^{sexies} - § 1 - Der von einem wie in vorhergehendem Artikel definierten Schadensfall betroffene Endkunde meldet den Schaden dem Betreiber des Netzes, an das er angeschlossen ist, spätestens neunzig Kalendertage ab Eintreten des Schadensfalls oder mindestens ab dessen Kenntnisnahme, wenn der Endkunde nach dessen Eintreten von diesem Kenntnis erlangt, per Einschreiben, wobei die Meldung des Schadensfalls nicht später als sechs Monate nach dessen Eintreten erfolgen kann. Um dem betroffenen Kunden die Beantragung zu erleichtern, stellt der Netzbetreiber den Endkunden ein von der CWaPE genehmigtes Entschädigungsantragsformular zur Verfügung. Dieses Formular kann insbesondere auf der Internetseite des Netzbetreibers abgerufen werden.

Wenn der Endkunde innerhalb der in vorhergehendem Abschnitt genannten Frist den Schadensfall seinem Stromversorger irrtümlicherweise gemeldet hat, wird letzterer als innerhalb der erforderlichen Frist benachrichtigt betrachtet. Der Versorger übermittelt dem Netzbetreiber umgehend die Schadensmeldung.

§ 2 - Der geschädigte Endkunde übermittelt im Anhang der Schadensmeldung alle Schriftstücke und Dokumente, durch die der Schaden und das Ausmaß des erlittenen Schadens festgestellt werden können.

§ 3 - Der Netzbetreiber bestätigt innerhalb von fünfzehn Kalendertagen ab Datum des Einschreibens nach § 1 den Empfang der Schadensmeldung.

Er informiert den Endkunden innerhalb von sechzig Kalendertagen ab Versand der Empfangsbestätigung über den Ausgang der Schadensmeldung.

Stellt sich heraus, dass der Schadensfall nicht von seinem Netz verursacht wird, setzt der Netzbetreiber den Endkunden hierüber innerhalb der gleichen Frist in Kenntnis und übermittelt die Schadensmeldung an den Netzbetreiber, der sei es die Unterbrechung, die Nichtkonformität oder die Unregelmäßigkeit der Stromversorgung verursacht. Letzterer richtet sich nach dem in diesem Paragraphen dargelegten Verfahren.

Gegebenenfalls entschädigt der Netzbetreiber den geschädigten Endkunden innerhalb von sechs Monaten ab dem für die Zustellung einer Schadensmeldung letztmöglichen Datum.

Bei Anfechtung der Art des Verschuldens nimmt die CWaPE auf Antrag der zuerst handelnden Partei innerhalb von sechzig Kalendertagen Stellung. Dieses Meldeverfahren setzt die im vorhergehenden Abschnitt vorgesehenen Fristen nicht außer Kraft.

Unterabschnitt IV - Gemeinsame Bestimmungen der Unterabschnitte I bis III

Art. 25^{septies} - § 1 - Die Bestimmungen der Unterabschnitte I bis III bringen die Anwendung sonstiger rechtlicher Bestimmungen, die die Haftbarkeit des Netzbetreibers in Frage stellen können, nicht zum Scheitern. Die verbundene Anwendung verschiedener Haftungsregelungen kann jedoch in keinem Fall zu einer Entschädigung des Endkunden führen, die über die vollständige Wiedergutmachung des entstandenen Schadens hinausgeht.

§ 2 - Die Netzbetreiber bilden alle Formen von finanziellen Sicherheiten, die es ihnen erlauben, die in Artikel 25^{bis} bis 25^{quinquies} genannten Entschädigungen zu gewährleisten. Die Belastung in Zusammenhang mit der zur Gewährleistung der Entschädigungen wegen grober Fahrlässigkeit gebildeten Sicherheit ist in den Büchern des Netzbetreibers klar zu trennen und kann gemäß Artikel 34, Ziffer 2g dieses Erlasses nicht in die Tarife der Netzbetreiber einbezogen werden.

Vor dem 31. März jedes Jahres legen die Netzbetreiber der CWaPE den Nachweis über die Existenz einer solchen finanziellen Sicherheit vor.

§ 3 - Die Regierung passt die in Artikel 25^{bis} bis 25^{quinquies} festgelegten Beträge jährlich an den Verbraucherpreisindex an, dies durch Multiplikation mit dem Verbraucherpreisindex für den Monat Juni des Jahres und durch Teilung durch den Verbraucherpreisindex für den Monat Juni des Jahres vor Inkrafttreten dieses Erlasses.

§ 4 - Die Artikel 25^{bis} bis 25^{septies} werden in den Anschlussregelungen und Bverträgen für die an das Verteilernetz angeschlossenen Kunden vollständig wiedergegeben.

§ 5 - Vor dem 31. März jedes Jahres erstatten die Netzbetreiber der CWaPE Bericht, dies mit Angabe der Anzahl der Entschädigungsanträge auf der Grundlage der Artikel 25^{bis} bis 25^{quinquies}, die im Verlauf des vorangegangenen Jahres eingegangen sind, sowie ihres Ausgangs.

Die CWaPE erstellt zu diesem Zweck einen Musterbericht.

Hinsichtlich des Betreibers des Verteilernetzes, wird der in Absatz 1 genannte Bericht jedem Gemeinderat der Gemeinden erstattet, auf deren Gebiet der Netzbetreiber tätig ist.

Der Vorstand des Netzbetreibers setzt mindestens einmal jährlich die Erörterung eines in Bezug auf die Anzahl der Entschädigungsanträge auf der Grundlage der Artikel 25^{bis} bis 25^{quinquies} aktualisierten Berichts auf die Tagesordnung seiner Sitzung sowie die Erörterung deren Ausgangs.

Unterabschnitt V - Entschädigung für durch Bauarbeiten verursachte Schäden

Art. 25^{octies} - Der Netzbetreiber ist verpflichtet, Schäden zu reparieren, die durch von ihm bei der Errichtung oder während des Betriebs seiner Anlagen ausgeführte Arbeiten verursacht werden, und Drittpersonen für Schäden zu entschädigen, die ihnen entweder durch diese Arbeiten oder durch die Benutzung des mit der Dienstbarkeit belasteten Grundstücks entstehen; die Entschädigungen wegen der verursachten Schäden gehen vollständig zu Lasten dieses Betreibers; sie sind den Personen geschuldet, denen diese Schäden entstehen; ihre Höhe wird entweder in gütlichem Einvernehmen oder auf gerichtlichem Weg festgesetzt.»

Art. 42 - Artikel 26 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° In § 1 wird der Wortlaut Verteiler- und im lokalen Transportnetz» gestrichen;

2° § 1 wird wie folgt ergänzt:

«Alle Endverbraucher sind zugelassen.

Die Netzbetreiber haben für die Energiemenge Zugang zu den Netzen, mit denen sie gekoppelt sind, die sie in der Eigenschaft als Stromversorger oder als Endkunde nutzen.

In ihrer Eigenschaft als Netzbetreiber treffen sie eine Vereinbarung zur Zusammenarbeit mit den Betreibern der Netze, mit denen sie gekoppelt sind. Diese Vereinbarung zur Zusammenarbeit wird an die CWaPE weitergeleitet, die aus Gründen des Gemeinwohls Änderungen vorschlagen kann.»

3° In § 2, Absatz 1 wird der Wortlaut «Die Netzbetreiber können lediglich in den folgenden Fällen den Zugang zu ihren jeweiligen Netzen verweigern:» ersetzt durch den Wortlaut: «Die Netzbetreiber gewährleisten einen nichtdiskriminierenden und transparenten Zugang zu ihrem Netz. Sie können den Zugang lediglich in den folgenden Fällen verweigern:»

4° In § 2, Ziffer 2 wird zwischen dem Wortlaut «die Übertragung» und dem Wortlaut «auf sein Netz» der Wortlaut des Stroms» eingefügt;

5° In § 2, Ziffer 3 wird der Wortlaut in «der technischen Regelung vorgesehenen» ersetzt durch den Wortlaut «der technischen Regelung»;

6° In § 2, Absatz 2 wird der Wortlaut muss» ersetzt durch den Wortlaut wird»; der zweite Satz wird gestrichen;

7° Die §§ 3 und 4 werden mit dem folgenden Wortlaut hinzugefügt:

«§ 3 - Das Anbringen eines Einzelstromzählers ist für jedes Einfamilienhaus und für jedes Wohngebäude, das neu ist oder an dem umfassende Renovierungsarbeiten werden, Pflicht, d. h.:

1° An dem Haus oder dem Gebäude werden Arbeiten an mindestens einem Viertel seines Mantels durchgeführt;

2° Wenn die Gesamtkosten der Renovierungsarbeiten am Mantel oder an den energietechnischen Anlagen 25% des Wertes des Gebäudes überschreiten; der Wert des Gebäudes umfasst nicht den Wert des Grundstücks, auf dem es sich befindet.

Nach Stellungnahme der CWaPE kann die Regierung durch die Grundstücksconfiguration begründete Ausnahmen festlegen.

§ 4 - Der Endverbraucher ist verpflichtet, dem Netzbetreiber mindestens einmal jährlich die Ablesung der Zählerstände des oder der Zähler an den Anschlussstellen zu erlauben, deren Eigentümer er ist, oder sie ihm auf Anfrage mitzuteilen. Die Regierung kann festlegen, welche Konsequenzen der Kunde bei Nichterfüllung dieser Verpflichtung zu tragen hat.»

Art. 43 - Artikel 27 desselben Erlasses wird gestrichen.

Art. 44 - Artikel 29 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 29 - § 1 - Unbeschadet der in Sachen Raumordnung geltenden Bestimmungen, ist für den Bau neuer Direktleitungen eine vorherige Einzelgenehmigung erforderlich, die der Minister nach Stellungnahme der CWaPE erteilt, und die auszugsweise im *Belgisches Staatsblatt* und auf der Internetseite der CWaPE veröffentlicht wird.

Diese Genehmigung ist der Bedingung der Verweigerung des Zugangs zum Netz oder des Fehlens eines Angebots für die Benutzung des Netzes zu vernünftigen technischen Bedingungen unterworfen.

§ 2 - Nach Stellungnahme der CWaPE bestimmt die Regierung die Kriterien und das Verfahren zur Erteilung der in § 1 genannten Genehmigungen, die für die Prüfung des Antrags zu entrichtende Gebühr sowie die Rechte und Pflichten des Genehmigungsinhabers.

§ 3 - Der Inhaber einer in Paragraph 1 genannten Genehmigung unterliegt den Bestimmungen der Artikel 18 bis 23.»

Art. 45 - Artikel 30 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° § 1 wird gestrichen;

2° § 2 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2 - Unbeschadet § 5 benötigen jeder Stromversorger und jede Person, die ihre eigene Stromversorgung selbst sicherstellt, eine zuvor von dem Minister erteilte Lizenz;

3° § 3, Abschnitt 1, Ziffer 2, dritter Spiegelstrich: Der Wortlaut und/oder eine bestimmte Anzahl an Kunden» wird durch den Wortlaut an bestimmte Kunden» ersetzt;

4° § 3, Abschnitt 1, vierter Spiegelstrich: Der Wortlaut der Eigenerzeuger» wird durch den Wortlaut der Erzeuger» ersetzt;

5° § 4,

— Zwischen dem Wortlaut «die Bearbeitung der Akte» und dem Wortlaut «die Fristen» wird das Wort «sowie» eingefügt;

— Der Wortlaut «sowie die von dem Antragsteller für die Akteneinsicht zu entrichtende Gebühr» wird gestrichen;

— Der folgende Wortlaut wird Anfang Ziffer 2 eingefügt: «Rücktrittsbedingungen»;

— Das Wort automatisch» wird durch den Wortlaut «von Rechts wegen» ersetzt.

6° Ein § 5 mit dem folgenden Wortlaut wird hinzugefügt:

§ 5 - Übt der Netzbetreiber eine Versorgungstätigkeit gemäß dieses Erlasses aus, so ist für diese Tätigkeit keine Versorgungslizenz erforderlich.

Die von den Endverbrauchern verbrauchten Strommengen, die nicht selbst erzeugt und nicht von einem Stromversorger in Rechnung gestellt werden, werden diesen Endkunden von dem Betreiber des Netzes, an das sie angeschlossen sind, als Lieferung in Rechnung gestellt.

Art. 46 - Artikel 31 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 31 - Jeder Endverbraucher ist verpflichtet, auf einen Stromversorger zurückzugreifen, der über eine Versorgungslizenz verfügt, die gemäß des vorstehenden Artikels erteilt wurde, oder hilfsweise selbst eine Lizenz zu besitzen, um seine eigene Versorgung in den in Artikel 30, § 3, Absatz 1, Ziffer 2, vierter Spiegelstrich, genannten Fällen sicherzustellen.

Diese Verpflichtung gilt jedoch nicht für einen Endverbraucher, der:

1° Den gesamten oder einen Teil des von ihm verbrauchten Stromes erzeugt, für den selbst erzeugten und auf dem Produktionsstandort verbrauchten Stromanteil;

2° Durch oder kraft dieses Erlasses von einem Betreiber eines Verteilernetzes versorgt wird.»

Art. 47 - In denselben Erlass werden Artikel 31bis bis 31quater mit dem folgenden Wortlaut eingefügt:

«Art. 31bis. § 1 - Jede Unterbrechung der Stromversorgung in Übertretung der Vorschriften dieses Erlasses oder seiner Vollziehungsbeschlüsse auf Antrag des Stromversorgers oder in Folge eines von dem Versorger begangenen verwaltungstechnischen Fehlers oder eines Fehlers bei der Rechnungsstellung, der die Anwendung des bei Zahlungsverzug geltenden Verfahrens nach sich gezogen hat, verpflichtet diesen, dem Endkunden bis zum Datum des dem Netzbetreiber unanfechtbar zugestellten Antrags des Versorgers auf Wiederherstellung der Versorgung, eine pauschale Tagesentschädigung in Höhe von 125 Euro zu zahlen. Der Netzbetreiber stellt die Versorgung innerhalb der in der technischen Regelung vorgesehenen Fristen wieder her. Andernfalls hat der Kunde Anspruch auf Anwendung von Artikel 25b.

Die Entschädigung ist auf 1.875 Euro begrenzt. Der Stromversorger trägt auch die Kosten für die Wiederherstellung der Versorgung, ohne sie auf den Endkunden abwälzen zu können.

§ 2. Abgesehen von dem in § 1 genannten Fall, hat jeder Endkunde auch Anspruch auf eine monatliche Pauschalentschädigung in Höhe von 100 Euro durch den Stromversorger, wenn dieser den mit dem Endkunden geschlossenen Vertrag nicht ordnungsgemäß bearbeitet hat und der Vertrag zu dem zwischen den Parteien vereinbarten Zeitpunkt nicht wirksam in Kraft treten kann.

§ 3 - Der Endkunde richtet den Entschädigungsantrag per Einschreiben an den Stromversorger, und zwar fallabhängig innerhalb von dreißig Kalendertagen:

1° Ab Eintritt der in § 1 genannten Unterbrechung;

2° Ab Kenntnisnahme des Fehlers bei dem Verfahren des Versorgerwechsels durch den Kunden, in Anwendung von § 2.

Der Endkunde macht in seinem Antrag die für dessen Bearbeitung wesentlichen Angaben. Um dem betroffenen Kunden die Beantragung zu erleichtern, stellt der Stromversorger den Endkunden ein von der CWaPE genehmigtes Entschädigungsantragsformular zur Verfügung. Dieses Formular kann auch auf der Internetseite des Stromversorgers abgerufen werden.

Der Stromversorger entschädigt den Kunden innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Eingang des Entschädigungsantrags.

§ 4 - Ist der Stromversorger der Auffassung, dass die Unterbrechung oder der Fehler bei dem Verfahren des Versorgerwechsels auf einen Fehler des Netzbetreibers zurückzuführen ist, so teilt er dem Kunden dies innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Eingang des Entschädigungsantrags mit und sendet den Antrag innerhalb der gleichen Frist an diesen Netzbetreiber.

Der Netzbetreiber ist verpflichtet, die Anträge auf Entschädigung zu bearbeiten und die Entschädigung gegebenenfalls innerhalb der gleichen Fristen, die auf den Versorger Anwendung finden, zu leisten.

§ 5 - Ergeht innerhalb der gesetzten Fristen keine Antwort seitens des Netzbetreibers oder des Versorgers oder wird die Entschädigung verweigert, so kann der Kunde die in Artikel 48 vorgesehene regionale Schiedsstelle mit dem Antrag befassen.

Das in Artikel 25*b*, § 3 beschriebene Verfahren findet Anwendung.

Art. 31*ter*. § 1 - Jeder Fehler bei der Rechnungsstellung zuungunsten des Endkunden für Niederspannung verpflichtet den Stromversorger, diesem Endkunden eine Entschädigung in Höhe der Zwischenrechnung des Kunden bezogen auf einen Verbrauchsmonat für das laufende Jahr zu zahlen, und zwar in den folgenden Fällen:

1° Wenn der Stromversorger die per Einschreiben an ihn gerichtete Beschwerde eines Kunden, der Einspruch gegen die Höhe der bezahlten Rechnung einlegt, nicht innerhalb von dreißig Kalendertagen ab ihrem Eingang bearbeitet;

2° Wenn der Stromversorger, in der Folge einer per Einschreiben an ihn gerichtete Beschwerde seitens eines Endkunden, der die Rechnung bezahlt hat, dem Kunden gegenüber einen Fehler bei der Rechnungslegung unabhängig von der Ursache einräumt, dem Endkunden aber innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Einräumung des Fehlers keine korrigierte Rechnung und keine gegebenenfalls fällige Rückzahlung zukommen lässt, vorbehaltlich des in § 3 genannten Falls.

§ 2 - Der Endkunde richtet den Entschädigungsantrag per Einschreiben innerhalb einer Frist von dreißig Kalendertagen ab Überschreitung der in § 1 angegebenen Fristen an den Stromversorger.

Der Endkunde macht in seinem Antrag die für dessen Bearbeitung wesentlichen Angaben. Um dem betroffenen Kunden die Beantragung zu erleichtern, stellt der Stromversorger den Endkunden ein von der CWaPE genehmigtes Entschädigungsantragsformular zur Verfügung. Dieses Formular kann auch auf der Internetseite des Stromversorgers abgerufen werden.

Der Stromversorger entschädigt den Kunden innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Eingang des Entschädigungsantrags.

§ 3 - Ist der Stromversorger der Auffassung, dass die Überschreitung der in § 1 vorgesehenen Fristen auf das Verschulden des Netzbetreibers zurückzuführen ist, so informiert der Stromversorger den Endkunden innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Eingang des Entschädigungsantrags und leitet den Antrag innerhalb der gleichen Frist an diesen Netzbetreiber weiter.

Bei Missachtung der in Artikel 26, § 4 genannten Verpflichtung durch den Endkunden oder falls der Endkunde die für die Rechnungslegung erforderlichen Daten falsch übermittelt, ist die Entschädigung nicht fällig.

§ 4 - Ergeht innerhalb der gesetzten Fristen keine Antwort seitens des Netzbetreibers oder des Versorgers oder wird die Entschädigung verweigert, so kann der Kunde die in Artikel 48 vorgesehene regionale Schiedsstelle mit dem Antrag befassen.

Das in Artikel 25*ter*, § 3 beschriebene Verfahren findet Anwendung.

Art. 31*quater* - § 1 - Vor dem 31. März jedes Jahres erstatten die Stromversorger der CWaPE Bericht, dies mit Angabe der Anzahl der Entschädigungsanträge auf der Grundlage der Artikel 31 a und 31 b, die im Verlauf des vorangegangenen Jahres eingegangen sind, sowie ihres Ausgangs.

Die CWaPE erstellt zu diesem Zweck einen Musterbericht.

§ 2 - Die Artikel 31*bis* und 31*ter* bringen die Anwendung anderer rechtlicher Bestimmungen, die die Haftbarkeit des Stromversorgers in Frage stellen können, nicht zum Scheitern. Die verbundene Anwendung verschiedener Haftungsregelungen kann jedoch in keinem Fall zu einer Entschädigung des Endkunden führen, die über die vollständige Wiedergutmachung des entstandenen Schadens hinausgeht.

Die in Artikel 31*bis* bis 31*ter* genannten Beträge werden rechtskräftig jährlich indexiert, dies durch Multiplikation mit dem Verbraucherpreisindex für den Monat Juni des Jahres und durch Teilung durch den Verbraucherpreisindex für den Monat Juni des Jahres vor Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses.»

Art. 48 - Ein Artikel 32*bis* wird mit folgendem Wortlaut in denselben Erlass eingefügt:

«Art. 32*bis* - Der Minister bezeichnet für das Gebiet jedes Betreibers eines Verteilernetzes einen Ersatzversorger.

Nach Stellungnahme der CWaPE bestimmt die Regierung die Bedingungen und das Verfahren für die Bezeichnung der Ersatzversorger.»

Art. 49 - Der Titel des Kapitel VII desselben Erlasses wird durch folgenden Titel ersetzt:

«KAPITEL VII - Sozialrechtliche Bestimmungen

Art. 50 - Die durch diesen Erlass hinzugefügten Artikel 33 und 33bis bilden einen wie folgt betitelten Abschnitt I:

«Abschnitt I - Geschützte Kunden»

Art. 51 - Artikel 33 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Der erste Satz des § 1 wird durch folgenden Satz ersetzt:

«Geschützte Kunden sind Haushaltskunden, die einer der folgenden Kategorien angehören:»

2° § 1, Ziffer 1, wird durch folgenden Text ersetzt:

«Ziffer 1: Jeder Verbraucher, der Bezieher «des Integrationseinkommens gemäß des Gesetzes vom 26. Mai 2002 zum Recht auf soziale Integration ist.»

3° § 1, Ziffer 2: Der Wortlaut «des Existenzminimums gemäß des Gesetzes vom 7. August 1974» wird ersetzt durch den Wortlaut:

«des Existenzminimums gemäß desselben Gesetzes.»

4° § 1, Ziffern 4, 5 und 6: Der Wortlaut Öffentliches Sozialhilfezentrum» wird ersetzt durch den Wortlaut «Öffentliches Zentrum für Soziales» .

5° § 1 wird wie folgt ergänzt:

Nach Stellungnahme der CWaPE kann die Regierung die Liste der geschützten Kunden auf weitere Endverbraucherkategorien ausdehnen.»

6° § 2 wird gestrichen.

Art. 52 - Ein Artikel 33bis wird mit folgendem Wortlaut in denselben Erlass eingefügt:

«Art. 33bis - Der Betreiber des Verteilernetzes ist befugt, dem geschützten Kunden Strom zum Sozialtarif zu liefern.

Bei Zahlungsverzug des geschützten Kunden oder auf dessen Wunsch installiert der Betreiber des Verteilernetzes einen Budgetzähler mit Leistungsbegrenzer bei dem Kunden, um eine garantierte Mindeststromversorgung zu gewährleisten. Diese garantierte Mindeststromversorgung beläuft sich auf eine Leistung von 10 Ampere und wird dem geschützten Kunden während eines Zeitraums von sechs Monaten garantiert.

Gegen einen geschützten Kunden kann in als erstem Wohnsitz genutztem Wohnraum während des Winterhalbjahres keinerlei Sperrung der garantierten Mindeststromversorgung aufgrund ausbleibender Zahlung zur Anwendung kommen. Unbeschadet Artikel 33c, § 2, Ziffer 2, bleibt der geschützte Kunde für den während dieses Zeitraums verbrauchten Strom in dieser Zeit weiterhin zahlungspflichtig.»

Art. 53 - Kapitel VII desselben Erlasses wird durch die Abschnitte II bis IV mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Abschnitt II — Lokale Kommissionen für Energie

Art. 33ter - § 1 - In jeder Gemeinde wird auf Initiative des Vorsitzenden des Sozialhilferats eine lokale Kommission für die Verhinderung der Sperrung und der Unterbrechung der Versorgung eingerichtet, abgekürzt «Lokale Kommission für Energie» genannt, die sich zusammensetzt aus:

1° Einem von dem Sozialhilferat bezeichneten Vertreter;

2° Einem Vertreter, der die soziale Energiebetreuung innerhalb des öffentlichen Sozialhilfezentrums übernimmt;

3° Einem Vertreter des Betreibers des Netzes, an das der Kunde angeschlossen ist.

Der Vorsitzende des Sozialhilferats ist verpflichtet, die Namen der für diese Kommission bestimmten Personen vor dem 31. März jedes Jahres an den Minister weiterzuleiten.

§ 2 - Die Kommission wird entweder auf Initiative des Netzbetreibers oder auf Initiative des Kunden einberufen. Sie beschließt insbesondere über:

1° Die mögliche Sperrung der garantierten Mindeststromversorgung bei dem geschützten Kunden, der in den Genuss der Mindeststromversorgung kommt. bei Sperrungsentscheid gibt die Kommission das Datum des Inkrafttretens an; wenn die Fortsetzung der Stromversorgung beschlossen wird, erstellt die Kommission gegebenenfalls einen Zahlungsplan und beauftragt das Öffentliche Sozialhilfezentrum (ÖSHZ) mit der sozialen Energiebetreuung des betroffenen Kunden.

2° Den vollständigen oder teilweisen Erlass der Schulden des geschützten Kunden gegenüber dem Netzbetreiber, der als Stromversorger agiert.

Die Kommission beschließt durch Mehrheit ihrer Mitglieder. Der Kunde wird mindestens fünfzehn Tage vor dem Sitzungstermin zum Erscheinen zwecks Anhörung geladen. Er kann sich gegebenenfalls durch eine Person seiner Wahl beistehen oder vertreten lassen. Die Kommission beschließt unter Ausschluss der Öffentlichkeit.

Der Beschluss wird dem Kunden und dem Netzbetreiber innerhalb von sieben Tagen zugestellt.

§ 3 - Die Regierung bestimmt die Modalitäten und die Arbeitsweise der Kommission und kann deren Zusammensetzung auf jede Person erweitern, die ein Interesse daran haben kann, dort vertreten zu sein.

§ 4 - Vor dem 31. März jedes Jahres erstatten die Netzbetreiber der CWaPE Bericht, mit Angabe, für jede Gemeinde, der Anzahl der Einberufungen der Lokalen Kommission für Energie im Verlauf des vorangegangenen Jahres sowie ihres Ausgangs.

Die Lokalen Kommissionen für Energie erstatten vor dem 31. März jedes Jahres dem Gemeinderat Bericht, mit Angabe der Anzahl der Einberufungen der Lokalen Kommission für Energie im Verlauf des vorangegangenen Jahres sowie ihres Ausgangs.

Stellt sich heraus, dass in einer Gemeinde keine Lokale Kommission für Energie gebildet wurde oder dass diese den Einberufungen durch den Netzbetreiber nicht folgt, kann der Minister, nach Stellungnahme der CWaPE und nach Versand eines Erinnerungsschreibens und einer Inverzugsetzung an den Bürgermeister oder den Präsidenten des öffentlichen Sozialhilfezentrums, beschließen, dass die in Artikel 20 genannte Gebühr für das laufende oder für das kommende Geschäftsjahr nicht an die Gemeinde entrichtet wird.

Abschnitt III — Soziale Energiebetreuung

Art. 33quater - Zuständig für die Gewährleistung der sozialen Energiebetreuung ist jedes öffentliche Sozialhilfezentrum.

Diese Betreuung besteht unter Ausschluss von Sachinvestitionen in korrigierenden Maßnahmen. Betreut werden Haushaltskunden in Zahlungsschwierigkeiten gegenüber ihrem Stromversorger, nach Mitteilung durch den für die Versorgung des betroffenen Kunden zuständigen Stromversorger oder Netzbetreibers, gemäß den Erlassen der Regierung in Durchführung von Artikel 34, Absatz 1, Ziffer 3 und Artikel 34a, Absatz 1, Ziffer 4.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten der sozialen Energiebetreuung.

Abschnitt IV — Vorbeugende Energieaktionspläne

Art. 33^{quinquies} - Jedes öffentliche Sozialhilfezentrum kann sich an einem vorbeugenden Energieaktionsplan beteiligen, das den Verbrauchern helfen soll, ihren Umgang mit Energie zu verbessern und ihren Energieverbrauch besser zu lenken, insbesondere durch Implementierung eines besonderen zielgruppenangepassten Informations- und Sensibilisierungsprogramms.

Die Modalitäten und die Finanzierung der vorbeugenden Energieaktionspläne werden von der Regierung festgelegt.»

Art. 54 - Artikel 34 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

Art. 34 - Die wallonische Regierung erlegt den Netzbetreibern nach Stellungnahme der CWaPE klar definierte, transparente und nichtdiskriminierende öffentlich-rechtliche Verpflichtungen auf, deren Erfüllung von der CWaPE überprüft wird, und zwar unter anderem die folgenden Verpflichtungen:

1° Gewährleistung der Sicherheit, der Gleichmäßigkeit und der Qualität der Stromlieferungen.

2° Kundendienst:

a) Gewährleistung des Netzanschlusses jedes Endkunden, der dies beantragt, zu gemäß Artikel 14 veröffentlichten Preisen.

b) Sammeln der Daten zum Stromverbrauch und zu den Stromeinspeisungen im Netz.

c) Gewährleistung eines effizienten Beschwerdemanagements.

d) Erfüllung der von der CWaPE in Absprache mit den Netzbetreibern festgelegten Leistungsziele, zumindest für den Datenaustausch mit den Stromversorgern sowie die Anschlussanträge und die Anträge auf Versorgerwechsel.

e) Erfüllung der von der CWaPE in Absprache mit den Netzbetreibern festgelegten Leistungsziele des Managements der Beschwerden von Netzbenutzern und des Managements von Entschädigungsanträgen und des einen solchen Anspruch begründenden Verfahrens. Die CWaPE veröffentlicht auf ihrer Internetseite jährlich die jeweiligen Leistungen jedes Netzbetreibers (NB) bei der Erreichung dieser Ziele.

f) Gewährleistung der Übermittlung der Zählerdaten, um jedem Kunden die Ausübung der mit seiner Wahlmöglichkeit verbundenen Rechte zu ermöglichen.

g) Übernahme der mit der finanziellen Sicherheit nach Artikel 25f, § 2 verbundenen Kosten, mit Ausnahme der Kosten, die mit der Garantie zur Sicherung der Entschädigungen wegen grober Fahrlässigkeit verbunden sind, sowie der Verwaltungskosten in Zusammenhang mit den in Kapitel IV, Abschnitt III angegebenen Entschädigungsmechanismen.

3° Sozialer Bereich, insbesondere:

a) Anwendung der von der Regierung bestimmten Maßnahmen, wenn ein Endkunde sich seinem Stromversorger gegenüber in Zahlungsverzug befindet.

b) Gewährleistung der Stromversorgung von geschützten Kunden zum Sozialtarif.

c) Gewährleistung der Anbringung eines Budgetzählers auf Wunsch des Kunden oder im Rahmen eines Verfahrens wegen Zahlungsverzug.

d) In den von der Regierung vorgesehenen besonderen Fällen vorübergehende Gewährleistung der Stromversorgung von Endkunden, die vorübergehend keinen Liefervertrag haben oder an einen Liefervertrag gebunden sind, der ausgesetzt wurde.

4° Umweltschutz, insbesondere:

a) Bevorzugung von grünem Strom.

b) Vorlage einer jährlichen Mindestanzahl an grünen Bescheinigungen vor der CWaPE.

c) Verpflichtungen der Betreiber des Verteilernetzes: In den Grenzen ihres Eigenbedarfs und zum Marktpreis Einkauf von grünem Strom, der durch auf ihrem Gebiet vorhandene Anlagen produziert wird und den die Erzeuger von grünem Strom nicht absetzen können.

d) Verpflichtungen der Betreiber des lokalen Transportnetzes: Förderung der Erzeugung von grünem Strom in Form einer Verpflichtung zum Ankauf von grünen Bescheinigungen zu einem von der Regierung festgesetzten Preis.

5° Rationelle Nutzung der Energie:

a) Ergreifen aller Maßnahmen, die der rationellen Nutzung der Energie förderlich sind, für alle Kundenkategorien und Gewährleistung einer entsprechenden umfassenden Information der Netzbenutzer,

b) Vorschlag von Tarifformeln, die eine rationelle Nutzung der Energie begünstigen, für alle Kunden mit Ausnahme der Kunden, die an dem System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten teilnehmen,

c) Mindestens einmal jährlich Information der Öffentlichkeit über bestehende Prämien für die rationelle Nutzung von Energie oder von erneuerbaren Energien sowie über entsprechende Steuerermäßigungen,

d) Anbieten von Energiedienstleistungen zu wettbewerbsfähigen Preisen, insbesondere für sozial benachteiligte Haushaltskunden.

6° Anbringen eines an das Verbrauchsprofil angepassten Zählers auf Wunsch jedes Endkunden, zu den veröffentlichten Tarifen nach Artikel 14. Nach Stellungnahme der CWaPE und in Absprache mit den Netzbetreibern bestimmt die Regierung die Verpflichtungen der Netzbetreiber bei der Installation intelligenter Zähler;

7° Gewährleistung der Instandhaltung und der Verbesserung der Energieeffizienz der öffentlichen Beleuchtungsanlagen;

8° Gewährleistung der Information der Netzbenutzer über die Liberalisierung des Energiemarktes, insbesondere durch Verbreitung der vom Minister verfassten Meldungen;

9° Gewährleistung verwaltungstechnischer und technischer Einsätze in Zusammenhang mit den öffentlich-rechtlichen Verpflichtungen, soweit von der Regierung, nach Stellungnahme der CWaPE, nicht ausdrücklich ausgenommen.»

Art. 55 - Ein Artikel 34bis wird mit folgendem Wortlaut in denselben Erlass eingefügt:

«Art. 34bis - Die Regierung erlegt den Stromversorgern nach Stellungnahme der CWaPE klar definierte, transparente und nichtdiskriminierende öffentlich-rechtliche Verpflichtungen auf, deren Erfüllung von der CWaPE überprüft wird, und zwar unter anderem die folgenden Verpflichtungen:

1° Gewährleistung der Gleichmäßigkeit und der Qualität der Stromlieferungen;

2° Kundendienst:

a) Gewährleistung einer klaren, transparenten, nichtdiskriminierenden und nachprüfbaren Rechnungslegung für die Stromlieferungen,

b) Gewährleistung eines effizienten Beschwerdemanagements,

c) Erfüllung der von der CWaPE in Absprache mit den Stromversorgern festgelegten Leistungsziele, zumindest bei der Qualität des Kundendienstes, der Bearbeitung der Lieferaufträge, der Qualität der Informationen für die Netzbetreiber, der Zugänglichkeit der Informationsdienste für die Kunden, der Qualität der Rechnungslegung, der Bearbeitung von Anträgen auf Versorgerwechsel, der Bearbeitung von Umzügen und des Managements von Beschwerden und Entschädigungsanträgen. Die CWaPE veröffentlicht jährlich die jeweiligen Leistungen jedes Versorgers bei der Erreichung dieser Ziele auf ihrer Internetseite; Auf Vorschlag der CWaPE erlegt die Regierung, bei von ihr bestimmten Versorgerkategorien, die Implementierung eines Qualitätssicherungssystems auf,

d) Während der Vertragsvorbereitung: Gewährleistung der umfassenden Information des Kunden über die Vertragsbedingungen, insbesondere über die Produkteigenschaften, die Preise der Lieferungen, die Bedingungen für die Annahme eines möglichen Zahlungsplans und den bindenden oder nicht bindenden Charakter der vorgelegten Unterlagen.

3° Umweltschutz, insbesondere:

a) Vorlage einer jährlichen Mindestmenge an grünen Bescheinigungen vor der CWaPE;

b) In den Grenzen des Kundenbedarfs und zum Marktpreis Kauf des Bestands an grünem Strom, der durch auf wallonischem Gebiet vorhandene Anlagen produziert wird und den die Erzeuger von grünem Strom einschließlich an die Betreiber der Verteilernetze nicht absetzen konnten.

4° Sozialer Bereich: Unterbreitung mindestens eines Angebots für jeden Haushaltskunden, der dies beantragt, zu nichtdiskriminierenden Konditionen, sofern der Stromversorger im Rahmen der gewährten Lizenz gegenüber der CWaPE nicht ausdrücklich erklärt, dass er nur mit Nicht-Haushaltskunden Verträge abschließt.

5° Rationelle Nutzung der Energie:

a) Ergreifen aller Maßnahmen, die der rationellen Nutzung der Energie förderlich sind, für alle Kundenkategorien und Gewährleistung ihrer umfassenden Information, insbesondere durch Angaben in der Rechnung zu den Kontaktdaten einer Abteilung oder einer Stelle, die über die rationelle Nutzung der Energie informiert,

b) Vorschlag von Tarifformeln, die eine rationelle Nutzung der Energie begünstigen, für alle Kunden mit Ausnahme der Kunden, die an dem System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten teilnehmen,

c) Mindestens einmal jährlich Information der Kunden über bestehende Prämien für die rationelle Nutzung von Energie und von erneuerbaren Energien sowie über entsprechende Steuerermäßigungen.

6° Gewährleistung der Information der Kunden über die Liberalisierung des Energiemarktes, insbesondere durch Verbreitung der vom Minister verfassten Meldungen.»

Unter Abweichung von Absatz 1 wird den Inhabern einer Versorgungslizenz bei der Gewährleistung ihrer eigenen Versorgung in den in Artikel 30, § 3, Ziffer 2, vierter Spiegelstrich, genannten Fällen als Verpflichtung des öffentlichen Dienstes lediglich die Vorlage einer jährlichen Mindestanzahl an grünen Bescheinigungen vor der CWaPE auferlegt. Die Regierung kann ihnen nach Stellungnahme der CWaPE, sofern vorhanden, weitere öffentlich-rechtliche Verpflichtungen auferlegen.»

Art. 56 - Ein Artikel 34ter wird mit folgendem Wortlaut in denselben Erlass eingefügt:

Art. 34ter. Nach Stellungnahme der CWaPE kann die Regierung dem Betreiber des reinen oder mit den Netzbetreibern geteilten privaten Netzes gegebenenfalls bestimmte öffentlich-rechtliche Verpflichtungen auferlegen, die nach Artikel 34 den Netzbetreibern obliegen.

Art. 57 - Artikel 38, § 3 desselben Erlasses wird dahingehend ausgelegt, dass der Ausschluss von Anlagen, die vor und/oder nach jeder Art von Bearbeitung die darin vorgesehene Nutzung von Holz begünstigen, auf Anlagen, die aus Bäumen, aus ausnahmslos jedem Laub- und Weichholz gewonnene lignozellulosehaltige Stoffe (einschließlich Niederwald in kurzer oder sehr kurzer Wechselwirtschaft) nutzen, anzuwenden ist.

Art. 58 - Artikel 43, § 2 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«2: Die CWaPE hat einen Beratungsauftrag gegenüber den Behörden und einen allgemeinen Überwachungs- und Kontrollauftrag. Sie nimmt diese Aufgaben sowohl bei der Organisation und der Funktionsweise des regionalen Strommarktes als auch bei der Anwendung dieses Erlasses und seiner Durchführungsverordnungen wahr.

In diesem Rahmen führt die CWaPE, neben den ihr durch sonstige Bestimmungen dieses Erlasses auferlegten Aufgaben, in jedem Fall die folgenden Aufgaben aus:

1° Überwachung der Erfüllung ihrer Verpflichtungen nach diesem Erlass und seinen Durchführungsverordnungen, insbesondere der technischen Regelung, durch die Netzbetreiber; wenn die Netzbetreiber gemäß Artikel 16, § 2 eine Tochtergesellschaft mit dem Tagesbetrieb ihrer Tätigkeiten beauftragt haben, erstreckt sich die Kontrolle durch die CWaPE auch auf diese Tochtergesellschaft.

2° Genehmigung der von den Netzbetreibern festgelegten Anschluss- und Zugangsregelungen und ihrer Änderungen.

3° Überwachung der Einhaltung der Bedingungen, die zu erfüllen sind, um als Stromversorger anerkannt zu werden und zu bleiben.

4° Überwachung und Bewertung der Erfüllung der öffentlich-rechtlichen Verpflichtungen durch die Netzbetreiber und Stromversorger; wenn die Netzbetreiber gemäß Artikel 16, § 2 eine Tochtergesellschaft mit dem Tagesbetrieb ihrer Tätigkeiten beauftragt haben, erstreckt sich die Kontrolle durch die CWaPE auch auf diese Tochtergesellschaft.

5° Festlegung, gegebenenfalls auf dem Verordnungsweg, des Verfahrens zur Berechnung der Netto-Istkosten der öffentlich-rechtlichen Verpflichtungen und Überprüfung der von jedem betroffenen Unternehmen nach diesem Verfahren durchgeführten Berechnungen.

6° Überprüfung der Einhaltung der Bedingungen im Rahmen der erteilten Genehmigungen für den Bau neuer Direktleitungen kraft Artikel 29.

7° Festlegung der Informationen, die der Netzbetreiber zu liefern hat, insbesondere bei der Erstellung der Energiebilanzen und des gemäß der Richtlinie 2006/32 für Strom vorgesehenen Berichts.

8° Überprüfung der Einhaltung der Bestimmungen bei der Förderung erneuerbarer Energie und einer hocheffizienten Kraft-Wärme-Kopplung.

9° Die Bewilligung von grünen Bescheinigungen entsprechend der Modalitäten und des Verfahrens nach Artikel 38.

10° Die Festlegung und die jährliche Veröffentlichung der jährlichen Betriebsleistung der in Artikel 2, Ziffer 3 genannten Anlagen und der Kohlendioxidemissionen einer klassischen Erzeugung nach Artikel 2, Ziffer 5.

11° Die Pflege einer Datenbank, in der die Informationen zu den Bescheinigungen der Herkunftsgarantie der Produktionseinheiten für Energie aus erneuerbaren Energieträgern und/oder aus Kraft-Wärmekopplung sowie zu den Gütezeichen der Herkunftsgarantie und zu den grünen Bescheinigungen, die diesen Produktionseinheiten bewilligt werden. Mit Genehmigung der Regierung kann die CWaPE Dritte mit der Verwaltung dieser Datenbank beauftragen; die Regierung bestimmt nach Stellungnahme der CWaPE den Inhalt der Datenbank.

12° Zusammenarbeit und regelmäßige Absprache mit den anderen Regulierungsstellen des Strommarktes, insbesondere bei der Überprüfung des Fehlens von Quersubventionen zwischen Kundenkategorien, sowie mit jeder sonstigen belgischen, ausländischen oder internationalen Behörde oder Einrichtung.

13° Entwicklung von Studien, Instrumenten oder Konzepten aller Art, die der Verbesserung des Funktionierens des Strommarktes, der Erleichterung der Ausübung seiner Wahlmöglichkeit durch den Kunden und der ständigen Unterrichtung der Regierung über das Verhalten der Marktakteure und der Verbraucher dienen.

14° Wahrnehmung aller sonstigen Aufgaben, die ihr durch Erlasse oder Verordnungen zur Organisation des regionalen Strommarkts zugewiesen werden.»

Art. 59 - Artikel 43, § 3 desselben Erlasses: Der Wortlaut «Wallonischer Regionalrat» wird durch den Wortlaut «Wallonisches Parlament» ersetzt.

Art. 60 - Ein Artikel 43bis wird mit folgendem Wortlaut in denselben Erlass eingefügt:

«Art. 43bis - § 1 - In Erfüllung ihres Auftrags als Rat gibt die CWaPE Stellungnahmen ab, unterbreitet Vorschläge und gibt Empfehlungen, führt Forschungen und Studien durch und fasst sowohl aus eigener Initiative als nach Auftrag des Ministers Berichte.

Ist Stellungnahme durch die CWaPE aufgrund dieses Erlasses oder seiner Durchführungsverordnungen erforderlich, ist diese, sofern durch Sonderbestimmung nicht anders festgelegt, zur Stellungnahme innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab Eingang des schriftlichen Auftrags verpflichtet. Liegt innerhalb der obengenannten Frist keine Stellungnahme vor, entspricht dies einer befürwortenden Stellungnahme.

Bei besonders begründeter Dringlichkeit kann der Minister von der CWaPE eine Stellungnahme innerhalb einer Frist, die nicht über fünf Werktage ab Eingang des schriftlichen Auftrags hinausgeht, verlangen.

Jede Stellungnahme oder Empfehlung umfasst ausdrücklich eine Analyse des Kostenumfanges der in der jeweiligen Stellungnahme, im jeweiligen Vorschlag oder in der jeweiligen Empfehlung aufgeführten Maßnahmen.

§ 2 - Die CWaPE nimmt ihren Überwachungs- und Kontrollauftrag auf eigene Initiative, nach Auftrag des Ministers, nach Auftrag Dritter in den durch diesen Erlass besonderen vorgesehenen Fällen oder in Anwendung von Artikel 74c, § 3a, auf Weisung der Regierung wahr. Zur Erfüllung dieses Auftrags und im Rahmen der durch diesen Erlass vorgesehenen Bedingungen erlässt die CWaPE Verordnungen, insbesondere die technischen Verordnungen nach Artikel 13, und Leitlinien, trifft Entscheidungen und gibt Weisungen und Empfehlungen ab.

Die Verordnung besitzt allgemeine Gültigkeit und ist in all ihren Bestandteilen bindend. Sie kann nur in den in diesem oder durch diesen Erlass ausdrücklich vorgesehenen Fällen angenommen werden und erlangt Rechtsgültigkeit ausschließlich durch Genehmigung der Regierung. Sie wird auf der Internetseite der CWaPE innerhalb von sechs Werktagen nach dieser Genehmigung veröffentlicht.

Die Leitlinien machen allgemeine Angaben zur Arbeitsweise der CWaPE, zu bestimmten Punkten, zum Überwachungs- und Kontrollauftrag. Sie sind weder für Dritte noch für die CWaPE, die unter angemessener Begründung davon abweichen kann, verbindlich. Sie werden innerhalb von zehn Werktagen nach ihrer Annahme auf der Internetseite der CWaPE veröffentlicht.

Der Entscheid und die Weisung sind mit all ihren Bestandteilen für den oder die von ihnen benannten Empfänger verbindlich.

Die Empfehlungen und die Stellungnahme sind nicht verbindlich.»

Art. 61 - Artikel 44, § 2, desselben Erlasses wird gestrichen.

Art. 62 - Artikel 45 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Das Wort «Verwalter» wird durch das Wort «Direktoren» ersetzt.

2° Ziffer 1, Absatz 1, § 1, wird durch den folgenden Absatz ersetzt:

«Die CWaPE setzt sich im Anschluss an die öffentliche Ausschreibung für einen Zeitraum von fünf Jahren mit der Möglichkeit einmaliger Wiederernennung aus einem Vorsitzenden und vier von der wallonischen Regierung benannten Direktoren zusammen. Unter Abweichung vom Vorhergehenden endet das Mandat der von der Regierung benannten Vorsitzenden und Verwalter, sobald die Einrichtung der CWaPE am 31. August 2008 beendet ist. Der Vorsitzende und die Direktoren werden aufgrund ihrer Kompetenzen ausgewählt. Sie treten ihr Amt erst nach vor dem Minister geleisteten Eid an.»

3° Zwischen Absatz 1 und Absatz 2, § 1, werden folgende Absätze eingefügt:

«Sofern die Regierung keinen neuen Vorsitzenden oder keinen neuen Direktor vor Ende des vorhergehenden Mandats benannt hat, kann die Regierung das zu Ende gehende Mandat verlängern oder ein anderes Mitglied des Vorstands mit der Abwicklung der anstehenden Amtsgeschäfte betrauen und dies für die maximale Dauer von neuen Monaten.

Innerhalb von sechs Monaten nach Ernennung des Vorsitzenden legt der Vorstand der CWaPE der Regierung eine Wegskizze zu den von der CWaPE festgelegten Zielen und des Vorgehens, dem sie sich für die Dauer des laufenden Mandats verpflichtet, vor.»

4° § 2 - Absatz 2 wird wie folgt ergänzt: «sowie die Eigenschaft des Mitglieds des Personals der CWaPE, das den Bedingungen eines Arbeitsvertrags verpflichtet ist» .

4° § 3 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 3 - Die Regierung verordnet unter Einhaltung der Bestimmungen dieses Artikels den Status des Vorsitzenden und der Direktoren der CWaPE, das Verfahren zu ihrer Ernennung und die Grundlagen ihrer Vergütung. Diese Grundlagen sind für alle Direktoren identisch.»

5° § 4 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 4 - Der Vorsitzende und die Direktoren bilden den Vorstand, der unbeschadet der Bestimmungen der Verordnungen des Inneren die in Artikel 43 a genannten Rechtshandlungen annimmt.

Der Vorsitzende vertritt die CWaPE.»

6° § 5 wird durch folgenden Paragraphen ersetzt:

«§ 5 - Der Vorsitzende steht dem Vorstand vor und hat bei Stimmengleichheit ausschlaggebende Stimme. Er koordiniert und beaufsichtigt die Arbeitsweise der Direktionen der CWaPE.»

Art. 63 - Artikel 46, § 1 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 46 - § 1 - Die Abteilungen der CWaPE sind in vier Direktionen folgendermaßen aufgeteilt:

1° Eine technische Direktion, die mit den technischen Aspekten des Gas- und Strommarktes befasst ist.

2° Eine sozio-ökonomische Direktion, die mit der Funktionsweise des Gas- und Strommarktes und der Kontrolle der öffentlich-rechtlichen Verpflichtungen, der Evaluierung ihrer Umsetzung und ihrer Kosten sowie der betreffenden Studien befasst ist.

3° Eine Direktion für die Förderung erneuerbarer Energien, die mit der Umsetzung und der Kontrolle der Mechanismen bei der Förderung und der Vergabe von Gütezeichen für einerseits aus erneuerbaren Energieträgern und aus Kraft-Wärmekopplung erzeugtem Strom und für andererseits aus erneuerbaren Energieträgern gewonnenem Gas befasst ist.

4° Eine Direktion für den Kundendienst und die Rechtsableitungen, der mit juristischen Studien, der Überwachung und der Abwicklung von Anfragen und Beschwerden befasst ist.

Jede Direktion steht unter der Leitung eines Direktors, der dem Vorsitzenden direkt Bericht erstattet und dessen Autorität unterstellt ist.»

Art. 64 - Ein Paragraph *1bis* wird mit folgendem Wortlaut in den Artikel 46 desselben Erlasses eingefügt:

«§ *1bis* - Dem Vorsitzenden der CWaPE ist ein Generalsekretär beigelegt, der vom Vorstand nach öffentlicher Ausschreibung eingestellt wird. Er ist der direkten Autorität des Vorsitzenden der CWaPE unterstellt.

Der Generalsekretär ist unter der Leitung des Vorsitzenden und unbeschadet der dem Vorstand übertragenen Vollmachten mit dem Management der Humanressourcen, der Buchhaltung, der EDV, der Zusammenstellung und der Verwaltung der Dokumentation und dem Controlling betraut. Er erfüllt seine Pflichten für alle Direktionen.

Der Generalsekretär ist dem Vorstand ohne Stimmberechtigung beigelegt und mit dem Abfassen der Protokolle der Vorstandssitzungen betraut.»

Art. 65 - Artikel 46, § 2, desselben Erlasses wird wie folgt ergänzt.

«Der Vorstand stellt das Personal ein. Er legt die Einstellungsbedingungen und die Maßgaben für die berufliche Laufbahn fest sowie die Arbeitsbedingungen. Er bestimmt die Personalstruktur und genehmigt die Umwidmungen.»

Art. 66 - Artikel 47, § 1 desselben Erlasses, der den neuen Artikel 47 bildet, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 47 - § 1 - Unter Erfüllung der ihr übertragenen Aufgaben kann die CWaPE den Netzbetreibern und gegebenenfalls der Tochtergesellschaft nach Artikel 16, § 2, sowie den Betreibern von Privatnetzen, Erzeugern, Stromversorgern und auf dem regionalen Markt präsenten Zwischenhändlern auferlegen, innerhalb einer von ihr festgesetzten Frist alle für die Ausführung dieser Aufgaben notwendigen Informationen bereitzustellen. Sie begründet ihre Entscheidung.

§ 2 - Bei Ausbleiben einer Antwort auf die gemäß § 1 formulierte Entscheidung ist der Vorsitzende oder ein Direktor der CWaPE bevollmächtigt:

1° Die Anlagen, Räumlichkeiten, Grundstücke und andere Örtlichkeiten jederzeit zu betreten, jedoch nicht, wenn diese Wohnsitz im Sinn von Artikel 15 der Verfassung sind.

2° Kopien von den angeforderten Informationen anzufertigen oder diese gegen Bestätigung mitzunehmen.

3° Jede Person zu jedem Sachverhalt in Zusammenhang mit diesem Artikel zu befragen und deren Antworten aufzuzeichnen.

Für diesen Anlass ist das Vorstandsmitglied der CWaPE Inhaber eines schriftlichen Mandats, das die Kontrolle vor Ort begründet und das den Wortlaut dieses Artikels wiedergibt.

Das Vorstandsmitglied der CWaPE erstellt ein Protokoll, das bis zum Beweis des Gegenteils verbindlich ist.

Die Netzbetreiber und gegebenenfalls ihre Tochtergesellschaften sowie die Erzeuger, Stromversorger und auf dem regionalen Markt präsenten Zwischenhändler sind kraft dieses Paragraphen verpflichtet, sich, unter Androhung eines Verwaltungsbußgelds im Sinn von Artikel 53, einer Kontrolle vor Ort zu unterziehen.

Die Regierung kann den Geltungsbereich dieses Paragraphen auf bestimmte Kategorien von Nutzern des Netzes, die er bestimmt, erweitern.

§ 3 - Die CWaPE kann unter allen Umständen von Amts wegen eine Kontrolle der Buchführung und der Zählerdaten der Netzbetreiber, Erzeuger, Stromversorger und der auf dem regionalen Markt präsenten Zwischenhändler vor Ort durchführen.»

Art. 67 - Die §§ 2 und 3 des Artikels 47 desselben Erlasses bilden einen neuen Artikel 47 a, der wie folgt geändert wird:

1° Die Unterteilung in Paragraphen fällt weg.

2° Der Wortlaut «unbeschadet des Paragraphen 3 und des ausdrücklich vorgesehenen und durch die Verordnungen und Richtlinien der Institutionen der Europäischen Union genehmigten Informationsaustausches mit den befugten Behörden anderer Mitgliedsstaaten der Europäischen Union» wird ersetzt durch den Wortlaut «unbeschadet der Fälle, in denen die CWaPE kraft einer Bestimmung europäischen, nationalen oder regionalen Rechts verpflichtet ist, Informationen weiterzugeben.»

3° Der Wortlaut «des Strommarktes» wird ersetzt durch den Wortlaut «der Strom- und Gasmärkte» .

Art. 68 - Artikel 50 desselben Erlasses wird in Artikel 47ter mit folgendem Wortlaut abgeändert:

1° § 1 geht folgender Wortlaut voraus: «Außer bei Beschlüssen der Kammer für Rechtsstreitigkeiten und bei Intervention der regionalen Stelle für Mediation,» .

2° Im § 1 wird gleichermaßen der Wortlaut «Die Region Wallonien trägt die mit der Erfüllung ihrer Aufgaben verbundenen Kosten» durch folgenden Wortlaut ersetzt «Die Regierung setzt die Höhe der Vergütungen und Ausgaben, die ihnen gewährt werden können, fest. Für diese Ausgaben kommt die Region auf» .

«3° § 2 - Das Wort Verwalter» wird durch das Wort Direktoren» ersetzt.

4° Ein § 3bis mit wird mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 3bis - Auf begründetem Beschluss der Regierung hin können die Kommissare der Regierung die CWaPE zur Wahrnehmung ihrer Überwachungs- und Kontrollbefugnis für einen bestimmten, unter ihre Kompetenz fallenden Punkt, bei dem sie fortgesetzt und ungerechtfertigterweise untätig bleibt, verpflichten.»

5° Der zweite Satz des § 4 wird durch folgenden Satz ersetzt: «Dieser Bericht wird der Regierung vor dem 31. Juli übermittelt.»

Art. 69 - Die Artikel 48 und 49 desselben Erlasses bilden nunmehr ein Kapitel XIbis mit folgendem Titel:

«KAPITEL XIbis — Abwicklung der Streitfälle»

Art. 70 - Artikel 48 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 48 - § 1 - Die CWaPE richtet innerhalb der Direktion für den Kundendienst und der Rechtsabteilungen eine regionale Stelle für Mediation ein. Diese ist für die Untersuchung und Bearbeitung von Anfragen und Beschwerden zur Funktionsweise des regionalen Gas- und Strommarktes oder zur Geschäftstätigkeit eines Versorgers oder Netzbetreibers zuständig, sofern diese Anfrage oder Beschwerde unter die regionale Zuständigkeit fällt.

§ 2 - Die regionale Stelle für Mediation wird von jedem Endkunden, Erzeuger, Versorger oder Zwischenhändler sowie von den öffentlichen Sozialhilfezentren und den Verbraucherorganisationen rechtsgültig angerufen.

Unbeschadet anderer in diesem Erlass vorgesehener Modalitäten werden die Anfragen und Beschwerden der regionalen Stelle für Mediation per Post, Fax oder Email zugestellt. Die Beschwerden sind nur zulässig, sofern der Antragsteller nachweist, dass er sich vorab bei dem betreffenden Versorger oder Netzbetreiber um eine gütliche Einigung bemüht hat. Die angezeigte Verhaltensweise darf nicht länger als ein Jahr vor Hinterlegung der Beschwerde beendet worden sein.

Die regionale Stelle für Mediation befasst sich ebenfalls mit Beschwerden und Anfragen, die ihr von der in Artikel 27 des Stromgesetzes vorgesehenen Stelle für Mediation bei Energieversorgungsbelangen übermittelt werden. Stellt sich heraus, dass die Anfrage oder Beschwerde nicht in den Zuständigkeitsbereich der Region Wallonien fällt, übermittelt die regionale Stelle für Mediation diese der zuständigen föderalen oder regionalen Stelle für Mediation.

Die Regierungen legt die Modalitäten für die Durchführung der Entscheidung durch die regionale Stelle für Mediation fest.

§ 3 - Mit Zustimmung der Parteien versucht die regionale Stelle für Mediation, die Auffassungen der Parteien zu versöhnen, um einen gütigen Kompromiss zu erleichtern.

Die Regierung legt die Richtlinien für das Schlichtungsverfahren fest.

§ 4 - Stellt die regionale Stelle für Mediation im Rahmen der Durchführung der Entscheidung fest, dass sich der Versorger oder Netzbetreiber bezüglich der Bestimmungen dieses Erlasses oder des Erlasses für Gas oder bezüglich deren Durchführungsverordnungen geirrt hat, kann sie die Akte an den Vorstand der CWaPE zur Anwendung des in Artikel 53 vorgesehenen Verfahrens weiterleiten.

§ 5 - Die regionale Stelle für Mediation verfasst jedes Jahr einen Tätigkeitsbericht, der in den in Artikel 43, § 3, genannten jährlichen Bericht der CWaPE als eigenständiges Element integriert wird.»

Art. 71 - Artikel 49 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 49 - Innerhalb der CWaPE wird eine Kammer für Rechtsstreitigkeiten eingerichtet.

Diese Kammer besteht aus dem Vorsitzenden der CWaPE und den Direktoren. Den Vorsitz hat der Vorsitzende der CWaPE inne.

Die Kammer für Rechtsstreitigkeiten hält in ihrer Zusammensetzung aus dem Vorsitzenden und der beiden Direktoren ihre Sitzungen ab, berät und trifft Entscheidungen.

Die CWaPE gewährleistet das Sekretariat der Kammer für Rechtsstreitigkeiten.

Die Regierung legt darüber hinaus die Modalitäten der Zusammensetzung und der Arbeitsweise der Kammer für Rechtsstreitigkeiten sowie die vor dieser Kammer zur Anwendung kommenden Verfahrensregeln fest.»

Art. 72 - Ein Artikel 49bis wird mit folgendem Wortlaut in denselben Erlass eingefügt:

«Art. 49bis - § 1 - Jeder Streitfall zum Zugang zum Netz oder zur Anwendung technischer Vorschriften wird mit Ausnahme jener Streifälle, die zivilrechtliche Rechte und Pflichten berühren, vor die Kammer für Rechtsstreitigkeiten gebracht.

§ 2 - Die Kammer für Rechtsstreitigkeiten wird auf dem Klageweg per Einschreiben per Post angerufen.

Vor ihrer Entscheidung läd die Kammer für Rechtsstreitigkeiten die Parteien zum Erscheinen vor. Wenn sie dies wünschen, können die Parteien einen Rechtsbeistand hinzuziehen.

Die Kammer für Rechtsstreitigkeiten kann jede hilfreiche Untersuchung durchführen oder durchführen lassen und bei Bedarf Experten bestellen und Zeugen anhören.

§ 3 - Die Kammer für Rechtsstreitigkeiten beschließt innerhalb von zwei Monaten nach ihrer Anrufung. Diese Frist verlängert sich um zwei Monate, wenn die Kammer entschieden hat, gemäß vorstehendem Paragraphen Untersuchungen durchzuführen oder durchführen zu lassen.

Die Entscheidungen der Kammer für Rechtsstreitigkeiten werden begründet.

§ 4 - Bei Dringlichkeit kann die Kammer für Rechtsstreitigkeiten durch Antrag auf vorläufige Maßnahmen angerufen werden. Der Antragssteller muss zur Stützung seines Antrags schweren und schwer zu behebenden Schaden, den er ohne solche Maßnahmen zu nehmen droht, geltend machen.

§ 5 - Die Beschlüsse der Kammer für Rechtsstreitigkeiten können innerhalb von sechzig Tagen ab Datum ihrer Zustellung Gegenstand eines Verfahrens mit unbeschränkter Rechtsprechung vor dem Berufungsgericht Liège werden, das über den Erlass einer einstweiligen Verfügung entscheidet.

Gleichermaßen kann die zuerst handelnde Partei in Ermangelung eines Beschlusses der Kammer für Rechtsstreitigkeiten innerhalb der in § 3 festgesetzten Frist den Streitfall innerhalb von sechzig Tagen ab Ablauf der in § 3 festgesetzten Frist vor das Berufungsgericht Liège bringen.

Die Regierung kann in den Rechtsstreit eingreifen, jedoch ohne das Verfahren hinauszuzögern.

Das in Absatz 1 genannte Rechtsmittel hat keine aufschiebende Wirkung.

Das Gesetzbuch findet auf alle mit dem Verfahren vor dem Berufungsgericht Liège zusammenhängende Gesichtspunkte Anwendung.»

Art. 73 - Artikel 51, § 8 desselben Erlasses: Der Wortlaut «Wallonischer Regionalrat» wird durch den Wortlaut «Wallonisches Parlament» ersetzt.

Art. 74 - Ein Kapitel *XIIbis* wird mit folgendem Wortlaut in denselben Erlass eingefügt:

«KAPITEL *XIIbis* — *Energiefonds*

Art. 51*bis* - Die Regierung bildet im Sinn des Artikels 45 der koordinierten Gesetze über die Staatshaushaltsführung einen mit Energiefonds bezeichneten Haushaltsfonds. Die Einnahmen des Fonds werden auf Grundlage eines von der Regierung genehmigten Aktionsprogramms nach Priorität in der Umsetzung folgender Aufträge zugeteilt:

1° Die Finanzierung der Ausgaben der CWaPE.

2° Die zur Förderung des rationellen Umgangs mit Energie oder der Verwendung von Energie aus erneuerbaren Energieträgern bestimmten Prämien und Maßnahmen.

3° Die Studien und Initiativen zur Förderung des rationellen Umgangs mit Energie.

4° Die Studien, Initiativen und stützende Maßnahmen zur Förderung der Gasgewinnung und Stromerzeugung aus erneuerbaren Energieträgern und der hocheffizienten Anlagen für die Kraft-Wärme-Kopplung.

5° Die Erstattung der dem Netzbetreiber als Versorger geschuldeten Beträge; diese entsprechen der in Artikel 33*bis* vorgesehenen garantierten Mindeststromversorgung der geschützten Kunden oder der Gewährung von Ladekarten für Gasbudgetzähler, wie sie in Artikel 31*ter* des Gaserlasses bei Beschluss eines Schuldenerlasses durch die lokale Kommission für Energie vorgesehen sind.

6° Die Übernahme aller oder eines Teils der entsprechend der Richtlinien der Regierung festgesetzten und mit den öffentlich-rechtlichen Verpflichtungen beim Umweltschutz in Zusammenhang stehenden Mehrkosten; dies gemäß Artikel 34*bis*, § 3 dieses Erlasses und Artikel 33, Ziffer 3 des Gaserlasses.

7° Die vorbeugenden Energieaktionspläne.

8° Förderung der Erzeugung grünen Stroms kraft der geltenden Konventionen zur Förderung oder unter Anwendung von Artikel 41 und Förderung der Erzeugung von Gas aus erneuerbaren Energieträgern.

Die Regierung bestimmt das Verfahren und die Modalitäten zur Rückzahlung an die Netzbetreiber und gegebenenfalls an die öffentlichen Sozialhilfezentren.

Art. 51*ter*. § 1 - Der Energiefonds speist sich aus:

1° Den in den Artikeln 21, § 3, Ziffer 1 und 29, § 2 dieses Erlasses genannten Abgaben.

2° An den Fonds kraft rechtlicher Bestimmungen abgeführten Mitteln, die zur Finanzierung der öffentlich-rechtlichen Verpflichtungen des Stromsektors vorgeschrieben oder konventioneller Art sind.

3° Den Erträgen der in Artikel 51 d vorgesehenen Abgaben für den Anschluss an das Stromnetz sowie an die Direktleitungen.

4° Den Erträgen der in Artikel 53 dieses Erlasses vorgesehenen Verwaltungsbußgeldern.

5° Den in den Artikeln 21, § 3, Ziffer 1 und 29, § 2 des Gaserlasses genannten Abgaben.

6° Aus an den Fonds kraft rechtlicher Bestimmungen abgeführten Mitteln, die zur Finanzierung der öffentlich-rechtlichen Verpflichtungen des Gassektors vorgeschrieben oder konventioneller Art sind.

7° Aus den Erträgen der in Artikel 51*quinquies* vorgesehenen Abgaben für den Anschluss an das Gasnetz sowie an die Direktleitungen.

8° Aus den Erträgen der in Artikel 48 des Gaserlasses vorgesehenen Verwaltungsbußgeldern.

9° Den von den Nutznießern von gewährten erstattungsfähigen Vorauszahlungen im Energiebereich geleisteten Rückzahlungen.

10° Den Rückforderungsrechten des nicht genutzten Vermögens der der CWaPE gewährten Kapitalbeiträge.

§ 2. Der Betrag der Kapitalbeiträge der CWaPE beläuft sich auf [3.610.950] Euro. Die Regierung passt diesen Betrag jährlich an den Verbraucherpreisindex an, dies durch Multiplikation mit dem Verbraucherpreisindex für den Monat Juni des Jahres und durch Teilung durch den Verbraucherpreisindex für den Monat Juni des Jahres vor Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses. Die Betrag des Kapitalbeitrags wird entsprechend der jeweils in Artikel 51*quinquies*, § 1, Ziffern 1 und 2, vorgesehenen Abgaben erhoben.

Die Regierung kann nach Stellungnahme der CWaPE den Betrag des Kapitalbeitrags in Abhängigkeit von dem durch die CWaPE ordnungsgemäß aufgestellten Bedarf anheben.

§ 3. Die Verwaltung arbeitet einen jährlichen Bericht über die Mittel des Fonds aus. Er greift das Inventar der Finanzierungsquellen, wie sie in § 1 definiert sind, auf, wobei er zwischen dem Herkunftssektor - Strom oder Gas - unterscheidet und die Mittel je Energiesektor angibt. Er wird von der Regierung an die CWaPE und das wallonische Parlament übermittelt.»

Art. 75 - Ein Kapitel XIIter wird mit folgendem Wortlaut in denselben Erlass eingefügt:

«KAPITEL XIIter — Abgaben für Anschlüsse

Abschnitt I — Anspruchsbegründender Tatbestand, Bemessungsgrundlage, Abgabe und Sätze

Art. 51quater - Der Erlass vom 6. Mai 1999 zur Erhebung, zum Einzug von Regionalsteuern und zu den Rechtsstreitigkeiten bei Regionalsteuern findet auf die Bestimmungen dieses Kapitels keine Anwendung.

Art. 51quinquies - § 1 - Eine jährliche Abgabe je Anschluss des in der Region Wallonien angesiedelten Endkunden wird eingerichtet:

1° An das Stromnetz oder an eine Direktleitung im Sinn des Artikels 2, Ziffer 24, dies unabhängig vom Spannungsniveau.

2° An das Transportnetz oder das Gasverteilernetz oder an eine Direktleitung im Sinn des Artikels 2, Ziffer 16, dies unabhängig von der Übertragungskapazität, mit Ausnahme der Anschlüsse der Stromzentralen für die für die Stromerzeugung erforderliche Gasmenge.

§ 2 - Die Abgabe ist von jedem Endkunden, der während des Kalenderjahres, auf das Bezug genommen wird, über einen Anschluss nach § 1 verfügt hat, zu leisten. Bei der Anwendung der durch Artikel 51sexies festgelegten Sätze wird die Strom- und Gasmenge, die der Endkunde verbraucht hat, durch ein Zählersystem berücksichtigt, dies mit Ausnahme der Eigenerzeugung von Strom. Diese Menge wird in kWh ausgedrückt.

Art. 51sexies - § 1 - Der in Artikel 51quinquies vorgesehene Abgabensatz wird folgendermaßen festgelegt:

1° 0 bis 100 kWh: Zwischen 0,075 und 0,15 Euro.

2° Bei den folgenden kWh zu Lasten:

— Der Kunden «Niederspannung»: Zwischen 0,00075 Euro/kWh und 0,0015 Euro/kWh.

— Der Kunden «Hochspannung» mit einem jährlichen Verbrauch unter 10 GWh: Zwischen 0,0006 Euro/kWh und 0,0012 Euro/kWh.

— Der Kunden «Hochspannung» mit einem jährlichen Verbrauch über oder gleich 10 GWh: Zwischen 0,0003 Euro/kWh und 0,0006 Euro/kWh.

Der in Artikel 51quinquies, § 1, Ziffer 2 vorgesehene Abgabensatz wird folgendermaßen festgelegt:

1° 0 bis 100 kWh: Zwischen 0,0075 und 0,015 Euro.

2° Bei den folgenden kWh zu Lasten:

— Der Kunden mit einem jährlichen Verbrauch unter 1 GWh: Zwischen 0,000075 Euro/kWh und 0,00015 Euro/kWh.

— Der Kunden mit einem jährlichen Verbrauch unter 10 GWh: Zwischen 0,00006 Euro/kWh und 0,00012 Euro/kWh.

— Der Kunden mit einem jährlichen Verbrauch über oder gleich 10 GWh: Zwischen 0,00003 Euro/kWh und 0,00006 Euro/kWh.

§ 2 - Der in § 1 vorgesehene Abgabensatz wird von der Regierung festgelegt. In Ermangelung eines Regierungsbeschlusses wird der Minimalsatz angewandt.

§ 3 - Der Abgabensatz und der in § 2 vorgesehene Betrag werden nach dem Verfahren und den Modalitäten, die die Regierung bestimmt, indiziert.

Abschnitt 2 — Zahlung und Einziehung.

Art. 51septies - § 1 - Die Abgabe wird dem Endkunden in Rechnung gestellt und vom Versorger des genannten Kunden auf Grundlage des realen Verbrauchs dieses Kunden gezahlt.

Die Rechnung auf den Endkunden ausgestellte Rechnung gibt den genauen Betrag der durch den Endkunden geschuldeten Abgabe an und gilt als Zahlungsaufforderung.

Die Zahlungsfrist beträgt mindestens fünfzehn Tage und beginnt mit Versanddatum der Zahlungsaufforderung.

§ 2 - Die Regierung regelt das Verfahren und die Modalitäten der Abführung durch den Versorger, der Abführung der gezahlten Beträge an die Region, der Einziehung. Sie bestimmt die an die Region zu übermittelnden Informationen, die für die Kontrolle und den Einzug der Abgabe erforderlichen Auskünfte und die Tarife der zu Lasten der Zahlungspflichtigen gehenden Beitreibungsgebühren.

Die Abgabe wird (monatlich) auf das Konto der Region Wallonien unter ausdrücklicher Angabe abgeführt.

§ 3 - Die Regierung ergreift alle Maßnahmen, die für die Gewährleistung der korrekten Abführung der Abgabe und die Regulierung der Überwachung und Kontrolle der Personen, die zur Zahlung dieser Abgabe verpflichtet sind, erforderlich sind.

Art. 51octies - Das steuerliche Geschäftsjahr fällt mit dem zu steuernden Zeitraum zusammen.»

Art. 76 - In Artikel 52, § 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut 50 bis 20.000 Francs» durch den Wortlaut «1 bis 500 Euro» ersetzt.

Art. 77 - Artikel 53 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 53 - § 1 - Unbeschadet der weiteren, durch diesen Erlass vorgesehenen Maßnahmen kann die CWaPE von jeder diesem Erlass unterworfenen natürlichen oder moralischen Person verlangen, innerhalb der von ihr festgesetzten Frist den Bestimmungen dieses Erlasses oder dessen Durchführungsverordnungen zu entsprechen.

Stellt die CWaPE fest, dass diese Person bei Fristende der Anordnung diesem nicht entspricht, kann die CWaPE ein Verwaltungsbußgeld, deren Höhe sie festsetzt, verhängen. Dieses kann je Kalendertag nicht unter 250 Euro und nicht über 100.000 Euro liegen. Die CWaPE muss spätestens sechs Monate nach Versand der Anordnung nach Absatz 1 beschließen.

Die CWaPE kann ebenfalls ein Verwaltungsbußgeld bei Einzelversäumnissen hinsichtlich der Bestimmungen dieses Erlasses, die zeitlich nicht nachgeholt werden können, innerhalb von sechs Monaten ab ihrem Begehen verhängen. Die maximale Höhe des Verwaltungsbußgeldes beträgt 200.000 Euro oder, sofern der folgende Betrag darüber liegt, 3% des Umsatzes, den die betreffende Person auf dem regionalen Gas- oder Strommarkt im Lauf des letzten abgeschlossenen Geschäftsjahrs erzielt hat.

§ 2 - Die CWaPE kann ein Verwaltungsbußgeld verhängen, wenn ein Netzbetreiber oder ein Versorger systematisch und ausgeprägt die Leistungsziele kraft der Artikel 13, Ziffer 12, 34bis, Ziffer 2, d und e, und 34a, Ziffer 2, c nicht erfüllt. Die Regierung legt nach Stellungnahme durch die CWaPE die minimalen Leistungsgrenzwerte und die in dieser Hinsicht anzuwendenden Methoden fest.»

Art. 78 - In denselben Erlass werden die Artikel 53bis bis 53sexies mit dem folgenden Wortlaut eingefügt:

«Art. 53a - Vor der Festsetzung eines Verwaltungsbußgeldes informiert die CWaPE die entsprechende Person per Einschreiben und fordert diese auf, ihr einen Schriftsatz zu ihrer Verteidigung zukommen zu lassen.

Das Einschreiben gibt diesen Artikel vollständig wieder und enthält folgende Bestandteile:

- 1° Die Benennung der erteilten Rüge(n).
- 2° Die Höhe des in Betracht gezogenen Bußgelds.
- 3° Die Örtlichkeiten, Tage und Zeiten, zu denen die Akte eingesehen werden kann.
- 4° Das für die Anhörung festgesetzte Datum.

Der Schriftsatz muss der CWaPE innerhalb von fünfzehn Tagen nach Empfang des in Absatz 1 genannten Schreibens per Einschreiben zugestellt werden.

Die Anhörung findet frühestens fünfundzwanzig Werktage nach Versand des im vorhergehenden Abschnitt genannten Einschreibens statt. Die betreffende Person kann hierfür einen Anwalt oder Experten ihrer Wahl hinzuziehen. Die CWaPE erstellt ein Protokoll der Anhörung und fordert die betreffende Person zur Unterzeichnung desselben auf, gegebenenfalls nachdem diese Person ihre Anmerkungen festgehalten hat.

Die CWaPE legt die Höhe des Verwaltungsbußgeldes durch begründeten Beschluss fest und informiert die betreffende Person hierüber innerhalb von zehn Tagen nach der Anhörung per Einschreiben. Nach dieser Frist verzichtet sie endgültig auf jedes Bußgeld, das auf den der betreffenden Person zur Last gelegten Tatbeständen gründet, dies mit Ausnahme neuer Teilbestände.

Art. 53ter - Die Zustellung des Beschlusses der CWaPE, ein Verwaltungsbußgeld zu verhängen, hält fest, dass dieser kraft Artikel 53sexies mit Beschwerde angefochten werden kann und benennt die Frist, innerhalb derer diese Beschwerde eingelegt werden kann.

Ist die Höhe des Bußgeldes je Kalendertag festgesetzt, ist dieses ab dem der Zustellung des Beschlusses folgenden Tag fällig. In diesem Fall findet das Bußgeld bis zu dem Datum, an dem die betreffende Person den Anordnungen entspricht, Anwendung.

Art. 53quater - Das Verwaltungsbußgeld ist innerhalb von dreißig Tagen zahlbar.

Die CWaPE kann eine von ihr festgesetzte Nachfrist gewähren. Befindet sich die betreffende Person hinsichtlich des Verwaltungsbußgeldes in Zahlungsverzug, wird dieses durch zwangsweise Erfüllung erhoben. Die Regierung bestellt die mit der Aushändigung und Erklärung der Vollstreckbarkeit der Belastungen beauftragten Beamten. Diese werden per Zustellung durch den Gerichtsvollzieher mit Zahlungsanordnung benachrichtigt.

Art. 53quinquies - Gegen eine Person, die aufgrund der gleichen Tatbestände Gegenstand eröffneter strafrechtlicher Verfolgung auf Grundlage von Artikel 52 ist, kann kein Bußgeld verhängt werden, selbst wenn diese zu einer Einstellung des Verfahrens oder einem Freispruch geführt haben.

Mit Zustellung des die Höhe des Verwaltungsbußgeldes festlegenden Beschlusses erlischt die gegebenenfalls auf Grundlage von Artikel 52 angestregte Amtsklage.

Art. 53sexies - Der Entscheidung der CWaPE, ein Verwaltungsbußgeld zu verhängen, kann innerhalb von 30 Tagen ab Zustellung des Beschlusses unter Wahrung der durch das Gerichtsgesetzbuch vorgesehenen Form und Verfahren Gegenstand eines Widerspruchs vor dem Gericht der ersten Instanz sein.

Der Widerspruch vor dem Gericht der ersten Instanz hat aufschiebende Wirkung.

Art. 53septies - § 1 - Mit gleichem Beschluss, mit dem die CWaPE ein Verwaltungsbußgeld verhängt hat, kann sie ganz oder teilweise die Aussetzung der Vollstreckung der Zahlung dieses Bußgeldes gewähren.

Die Aussetzung ist nur möglich, sofern die CWaPE gegen die betreffende Person während des Jahres, das dem Datum des Begehens des Versäumnisses, das zur Verhängung des Verwaltungsbußgeldes, für das die Aussetzung erwogen wird, den Anlass gibt, kein Verwaltungsbußgeld verhängt wurde.

Die Aussetzung erfolgt für ein Jahr auf Bewährung. Die Bewährungszeit beginnt mit dem Datum der Zustellung des Beschlusses über die Verhängung eines Verwaltungsbußgeldes.

Im Fall einer erneuten Zuwiderhandlung während der Bewährungszeit, die Anlass für ein erneutes Bußgeld ist, beschließt die CWaPE den eventuellen Widerruf der Aussetzung.

Das Verwaltungsbußgeld, dessen Zahlung infolge eines Widerrufs der Aussetzung vollstreckbar wird, wird unbegrenzt zu jenem, das gegen die Person, die die erneute Zuwiderhandlung begeht, verhängt wird, addiert.

Bei Widerspruch gegen den Beschluss der CWaPE, hat das Gericht der ersten Instanz bezüglich der Aussetzung über die gleichen Befugnisse wie die CWaPE.

Alle vorgenannten Modalitäten für die Aussetzung finden Anwendung.»

Art. 79 - Artikel 54 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

- 1° Das Wort «Umwandlung» wird gestrichen.
- 2° Der Wortlaut «im Netz» wird durch den Wortlaut «in den Netzen» ersetzt.

Art. 80 - Artikel 63 desselben Erlasses wird gestrichen.

Art. 81 - Der folgende Satzteil wird für die Region Wallonien zu dem Artikel 569 des Gerichtsgesetzbuches hinzugefügt:

«Ziffer 33, Widerspruch gegen den Beschluss zur Verhängung eines Verwaltungsbußgeldes kraft Artikel 53, §§ 1 und 2 des Erlasses vom 12. April 2001 zur Organisation des regionalen Strommarktes.»

Art. 82 - Innerhalb der sechs Monate nach Inkrafttreten dieses Erlasses wird der Status der Netzbetreiber angepasst, um ihre Konformität mit den Bestimmungen dieses Erlasses zu gewährleisten.

In Abweichung von Absatz 1 muss der Status der Betreiber der Netze, in denen alle oder Teile der repräsentativen Kapitalanteile, die von den Kommunen gehalten werden, bei Inkrafttreten dieses Erlasses Anteile mit Vergütung eines Gebrauchsrechts sind, an den Artikel 7 des Erlasses vom 12. April 2001, wie durch diesen Erlass geändert, innerhalb von zwölf Monaten ab Inkrafttreten des Erlasses angepasst werden.

Art. 83 - Innerhalb von sechs Monaten ab Inkrafttreten dieses Erlasses übermitteln die Netzbetreiber der CWaPE mit Hinblick auf ihre Zulassung die angepassten Vorschriften und Vertragsarten für den Zugang und den Anschluss, um diese in Konformität mit den Bestimmungen dieses Erlasses zu gestalten.

Art. 84 - § 1 - Jede natürliche oder juristische Person, die ein vorhandenes Privatnetz betreibt, ist verpflichtet, dieses der CWaPE innerhalb einer Frist von vierundzwanzig Monaten nach Inkrafttreten des genannten Erlasses zu melden. Diese Meldung beschreibt die Art des Anschlusses und die Kategorie der Kunden, die von dem privaten Netz eingespeist werden.

Die CWaPE übermittelt dem Betreiber des Verteilernetzes oder des lokalen Transports, an den das private Netz angeschlossen ist, eine Kopie jeder Meldung.

Innerhalb von sechs Monaten ab dieser Meldung legt der Betreiber des privaten Netzes der CWaPE durch Erstellung eines Validierungsberichts seitens eines zugelassenen Kontrollorganismus den technischen Konformitätsnachweis des Privatnetzes vor. Dem Betreiber des Verteilernetzes oder des lokalen Transports, an den das private Netz angeschlossen ist, wird eine Kopie dieses Berichts übermittelt.

Bei fehlender Meldung oder Herstellung der Konformität des privaten Netzes innerhalb der geforderten Fristen, kann die CWaPE den Betreiber des Privatnetzes dazu auffordern, die Konformität mit den Bestimmungen dieses Artikels herzustellen und gegebenenfalls gegen diesen unter Anwendung des vorgenannten Artikels 53 des Erlasses vom 12. April 2001 ein Verwaltungsbußgeld zur Anwendung bringen.

§ 2 - Innerhalb von sechs Monaten ab Empfang der Kopie des Validierungsberichts, übermittelt der Betreiber des Verteilernetzes dem Betreiber des privaten Netzes, das mehrheitlich Haushaltskunden einspeist, den in vorgenanntem Artikel 15*b*, § 2 des Erlasses vom 12. April 2001 vorgesehenen Vorschlag für eine Vereinbarung.

Ist der Betreiber des privaten Netzes der Auffassung, dass der von dem Betreiber des Verteilernetzes übermittelte Vorschlag für eine Vereinbarung unausgewogene technische und wirtschaftliche Bestimmungen enthält, beantragt er bei der CWaPE, zu diesem Punkt zu beschließen. Die Anrufung der CWaPE findet per Einschreiben statt; der Betreiber des privaten Netzes führt darin seine Argumentation aus.

Die CWaPE stellt den beteiligten Parteien ihren Beschluss innerhalb einer Frist von sechzig Tagen zu, nachdem der Betreiber des Verteilernetzes Gelegenheit hatte, seinen Standpunkt geltend zu machen. Gelangt die CWaPE zu der Auffassung, dass der unausgewogene Charakter des Vorschlags für eine Vereinbarung nicht mit dem objektiven unabhängigen Willen des Betreibers des Verteilernetzes in Zusammenhang steht, fordert sie den Betreiber des Verteilernetzes auf, den Vorschlag für eine Vereinbarung nach ihren Vorschlägen zu ändern.

Bei Unterzeichnung der vorgenannten Vereinbarung wird das private Netz mit Erwerb des Eigentums- oder Nutzungsrechts des privaten Netzes durch den Betreiber des Verteilernetzes als Teil der Verteilernetzes betrachtet.

Die Vereinbarung wird der CWaPE und dem Minister übermittelt.

§ 3 - Wird der Vorschlag für die vorgenannte Vereinbarung nicht innerhalb von sechs Monaten ab Versand des Vorschlags an den Betreiber des privaten Netzes unterzeichnet, wird der Betreiber des privaten Netzes nach Stellungnahme der CWaPE der Bewilligung einer vom Minister ausgestellten Einzelerlaubnis unterworfen.

Artikel 15*bis*, §§ 2 und 3 des vorgenannten Erlasses vom 12. April 2001 ist anzuwenden.

§ 4 - Innerhalb von sechs Monaten ab Inkrafttreten dieses Erlasses übermitteln die Betreiber des Verteilernetzes und des lokalen Transports den Eigentümern und Betreibern der privaten Netze, die ihnen bekannt sind, sowie den Kommunen und den die Eigentümer und Mieter vertretenden Organismen ein in Übereinkunft mit der CWaPE verfasstes Schreiben, in dem diese über den neuen rechtlichen Rahmen, in den die privaten Netze eingebettet sind, informiert werden.

§ 5 - Nach Stellungnahme der CWaPE kann die Regierung bestimmte Kategorien der vorhandenen privaten Netze, die mehrheitlich Haushaltskunden einspeisen, von der Anwendung der §§ 2 und 3 freistellen oder deren Bestimmungen insbesondere aufgrund des vorübergehenden Charakters des Verbrauchs der betreffenden nachgelagerten Kunden, des ergänzenden Charakters dieses gleichen Verbrauchs im Verhältnis zum eigentlichen Verbrauch des Kunden, der direkt an das Verteilernetz oder den lokalen Transport angeschlossen ist, aufgrund des Umstands, dass das private Netz Ergebnis der Aufteilung des Eigentums an einer ursprünglichen Innenanlage ist oder dass das private Netz sich innerhalb eines selben Wohngebäudes befindet, ausgestalten.

Diese Freistellung beeinflusst die Verpflichtung des Betreibers des privaten Netzes, den Betrieb und die Unterhaltung seines Netzes zu garantieren, um ein Sicherheitsniveau zu gewährleisten, das dem in den technischen Vorschriften verzeichneten vergleichbar ist, nicht.

Art. 85 - Hat ein Netzbetreiber vor Inkrafttreten dieses Erlasses eine Tochtergesellschaft mit dem täglichen Betrieb seiner Geschäftstätigkeit betraut, werden deren Status und die Aktionärsvereinbarung sowie die Liste der Verwalter und des Führungspersonals dem für Energie zuständigen Minister innerhalb von drei Monaten nach Inkrafttreten dieses Erlasses übermittelt. Die Regierung überprüft auf Stellungnahme der CWaPE hin, ob die Tochtergesellschaft den durch Artikel 16, § 2 des Erlasses vom 12. April 2001 zur Organisation des regionalen Strommarktes gestellten Bedingungen entspricht.

Art. 86 - Die den grünen Versorgern nach Artikel 31 des Erlasses vom 12. April 2001, geändert durch diesen Erlass, bewilligten Lizenzen werden mit Inkrafttreten dieses Erlasses rechtskräftig abgeschafft.

Art. 87 - Die unter der Geltung des Gesetzes vom 10. März 1925 gewährten Verteiler-Bewilligungen für die Stromverteilernetze bleiben in Kraft.

Art. 88 - In Abänderung des Artikels 16, § 2, Ziffer 5, wie durch diesen Erlass eingefügt, kann die in Artikel 16, § 2 genannte Tochtergesellschaft bis zum 31. Dezember 2009 die Geschäftstätigkeit der Großgemeinschaftsanlage realisieren.

Art. 89 - Innerhalb von dreißig Tagen ab Inkrafttreten dieses Erlasses leisten die Vorstände und Verwalter der CWaPE ihren Eid vor dem Minister; die Verwalter leisten diesen Eid in der Eigenschaft eines Direktors. Die Leistung dieses Eids hat nicht zum Zweck, die Dauer ihres Mandats abzuändern.

Art. 90 - Artikel 62, Ziffer 4, der Artikel 45, § 2, Absatz 2 des vorgenannten Erlasses vom 12. April 2001 ergänzt, findet bei Inkrafttreten dieses Erlasses weder auf laufende Mandate der Vorsitzenden und Verwalter der CWaPE noch auf die ersten, nach Inkrafttreten dieses Erlasses erteilten Mandate der Vorsitzenden und Direktoren der CWaPE Anwendung.

Art. 91 - Die Regierung ist bevollmächtigt, die Bestimmungen des Erlasses vom 12. April 2001 zur Organisation des regionalen Strommarktes zu koordinieren oder umzunummerieren.

Sie ist ebenfalls bevollmächtigt, die Bestimmungen des vorgenannten Erlasses vom 12. April 2001 und jene des Erlasses vom 19. Dezember 2002 zur Organisation des regionalen Gasmarktes in einem wallonischen Energiegesetz zu vereinigen.

Art. 92 - Dieser Erlass tritt mit seiner Veröffentlichung im *Belgisches Staatsblatt* in Kraft.

In Abweichung von Absatz 1:

1° Artikel 23, als dass er die Artikel 15bis und 15ter einfügt.

2° Artikel 41, als dass er die Artikel 25bis bis 25ter einfügt und Artikel 47, als dass er die Artikel 31a bis 31b in den vorgenannten Erlass vom 12. April 2001 einfügt und

3° Artikel 42, Ziffer 7, als dass er einen Artikel 26, § 3 in den vorgenannten Erlass vom 12. April 2001 einfügt,

4° Artikel 54, als dass er Artikel 34, Absatz 1, Ziffer 2, h, des vorgenannten Erlasses vom 12. April 2001 abändert, in Kraft tretend mit dem 1. Januar 2009.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgisches Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 17. Juli 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, und der Ausrüstung,

M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,

M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

—
Fußnoten

(1) *Sitzungsperiode 2007-2008*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 813 (2007-2008) Nr. 1 bis 15.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 16. Juli 2008.

Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 2614

[C - 2008/27082]

17 JULI 2008. — Decreet tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het letterwoord « CWaPE » wordt vervangen door het letterwoord « CWape »;

2° de woorden « Waalse regering » worden vervangen door het woord « Regering » .

Art. 2. Artikel 1 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Dit decreet zet de Richtlijnen 2001/77/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 27 september 2001 betreffende de bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen op de interne elektriciteitsmarkt, 2003/54/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 26 juni 2003 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en houdende intrekking van Richtlijn 96/92/EG

en 2004/8/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 11 februari 2004 betreffende de bevordering van de warmtekrachtkoppeling op basis van de vraag naar nuttige warmte binnen de interne energiemarkt en tot wijziging van Richtlijn 92/42/EEG,

Het is een gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2006/32/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 5 april 2006 betreffende de energie-efficiëntie bij het eindgebruik en energiediensten en houdende intrekking van richtlijn 93/76/EEG van de Raad.

Art. 3. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° « producent » : alle natuurlijke personen of rechtspersonen die elektriciteit produceren, inclusief de zelfopwekker;

2° « zelfopwekker » : alle natuurlijke personen of rechtspersonen die hoofdzakelijk voor eigen gebruik elektriciteit produceren;

3° « productiesite » : in de betekenis van de hoofdstukken VI, en IX tot X, vestigingsplaats van een installatie, bestaande uit één of meerdere eenheden voor elektriciteitsproductie vanaf dezelfde energiebron en via dezelfde elektriciteitsproductiemethode »;

4° « productie-eenheid » : geheel van elementaire technische componenten die een ondeelbare groep vormen waardoor elektriciteit op basis van één of meerdere energiebron(nen) geproduceerd kan worden;

5° « hybride-installatie » : installatie die elektriciteit produceert op basis van hernieuwbare energiebronnen en van conventionele energiebronnen zoals bedoeld in artikel 2, c., van richtlijn 2001/77/EG »;

6° « warmtekrachtkoppeling » : gelijktijdige productie in één enkel proces van warmte en elektriciteit.

7° « kwaliteitswarmtekrachtkoppeling » : gecombineerde productie van warmte en elektriciteit, ontworpen naargelang van de behoeften aan warmte en koude, waarbij energie wordt bespaard vergeleken bij de productie in gescheiden installaties van dezelfde hoeveelheden warmte, elektriciteit en, desgevallend, koude in moderne referentie-installaties waarvan de jaarlijkse uitbatingsrendementen jaarlijks worden bepaald en bekendgemaakt door de Commission wallonne pour l'énergie (CWAPE);

8° « hoogrenderende warmtekrachtkoppeling » : warmtekrachtkoppeling die voldoet aan de criteria bepaald in bijlage III van richtlijn 2004/8/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 11 februari 2004, betreffende de bevordering van de warmtekrachtkoppeling op basis van de vraag naar nuttige warmte binnen de interne energiemarkt en tot wijziging van richtlijn 92/42/EEG. De Regering is belast met de omzetting van die bijlage;

9° « hernieuwbare energiebronnen » : elke energiebron, andere dan de brandstoffen en de splijtstoffen, waarvan het toekomstige gebruik niet wordt beperkt door het verbruik daarvan, met name hydraulische energie, windenergie, zonne-energie, geothermische energie en biomassa;

10° « biomassa » : hernieuwbare stof (in een vaste, vloeibare of gasvormige vorm) die ontstaat uit de biologisch afbreekbare fractie van producten, afval en residu's uit de landbouw (plantaardige en dierlijke substanties), uit de bosbouw en uit de samenhangende industrieën, alsook uit de biologisch afbreekbare fractie van industriële en huishoudelijke afvalstoffen »

11° « groene elektriciteit » : elektriciteit voortgebracht door hernieuwbare energiebronnen of door kwaliteitswarmtekrachtkoppeling waarvan de productiebron minstens 10 % minder koolstofdioxide genereert ten opzichte van de uitstoten van koolstofdioxide, die jaarlijks bepaald en bekendgemaakt worden door de CWAPE, door een conventionele productie in moderne referentie-installaties zoals bedoeld in artikel 2, 7°;

12° « certificaat van oorspronggarantie » : certificaat dat wordt afgeleverd aan een productiesite die bewijst dat de hoeveelheden elektriciteit geproduceerd op basis van hernieuwbare energiebronnen of van warmtekrachtkoppeling door die site duidelijk kunnen worden geïdentificeerd en gemeten, en dat die elektriciteit, desgevallend, gekwalificeerd en verkocht mag worden onder het label « électricité garantie d'origine renouvelable et/ou de cogénération à haut rendement »;

13° « label van garantie van oorsprong » : label ter bevestiging van de hoeveelheid elektriciteit geproduceerd uit hernieuwbare energiebronnen in de betekenis van artikel 2, 9°, of uit hoogrenderende warmtekrachtkoppeling in de betekenis van artikel 2, 8°;

14° « groen certificaat » : overdraagbaar document toegekend aan producenten van groene elektriciteit overeenkomstig artikel 38 en, via de verplichtingen opgelegd aan de leveranciers en de netbeheerders, bestemd om de ontwikkeling van productie-installaties van milieuvriendelijke elektriciteit te bevorderen;

15° « net » : geheel van lijnen voor de transmissie van elektriciteit, die gekoppeld zijn aan een groot aantal gebruikers, inclusief de transformatie-, sectioneer- en distributieposten;

16° « plaatselijk transmissienet » : stukken van een net met een spanning van 1 tot 70 kilovolt dat hoofdzakelijk dient voor de transmissie van elektriciteit naar de distributienetten of gebruikt wordt voor uitwisselingsdoeleinden met naburige netten die bepaald worden door de Waalse Regering overeenkomstig artikel 4, lid 1;

17° « distributienet » : de netten met een spanning lager dan of gelijk aan 70 kilovolt (kV), gebruikt voor de transmissie van elektriciteit naar eindafnemers op het gewestelijke of lokale niveau, met uitzondering van het plaatselijk transmissienet;

18° « plaatselijke transmissie » : transmissie van elektriciteit op het plaatselijke transmissienet, bestemd voor uitwisseling met naburige netten of voor levering aan eindafnemers;

19° « distributie » : transmissie van elektriciteit op distributienetten voor levering aan eindafnemers;

20° « onafhankelijke bestuurder » : de bestuurder van de netbeheerder of van de dochteronderneming opgericht bij toepassing van artikel 16, § 2, die :

a) geen enkele functie of activiteit uitoefent, al dan niet bezoldigd, ten dienste van een producent van een leverancier of van een tussenpersoon, en die zo'n functie of activiteit niet heeft uitgeoefend gedurende de 24 maanden voorafgaand aan zijn benoeming als bestuurder, en

b) van geen enkel materieel voordeel geniet dat wordt toegekend door één van de personen bedoeld in a), noch door één van hun verbonden ondernemingen, die volgens de CWAPE, zijn oordeel kan beïnvloeden;

21° « gekoppelde netten » : netten die gekoppeld zijn elkaar en op die wijze de transmissie van elektriciteit van het ene naar het andere net mogelijk maken;

22° « koppelingen » : uitrustingen gebruikt om de elektriciteitsnetten met elkaar te koppelen;

23° « privénet » : geheel van de installaties die zijn gevestigd op één of meerdere privé-erven, en die bestemd zijn voor de transmissie van elektriciteit aan één of meerdere stroomafwaartse afnemers, en waarop de distributienetbeheerder en de plaatselijke transmissienetbeheerder, bij wie dat privénet is aangesloten, niet over een eigendomsrecht beschikt of over een recht dat hem het genot daarvan verleent in de betekenis van artikel 3;

24° « directe lijn » : elke elektriciteitslijn, met een spanning lager dan of gelijk aan 70 kilovolt, die geen deel uitmaakt van het plaatselijke transmissienet of van het distributienet, die

- ofwel een producent en een eindafnemer rechtstreeks met elkaar verbindt;
- ofwel een producent rechtstreeks verbindt met zijn eigen vestigingen en dochterondernemingen, wanneer die producent geen eigenaar is van alle terreinen die door die lijn doorlopen worden, met het oog op de bevoorrading daarvan;

25° « netbeheerder » : de distributienetbeheerder en/of de plaatselijke transmissienetbeheerder, aangewezen overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II;

26° « netgebruiker » : elke natuurlijke of rechtspersoon die als leverancier het net voedt of als eindafnemer door het net wordt bediend;

27° « privénetbeheerder » : natuurlijke persoon of rechtspersoon, eigenaar van een privé-elektriciteitsnet of die op dat net beschikt over een recht dat hem het genot van dat net verleent;

28° « toegang » : het recht om een elektriciteitsnet te mogen gebruiken, en aan de leverancier de mogelijkheid biedt om elektriciteit te leveren, en aan de afnemer van het net om elektriciteit af te nemen of om elektriciteit te injecteren op dat net;

29° « aansluiting » : geheel van de uitrustingen nodig om de installaties van de afnemer van het net te verbinden met het net, doorgaans met inbegrip van de meetinstallaties, en de daaraan gerelateerde diensten;

30° « aanpassingsplan » : plan betreffende de projecten voor vervanging, rationalisering of ontwikkeling van het net, opgemaakt bij toepassing van artikel 15;

31° « technisch reglement » : geheel van technische en administratieve voorschriften die de goede werking van de netten, de hun onderlinge koppelingen alsook de toegankelijkheid ervan mogelijk maken, bij toepassing van artikel 13;

32° « ondersteunende diensten » : diensten nodig voor de uitbating van het net;

33° « leverancier » : elke natuurlijke of rechtspersoon die elektriciteit verkoopt aan eindafnemers. De leverancier produceert of koopt de elektriciteit die hij verkoopt aan de eindafnemers;

34° « aangewezen leverancier » : leverancier die overeenkomstig artikel 8, § 3 belast is met het verzekeren van de bevoorrading van de klanten die in aanmerking zijn gekomen, maar die nog geen leverancier hebben gekozen;

35° « vervangleverancier » : leverancier aangewezen door de netbeheerder, belast met de levering van elektriciteit aan de eindafnemers wanneer de leverancier met wie die afnemers een leveringscontract hebben gesloten, in gebreke blijft;

36° « tussenpersoon » : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die vrij elektriciteit koopt met het oog op de doorverkoop daarvan aan een andere tussenpersoon of aan een leverancier;

37° « afnemer » : elke eindafnemer, leverancier of tussenpersoon;

38° « eindafnemer » : elke natuurlijke of rechtspersoon die elektriciteit koopt voor eigen gebruik;

39° « residentiële afnemer » : eindafnemer van wie het grootste deel van het elektriciteitsverbruik bestemd is voor huishoudelijk gebruik;

40° « beschermde afnemer » : eindafnemer opgenomen in een categorie zoals bedoeld in artikel 33;

41° « stroomafwaartse afnemer » : eindafnemer en/of producent aangesloten op het distributienet of het plaatselijke transmissienet via een privénet;

42° « in aanmerking komend » : recht verbonden met elke eindafnemer om zijn leverancier te mogen kiezen;

43° « schadegeval » : al de door een eindafnemer geleden schade ingevolge een schadeverwekkende gebeurtenis;

44° « schadeverwekkende gebeurtenis » : elke omstandigheid die schadelijke gevolgen heeft voor één of meerdere eindafnemers;

45° « niet-conformiteit van de levering van elektrische energie » : kenmerk van de levering van elektrische energie waarvan de frequentie of de spanning de tolerantie marges overschrijdt die bepaald worden door de technische reglementen;

46° « onregelmatigheid van de levering van elektrische energie » : kenmerk van de levering van elektrische energie waarvan de continuïteit niet overeenstemt met de tolerantie marges bepaald door de technische reglementen;

47° « minister » : de Waalse minister die bevoegd is voor Energie;

48° « CREG » : Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas opgericht door artikel 23 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en door artikel 15 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de gasmarkt en van het fiscaal statuut van de elektriciteitsproducenten;

49° « CWaPE » : Commission wallonne pour l'énergie opgericht bij artikel 43;

50° « Administratie » : het departement voor Energie van de Algemene Directie van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Patrimonium en Energie van het ministerie van het Waals Gewest;

51° « richtlijn 2001/77/EG » : richtlijn 2001/77/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 27 september 2001 betreffende de bevordering van de elektriciteit die geproduceerd wordt op basis van hernieuwbare energiebronnen binnen de interne elektriciteitsmarkt «;

52° « richtlijn 2003/54/EG » : richtlijn 2003/54/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 26 juni 2003 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne elektriciteitsmarkt en tot intrekking van richtlijn 96/92/EG;

53° « richtlijn 2004/8/EG » : richtlijn 2004/8/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 11 februari 2004 betreffende de bevordering van de warmtekrachtkoppeling op basis van de vraag naar nuttige warmte binnen de interne energiemarkt en tot wijziging van richtlijn 92/42/EEG «;

54° « richtlijn 2006/32/EG » : richtlijn 2006/32/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 5 april 2006 betreffende energie-efficiëntie bij het eindgebruik en de energiediensten en houdende intrekking van richtlijn 93/76/EEG van de Raad;

55° « Elektriciteitswet » : wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt;

56° « Gasdecreet » : Waals decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

57° « sociaal tarief » : speciaal tarief van toepassing op de beschermde afnemers en bepaald door de bevoegde autoriteit;

58° « winterperiode » : de periode tussen 1 november en 15 maart. De Regering mag die periode moduleren naargelang van de klimaatomstandigheden.

Art. 4. Aan artikel 4 van hetzelfde decreet werden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden « en van de distributienetbeheerders » ingevoegd tussen de woorden « beheerder van het transmissienet » en de woorden « de Regering »;

2° in lid 3 wordt het woord « Elektriciteit » ingevoegd tussen het woord « wet » en de woorden « of een dochteronderneming »;

3° in lid 4 worden de woorden « en van de distributienetbeheerders » ingevoegd tussen de woorden « beheerder van het plaatselijk transmissienet » en de woorden « de Regering »;

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 5. Het beheer van een elektriciteitsdistributienet wordt verzekerd door een distributienetbeheerder die aangewezen wordt overeenkomstig de volgende bepalingen. »

Art. 6. Aan artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden lid 3 en 4 opgeheven;

2° in § 2 worden de woorden « alsook in lid 3 en 4 van paragraaf 1 » opgeheven.

Art. 7. Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 7. - § 1 - Minstens 70 % van de aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen van de distributienetbeheerder zijn in handen van de gemeenten en, desgevallend, van de provincies.

Als de distributienetbeheerder deelneemt aan activiteiten van productie, verkoop of levering van elektriciteit, in de gevallen die speciaal voorzien zijn in dit decreet, vertegenwoordigt het proportionele deel van de aandelen bedoeld in het voorgaande lid het geheel van die activiteiten.

De bepalingen van dit artikel zijn eveneens van toepassing op de kandidaat- distributienetwerkbeheerder.

De Regering bepaalt de kalender met het oog op de aankoop, door de gemeenten en, desgevallend, de provincies, van een voldoende aantal aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen zodat ze meer dan 75 % in handen hebben. Die aankoop moet gerealiseerd worden uiterlijk op 31 december 2018. Indien een gemeente en, desgevallend, de provincie niet in staat is om op de vereiste datum de aankoop van de in dit lid bedoelde aandelen te realiseren volgens de vastgestelde kalender, kan het Waalse gewest of een instelling van openbaar nut afhankelijk van het Gewest en daartoe aangesteld door de Regering, of nog elke private rechtspersoon volgens de voorwaarden vastgesteld door artikel 7bis, 3°, op vraag van die gemeente en, desgevallend, van de provincie, en met de goedkeuring van de andere vennoten, in zijn plaats de overeenstemmende aandelen die het kapitaal van de distributienetbeheerder vertegenwoordigen, aankopen.

De aankoop van de aandelen zoals opgelegd door dit artikel, geschiedt aan de door de vennoten overeengekomen waarde. De overdracht vindt pas plaats na de volledige betaling door de vennoot die ze aankoopt, onverminderd elke andere overeenkomst tussen de partijen. »

§ 2 - De aandelen die in handen zijn van de gemeenten en, desgevallend, van de provincie, bedoeld in § 1, lid 1, kunnen worden beperkt tot 65 %, indien de gemeenten die de meerderheid van de aandelen van de distributienetbeheerder bezitten, voor de inwerkingtreding van deze paragraaf rechtstreeks of via de zuivere financieringsintercommunale, in productie-eenheden voor groene elektriciteit of energie uit hernieuwbare energiebronnen hebben geïnvesteerd. In dat geval kan het gewest of een instelling van openbaar nut afhankelijk van het Gewest en daartoe aangesteld door de Regering, of nog elke private rechtspersoon volgens de voorwaarden vastgesteld door artikel 7bis, 3°, op vraag van deze gemeenten en, desgevallend, van de provincie, en met de goedkeuring van de andere vennoten, 5 % van de aandelen aankopen die nodig zijn om de drempel van 70 %, bedoeld in § 1, lid 1 te bereiken.

Art. 8. In hetzelfde decreet wordt een artikel 7bis ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. 7bis. Onverminderd artikel 7 mag een producent, een leverancier of een tussenpersoon, rechtstreeks of onrechtstreeks, enkel aandelen bezitten die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen van de netbeheerder indien voldaan wordt aan de volgende voorwaarden :

1° de statuten van de netbeheerder bevatten geen enkele bepaling die aan zo'n producent, leverancier of tussenpersoon de mogelijkheid biedt om rechtstreeks of onrechtstreeks een beslissing te verwerpen, blokkeren of op te leggen of om een besluitname te verhinderen;

2° als de netbeheerder een intercommunale is, niettegenstaande artikel L1523-12, § 2, van het Waalse Wetboek van de plaatselijke democratie en van de decentralisatie, bepalen zijn statuten dat elke statutaire wijziging, met uitzondering van de bepalingen betreffende de wettelijke bescherming van de minderheidsvennoten, de eenvoudige meerderheid vereist van de stemmen uitgebracht door de afgevaardigden aanwezig op de algemene vergadering en de tweederdemeerderheid van de stemmen uitgebracht door de afgevaardigden van de gemeentelijke en provinciale vennoten;

3° de statuten van de netbeheerder bepalen dat zo'n producent, leverancier of tussenpersoon de maatschappelijke aandelen die hij bezit in de distributienetbeheerder enkel mag verhogen of overdragen aan personen die geen vennoten zijn, met de toelating van de Regering, na advies van de CWaPE;

4° de statuten van de distributienetbeheerder voorzien geen plafond wat betreft het bezit van de aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen door de gemeenten en de provincies. »

Art. 9. Aan artikel 8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 van § 1 wordt vervangen door het volgende lid :

« De distributienetbeheerder mag geen andere productieactiviteiten uitoefenen dan die van groene elektriciteit. De aldus geproduceerde elektriciteit wordt uitsluitend gebruikt om zijn eigen installaties te voeden en/of om zijn netverliezen te compenseren. »

2° lid 2 van § 1 wordt vervangen door het volgende lid :

« De distributienetbeheerder mag aan de eindafnemers alleen leveren in de gevallen voorzien door de artikelen 30, § 5, 33bis en 34. »;

3° lid 3 van § 1 wordt vervangen door het volgende lid :

« Desgevallend maken die activiteiten die samenhangen met de productie van elektriciteit, enerzijds, en van de levering van elektriciteit, anderzijds, het voorwerp uit van een gescheiden boekhouding. »;

3° § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Door de distributienetbeheerder wordt een leverancier met een leveringsvergunning aangewezen om in te staan voor de bevoorrading van de afnemers die in aanmerking komen, zolang die geen leverancier hebben gekozen. De Regering ziet erop toe dat die aanwijzing geen afbreuk doet aan de vrije keuze van de in aanmerking komende afnemer. »

Art. 10. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 11. Aan artikel 10, § 1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Op basis van de voorwaarden bedoeld in de voorgaande artikelen en van de technische en financiële capaciteit van de kandidaat-netbeheerder betreffende de garantie van de goede uitvoering van de opdrachten van de netbeheerder, wijst de Regering, na advies van de CWaPE, de distributienetbeheerders aan die overeenstemmen met geografisch verschillende zones en zonder overlapping. Als de aangewezen netbeheerder op het ogenblik van de aanwijzing geen eigenaar is van het netwerk of niet beschikt over een gebruiksrecht op dat net, geschiedt die aanwijzing onder de opschortende voorwaarde van de aankoop, door de netbeheerder, van dat eigendoms- of gebruiksrecht. »

2° lid 2 wordt aangevuld als volgt : « Dat voorstel is gebaseerd op een objectieve vergelijking van de diverse kandidaturen door de gemeente, meer bepaald in het licht van de aanwijzingsvoorwaarden bedoeld in lid 1, met de bedoeling de elektriciteitsdistributie op haar grondgebied te rationaliseren, alsook de tarieven en, eventueel de voorgestelde dividenden te beschermen. »

3° lid 3 wordt vervangen door het volgende lid :

« Als binnen de drie maanden die volgen op de datum van de bekendmaking van een advies van de minister in het *Belgisch Staatsblad* waarop ze worden uitgenodigd, de gemeente(n) of provincies geen voorstel hebben geformuleerd, wijst de Regering ambtshalve, na advies van de CWaPE, de distributienetbeheerder aan. »;

4° § 1 wordt aangevuld als volgt :

« De Regering keurt de aanwijzings- en hernieuwingsprocedure van de distributienetbeheerder(s) goed. »

Art. 12. Artikel 10, § 2, lid 1 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De distributienetbeheerder wordt aangewezen voor een hernieuwbare termijn van maximum twintig jaar. Zijn mandaat eindigt in geval van ontbinding. In geval van splitsing beslist de Regering, op de voordracht van de CWaPE, of de nieuwe entiteiten al dan niet een hernieuwd mandaat van distributienetbeheerder moeten krijgen. In geval van een fusie van de distributienetbeheerders blijft het mandaat bestaan voor de langste termijn van de toegekende mandaten. »

Art. 13. Artikel 10, § 3 van hetzelfde decreet vormt een nieuw artikel 10bis en wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10bis. § 1. Als de netbeheerder wordt voorgedragen door een gemeente die eigenaar is van een deel van het op haar grondgebied gelegen net of door een ingesloten gemeente, kan de Regering, indien ze die netbeheerder aanstelt onder een opschortende voorwaarde, overeenkomstig artikel 10, § 1, die gemeente ertoe machtigen op eigen kosten over te gaan tot de onteigening ten algemene nutte van het bedoelde distributienet indien zulks nodig is voor de uitvoering van de opdrachten van de voorgedragen netbeheerder. Op vraag van de gemeente kan de machtiging van de Regering betrekking hebben op delen van het net waarvan de gemeente reeds eigenaar is, maar waarop ze een zakelijk of persoonlijk recht heeft toegekend.

In de betekenis van dit artikel is een ingesloten gemeente de gemeente waarvan het gehele of een deel van het distributienet dat op haar grondgebied is gelegen, beheerd wordt door een andere beheerder dan de beheerder van het net van de gezamenlijke aangrenzende gebieden.

De rechtspleging ingevoerd bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening om reden van openbaar nut is van toepassing op de onteigeningen bedoeld in lid 1. De onteigeningsvergoeding wordt bepaald op basis van de waarde van het net zoals goedgekeurd door de bevoegde regulerende overheid.

Het plan van het distributienet dat als bijlage moet worden ingediend voor het onteigeningsverzoek bestaat uit de inventaris van de samenstellende elementen van het net die als basis dienen voor de evaluatie van het net door de bevoegde regulerende overheid, alsook, voor wat betreft de goederen opgenomen in het kadaster, uit de overeenstemmende kadastrale documenten.

Binnen de dertig dagen na de ontvangst van de aanvraag is de netbeheerder verplicht om het plan van het net over te maken aan de gemeente die daartoe de aanvraag heeft gedaan in het kader van of met het oog op een onteigeningsprocedure.

§ 2. Als de distributienetbeheerder van wie een deel van het net het voorwerp uitmaakt van de onteigening, een intercommunale is, moet de gemeente die is overgegaan tot de onteigening aan die intercommunale meedelen dat ze zich daaruit terugtrekt. In die veronderstelling, niettegenstaande elke statutaire bepaling, is geen stemming nodig. De gemeente moet aan de intercommunale en aan de andere vennoten de door experts geraamde schade herstellen die veroorzaakt wordt door haar terugtrekking.

In afwijking van artikel L1523-22 van het Waalse Wetboek van de plaatselijke democratie en van de decentralisatie, ingeval van de onteigening van het net, heeft de overname van het net door de gemeente onmiddellijk plaats na de betaling van de provisionele schadevergoeding, zonder dat alle verschuldigde bedragen aan de intercommunale effectief betaald werden aan deze laatste. De inbreng van het net aan de netbeheerder aangesteld onder opschortende voorwaarden kan evenwel slechts plaatsvinden na de overdracht aan die netbeheerder van het personeel dat rechtstreeks toegewezen is voor de distributie op het grondgebied van de gemeente, waarbij de activiteit ondertussen wordt uitgeoefend door de voormalige netbeheerder. »

Art. 14. Aan artikel 11 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld door het volgende lid :

« De netbeheerder staat in voor de uitvoering van de opdrachten gedefinieerd in dit decreet op een onafhankelijke, transparante en niet discriminerende manier ten opzichte van elke producent, leverancier, tussenpersoon en eindafnemer. »

2° in lid 2 van § 2 worden de woorden « , voor het deel van het net dat op hem betrekking heeft, » opgeheven;

3° in hetzelfde lid wordt 4° vervangen door de volgende bepaling :

« 4° de telling van de elektriciteitsstromen op de koppelpunten met andere netten, op de toegangspunten van de afnemers en op de wisselpunten met de elektriciteitsproducenten, alsook het plaatsen en onderhouden van de tellers; »

4° in hetzelfde lid wordt 5° vervangen door de volgende bepaling :

« 5° de uitvoering van de openbare dienst verplichtingen die hem worden opgelegd door of krachtens dit decreet; »

5° datzelfde lid wordt aangevuld als volgt :

« 7° het opstellen, bewaren en bijwerken van de plannen van het net, alsook van de inventaris van de samenstellende elementen van het net. »

6° § 2 wordt aangevuld als volgt :

« Desgevallend zet het technisch reglement de technische modaliteiten uiteen van de hierboven opgesomde taken, onverminderd voor de Regering om de uitvoeringsbesluiten die ze nodig acht, goed te keuren. »

Art. 15. Aan artikel 12 van hetzelfde decreet, waarvan de huidige tekst voortaan een § 1 vormt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « leveranciers aan de in aanmerking komende afnemers » worden vervangen door het woord « leveranciers »;

2° de woorden « alleen of gezamenlijk geen noemenswaardige invloed kunnen uitoefenen op het beheer van dat net » worden vervangen door de woorden « alleen of gezamenlijk geen inbreuk kunnen plegen op de onafhankelijkheid van de netbeheerder » .

Art. 16. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« § 2. In de Raad van Bestuur van de netbeheerder hebben alleen de onafhankelijke bestuurders toegang tot de vertrouwelijke gegevens.

Worden beschouwd als vertrouwelijke gegevens, met name de volgende gegevens :

1° de informatie per leveringspunt;

2° de geïndividualiseerde gegevens van het toegangscontract;

3° de geïndividualiseerde gegevens van het aansluitingscontract;

4° de aanvragen voor aansluiting of wijziging van vermogen of van aansluitingscapaciteit;

5° alle gegevens die door een netgebruiker worden meegedeeld in het kader van een oriënterende studie, van een detailstudie of van een aansluitingsstudie, behalve wanneer die openbaar werden gemaakt door de gebruiker zelf;

6° de veiligheidsvoorschriften en de toegangspedures die van kracht zijn bij de netgebruiker;

7° de planninggegevens zoals bedoeld in het technisch reglement, overgemaakt door de netgebruiker of de leverancier,

8° het schema van de interne installatie van de netgebruiker;

9° de aanvragen voor aansluiting van productie-installaties.

Na advies van de CWaPE kan de Regering andere vertrouwelijke gegevens definiëren.

Onverminderd de onverenigbaarheden die van toepassing zijn op de bestuurders van de netbeheerder, is het voor een bestuurder verboden om aanwezig te zijn op de beraadslaging van een orgaan van de netbeheerder over de onderwerpen waarbij de vennoot die hem heeft voorgesteld een rechtstreeks of onrechtstreeks belang heeft.

§ 3. Als de netbeheerder de dagelijkse uitbating van zijn activiteiten heeft toevertrouwd aan een dochteronderneming, overeenkomstig artikel 16, § 2, zijn de maatregelen gedefinieerd door de Regering bij toepassing van § 1, 2°, 3° en 4° van toepassing op de voornoemde dochteronderneming en op het personeel daarvan. De maatregelen die bedoeld zijn voor het bewaren van de vertrouwelijkheid van de informatie, zijn evenwel niet van toepassing op de relaties tussen de dochteronderneming en de geassocieerde netbeheerder(s).

De bepalingen van paragraaf 2 zijn eveneens van toepassing op de bestuurders van de dochteronderneming bedoeld in artikel 16, § 2.

De Regering kan onverenigbaarheden formuleren die van toepassing zijn op de bestuurders van die dochteronderneming. »

Art. 17. Aan artikel 13 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « de CWaPE stelt » worden vervangen door de woorden « de CWaPE besluit »;

2° 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° de minimale technische vereisten voor de aansluiting op het net van de installaties van de gebruikers van dat net, alsook de aansluitingstermijnen; »

3° 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° de minimale technische vereisten voor de installatie van de directe lijnen; »

4° in 4° worden de woorden « ingediend door de leveranciers » opgeheven;

5° 10° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 10° de samenwerkingmodaliteiten met de netbeheerders die aan elkaar gekoppeld zijn, de minimale inhoud van de samenwerkingsovereenkomsten, alsook de informatie die moet verstrekt worden door de netbeheerder aan die beheerders, met het oog op het verzekeren van een veilige en efficiënte uitbating, een gecoördineerde ontwikkeling en een wisselwerking tussen de gekoppelde netten; »

6° 11° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 11° de modaliteiten en de voorwaarden voor de terbeschikkingstelling van installaties van de netgebruiker aan de netbeheerder om te voldoen aan de beheersbehoeften van het net » .

Art. 18. Hetzelfde artikel 13 wordt aangevuld als volgt :

« 12° de inlichtingen die door de distributienetbeheerder moeten worden verstrekt aan de leveranciers, met name op het vlak van de telling. Het technisch reglement definieert de prestatiedoelstellingen die de netbeheerder in dat verband moet naleven;

13° de technische en administratieve voorschriften die van toepassing zijn op de privé-netten en de technische verplichtingen van de privé-netbeheerder;

14° de modaliteiten van de tussenkomst van de vervangleverancier;

15° de minimale inhoud van het aanpassingsplan alsook de goedkeuringsprocedure van dat plan;

16° de nodige maatregelen op het vlak van de informatica die door de netbeheerders, collectief of individueel, moeten worden genomen met het oog op de goede werking van het net. »

Art. 19. Artikel 14, lid 2, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Elk jaar maakt de netbeheerder aan de CWaPE, ter informatie, de tariefvoorstellen over die hij voor goedkeuring indient bij de CREG, alsook alle boekhoudkundige gegevens met betrekking tot de aansluitings- en gebruikskosten van het net dat hij beheert, de kosten verbonden met de ondersteunende diensten die hij verstrekt alsook, desgevallend, de activiteiten bedoeld in artikel 8, § 1. »

Art. 20. Artikel 15, § 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1^{er}. In overleg met de CWaPE maakt elk van de netbeheerders een aanpassingsplan op van het net waarvan zij het beheer verzekeren, met het oog op het verzekeren van een ononderbroken bevoorrading, van de veiligheid en van de ontwikkeling van dat net.

De technische reglementen precisieren de planning en de uitvoeringsmodaliteiten van het aanpassingsplan.

Het aanpassingsplan van de distributienetten dekt een periode van drie jaar. Het wordt aangepast naargelang van de behoeften en minstens om het jaar voor de twee daaropvolgende jaren, volgens de procedure voorzien in het technisch reglement.

In samenhang met de tariefvoorstellen die moeten worden voorgelegd aan de bevoegde regulerende overheid, wordt de duur van de planning van het aanpassingsplan van de distributienetten op vier jaar gebracht met het oog op de toepassing van de tariefperiode die betrekking heeft op de jaren 2013-2016.

Het aanpassingsplan van het plaatselijke transmissienet wordt opgemaakt parallel met het ontwikkelingsplan bedoeld in artikel 13, § 1, lid 2, van de Elektriciteitswet. Het dekt een periode van zeven jaar, wordt om de twee jaar aangepast en jaarlijks bijgewerkt. »

Art. 21. Artikel 15, § 2 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende woorden : « en de budgettaire middelen die hij daarvoor wil aanwenden. Elk plan bevat een opvolgingsverslag over de voorgaande plannen. » .

Art. 22. Artikel 15, § 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Als de CWaPE vaststelt dat het aanpassingsplan niet de mogelijkheid biedt aan de netbeheerder om zijn wettelijke verplichtingen na te komen, gelast ze die om die situatie te verhelpen binnen een redelijke termijn die zij bepaalt. »

Art. 23. Artikelen 15bis tot 15quater die als volgt zijn opgesteld, worden in hetzelfde decreet ingevoegd :

« Art. 15bis. § 1. De installatie van een nieuw privénet is onderworpen aan de toekenning van een individuele vergunning die wordt afgeleverd door de Minister, na advies van de CWaPE, en wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de site van de CWaPE.

Die toelating wordt geconditioneerd door de weigering van toegang tot het net of door het uitblijven van een gebuiks aanbod van het net aan redelijke technische voorwaarden. Bovendien wordt die toelating alleen gehandhaafd als de begunstigde van de toelating, vóór de inwerkingstelling van het privénet, op zijn kosten, de technische conformiteit daarvan laat controleren door een erkende instelling, waarvan het verslag wordt overgemaakt aan de Minister.

De toekenningsprocedure van de individuele toelating wordt bepaald door de Regering, na advies van de CWaPE.

De toekenningsprocedure bedoeld in lid 1 bevat bovendien de aanstelling van een privénetbeheerder.

§ 2. De privénetbeheerder is verantwoordelijk voor de uitbating en het onderhoud van het privénet. Voor het overige worden de respectieve rechten en verplichtingen van de privénetbeheerder en van de netbeheerder, met name tegenover de stroomafwaartse afnemer, bepaald door de Regering, na advies van de CWaPE.

§ 3. Wanneer de stroomafwaartse afnemer aangesloten is op een privénet, zijn dezelfde rechten en verplichtingen op hem van toepassing, met name tegenover de netbeheerder en tegenover de leverancier, als die welke, desgevallend, van toepassing zijn op de eindafnemer door of krachtens de artikelen 25bis tot 25octies, 26, 31, 31bis tot 31quater, 33, 33bis tot 33quater, 34, 34bis, 48 en 49bis, onverminderd artikel 34ter.

In afwijking van het voorgaande lid kunnen de stroomafwaartse afnemers de privénetbeheerder machtigen om in hun naam en voor hun rekening hun in aanmerking komen uit te oefenen. Om geldig te zijn, moet dat mandaat op een uitdrukkelijke wijze voorzien zijn.

Art. 15ter. § 1. In afwijking van de bepalingen van artikel 15bis kan een nieuw privénet opgericht worden met inachtneming van de volgende modaliteiten.

§ 2. Voor de oprichting van zo'n net kan de toekomstige eigenaar van het net of elke andere door hem aangewezen persoon, aan de netbeheerder waaraan het privénet zal worden aangesloten, vragen om hem een voorstel van overeenkomst over te maken betreffende het beheer van het privénet. Een kopie van dat voorstel wordt gericht aan de CWaPE.

Na advies van de CWaPE bepaalt de Regering de minimale inhoud van die overeenkomst, die minstens :

- 1° aan de netbeheerder een recht moet toekennen waardoor hem minstens het genot van het privénet wordt gewaarborgd;
- 2° het recht van de netbeheerder om toe te treden tot het privénet moet modaliseren;
- 3° telinstrumenten moet opleggen conform de voorschriften van de technische reglementen en elke andere wetgeving waarvan de netbeheerder de naleving moet verzekeren;
- 4° de uitbatings- en onderhoudsmodaliteiten van het privénet moet regelen;
- 5° de interventiemodaliteiten op het privénet moet voorzien alsook de oplossingsmodaliteiten van de incidenten op dat net;
- 6° desgevallend, de financiële compensaties moet preciseren die van toepassing zijn tussen de aanvrager en de beheerder van het net.

§ 3. Als de aanvrager meent dat het voorstel van overeenkomst uitgaande van de netbeheerder onevenwichtige bepalingen bevat op het technische of economische vlak, vraagt hij aan de CWaPE om een beslissing te nemen over dat punt. De aanhangigmaking van de CWaPE geschiedt door een aangetekend schrijven waarin de aanvrager zijn argumentatie uiteenzet.

De CWaPE maakt haar beslissing bekend aan de betrokken partijen binnen een termijn van zestig dagen, nadat ze aan de netbeheerder de mogelijkheid heeft geboden om zijn standpunt uiteen te zetten. Desgevallend kan de CWaPE de netbeheerder gelasten om het voorstel van overeenkomst te wijzigen volgens de amendementen die ze voorstelt.

§ 4. Als de in paragraaf 2 bedoelde overeenkomst ondertekend wordt, wordt een aanvraag voor de oprichting van een nieuw privénet gericht aan de Minister, met een bijgevoegde kopie van de overeenkomst.

Binnen de drie maanden volgend op de indiening van die aanvraag kent de Minister de vergunning toe voor de oprichting van het nieuwe privénet. Die vergunning wordt alleen gehandhaafd indien, vóór de inwerkstelling van het privénet, de begunstigde van de vergunning daarvan de technische conformiteit laat controleren door een erkende instelling waarvan het verslag wordt overgemaakt aan de Minister.

§ 5. Wanneer het privénet wordt opgericht conform dit artikel, wordt het beschouwd als een deel van het distributienet of van het plaatselijke transmissienet.

Art. 15^{quater}. Na advies van de CWaPE kan de Regering bepaalde categorieën van privénetten vrijstellen van de toepassing van alle of van een deel van de bepalingen bedoeld in §§ 1 en 2 van artikel 15^{bis}, of de bepalingen daarvan indelen omwille van het spanningsniveau van het net waarop het privénet is aangesloten, van het tijdelijke karakter van het verbruik van de betrokken stroomafwaartse afnemers, van het ondergeschikte karakter van datzelfde verbruik ten opzichte van het eigen verbruik van de afnemer die rechtstreeks aangesloten is op het distributienet of het plaatselijke transmissienet, van de omstandigheid dat het privénet ontstaan is uit de versnippering van de eigendom van een aanvankelijke interne installatie of dat het privénet zich bevindt temidden van hetzelfde gebouw.

Die vrijstelling doet geen afbreuk aan de verplichting van de privénetbeheerder om de uitbating en het onderhoud van zijn net te waarborgen, om een veiligheidsniveau te verzekeren dat vergelijkbaar is met dat vermeld in de technische reglementen. »

Art. 24. Artikel 16 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 16. § 1. De netbeheerder beschikt over voldoende en geschoold personeel om de uitvoering van de taken bedoeld in artikel 11 te verzekeren. Hij mag de dagelijkse uitbating van zijn activiteiten evenwel toevertrouwen aan een dochteronderneming overeenkomstig paragraaf 2.

Als een producent, leverancier of tussenpersoon rechtstreeks of onrechtstreeks aandelen bezit die het kapitaal vertegenwoordigen van een netbeheerder die de dagelijkse uitbating van zijn activiteiten niet heeft toevertrouwd aan een dochteronderneming overeenkomstig paragraaf 2, garanderen de statuten van deze netbeheerder de oprichting van een orgaan dat uitgaat van de raad van bestuur, en dat uitsluitend bestaat uit onafhankelijke bestuurders, en bevoegd is voor de voorbereiding van de beslissingen over de hierna geformuleerde strategische of vertrouwelijke taken :

- de uitbating, het onderhoud en de ontwikkeling van het distributienet;
- de toegang tot het net, de aansluitingsvoorwaarden, de technische voorwaarden en de tarieven;
- de opname van de meters en de verwerking van de daaruit voortvloeiende gegevens;
- de boekhouding betreffende het beheer van het net;
- de onderaanneming van de taken en van de werken alsook de aankoopdossiers;
- het beheer van de vertrouwelijke inlichtingen bedoeld in artikel 12.

Na advies van de CWaPE kan de Regering andere strategische en vertrouwelijke taken bepalen.

In de veronderstelling bedoeld in lid 2 garanderen de statuten bovendien de oprichting binnen de raad van bestuur van een ethisch comité dat voor het merendeel bestaat uit onafhankelijke bestuurders en belast is met het controleren van de naleving, door het personeel, van de regels betreffende de vertrouwelijkheid van de persoonlijke en commerciële inlichtingen.

§ 2. De netbeheerder kan beslissen om de dagelijkse uitbating van zijn activiteiten toe te vertrouwen aan een dochteronderneming die voldoet aan de eisen geformuleerd in deze paragraaf, ongeacht of die eigen is aan elke netbeheerder of gemeenschappelijk is aan meerderen onder hen.

De oprichting van de dochteronderneming moet plaatsvinden met inachtneming van de volgende voorwaarden :

- 1° de dochteronderneming vormt een juridische entiteit die losstaat van elke producent, leverancier of tussenpersoon;
- 2° de producenten, leveranciers of tussenpersonen mogen geen aandeel bezitten dat het kapitaal daarvan vertegenwoordigt;
- 3° de statuten daarvan passen strikte regels toe van corporate governance die minstens het volgende voorzien :
 - a) minstens 80 % van de leden van haar raad van bestuur zijn onafhankelijke bestuurders in de betekenis van artikel 2, 20°, en worden voorgedragen door de geassocieerde netbeheerder(s);
 - b) de raad van bestuur kiest in zijn midden een Executief en Strategisch Comité, dat uitsluitend bestaat uit onafhankelijke bestuurders, en bevoegd is voor de voorbereiding van de strategische en vertrouwelijke inlichtingen geformuleerd in § 1;

c) de raad van bestuur richt in zijn midden de volgende comités op, die voor het merendeel bestaan uit onafhankelijke bestuurders, en die de raad van bestuur bijstaan in zijn beslissingen of die een adviserende bevoegdheid hebben :

- een auditcomité, belast met het onderzoek van de rekeningen en de controle van het budget;
- een ethisch comité, zoals bedoeld in § 1;
- een comité voor benoemingen en vergoedingen, belast om voorstellen te doen aan de raad van bestuur over de aanwerving van de persoon die belast zal worden met de algemene leiding en met de kaderleden die rechtstreeks aan die persoon rapporteren, alsook met hun vergoeding;

4° haar statuten bevatten geen enkele bepaling die aan een producent, leverancier of tussenpersoon, rechtstreeks of onrechtstreeks, de mogelijkheid biedt om alleen of gezamenlijk een beslissing te verwerpen, te blokkeren of op te leggen of om een besluitname te verhinderen;

5° de dochteronderneming mag geen andere taken uitvoeren dan die welke verbonden zijn met de dagelijkse uitbating van de activiteiten die uitgeoefend worden in de sectoren van het gas en de elektriciteit door de geassocieerde netbeheerder(s).

§ 3. De statuten van de dochteronderneming en de overeenkomst van aandeelhouders, alsook de lijst van de bestuurders en van het leidinggevend personeel worden overgemaakt aan de minister binnen de drie maanden volgend op de oprichting van de dochteronderneming.

Elke wijziging van het aandeelhouderschap van de dochteronderneming, van haar statuten, van de overeenkomst van aandeelhouders alsook elke hernieuwing van de raad van bestuur worden ter informatie overgemaakt aan de minister. »

Art. 25. In hetzelfde decreet wordt een artikel *16bis*, opgesteld als volgt, ingevoegd :

« Art. *16bis*. § 1. De leden van de beheersorganen en het personeel van de netbeheerder zijn gehouden door het beroepsgeheim. Ze mogen aan geen enkele persoon de vertrouwelijke inlichtingen verspreiden waarvan ze kennis hebben als gevolg van hun functies bij de netbeheerder in het kader van de uitvoering van de taken bedoeld in artikel 11, behalve wanneer ze opgeroepen worden om te getuigen in de rechtspraak en onverminderd mededelingen aan de beheerders van andere netten, aan de CWaPE of andere regulatoren of aan de minister, op voorwaarde dat ze uitdrukkelijk voorzien of toegestaan zijn door dit decreet of de uitvoeringsbesluiten daarvan, of door elke andere geldende wettelijke of reglementaire bepaling.

Elke inbreuk op dit artikel wordt bestraft met de straffen die voorzien zijn door artikel 458 van het Strafwetboek.

Als de netbeheerder de dagelijkse uitbating van zijn activiteiten toevertrouwd heeft aan een dochteronderneming, zijn de leden van de beheersorganen en het personeel van die dochteronderneming onderworpen aan dezelfde verplichting inzake het beroepsgeheim. Die verplichting is evenwel niet geldig in de relaties tussen de dochteronderneming en de geassocieerde netbeheerder(s).

§ 2. De netbeheerder en, desgevallend, de dochteronderneming bedoeld in artikel 16, definiëren de procedure en de aanwervingsvoorwaarden van hun eigen personeel. »

Art. 26. Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt artikel *20bis*, waarin de woorden « zonder gevolg zou hebben gelaten » vervangen worden door de woorden « zonder gevolg laat » .

Art. 27. De titel van sectie I van hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende titel :

« *Sectie I.* - Rechten en verplichtingen van de netbeheerder op het openbaar domein »

Art. 28. Artikel 18, § 1 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende woorden : « , en onder de voorwaarden gedefinieerd in deze sectie. »

Art. 29. Aan artikel 18, § 2, lid 1, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste zin worden de woorden « het Gewest » aangevuld met de woorden « en de publiekrechtelijke rechtspersonen die daarvan afhangen »;

2° in de derde zin worden de woorden « van het Gewest » aangevuld met de woorden « of van de publiekrechtelijke rechtspersonen die daarvan afhangen » .

Art. 30. Aan artikel 18, § 2, lid 2, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « of een publiekrechtelijke rechtspersoon die daarvan afhangt » worden ingevoegd tussen de woorden « door het Waalse Gewest » en de woorden « op zijn domein »;

2° de eerste zin wordt aangevuld met de woorden « of van de publiekrechtelijke persoon die daarvan afhangt ».

Art. 31. Aan artikel 20 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 wordt het woord « gewestelijk » ingevoegd tussen de woorden « met een bijdrage » en het woord « jaarlijks »;

2° in lid 2, 1°, worden de woorden « tussen twee en tien centiemen » vervangen door de woorden « tussen 0,0005 en 0,0025 euro »;

3° in hetzelfde lid, 1°, worden de woorden « elk jaar » opgeheven;

4° een aldus opgesteld lid wordt ingevoegd tussen lid 2 en lid 3 :

« Het bedrag van de te betalen bijdrage wordt bepaald op basis van een verklaring die door de netbeheerder wordt overgemaakt. De Regering mag dat bedrag indexeren op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen. »;

Art. 32. De titel van sectie II van hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende titel :

« Sectie II. - *Rechten van de netbeheerder op de privé-eigendommen* »

Art. 33. Artikel 17, *20bis* geworden, van hetzelfde decreet vormt een subsectie I, die als volgt is opgesteld :

« Subsectie I. - *Installatie van bovengrondse elektrische lijnen* »

Art. 34. De artikelen 21 tot 25 van hetzelfde decreet worden samengebracht onder één subsectie II, onder de volgende titel :

« Subsectie II. - *Verklaring van openbaar nut* »

Art. 35. In artikel 21, § 1, lid 3, van hetzelfde decreet worden de woorden « , houders van zakelijk recht » ingevoegd tussen de woorden « aan de eigenaars » en de woorden « en betrokken huurders » .

Art. 36. Artikel 22, lid 1, van hetzelfde decreet wordt artikel 21, § *1bis*, waarin de woorden « privé domein » vervangen worden door de woorden « privé fonds » .

Art. 37. In artikel 21, § 2, lid 1, van hetzelfde decreet worden de woorden « de begunstigde van de erfdiensbaarheid voorzien in § 1 » vervangen door de woorden « de netbeheerder, begunstigde van de erfdiensbaarheid voorzien in § *1bis* ».

Art. 38. Aan artikel 22 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 2 worden de woorden « van die erfdiensbaarheid » vervangen door de woorden « met een erfdiensbaarheid zoals die bedoeld in artikel 21, § *1bis* » , en worden de woorden « begunstigde van die erfdiensbaarheid » vervangen door de woorden « netbeheerder »;

2° het laatste lid wordt vervangen door het volgende lid :

« De Regering bepaalt de rechten en verplichtingen van de eventuele houder van zakelijk recht of van de eventuele huurder in het kader van de verkoop van dat fonds. »

Art. 39. Artikel 23 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 23. § 1. Als de eigenaar van het bezwaarde erf of diegene die het recht heeft om daar gebouwen op te plaatsen, beslist om daarop te bouwen, maakt hij zijn beslissing bekend aan de netbeheerder via een aangetekend schrijven. De netbeheerder zal verplicht zijn om de netinfrastructuren te verplaatsen of te verwijderen indien de betrokkene dat vraagt.

§ 2. Als hij de verplaatsing van de infrastructuur vraagt om op het bezwaarde erf te bouwen, mag de betrokkene pas zes maanden na de in § 1 bedoelde kennisgeving starten met de werken. Desgevallend kan de minister een bijkomende termijn toekennen aan de netbeheerder om deze de mogelijkheid te bieden om de vereiste vergunningen te bekomen voor die verplaatsing. Hij brengt de eigenaar van het erf daarvan op de hoogte.

De kosten van de verplaatsing of van de verwijdering van de netinfrastructuur zijn ten laste van de netbeheerder.

§ 3. Als de betrokkene niet vraagt dat de infrastructuur worden verplaatst, behoudt de netbeheerder het recht om toezicht uit te oefenen op die installaties en om de werken uit te voeren die nodig zijn voor de werking daarvan, alsook voor het onderhoud en de herstelling daarvan.

§ 4. Op het ogenblik van de ontvangst van de kennisgeving bedoeld in § kan de netbeheerder aan de eigenaar van het bezwaarde erf voorstellen om het terrein te kopen. Hij brengt de minister daarvan op de hoogte. Indien niet tot een minnelijke schikking wordt gekomen, zijn de bepalingen van artikel 25 van toepassing. »

Art. 40. Artikel 24 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 41. In hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt een sectie III ingevoegd die luidt als volgt :

« *Sectie III. - Vergoedingsplichten*

Subsectie I. - *Vergoeding voor een langdurige stroomonderbreking*

Art. *25bis*. § 1. Elke niet geplande stroomonderbreking die langer duurt dan zes opeenvolgende uren en die ontstaan is op een distributienet of een plaatselijk transmissienet geeft aanleiding tot een vergoeding ten laste van de netbeheerder door wie de onderbreking of het aanblijven daarvan zijn opgetreden, ten voordele van de eindafnemer die aangesloten is op het distributienet.

Die vergoeding is niet verschuldigd als de stroomonderbreking en het aanhouden daarvan gedurende meer dan zes opeenvolgende uren veroorzaakt werden door een geval van overmacht.

§ 2. Om in aanmerking te komen voor de vergoeding bedoeld in paragraaf 1, dient de betrokken eindafnemer via een aangetekend schrijven of door elk door de regering conform verklaard middel een aanvraag in bij de netbeheerder waarbij hij is aangesloten. Die aanvraag moet binnen de dertig kalenderdagen volgend op het optreden van de stroomonderbreking aan de netbeheerder gericht worden. De afnemer vermeldt daarin de gegevens die nodig zijn voor de behandeling van zijn aanvraag.

Om de aanvraag van de betrokken afnemers te vergemakkelijken, stelt de netbeheerder aan de eindafnemers een formulier ter beschikking voor de aanvraag van de vergoeding, dat werd goedgekeurd door de CWaPE. Dat formulier is met name beschikbaar op de internetsite van de netbeheerder.

De vergoeding is vastgesteld op 100 euro voor elke onderbreking van meer dan zes uren.

De aansluitingscontracten kunnen een hoger bedrag voorzien.

§ 3. Binnen de dertig dagen volgend op de datum van het aangetekend schrijven of door elk door de regering conform verklaard middel zoals bedoeld in § 2, wordt de vergoeding gestort op de bankrekening van de eindafnemer door de netbeheerder bij wie de eindafnemer is aangesloten. Die netbeheerder wordt in de rechten van de eindafnemer gesteld ten opzichte van de netbeheerder door wiens toedoen de onderbreking of het aanhouden daarvan zijn opgetreden. Deze laatste vergoedt de netbeheerder die de eindafnemer heeft vergoed binnen de dertig kalenderdagen volgend op de aanvraag die aan hem werd gericht.

Als de stroomonderbreking en het aanhouden daarvan veroorzaakt werden door twee verschillende netbeheerders, wordt tussen beiden een solidariteit gecreëerd voor de betaling van de vergoeding, waarvan de kosten tussen beiden in gelijke delen worden verdeeld.

§ 4. In geval van betwisting over de duur en de oorsprong van de stroomonderbreking en het aanhouden daarvan brengt de CWaPE daarover een advies uit binnen de dertig kalenderdagen, op vraag van de meest gerede partij.

Subsectie II. - Vergoeding verschuldigd ingevolge een administratieve vergissing of een laattijdige aansluiting

Art. 25ter. § 1. Elke niet elektriciteitsvoorziening die een schending vormt van dit decreet of van de uitvoeringsbesluiten daarvan ingevolge een administratieve vergissing die begaan werd door de distributienetbeheerder, verplicht die beheerder om aan de eindafnemer een forfaitaire dagvergoeding te betalen van 125 euro tot de herstelling van de voeding, met een maximum van 1875 euro. De kosten van de sluiting en de herstelling van de voeding worden eveneens gedragen door de netbeheerder, en kunnen niet worden doorberekend aan de eindafnemer.

Buiten het geval bedoeld in lid 1 heeft elke eindafnemer bovendien recht op een maandelijks forfaitaire vergoeding van 100 euro ten laste van de distributienetbeheerder, aangezien die niet op een correcte wijze gevolg heeft gegeven aan een aanvraag tot verandering van leverancier door een leverancier op vraag van de eindafnemer, kan het contract gesloten met de nieuwe leverancier niet effectief in werking treden op de door de partijen overeengekomen datum.

§ 2. De eindafnemer richt de vergoedingsaanvraag tot de netbeheerder bij wie hij is aangesloten, via een aangetekend schrijven of door elk door de regering conform verklaard middel, binnen de dertig kalenderdagen volgend op het optreden van de niet stroomvoorziening of op de kennisname door de eindafnemer van de vergissing in de procedure betreffende de verandering van leverancier. De eindafnemer vermeldt daarop de gegevens die nodig zijn voor de behandeling van zijn aanvraag. Om de aanvraag van de betrokken afnemers te vergemakkelijken, stelt de netbeheerder aan de eindafnemers een formulier ter beschikking voor de aanvraag van de vergoeding, dat werd goedgekeurd door de CWaPE. Dat formulier is met name beschikbaar op de internetsite van de netbeheerder.

De netbeheerder vergoedt de afnemer binnen de dertig kalenderdagen volgend op de ontvangst van de vergoedingsaanvraag.

Als de netbeheerder meent dat de niet stroomvoorziening of de vergissing in de procedure betreffende de verandering van leverancier het gevolg is van een vergissing van een leverancier, meldt hij dat aan de afnemer binnen de dertig kalenderdagen volgend op de ontvangst van de vergoedingsaanvraag, en richt hij de aanvraag, binnen dezelfde termijn, rechtstreeks tot die leverancier.

De leverancier is verplicht om de vergoedingsaanvraag te behandelen en, desgevallend, de vergoeding te storten binnen dezelfde termijnen als die welke van toepassing zijn op de netbeheerder.

§ 3. Bij ontstentenis van een antwoord van de netbeheerder of van de leverancier binnen de vereiste termijnen, of in geval van een weigering van de vergoeding, kan de afnemer zich richten tot de Gewestelijke Bemiddelingsdienst zoals bedoeld in artikel 48. Die klacht wordt maximum drie maanden na de verzendingsdatum van de vergoedingsaanvraag ingediend.

Opdat de aanvraag ontvankelijk zou zijn, moet de aanvrager het schriftelijke bewijs leveren dat hij vooraf zonder succes heeft geprobeerd om de betaling van de vergoeding rechtstreeks te bekomen bij de netbeheerder en de leverancier.

De Gewestelijke Bemiddelingsdienst behandelt het dossier. Als die meent dat de vergoedingsaanvraag gegrond is, stelt deze binnen de dertig kalenderdagen een adviesvoorstel op dat deze via een aangetekend schrijven of door elk door de regering conform verklaard middel aan de netbeheerder bekendmaakt. Deze laatste beschikt over vijftien kalenderdagen volgend op de ontvangst van de kennisgeving om zijn bemerkings te formuleren die hij via een aangetekend schrijven of door elk door de regering conform verklaard middel aan de Gewestelijke Bemiddelingsdienst richt. Als deze vaststelt dat de niet voorziening of de vergissing in de procedure betreffende de verandering van leverancier het gevolg is van een vergissing van een leverancier, geeft hij aan die leverancier kennis van het adviesvoorstel, overeenkomstig artikel 31bis, § 2, lid 1. Hij brengt de eindafnemer daarvan op de hoogte.

Binnen de dertig kalenderdagen volgend op de ontvangst van de bemerkings van de netbeheerder of van de leverancier wordt het definitieve advies van de Gewestelijke Bemiddelingsdienst via een aangetekend schrijven bekendgemaakt aan de netbeheerder, aan de eindafnemer en aan de betrokken leveranciers. Indien de netbeheerder of de leverancier geen bemerkings meedeelt binnen de 50 kalenderdagen na de kennisgeving van het voorstel van advies bedoeld in het vorige lid, wordt het definitieve advies van de Gewestelijke Bemiddelingsdienst onverwijld via aangetekend schrijven bekendgemaakt aan de betrokken netbeheerder, eindafnemer en leverancier. In de mate van het mogelijke vermeldt het advies duidelijk wie, van de netbeheerder tot de leverancier, verantwoordelijk is voor de niet voorziening van elektriciteit.

Als de persoon die door de Gewestelijke Bemiddelingsdienst werd aangewezen als verantwoordelijke, zonder gegronde reden afziet van de verschuldigde betaling aan de eindafnemer binnen de dertig kalenderdagen volgend op de ontvangst van het definitief advies, kan de CWaPE hem gelasten om over te gaan tot die betaling. De artikelen 53 en volgende zijn van toepassing.

Art. 25quater. § 1. Elke eindafnemer heeft recht op een forfaitaire dagvergoeding ten laste van de netbeheerder als deze de effectieve aansluiting niet heeft gerealiseerd binnen de volgende termijnen :

1° voor de aansluiting van de residentiële afnemers, binnen een termijn van dertig kalenderdagen volgend op het schriftelijk akkoord van de afnemer met het aanbod van de netbeheerder betreffende de aansluiting. De netbeheerder kan daarbij niet optreden voordat hij de verschillende vergunningen en vereiste toelatingen heeft bekomen;

2° voor de andere laagspanningsafnemers, binnen de termijn vermeld in het schrijven dat door de netbeheerder aan de afnemer werd gericht, en waarin de technische en financiële voorwaarden van de aansluiting worden vermeld. Die termijn begint te lopen vanaf het schriftelijk akkoord van de afnemer. De netbeheerder kan daarbij niet optreden voordat hij de verschillende vergunningen en vereiste toelatingen heeft bekomen;

3° voor de hoogspanningsafnemers, binnen de termijn vermeld in het aansluitingscontract.

De verschuldigde dagvergoeding bedraagt 25 euro voor de residentiële afnemers, 50 euro voor de andere laagspanningsafnemers en 100 euro voor de hoogspanningsafnemers.

§ 2. De eindafnemer richt de vergoedingsaanvraag tot de netbeheerder bij wie hij is aangesloten, via een aangetekend schrijven, binnen de dertig kalenderdagen volgend op de overschrijding van de termijnen bedoeld in § 1. De eindafnemer vermeldt daarin de gegevens die nodig zijn voor de behandeling van zijn aanvraag. Om de aanvraag van de betrokken afnemers te vergemakkelijken, stelt de netbeheerder aan de eindafnemers een formulier ter beschikking voor de vergoedingsaanvraag, dat werd goedgekeurd door de CWaPE. Dat formulier is met name beschikbaar op de internetsite van de netbeheerder.

De netbeheerder vergoedt de afnemer binnen de dertig kalenderdagen volgend op de ontvangst van de vergoedingsaanvraag.

§ 3. Bij ontstentenis van een antwoord van de netbeheerder of van de leverancier binnen de vereisten termijnen, of in geval van weigering van de vergoeding, kan de afnemer zich richten tot de Gewestelijke Bemiddelingsdienst zoals bedoeld in artikel 48. Die klacht wordt maximum drie maanden na de verzendingsdatum van de vergoedingsaanvraag ingediend.

Opdat de aanvraag ontvankelijk zou zijn, moet de aanvrager het schriftelijke bewijs leveren dat hij vooraf zonder succes heeft geprobeerd om de betaling van de vergoeding rechtstreeks te bekomen bij de netbeheerder en de leverancier.

De Gewestelijke Bemiddelingsdienst behandelt het dossier. Als die meent dat de vergoedingsaanvraag gegrond is, stelt deze binnen de dertig kalenderdagen een adviesvoorstel op dat deze via een aangetekend schrijven of door elk door de regering conform verklaard middel aan de netbeheerder bekendmaakt. Deze laatste beschikt over vijftien kalenderdagen volgend op de ontvangst van de kennisgeving om zijn bemerkingsen te formuleren die hij richt aan de Gewestelijke Bemiddelingsdienst via een aangetekend schrijven of door elk door de regering conform verklaard middel.

Binnen de dertig kalenderdagen volgend op de ontvangst van de opmerkingen van de netbeheerder wordt het definitieve advies van de Gewestelijke Bemiddelingsdienst via aangetekende schrijven of door elk door de regering conform verklaard middel bekendgemaakt aan de netbeheerder en aan de eindafnemer. Indien de netbeheerder geen bemerkingsen meedeelt binnen de 50 kalenderdagen na de kennisgeving van het voorstel van advies bedoeld in het vorige lid, wordt het definitieve advies van de Gewestelijke Bemiddelingsdienst onverwijld via aangetekend schrijven of door elk door de regering conform verklaard middel bekendgemaakt aan de netbeheerder en de eindafnemer.

Als het definitief advies besluit tot de noodzaak, voor de netbeheerder, om de eindafnemer te vergoeden, maar de eindafnemer zonder gegronde reden afziet van de verschuldigde betaling aan de eindafnemer binnen de dertig kalenderdagen volgend op de ontvangst van het definitief advies, kan de CWaPE hem gelasten om over te gaan tot die betaling. De artikelen 53 en volgende zijn van toepassing.

Subsectie III. - Vergoeding van de schade veroorzaakt door de onderbreking, de niet conformiteit of de onregelmatigheid van de stroomvoorziening

Art. 25^{quinquies}. Onverminderd gunstigere contractbepalingen voor de eindafnemer, maakt elke rechtstreekse schade, lichamelijk of materieel, geleden door de eindafnemer die aangesloten is op het distributienet, ingevolge de onderbreking, de niet conformiteit of de onregelmatigheid van de stroomvoorziening, het voorwerp uit van een schadevergoeding door de verantwoordelijke distributienetbeheerder of plaatselijke transmissienetbeheerder, volgens de modaliteiten voorzien in deze subsectie.

De vergoedingsverplichting is uitgesloten in geval van overmacht. Ze is ook niet van toepassing als de stroomonderbreking aan de oorsprong van de schade gepland was of het gevolg is van een administratieve vergissing.

De rechtstreekse lichamelijke schade wordt integraal vergoed.

De vergoeding van de rechtstreekse materiële schade is geplafonneerd, per schadeverwekkende gebeurtenis, op 2.000.000 euro voor het geheel van de schadegevallen. Als het totale bedrag van de schadevergoedingen dat plafond overschrijft, is de schadevergoeding die verschuldigd is aan elke eindafnemer beperkt tot dat bedrag.

Voor de vergoeding van de rechtstreekse materiële schade geldt eveneens een franchise van 100 euro per schadegeval.

De toepassing van het plafond van de schadevergoeding en van de individuele franchise is uitgesloten in geval van een zware fout van de netbeheerder.

Art. 25^{sexies}. § 1. De eindafnemer die het slachtoffer is van schade zoals gedefinieerd in het vorige artikel, geeft het schadegeval aan via een aangetekend schrijven of door elk door de regering conform verklaard middel aan de netbeheerder bij wie hij is aangesloten, uiterlijk binnen de negentig kalenderdagen volgend op het optreden van de schadeverwekkende gebeurtenis of, tenminste, te rekenen vanaf de kennisgeving van het schadegeval als de eindafnemer daar nadien kennis heeft van genomen, zonder dat de aangifte van het schadegeval meer dan zes maanden na het optreden van de schadeverwekkende gebeurtenis kan plaatsvinden. Om de aanvraag van de betrokken afnemers te vergemakkelijken, stelt de netbeheerder aan de eindafnemers een formulier ter beschikking voor de vergoedingsaanvraag, dat werd goedgekeurd door de CWaPE. Dat formulier is met name beschikbaar op de internetsite van de netbeheerder.

Als de eindafnemer binnen de termijn bedoeld in het vorig lid de aangifte van het schadegeval verkeerdelijk aan zijn leverancier heeft gericht, wordt die aangifte geacht gericht te zijn geweest binnen de vereiste termijn. De leverancier maakt de aangifte van het schadegeval onverwijld over aan de netbeheerder.

§ 2. De benadeelde eindafnemer voegt bij de aangifte van het schadegeval elk stuk en elk document dat het mogelijk maakt om de waarheid over het schadegeval vast te stellen alsook de geleden schade.

§ 3. De netbeheerder meldt ontvangst van de aangifte van het schadegeval binnen de vijftien kalenderdagen volgend op het aangetekend schrijven bedoeld in § 1.

Binnen de zestig kalenderdagen volgend op de verzending van het ontvangstbewijs informeert hij de eindafnemer over het vervolg dat deze zal geven aan de aangifte van het schadegeval.

Als blijkt dat de schadeverwekkende gebeurtenis zijn oorsprong niet vindt op zijn net, deelt de netbeheerder dat mee aan de eindafnemer binnen dezelfde termijn, en maakt hij de aangifte over aan de netbeheerder die aan de oorsprong ligt, naargelang van het geval, van de stroomonderbreking, de niet conformiteit of de onregelmatigheid van de stroomvoorziening. Deze laatste conformeert zich aan de procedure beschreven in deze paragraaf.

Desgevallend vergoedt de netbeheerder de benadeelde eindafnemer binnen de zes maanden volgend op de uiterlijke datum voor de kennisgeving van een aangifte van een schadegeval.

In geval van betwisting over de aard van de fout spreekt de CWaPE een advies uit binnen de zestig kalenderdagen, op vraag van de meest gerede partij. Die adviesprocedure schort de termijnen voorzien in het vorig lid niet op.

Subsectie IV. - Gemeenschappelijke bepalingen van de subsecties I tot III

Art. 25^{septies}. § 1. De bepalingen van de subsecties I tot III verhinderen de toepassing van andere wettelijke bepalingen niet die het mogelijk maken om de verantwoordelijkheid van de netbeheerder in vraag te stellen. De gezamenlijke toepassing van verschillende verantwoordelijkheidsstelsels kan in ieder geval niet leiden tot een schadevergoeding van de eindafnemer die groter is dan de integrale herstelling van het geleden nadeel.

§ 2. De netbeheerders stellen alle vormen van financiële waarborg samen die hen de mogelijkheid bieden om de schadevergoedingen bedoeld in de artikelen 25*bis* tot 25*quinquies* te verzekeren. De kosten die verbonden zijn met de samenstelling van de waarborg om de schadevergoedingen te verzekeren in geval van een zware fout, moeten duidelijk onderscheiden worden in de rekeningen van de netbeheerders en mogen niet opgenomen worden in de tarieven van de netbeheerders overeenkomstig artikel 34, 2° g).

Vóór 31 maart van elk jaar verstrekken de netbeheerders aan de CWaPE het bewijs van het bestaan van zo'n financiële waarborg.

§ 3. De Regering past elk jaar de bedragen aan die vastgesteld zijn in de artikelen 25*bis* tot 25*quinquies* aan het indexcijfer van de consumptieprijzen door die te vermenigvuldigen met het indexcijfer van de consumptieprijzen voor de maand juni van het jaar, en die te delen door het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand juni van het jaar dat voorafgaat aan de inwerkingtreding van dit decreet.

§ 4. De artikelen 25*bis* tot 25*septies* worden integraal opgenomen in de reglementen en aansluitingscontracten die van toepassing zijn op de afnemers die aangesloten zijn op het distributienet.

§ 5. Vóór 31 maart van elk jaar richten de netbeheerders aan de CWaPE een rapport waarin melding wordt gemaakt van het aantal vergoedingsaanvragen die gebaseerd zijn op de artikelen 25*bis* tot 25*quinquies* en die ontvangen werden tijdens het voorbije jaar, alsook het vervolg dat daaraan werd gegeven.

De CWaPE maakt daartoe een modelrapport op.

Voor de distributienetbeheerder wordt het in lid 1 bedoelde rapport gericht aan elke gemeenteraad van de gemeenten op het grondgebied waarvan deze actief is.

Minstens één maal per jaar plaatst de raad van bestuur van de netbeheerder op de agenda van zijn beraadslagingen de discussie over een bijgewerkt rapport betreffende het aantal vergoedingsaanvragen die gegrond zijn op de artikelen 25*bis* tot 25*quinquies*, alsook het vervolg dat daaraan werd gegeven.

Subsectie V. - Schadevergoeding ingevolge schade veroorzaakt door de werken

Art. 25*octies*. De netbeheerder is verplicht om de schade te herstellen die veroorzaakt werd door de werken waartoe hij is overgegaan tijdens de oprichting of de uitbating van zijn installaties, alsook om de schade te vergoeden die veroorzaakt werd aan derden, ofwel als gevolg van die werken, ofwel als gevolg van het gebruik van het met de erfdiensbaarheid bezwaarde erf. De schadevergoedingen uit hoofde van de schade die veroorzaakt werd, zijn volledig ten laste van die netbeheerder. Ze zijn verschuldigd aan de personen die die schade hebben geleden. Het bedrag daarvan wordt bepaald door een minnelijke schikking of door de rechtbanken. »

Art. 42. Aan artikel 26 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « van het distributienet en van het plaatselijke transmissienet » opgeheven;

2° § 1 wordt aangevuld als volgt :

« Alle eindafnemers komen in aanmerking.

De distributienetbeheerders hebben toegang tot de netten waaraan ze gekoppeld zijn voor de hoeveelheid energie die ze gebruiken als leverancier of als eindafnemer.

In hun hoedanigheid van distributienetbeheerder sluiten ze een samenwerkingsovereenkomst met de netbeheerders waaraan ze gekoppeld zijn. Die samenwerkingsovereenkomst wordt overgemaakt aan de CWaPE, die amendementen kan voorstellen om redenen van algemeen belang. »;

3° in § 2, lid 1 worden de woorden « de netbeheerders mogen de toegang tot hun respectief net alleen weigeren in de volgende gevallen : » vervangen door de woorden : « De netbeheerders garanderen een niet discriminerende en transparante toegang tot hun net. Ze mogen de toegang daartoe alleen weigeren in de volgende gevallen : »

4° in § 2, 2°, worden de woorden « van de elektriciteit » ingevoegd tussen de woorden « de transmissie » en de woorden « op zijn net »;

5° in § 2, 3°, worden de woorden « technische voorschriften voorzien in het technisch reglement » vervangen door de woorden « voorschriften van het technisch reglement »;

6° in § 2, lid 2, worden de woorden « moet zijn » vervangen door de woorden « is »; de tweede zin wordt opgeheven;

7° §§ 3 en 4, opgesteld als volgt, worden toegevoegd :

« § 3. De plaatsing van een individuele elektriciteitssteller is verplicht voor elke individuele woning en elk appartementsgebouw dat nieuw is of het voorwerp uitmaakt van grote renovatiewerken, dat wil zeggen :

1° ofwel wanneer de woning of het gebouw het voorwerp uitmaakt van werken aan minstens een vierde van het omhulsel van het gebouw;

2° ofwel wanneer de totale kostprijs van de renovatie die betrekking heeft op het omhulsel of op de energie-installaties meer bedraagt dan 25% van de waarde van het gebouw. In de waarde van het gebouw is de waarde van de grond waarop het gebouw gelegen is, niet inbegrepen.

Na advies van de CWaPE kan de Regering afwijkingen formuleren die gerechtvaardigd zijn door de configuratie van het goed.

§ 4. Elke eindafnemer is verplicht om minstens één maal per jaar aan de netbeheerder de toestemming te geven om de indexen van de teller(s) op te schrijven die overeenstemmen met het/de aansluitingspunt(en) waarvan hij houder is, of om die aan hem mee te delen op zijn verzoek. Na advies van de CWaPE kan de Regering de gevolgen bepalen voor de afnemer die die verplichting niet naleeft. »

Art. 43. Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 44. Artikel 29 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 29. § 1. Onverminderd de bepalingen die van toepassing zijn voor de ruimtelijke ordening is de installatie van nieuwe directe lijnen onderworpen aan de voorafgaande toekenning van een individuele toelating die afgeleverd wordt door de Minister, na advies van de CWaPE, die wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en die op de site van de CWaPE beschikbaar is.

Die toelating is geconditioneerd door de weigering van toegang tot het net of door de niet aanbieding van het gebruik van het net aan redelijke economische en technische voorwaarden.

§ 2. Na advies van de CWaPE bepaalt de Regering de criteria en de toekenningsprocedure voor de toelatingen bedoeld in paragraaf 1, de bijdrage die moet worden betaald voor het onderzoek van het dossier, alsook de rechten en verplichtingen van de houder van de toelating.

§ 3. De houder van een toelating zoals bedoeld in paragraaf 1 is onderworpen aan de artikelen 18 tot 23. »

Art. 45. Aan artikel 30 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt opgeheven;

2° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Onverminderd § 5 is elke leverancier van elektriciteit en elke persoon die zelf instaat voor zijn eigen elektriciteitsvoorziening onderworpen aan de voorafgaande toekenning van een vergunning die afgeleverd wordt door de minister. »;

3° in § 3, lid 1, 2°, derde streepje worden de woorden « en/of voor een bepaald aantal afnemers » vervangen door de woorden « aan bepaalde afnemers »;

4° in § 3, lid 1, 2°, vierde streepje worden de woorden « de zelfopwekker » vervangen door de woorden « de producent »;

5° in § 4,

— de woorden « alsook » worden ingevoegd tussen de woorden « het onderzoek van het dossier » en de woorden « de termijnen »;

— de woorden « en de bijdrage die moet worden betaald door de aanvrager voor het onderzoek van het dossier » worden opgeheven;

— de volgende woorden worden ingevoegd aan het begin van 2° : « de verzakingsvoorwaarden »;

— het woord « automatisch » wordt vervangen door de woorden « van rechtswege »;

6° § 5, aldus opgesteld, wordt toegevoegd :

« § 5. Wanneer, overeenkomstig dit decreet, de distributienetbeheerder een leveringsactiviteit uitoefent, is het niet nodig om voor die activiteit een leveringsvergunning te bekomen.

De hoeveelheden elektriciteit die verbruikt worden door de eindafnemers, die niet zelf werden opgewekt en niet gefactureerd werden door een leverancier, worden aan die eindafnemers gefactureerd bij wijze van levering, door de netbeheerder bij wie ze zijn aangesloten. »

Art. 46. Artikel 31 van datzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 31. Elke eindafnemer dient beroep te doen op een leverancier die een leveringsvergunning heeft die in overeenstemming met het vorige artikel werd afgeleverd indien hij zelf geen vergunning bezit om zijn eigen levering te verzekeren, zoals in de gevallen voorzien in artikel 30, § 3, lid 1, 2°, vierde streepje.

Deze verplichting geldt evenwel niet voor de eindafnemer die :

1° alle of een deel van de elektriciteit die hij verbruikt zelf produceert, voor het deel van de elektriciteit dat zelf geproduceerd wordt en op de productiesite wordt verbruikt;

2° door of krachtens onderhavig decreet, door een distributienetbeheerder wordt bediend. »

Art. 47. De artikelen 31*bis* tot 31*quater*, als volgt opgesteld, worden in hetzelfde decreet ingevoegd :

« Art. 31*bis*. § 1. Elke onderbreking van de elektriciteitslevering die op verzoek van de leverancier in strijd met de bepalingen van onderhavig decreet of van de uitvoeringsbesluiten ervan wordt uitgevoerd, of ten gevolge van een beheer- of facturatiefout uit hoofde van de leverancier met de procedure voor niet-betaling tot gevolg, verplicht deze om de eindafnemer een forfaitaire vergoeding van 125 euro per dag te betalen tot de stroomverbinding wordt hersteld, wat op onbetwistbare wijze door de leverancier aan de netbeheerder wordt betekend. De netbeheerder herstelt de stroomverbinding binnen de termijnen die het technisch reglement voorziet. Bij ontstentenis kan de afnemer beroep doen op de toepassing van artikel 25*ter*.

De vergoeding is geplafonneerd op 1875 euro. De leverancier betaalt ook de kosten voor de sluiting en de herstelling van de stroomverbinding, zonder dat hij deze op de eindafnemer kan verhalen.

§ 2. Behoudens het geval bedoeld in § 1, heeft elke eindafnemer ook recht op een forfaitaire vergoeding van 100 euro per maand ten laste van de leverancier wanneer de overeenkomst niet van kracht kan worden op de datum die de partijen waren overeengekomen omdat de leverancier geen correct gevolg heeft gegeven aan de overeenkomst met de eindafnemer.

§ 3. De eindafnemer stuurt het verzoek tot vergoeding via aangetekend schrijven of door elk door de regering conform verklaard middel naar de leverancier, binnen de dertig dagen na, afhankelijk van het geval :

1° het ontstaan van de onderbreking bedoeld in § 1;

2° de kennisneming door de eindafnemer van de fout in de procedure van verandering van leverancier, in toepassing van § 2.

De eindafnemer vermeldt alle vereiste gegevens voor de verwerking van zijn vraag in zijn brief. Om de aanpak van de betrokken afnemer te vergemakkelijken, stelt de leverancier een door de CWaPE goedgekeurd aanvraagformulier voor de vergoeding ter beschikking van de eindafnemers. Dit formulier is ook beschikbaar op de website van de leverancier.

De leverancier vergoedt de afnemer binnen de dertig kalenderdagen na ontvangst van de aanvraag tot vergoeding.

§ 4. Indien de leverancier oordeelt dat de onderbreking of de fout in de procedure van verandering van leverancier uit een fout van de netbeheerder voortvloeit, licht hij de afnemer binnen de dertig kalenderdagen na ontvangst van de aanvraag tot vergoeding in en stuurt de aanvraag binnen dezelfde termijn rechtstreeks naar de netbeheerder.

De netbeheerder moet de aanvraag tot vergoeding behandelen en de vergoeding desgevallend storten binnen dezelfde termijnen als deze die voor de leverancier gelden.

§ 5. Bij ontstentenis van een antwoord van de leverancier of de netbeheerder binnen de vereiste termijnen of bij weigering van de vergoeding kan de afnemer het dossier indienen bij de Regionale bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 48.

De procedure die in artikel 25*ter*, § 3, wordt beschreven, is van toepassing.

Art. 31^{ter}. § 1. Elke facturatiefout ten koste van de eindafnemer van het laagspanningsnet verplicht de leverancier om deze eindafnemer een vergoeding te betalen waarvan het bedrag gelijk is aan dat van de tussentijdse factuur van de afnemer, teruggebracht tot een maand verbruik en voor het lopende jaar en dit, in volgende gevallen :

1° ofwel wanneer de klacht die een eindafnemer via aangetekend schrijven heeft gestuurd om het bedrag te betwisten van de factuur die hij heeft betaald, niet behandeld is binnen de dertig kalenderdagen na ontvangst;

2° ofwel wanneer de leverancier, naar aanleiding van een klacht via aangetekend schrijven van een eindafnemer die de factuur heeft betaald, bevestigt aan de afnemer dat er een facturatiefout werd begaan, ongeacht de oorsprong, maar zich onthoudt van de verzending van een factuur tot rechtzetting naar de eindafnemer en desgevallend van de verschuldigde terugbetaling binnen de dertig kalenderdagen na de erkenning van de fout, onder voorbehoud van het geval bedoeld in paragraaf 3.

§ 2. De eindafnemer stuurt een aanvraag tot vergoeding naar de leverancier via aangetekend schrijven of door elk door de regering conform verklaard middel, binnen de dertig kalenderdagen na de overschrijding van de termijnen voorzien in § 1.

De eindafnemer vermeldt alle vereiste gegevens voor de verwerking van zijn vraag in zijn brief. Om de aanpak van de betrokken afnemer te vergemakkelijken, stelt de leverancier een door de CWaPE goedgekeurd aanvraagformulier voor de vergoeding ter beschikking van de eindafnemers. Dit formulier is ook beschikbaar op de website van de leverancier.

De leverancier vergoedt de afnemer binnen de dertig kalenderdagen na ontvangst van de aanvraag tot vergoeding.

§ 3. Indien de leverancier oordeelt dat de overschrijding van de termijnen voorzien in § 1 aan de netbeheerder te wijten is, licht hij de eindafnemer binnen de dertig kalenderdagen na ontvangst van de aanvraag tot vergoeding in en stuurt de aanvraag binnen dezelfde termijn rechtstreeks naar de netbeheerder.

De netbeheerder moet de aanvraag tot vergoeding behandelen en de vergoeding desgevallend storten binnen dezelfde termijnen als deze die voor de leverancier gelden.

De vergoeding is niet verschuldigd bij miskenning door de eindafnemer van de plicht bedoeld in artikel 26, § 4, of, desgevallend, de verkeerde mededeling door de eindafnemer van de gegevens voor de redactie van de factuur.

§ 4. Bij ontstentenis van een antwoord van de leverancier of de netbeheerder binnen de vereiste termijnen of bij weigering van de vergoeding kan de afnemer het dossier indienen bij de Regionale bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 48.

De procedure die in artikel 25^{ter}, § 3, wordt beschreven, is van toepassing.

Art. 31^{quater}. § 1. Voor 31 maart van elk jaar sturen de leveranciers de CWaPE een rapport met het aantal aanvragen tot vergoeding op basis van de artikelen 31^{bis} en 31^{ter} die ze in de loop van het voorbije jaar ontvangen hebben, alsook het gevolg dat eraan werd gegeven.

De C.W.A.P.E maakt hiervoor een rapportmodel.

§ 2. De artikelen 31^{bis} en 31^{ter} vormen geen hindernis voor de toepassing van andere wettelijke bepalingen die het mogelijk maken om de aansprakelijkheid van de leverancier aan de kaak te stellen. De samengevoegde toepassing van verschillende aansprakelijkheidsstelsels mag in geen geval leiden tot een vergoeding van de eindafnemer die hoger is dan de integrale vergoeding van de geleden schade.

De bedragen bedoeld in de artikelen 31^{bis} en 31^{ter} worden jaarlijks van rechtswege geïndexeerd door deze te vermenigvuldigen met de index van de consumptieprijzen voor de maand juni van het jaar en te delen door de index van de consumptieprijzen van de maand juni van het jaar voor de inwerkingtreding van onderhavig decreet. »

Art. 48. Een artikel 32^{bis}, als volgt opgesteld, wordt in hetzelfde decreet ingevoegd :

« Art. 32^{bis}. De minister duidt op het grondgebied van elke netbeheerder, een vervangingsleverancier aan.

Na advies van de CWaPE bepaalt de Regering de voorwaarden en de procedure voor de aanduiding van de vervangingsleveranciers. »

Art. 49. De titel van Hoofdstuk VII van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende titel :

« HOOFDSTUK VII. - *Sociale bepalingen* »

Art. 50. De artikelen 33 en 33^{bis}, ingevoegd door onderhavig decreet, vormen een Afdeling I, met volgende titel :

« *Afdeling 1. - Beschermde afnemers* »

Art. 51. Volgende wijzigingen worden aan artikel 33 van hetzelfde decreet aangebracht :

1° de eerste zin van § 1 wordt vervangen door de volgende zin :

« De residentiële afnemers die tot een van de volgende categorieën behoren, zijn beschermde afnemers : »

2° § 1, 1°, wordt vervangen door volgende tekst :

« 1° elke verbruiker die in aanmerking komt voor het leefloon krachtens de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie; »

3° in § 1, 2°, worden de woorden « voor het bestaansminimum krachtens de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum » vervangen door de woorden : « voor het leefloon krachtens diezelfde wet; » en de woorden « van wie een bloedverwant in de opgaande of nederdalende lijn die met hem samenwoont of van wie de samenwonende persoon » worden vervangen door de woorden : « die kan bewijzen dat elke persoon die met hem samenwoont »;

4° in § I 3° worden de woorden « van wie een bloedverwant in de opgaande of nederdalende lijn die met hem samenwoont of van wie de samenwonende persoon » vervangen door de woorden : « die kan bewijzen dat elke persoon die met hem samenwoont »;

5° in § 1, 4°, 5° en 6°, worden de woorden « Openbaar centrum voor maatschappelijke hulp » vervangen door de woorden « Openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn »;

6° § 1 wordt als volgt aangevuld :

« Na advies van de CWaPE kan de Regering de lijst van de beschermde afnemers uitbreiden met andere categorieën eindafnemers. »;

7° § 2 wordt opgeheven.

Art. 52. Een artikel 33bis, als volgt opgesteld, wordt in hetzelfde decreet ingevoegd :

« Art. 33bis. De netbeheerder is bevoegd om elektriciteit tegen het sociaal tarief aan de beschermde afnemer te leveren.

Bij gebrek aan betaling door de beschermde afnemer of op verzoek van deze laatstgenoemde plaatst de distributienetbeheerder een budgetmeter met vermogenbegrenzer bij deze afnemer, om een gewaarborgde minimale levering van elektriciteit te verzekeren. Deze gewaarborgde minimale levering heeft betrekking op een vermogen van 10 ampère en is gedurende een periode van zes maanden aan de beschermde afnemer verzekerd.

De gewaarborgde minimale levering van elektriciteit aan een beschermde afnemer die niet betaald mag niet worden stopgezet tijdens de winterperiode, in elke woning die als hoofdverblijfplaats wordt gebruikt. Onverminderd artikel 33ter, § 2, 2°, blijft de elektriciteit die tijdens deze periode wordt verbruikt, ten laste van de beschermde afnemer.

Art. 53. Hoofdstuk VII van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de afdelingen II tot IV, als volgt opgesteld :

« *Afdeling II.* - Plaatselijke commissies voor energie

Art. 33ter. § 1. Op initiatief van de voorzitter van de raad voor maatschappelijke hulp wordt in elke gemeente een plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking ingevoerd, afgekort « Plaatselijke commissie voor energie », samengesteld uit :

- 1° een vertegenwoordiger aangeduid door de raad voor maatschappelijke hulp;
- 2° een vertegenwoordiger die instaat voor de sociale energetische begeleiding bij het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;
- 3° van een vertegenwoordiger van de netbeheerder bij wie de afnemer is aangesloten.

Voor 31 maart van elk jaar dient de Voorzitter van de raad voor maatschappelijke hulp de minister de naam te sturen van de personen die werden aangeduid om in deze commissie te zetelen.

§ 2. De commissie vergadert op elk verzoek van de netbeheerder, of van de afnemer. Ze spreekt zich met name uit :

1° over de eventuele intrekking van de gewaarborgde minimale levering van elektriciteit van de beschermde afnemer die de gewaarborgde minimale levering geniet; bij beslissing om deze in te trekken, verduidelijkt de commissie de datum van uitwerking; bij beslissing om de levering te behouden, stelt de commissie desgevallend een afbetalingsplan op en belast het OCMW met de sociale energetische begeleiding van de betrokken afnemer;

2° over de totale of gedeeltelijke kwijtschelding van schulden van de beschermde afnemer ten overstaan van de netbeheerder handelend als leverancier.

De commissie beslist bij meerderheid van stemmen. De afnemer wordt ten minste vijftien dagen voor de vergadering uitgenodigd om zich aan te bieden om te worden gehoord. Hij kan zich desgevallend laten bijstaan of vertegenwoordigen door een persoon van zijn keuze. De commissie beraadslaagt achter gesloten deuren.

De beslissing wordt binnen de zeven dagen aan de afnemer en de netbeheerder betekend.

§ 3. De Regering definieert de werkingsmodaliteiten en -procedure van de commissie en kan de samenstelling ervan uitbreiden met elke persoon die er belang bij heeft om daar vertegenwoordigd te zijn.

§ 4. Voor 31 maart van elk jaar sturen de netbeheerders de CWaPE een rapport met de vermelding, per gemeente, van het aantal oproepingen dat de plaatselijke commissie voor energie in het afgelopen jaar heeft verstuurd, alsook het gevolg dat eraan werd gegeven.

Voor 31 maart van elk jaar sturen de plaatselijke commissies voor energie de gemeenteraad een rapport met de vermelding van het aantal oproepingen dat de commissie in het afgelopen jaar heeft verstuurd, alsook het gevolg dat eraan werd gegeven.

Indien zou blijken dat een bepaalde gemeente geen plaatselijke commissie voor energie heeft samengesteld of niet reageert op de oproepingen van de netbeheerder, kan de minister, na advies van de CWaPE, en opgesteld zoals volgt het verzenden van een herinnering en een ingebrekestelling aan de burgemeester en de voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, beslissen dat de vergoeding bedoeld in artikel 20 niet aan de gemeente moet worden betaald voor het lopende boekjaar of het volgende boekjaar.

§ 5. De plaatselijke commissies voor energie zijn onder meer belast met de voorlichting betreffende de sociale maatregelen inzake energievoorziening en de geldende tarieven, inzake de sociale energetische begeleiding en de preventieve actieplannen inzake energie.

De maatregelen die de plaatselijke commissies voor energie nemen om hun voorlichtingsopdracht te verzekeren, worden opgenomen in het verslag zoals bedoeld in § 4, lid 2.

« *Afdeling III.* - Sociale energetische begeleiding

Art. 33quater. Elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn moet een sociale energetische begeleiding verzekeren.

Deze begeleiding bestaat uit curatieve acties, met uitsluiting van materiële investeringen. Ze wordt verzekerd aan residentiële afnemers met betalingsproblemen bij hun elektriciteitsleverancier, ten gevolge van de kennisgeving door de leverancier of de netbeheerder die de levering van de betrokken afnemer verzorgen, in overeenstemming met de Regeringsbesluiten, genomen in uitvoering van de artikelen 34, lid 1, 3°, en 34bis, lid 1, 4°.

De Regering definieert de modaliteiten van de sociale energetische begeleiding.

« *Afdeling IV.* - Preventieve actieplannen inzake energie

Art. 33quinquies. Elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn kan zich verbinden in een preventief actieplan inzake energie dat hulpverlening aan een doelpubliek nastreeft teneinde zijn energiegebruik en verbruiksbeheer te verbeteren, met name door het tot stand brengen van een informatie- en sensibiliseringsprogramma dat specifiek voor hem ontworpen en bedacht wordt.

De Regering definieert de modaliteiten en de financiering van de preventieve actieplannen inzake energie. »

Art. 54. Artikel 34 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 34. Na advies van de CWaPE legt de Waalse Regering duidelijk gedefinieerde, transparante, non-discriminerende openbare dienstverplichtingen op aan de distributienetbeheerders en/of de beheerder van het plaatselijk transmissienet, afhankelijk van het geval, waarvan de inachtneming door de CWaPE wordt gecontroleerd. Het gaat onder andere om volgende verplichtingen :

- 1° de veiligheid, regelmaat en kwaliteit van de elektriciteitsleveringen verzekeren;
- 2° inzake dienstverlening aan de gebruikers :

a) de aansluiting op het net verzekeren van elke eindafnemer die het vraagt, tegen de prijzen die in overeenstemming met artikel 14 worden bekendgemaakt;

b) de verzameling van gegevens over het verbruik van energie die via hun net doorvoert;

c) een doeltreffende klachtendienst verzekeren;

d) eerbiedigen van de doelstellingen inzake prestaties die de CWaPE in overleg met de netbeheerders heeft gedefinieerd, op zijn minst wat betreft de gegevensuitwisseling met de leveranciers, de aanvragen voor aansluiting of wijziging van de aansluiting;

e) eerbiedigen van de doelstellingen inzake prestaties die de CWaPE in overleg met de netbeheerders heeft gedefinieerd, inzake het beheer van de klachten van de gebruikers van het net en het beheer van de aanvragen tot vergoeding en de procedure die er recht op geeft. De CWaPE publiceert de respectieve prestaties van elke DNB jaarlijks op haar internetsite tegenover deze doelstellingen;

f) de mededeling verzekeren van de meetgegevens om elke afnemer toe te laten om de rechten uit te oefenen die hij verwerft door het feit dat hij in aanmerking komt;

g) de last dragen betreffende de financiële waarborg die artikel 25^{septies}, § 2 oplegt, met uitzondering van de last voor de waarborg die wordt samengesteld om de vergoedingen bij zware fout te verzekeren, alsook de beheerkosten van de vergoedingsmechanismen van afdeling III van hoofdstuk IV;

h) de voorlichting verzekeren van elke eindafnemer die is aangesloten op het laagspanningsnet met een twee-urenteller, over het precieze tijdstip van de overgang van de normale uren naar de stille uren en omgekeerd, op zijn minst bij de opname van de meterstand of bij aanvraag van de meterstand en via een bijgewerkte en gepaste publicatie van deze gegevens op de website van de distributienetbeheerder;

3° op sociaal niveau, met name :

a) de door de Regering gedefinieerde maatregelen nemen wanneer een eindafnemer verzuimt te betalen aan zijn leverancier;

b) de levering van elektriciteit aan de beschermde afnemers tegen het sociaal tarief verzekeren;

c) de plaatsing verzekeren van een budgetmeter op verzoek van de afnemer of in het kader van een procedure van niet-betaling;

d) tijdelijk en in specifieke gevallen die de Regering na advies van de CWaPE voorziet, de levering verzekeren aan eindafnemers die tijdelijk geen leveringsovereenkomst hebben of waarvan de leveringsovereenkomst werd opgeschort;

e) ten minste eenmaal per jaar een vergadering organiseren met de plaatselijke commissies voor energie die actief zijn op hun grondgebied, met name om de jaarlijkse balans van hun activiteit op te maken, inclusief de eventuele moeilijkheden waarmee ze werden geconfronteerd in het kader van de activiteit van de plaatselijke commissies voor energie;

4° inzake milieubescherming, met name :

a) voorrang geven aan milieuvriendelijke elektriciteit;

b) de CWaPE een minimale jaarlijkse hoeveelheid groene getuigschriften voorstellen;

c) voor de distributienetbeheerders : milieuvriendelijke elektriciteit die wordt geproduceerd door op hun grondgebied gevestigde installaties en die de producenten van milieuvriendelijke elektriciteit niet kunnen verkopen, tegen de marktprijs en binnen de grenzen van hun eigen behoeften aankopen;

d) voor de beheerder van het plaatselijk transmissienet : steun verlenen aan de productie van milieuvriendelijke elektriciteit, onder de vorm van een aankoopverplichting van groene getuigschriften tegen een prijs die de Regering vastlegt;

5° inzake het rationele gebruik van energie :

a) alle maatregelen nemen ter bevordering van het rationele gebruik van energie voor alle categorieën afnemers en in dit opzicht de complete voorlichting van de gebruikers van het net verzekeren;

b) tariefformules die het rationele gebruik van energie bevorderen aan de afnemers voorstellen, met uitzondering van de afnemers die deelnemen aan de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten;

c) het publiek ten minste éénmaal per jaar inlichten over de bestaande premies voor het rationele gebruik van energie of hernieuwbare energie en over de belastingsverminderingen terzake;

d) energiediensten tegen competitieve prijzen aanbieden, inzonderheid voor sociaal zwakkere residentiële afnemers;

6° op verzoek van elke eindafnemer een aan zijn verbruiksprofiel aangepaste meter plaatsen, tegen het tarief dat in overeenstemming met artikel 14 wordt bekendgemaakt. Na advies van de CWaPE bepaalt de Regering in overleg met de netbeheerders, de verplichtingen van de netbeheerders wat de plaatsing van intelligente meters betreft;

7° inzake openbare verlichting : het onderhoud en de verbetering van de energetische doeltreffendheid van de openbare verlichtingsinstallaties;

8° de voorlichting van de gebruikers van het net inzake de vrijmaking van de energiemarkt verzekeren, met name via de verspreiding van boodschappen van de minister;

9° de administratieve en technische interventies betreffende de openbare dienstverplichtingen verzekeren, behoudens uitzondering die de Regering na advies van de CWaPE uitdrukkelijk identificeert. »

Art. 55. Een artikel 34^{bis}, als volgt opgesteld, wordt in hetzelfde decreet ingevoegd :

« Art. 34^{bis}. Na advies van de CWaPE legt de Regering duidelijk gedefinieerde, transparante, non discriminerende openbare dienstverplichtingen op aan de leveranciers, waarvan de inachtneming door de CWaPE wordt gecontroleerd. Het gaat onder andere om volgende verplichtingen :

1° de regelmaat en kwaliteit van elektriciteitsleveringen verzekeren;

2° inzake dienstverlening aan de afnemers :

a) een duidelijke, transparante, non discriminerende en controleerbare facturatie van de elektriciteitsleveringen verzekeren;

b) een doeltreffende klachtendienst verzekeren;

c) eerbiedigen van de doelstellingen inzake prestaties die de CWaPE in overleg met de leveranciers heeft gedefinieerd, op zijn minst wat de kwaliteit van de dienstverlening aan de afnemers, de opvolging van de aanvragen voor levering, de kwaliteit van de aan de netbeheerders te leveren informatie, de toegankelijkheid van de informatiediensten voor de afnemers, de kwaliteit van de facturatie, het beheer van de aanvragen tot vergoeding, de opvolging van de verandering van leverancier, de opvolging van verhuizingen en het klachtenbeheer betreft. De CWaPE publiceert de respectieve prestaties van elke leverancier jaarlijks op haar internetsite tegenover deze doelstellingen. Op voorstel van de CWaPE legt de Regering de invoering van een systeem van kwaliteitscontrole op, per categorieën leveranciers die hij aanduidt;

d) in de precontractuele fase de perfecte voorlichting van de afnemer over de contractuele voorwaarden verzekeren, met name de kenmerken van het product, de prijs van de leveringen, de aanvaardingsvoorwaarden van een eventueel betalingsplan en het al dan niet bindende karakter van de ingediende documenten;

3° inzake milieubescherming, met name :

a) de C.W.A.P.E een minimale jaarlijkse hoeveelheid groene getuigschriften voorstellen;

b) het saldo van de milieuvriendelijke elektriciteit die wordt geproduceerd door in het Waals Gewest gevestigde installaties en die de producenten van milieuvriendelijke elektriciteit niet hebben kunnen verkopen, ook niet aan de beheerder van het distributienet, tegen de marktprijs en binnen de grenzen van hun eigen behoeften aankopen;

4° op sociaal niveau :

a) op zijn minst een bindende offerte overmaken aan elke residentiële afnemer die dat vraagt, tegen niet-discriminerende voorwaarden, behalve indien de leverancier in het kader van de toegekende vergunning uitdrukkelijk aan de CWaPE verklaart dat hij enkel overeenkomsten met niet-residentiële afnemers afsluit;

b) de maatregelen toepassen die de regering bepaalt wanneer een eindafnemer in gebreke van betaling is tegenover zijn leverancier;

5° inzake het rationele gebruik van energie :

a) alle maatregelen nemen ter bevordering van het rationele gebruik van energie voor alle categorieën afnemers en hen een volledige informatie verzekeren, met name door op de factuur de gegevens te vermelden van een dienst of een site waar ze informatie over het rationele gebruik van energie kunnen vinden;

b) tariefformules die het rationele gebruik van energie bevorderen aan de afnemers voorstellen, met uitzondering van de afnemers die deelnemen aan de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten;

c) de afnemers ten minste éénmaal per jaar inlichten over de bestaande premies voor het rationele gebruik van energie of hernieuwbare energie en over de belastingsverminderingen terzake;

6° de voorlichting van de afnemers inzake de vrijmaking van de energiemarkt verzekeren, met name via de verspreiding van boodschappen van de minister. »

In afwijking op lid 1 wordt aan de houders van een leveringsvergunning met het oog op hun eigen levering, in de gevallen bedoeld in artikel 30, § 3, 2°, vierde streepje, in termen van openbare dienstverplichting, enkel de voorstelling aan de CWaPE van een minimale jaarlijkse hoeveelheid groene getuigschriften opgelegd. Na advies van de CWaPE kan de Regering hen desgevallend andere openbare dienstverplichtingen opleggen. »

Art. 56. Een artikel 34^{ter}, als volgt opgesteld, wordt in hetzelfde decreet ingevoegd :

« Art. 34^{ter}. Na advies van de CWaPE kan de Regering de beheerder van het privé-net, exclusief of gedeeld met de netbeheerders, desgevallend bepaalde van de openbare dienstverplichtingen opleggen die krachtens artikel 34 aan de netbeheerders worden opgelegd. »

Art. 57. Artikel 38, § 3 van hetzelfde decreet wordt in die zin gelezen dat de uitsluiting van opwaarderingsinstallaties voor hout uit het gunststelsel dat het invoert, wordt uitgebreid tot installaties voor de opwaardering van alle hout-cellulosegrondstoffen uit bomen, loofbomen en harsbomen, zonder uitzondering (inclusief kreupelhout met korte of heel korte rotatie) voor en/of na elk type verwerking.

Art. 58. Artikel 43, § 2, van hetzelfde decreet, wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 2. De CWaPE heeft, enerzijds, een opdracht van advies bij de overheid en, anderzijds, een algemene opdracht van toezicht en controle. Ze realiseert deze opdrachten zowel inzake de organisatie en de werking van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, als inzake de toepassing van onderhavig decreet en zijn uitvoeringsbesluiten.

In dit kader vervult de CWaPE volgende taken, naast de opdrachten die andere bepalingen van onderhavig decreet haar opleggen :

1° de controle van de inachtneming, door de netbeheerders, van de verplichtingen die onderhavig decreet en zijn uitvoeringsbesluiten hen opleggen, met name het technisch reglement. Indien de netbeheerder de dagelijkse uitbating van zijn activiteiten in overeenstemming met artikel 16, § 2, aan een filiaal toevertrouwt, dan oefent de CWaPE deze controle ook op dit filiaal uit;

2° de goedkeuring van de reglementen en de standaardovereenkomsten voor aansluiting en toegang van de netbeheerders en van hun wijzigingen;

3° de controle van de inachtneming van de voorwaarden die moeten worden vervuld om als leverancier te worden erkend en om deze hoedanigheid te kunnen behouden;

4° de controle en de beoordeling van de uitvoering van de openbare dienstverplichtingen door de netbeheerders en de leveranciers; indien de netbeheerders de dagelijkse uitbating van hun activiteiten in overeenstemming met artikel 16, § 2, aan een filiaal hebben toevertrouwd, dan wordt de controle van de CWaPE ook op dit filiaal uitgeoefend;

5° de bepaling, desgevallend, via reglementaire weg, van de methode voor de berekening van de werkelijke kosten van de openbare dienstverplichtingen en de controle van de berekeningen uitgevoerd door elk betrokken bedrijf overeenkomstig die methodologie;

6° de controle van de inachtneming van de voorwaarden m.b.t. de vergunningen afgeleverd voor de aanleg van nieuwe directe lijnen overeenkomstig artikel 29;

7° de bepaling van de informatie die de netbeheerder moet verstrekken, namelijk met het oog op het opstellen van energiebalansen en van het rapport voorzien door de richtlijn 2006/32, wat de elektriciteit betreft;

8° de controle van de inachtneming van de bepalingen inzake de promotie van vernieuwbare energiebronnen en van de kwaliteitswarmtekrachtkoppeling;

9° de aflevering van de getuigschriften voor de productie van milieuvriendelijke elektriciteit overeenkomstig de in artikel 38 bedoelde regels en procedure;

10° het bepalen en de bekendmaking van de jaarlijkse exploitatie-opbrengst van de in artikel 2, 3°, bedoelde installaties en de kooldioxide-emissies van een klassieke productie overeenkomstig artikel 2, 5°;

11° het bijhouden van een gegevensbestand waarin de gegevens worden geregistreerd die betrekking hebben op de certificaten van garantie van oorsprong van de eenheden voor de productie van elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en/of warmtekrachtkoppeling, alsook op de garantielabels van oorsprong en op de groene certificaten die aan deze productie-eenheden worden toegekend; mits goedkeuring van de Regering kan de CWaPE het beheer van dit gegevensbestand delegeren; de Regering bepaalt de inhoud van het gegevensbestand na advies van de CWaPE;

12° de samenwerking en het regelmatige overleg met de andere instanties met een regulerende rol ten aanzien van de elektriciteitsmarkt, met name om de afwezigheid van kruissubsidies tussen categorieën afnemers te controleren, alsook met elke Belgische, buitenlandse of internationale overheid of organisme;

13° de uitwerking van studies, instrumenten of aanpak om de werking van de elektriciteitsmarkt te verbeteren, de uitoefening door de eindafnemer van het feit dat hij in aanmerking komt, te vergemakkelijken en de Regering op de hoogte te houden van het gedrag van de marktspelers en de consumenten;

14° de goedkeuring van de tarieven van de distributienetbeheerders;

15° de uitvoering van alle andere opdrachten waarmee ze belast is door decreten of besluiten inzake de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt. »

Art. 59. In artikel 43, § 3, van hetzelfde decreet, worden de woorden « Waalse Gewestraad » vervangen door de woorden « Waals parlement » .

Art. 60. Een artikel 43*bis*, als volgt opgesteld, wordt in hetzelfde decreet ingevoegd :

« Art. 43*bis*. § 1. Bij de uitvoering van haar opdracht van advies geeft de CWaPE adviezen, doet voorstellen en aanbevelingen, verricht onderzoek en studies en stelt hier verslagen van op, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de minister.

Behoudens andersluidende specifieke bepaling moet de CWaPE telkens wanneer haar advies vereist wordt door onderhavig decreet of zijn uitvoeringsbesluiten, advies uitbrengen binnen een termijn van dertig dagen vanaf de datum waarop ze de schriftelijke vraag ontvangen heeft. Het gebrek aan advies binnen voornoemde termijn staat gelijk aan een gunstig advies.

In behoorlijk met redenen omklede dringende gevallen kan de minister vragen dat de CWaPE een advies uitbrengt binnen een termijn van ten hoogste vijf werkdagen vanaf de datum waarop ze de schriftelijke vraag ontvangen heeft.

Elk advies, voorstel of aanbeveling moet een analyse bevatten van de kostprijs van de voorgestelde maatregelen, waarop respectievelijk het advies, het voorstel of de aanbeveling betrekking heeft.

§ 2. De CWaPE oefent haar opdracht van toezicht en controle ofwel op eigen initiatief, ofwel op verzoek van de minister, ofwel op verzoek van derden in de gevallen die onderhavig decreet speciaal voorziet, ofwel op bevel van de Regering, in toepassing van artikel 47*ter*, § 3*bis*. Met het oog op de uitvoering van deze opdracht en onder de voorwaarden van onderhavig decreet, legt de CWaPE reglementen, met name de technische reglementen bedoeld in artikel 13, en richtsnoeren vast, neemt beslissingen en bevelen en brengt aanbevelingen en adviezen uit.

Het reglement heeft een algemene draagwijdte en is bindend in al zijn elementen. Het kan enkel worden ingevoerd in de gevallen die uitdrukkelijk voorzien zijn door of krachtens onderhavig decreet en treedt pas in werking na goedkeuring door de Regering. Het wordt binnen de tien werkdagen na deze goedkeuring op de internetsite van de CWaPE gepubliceerd.

De richtsnoeren geven algemene aanwijzingen over de manier waarop de CWaPE haar opdrachten van toezicht en controle op precieze punten wil uitoefenen. Ze zijn noch bindend voor derden, noch voor de CWaPE die ervan mag afwijken mits een afdoende motivering. Ze worden binnen de tien werkdagen na deze goedkeuring op de internetsite van de CWaPE gepubliceerd.

De beslissing en het bevel zijn bindend in al hun elementen voor de bestemming(en) die ze aanduidt.

De aanbevelingen en adviezen zijn niet bindend. »

Art. 61. Artikel 44, § 2, van hetzelfde decreet wordt geschrapt.

Art. 62. In artikel 45 van hetzelfde decreet worden volgende wijzigingen doorgevoerd :

1° het woord « bestuurders » wordt vervangen door het woord « directeurs »;

2° lid 1 van § 1 wordt vervangen door volgend lid :

« De CWaPE bestaat uit een voorzitter en vijf directeurs benoemd door de Waalse Regering na een openbare oproep tot kandidaten voor een termijn van vijf jaar die eenmaal vernieuwbaar is. In afwijking van vorige voorschriften loopt het mandaat van de voorzitter en de directeurs die bij de oprichting van de CWaPE door de Regering worden benoemd, af op 31 augustus 2008. De voorzitter en de directeurs worden gekozen op basis van hun bevoegdheden. Ze nemen hun functie pas waar nadat ze de eed afgelegd hebben bij de minister. » :

3° tussen het 1ste en 2de lid van § 1 wordt het volgende ingevoegd :

« Indien de Regering voor afloop van het vorige mandaat geen nieuwe voorzitter of nieuwe directeur heeft aangeduid, kan de Regering het mandaat dat ten einde loopt, verlengen of een ander lid van het directiecomité de opdracht geven om de vacante functies uit te oefenen en dit, gedurende een maximale duur van negen maanden.

Binnen de zes maanden na de benoeming van de voorzitter dient het directiecomité van de CWaPE een stappenplan in bij de Regering dat de doelstellingen van de CWaPE vermeldt, alsook de acties die ze tijdens de duur van haar lopende mandaat zal ondernemen. »

4° lid 2 van § 2 wordt als volgt aangevuld : « alsook de hoedanigheid van personeelslid van de CWaPE, aangeworven krachtens een arbeidsovereenkomst »;

5° § 3 wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 3. De Regering bepaalt, met inachtneming van de bepalingen van onderhavig artikel, het statuut van de voorzitter en de directeurs van de CWaPE, hun aanstellingsprocedure en de basisprincipes betreffende hun bezoldiging; deze principes zijn identiek voor alle directeurs. »

6° § 4 wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 4. De voorzitter en de directeurs vormen het directiecomité dat, onverminderd de bepalingen van het huishoudelijk reglement, de handelingen bedoeld in artikel 43*bis* aanneemt.

De voorzitter vertegenwoordigt de CWaPE »;

7° § 5 wordt vervangen door volgende paragraaf :

« § 5. De voorzitter zit het directiecomité voor en heeft bij staking van stemmen een doorslaggevende stem. Hij coördineert en houdt toezicht op de acties van de directies van de CWaPE »

Art. 63. Artikel 46, § 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 46. § 1. De diensten van de CWaPE worden in vijf directies georganiseerd, namelijk :

1° een technische directie belast met de technische aspecten van de gas- en elektriciteitsmarkten;

2° een socio-economische directie, belast met de werking van de gas- en elektriciteitsmarkten en met de controle op de openbare dienstverplichtingen, de evaluatie van hun tenuitvoerlegging en hun kostprijs, alsook met de studies terzake;

3° een directie voor de promotie van hernieuwbare energie, belast met de tenuitvoerlegging en de controle van de mechanismen voor de promotion en de labelling van de elektriciteit die wordt geproduceerd op basis van hernieuwbare energiebronnen en warmtekrachtkoppeling enerzijds en van gas uit hernieuwbare energiebronnen, anderzijds;

4° een directie klantendienst en juridische dienstverlening, belast met studies van juridische aard, met het toezicht op en de behandeling van vragen en klachten;

5° een directie tarieven, belast met de goedkeuring van de tarieven van de elektriciteits- en gasdistributienetbeheerders. »

Elke directie wordt geleid door een directeur die rechtstreeks rapporteert aan de voorzitter en aan zijn gezag is onderworpen.

Art. 64. Een paragraaf 1*bis*, aldus opgesteld, wordt ingevoegd in artikel 46 van hetzelfde decreet :

« § 1*bis*. De voorzitter van de CWaPE wordt bijgestaan door een secretaris-generaal, na openbare oproep tot kandidaten aangeworven door het Directiecomité. Hij staat onder de directe leiding van de voorzitter van de CWaPE.

De secretaris-generaal wordt, onder leiding van de voorzitter en onverminderd de bevoegdheden van het directiecomité, belast met het beheer van de human resources, de boekhouding, de informatica, de inzameling en het beheer van de documentatie en de beheercontrole. Hij voert deze taken uit ten dienste van alle directies.

De secretaris-generaal woont de vergaderingen van het directiecomité zonder stemrecht bij en stelt de notulen van de vergaderingen van het directiecomité op. »

Art. 65. Artikel 46, § 2, van hetzelfde decreet wordt als volgt aangevuld :

« Het directiecomité werft het personeel aan. Het bepaalt de aanwervingsvoorwaarden en de regels voor de loopbaan, alsook de arbeidsvoorwaarden. Het neemt de personeelsformatie aan en keurt de aanstellingsveranderingen goed. »

Art. 66. Artikel 47, § 1, van hetzelfde decreet, dat het nieuwe artikel 47 vormt, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 47. § 1. Bij de uitvoering van de opdrachten die hem worden gegeven, kan de CWaPE de netbeheerders en, desgevallend, het filiaal bedoeld in artikel 16, § 2, alsook de beheerders van het privé-net, producenten, leveranciers en tussenpersonen die op de gewestelijke markt actief zijn, verplichten om haar alle informatie te leveren die ze nodig heeft om haar taken uit te voeren, binnen een termijn die ze verduidelijkt. Ze motiveert haar beslissing.

§ 2. Bij ontstentenis van reactie op de beslissing die werd geformuleerd in overeenstemming met § 1, is de voorzitter of een directeur van de CWaPE gemachtigd om :

1° alle installaties, lokalen, terreinen en andere plaatsen op elk moment te betreden, behalve wanneer ze een woning vormen in de zin van artikel 15 van de Grondwet;

2° een kopie van de gevraagde informatie te nemen of deze tegen ontvangstbewijs mee te nemen;

3° elke persoon te ondervragen over elk feit in verband met dit artikel en zijn antwoorden te registreren.

Bij deze gelegenheid is het lid van het directiecomité van de CWaPE houder van een schriftelijk mandaat met de redenen van de controle ter plaatse, dat de termen van dit artikel vermeldt.

Het lid van het directiecomité van de CWaPE stelt een proces-verbaal op dat bewijskracht heeft tot bewijs van het tegengestelde.

De netbeheerders en, desgevallend, hun filialen, alsook de producenten, leveranciers en tussenpersonen die op de gewestelijke markt actief zijn, moeten zich onderwerpen aan de controle ter plaatse die op basis van onderhavige paragraaf wordt uitgevoerd, op straffe van een administratieve boete in de zin van artikel 53.

De Regering kan het toepassingsdomein van onderhavige paragraaf uitbreiden tot bepaalde categorieën gebruikers van het net die hij bepaalt.

§ 3. De CWaPE mag in elk geval een automatische controle ter plaatse doen van de rekeningen en meetgegevens van de netbeheerders, producenten, leveranciers, en tussenpersonen die op de gewestelijke markt actief zijn. »

Art. 67. De §§ 2 en 3 van artikel 47 van hetzelfde decreet vormen een nieuw artikel 47*bis*, waarin volgende wijzigingen worden aangebracht :

1° de opsplitsing in paragrafen wordt geschrapt;

2° de woorden « en onverminderd § 3 en de uitwisseling van informatie met de bevoegde instanties van andere lidstaten van de Europese Unie die uitdrukkelijk bepaald en toegestaan zijn door verordeningen of richtlijnen vastgesteld door de instellingen van de Europese Unie » worden vervangen door de woorden « en onverminderd de gevallen waarin de CWaPE krachtens een bepaling naar Europees of nationaal of gewestelijk recht informatie moet meedelen. »;

3° de woorden « van de elektriciteitsmarkt » worden vervangen door de woorden « van de elektriciteits- en gasmarkt » .

Art. 68. Artikel 50 van hetzelfde decreet wordt artikel 47^{ter}, waaraan volgende wijzigingen worden aangebracht :

1° § 1 wordt voorafgegaan door de volgende woorden : « Behoudens voor beslissingen die de kamer voor geschillen en vorderingen van de gewestelijke bemiddelingsdienst neemt. »;

2° in datzelfde § 1, worden de woorden « De kosten verbonden met de uitoefening van hun opdrachten zijn ten laste van het Waalse Gewest. » vervangen door de woorden « De Regering bepaalt het bedrag van de presentiegelden en de kosten die hun worden toegekend. Deze kosten zijn ten laste van het Gewest. »;

3° in § 2, wordt het woord « bestuurders » vervangen door het woord « directeurs »;

4° een § 3^{bis} wordt ingevoegd, als volgt opgesteld :

« § 3^{bis}. Bij een met redenen omklede beslissing van de Regering kunnen de Regeringscommissarissen de CWaPE verplichten om haar toezicht- en controlebevoegdheid op een bepaald punt waarvoor ze bevoegd is, uit te oefenen indien ze herhaaldelijk en zonder reden afziet van elk optreden. »;

5° in § 4, wordt de tweede zin vervangen door de volgende zin : « Dit rapport wordt voor 31 juli aan de Regering overhandigd. »

Art. 69. De artikelen 48 en 49 van hetzelfde decreet vormen nu een Hoofdstuk XI^{bis} met de titel :
« HOOFDSTUK XI^{bis}. - Regeling van geschillen »

Art. 70. Artikel 48 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 48. § 1. De CWaPE organiseert binnen de directie klantendienst en juridische dienstverlening een Gewestelijke bemiddelingsdienst, bevoegd voor het onderzoek en de behandeling van vragen en klachten betreffende de werking van de gewestelijke gas- en elektriciteitsmarkt of die betrekking hebben op de activiteiten van een leverancier of een netbeheerder, op voorwaarde dat deze vraag of klacht onder de gewestelijke bevoegdheid ressorteert.

§ 2. Elke eindafnemer, producent, leverancier, distributeur of tussenpersoon, alsook de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de consumentenorganisaties kunnen zaken geldig aanhangig maken bij de Gewestelijke bemiddelingsdienst.

Onverminderd de andere modaliteiten van onderhavig decreet, worden de vragen en klachten per brief, fax of e-mail voorgelegd aan de Gewestelijke bemiddelingsdienst. De klachten zijn pas ontvankelijk wanneer de eiser aantoonde dat hij vooraf een minnelijke regeling heeft proberen te treffen met de betrokken leverancier of netbeheerder. Het aangeklaagde gedrag mag niet langer dan één jaar voor de neerlegging van de klacht zijn gestopt.

De Gewestelijke bemiddelingsdienst behandelt ook de klachten en vragen van de Ombudsdienst Energie, bedoeld in artikel 27 van de elektriciteitswet. Indien zou blijken dat de vraag of de klacht niet onder de bevoegdheid van het Waals Gewest ressorteert, dan maakt de Gewestelijke bemiddelingsdienst deze over aan de bevoegde federale of gewestelijke ombudsdienst.

De Regering bepaalt de onderzoeksmodaliteiten van de dossiers door de Gewestelijke bemiddelingsdienst.

§ 3. Met instemming van de betrokken partijen probeert de Gewestelijke bemiddelingsdienst het standpunt van de partijen te onderzoeken om een minnelijke schikking tussen hen te vergemakkelijken.

De Regering bepaalt het reglement van de verzoeningsprocedure.

§ 4. Indien de Gewestelijke bemiddelingsdienst in het kader van het onderzoek van het dossier vaststelt dat de betrokken leverancier of netbeheerder specifieke bepalingen van onderhavig decreet of van het gasdecreet of van hun uitvoeringsbesluiten heeft miskend, kan hij het dossier aan het directiecomité van de CWaPE overmaken, met het oog op de toepassing van de procedure bedoeld in artikel 53.

§ 5. De Gewestelijke bemiddelingsdienst stelt jaarlijks een activiteitenverslag op dat een afzonderlijk onderdeel vormt van het jaarverslag van de CWaPE bedoeld in artikel 43, § 3. »

Art. 71. Artikel 49 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 49. Er wordt een Geschillenkamer opgericht bij de CWaPE

Deze kamer is samengesteld uit de voorzitter van de CWaPE en de directeurs. Ze wordt voorgezeten door de voorzitter.

De Geschillenkamer, samengesteld uit de voorzitter en twee directeurs, houdt zittingen, beraadslaagt en doet uitspraak.

De CWaPE verzorgt het secretariaat van de Geschillenkamer.

Voor het overige bepaalt de Regering de modaliteiten voor de samenstelling en de werking van de Geschillenkamer, alsook de procedureregels die bij deze kamer gelden. »

Art. 72. Een artikel 49^{bis}, opgesteld als volgt, wordt in hetzelfde decreet ingevoegd :

« Art. 49^{bis}. § 1. Elk geschil betreffende het net of de toepassing van de technische reglementen, met uitzondering van deze betreffende burgerrechtelijke rechten en plichten, wordt voor de Geschillenkamer gebracht.

§ 2. De zaak wordt door middel van een aangetekend verzoekschrift aanhangig gemaakt bij de Geschillenkamer.

Vooraleer een beslissing te nemen, nodigt de Geschillenkamer de partijen uit om te verschijnen. De partijen die het wensen kunnen zich door een raadsman laten bijstaan.

De Geschillenkamer kan elk nuttig onderzoek uitvoeren of laten uitvoeren en, indien nodig, deskundigen aanduiden en getuigen horen.

§ 3. De Geschillenkamer neemt een beslissing binnen de twee maanden nadat de zaak aanhangig werd gemaakt. Deze termijn wordt met twee maanden verlengd indien de kamer in overeenstemming met de vorige paragraaf besloten heeft om een onderzoek uit te voeren of te laten uitvoeren.

De beslissingen van de Geschillenkamer worden met redenen omkleed.

§ 4. In dringende gevallen kan een verzoek voor voorlopige maatregelen bij de Geschillenkamer aanhangig worden gemaakt. De verzoeker moet zijn eis staven met een ernstig en moeilijk te herstellen nadeel dat hij bij afwezigheid van dergelijke maatregelen zou kunnen oplopen.

§ 5. Binnen de zestig dagen na de kennisgeving kan beroep van volle rechtsmacht worden ingesteld tegen de beslissingen van de Geschillenkamer en dit, bij het hof van beroep van Luik, uitspraak doend zoals in kort geding.

Bij ontstentenis van beslissing van de Geschillenkamer binnen de in § 3 vastgelegde termijn, kan de meest gerede partij het geschil binnen zestig dagen na afloop van de in § 3 vastgelegde termijn aanhangig maken bij het hof van beroep van Luik.

De Regering kan in de zaak tussenkomen, zonder dat deze tussenkomst de procedure evenwel kan vertragen.

Het beroep bedoeld in lid 1 is niet opschortend.

Voor alle aspecten betreffende de procedure voor het hof van beroep van Luik, is het Gerechtelijk Wetboek van toepassing. »

Art. 73. In artikel 51, § 8, van hetzelfde decreet, worden de woorden « Waalse Gewestraad » vervangen door de woorden « Waals Parlement » .

Art. 74. Een hoofdstuk *XIIbis*, als volgt opgesteld, wordt in hetzelfde decreet ingevoegd :

« HOOFDSTUK *XIIbis*. — Energiefonds

Art. 51*bis*. De Regering richt een begrotingsfonds op, Energiefonds genoemd, in de zin van artikel 45 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit. De ontvangsten van het Fonds worden bij voorrang bestemd voor de uitvoering van volgende opdrachten, op basis van een actieprogramma dat de Regering goedkeurt :

1° de financiering van de uitgaven van de CWaPE;

2° de premies en maatregelen ter bevordering van het rationele gebruik van energie of het gebruik van hernieuwbare energiebronnen;

3° de studies en acties ter bevordering van het rationele gebruik van energie en de duurzame beheersing van de vraag naar energie;

4° de studies, acties en steunmaatregelen ter bevordering van de productiekanaalen van gas en elektriciteit die gebruik maken van hernieuwbare energie en van de installaties voor kwaliteitswarmtekrachtkoppeling;

5° de terugbetaling van de schuld die verschuldigd is aan de netbeheerder in zijn hoedanigheid van leverancier en die overeenstemt met de gewaarborgde minimale levering van elektriciteit aan de beschermde afnemers, bedoeld in artikel 33*bis* of aan de toekenning van herlaadbare kaarten voor de budgetmeters voor gas, bedoeld in artikel 31*ter* van het gasdecreet wanneer de plaatselijke commissie voor energie beslist om de schulden kwijt te schelden;

6° het dragen van alle of een deel van de meerkosten, bepaald in overeenstemming met de oriëntaties van de Regering en gekoppeld aan de openbare dienstverplichtingen betreffende de milieubescherming, in overeenstemming met de artikelen 34*bis*, § 3, van onderhavig decreet en 33, 3° van het gasdecreet;

7° de preventieve actieplannen inzake energie;

8° steun aan de productie van milieuvriendelijke elektriciteit krachtens de vigerende steunovereenkomsten of in toepassing van artikel 41, en aan de productie van gas uit hernieuwbare energiebronnen;

De Regering bepaalt de procedure en de modaliteiten voor de terugbetaling van de netbeheerders en, desgevallend, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 51*ter*. § 1. Het Energiefonds wordt aangevuld :

1° met de retributie bedoeld in de artikelen 21, § 3, 1°, en 29, § 2, van onderhavig decreet;

2° met de middelen die krachtens wettelijke, reglementaire of overeengekomen bepalingen aan het Fonds worden toegekend met het oog op de financiering van de openbare dienstverplichtingen van de elektriciteitssector;

3° met de opbrengst van de retributie bedoeld in artikel 51*quinquies* voor de aansluiting op het elektriciteitsnet en op de directe lijnen;

4° met de opbrengst van de administratieve boetes bedoeld in artikel 53 van onderhavig decreet;

5° met de retributie bedoeld in de artikelen 21, § 3, 1°, en 29, § 2, van het gasdecreet;

6° met de middelen die krachtens wettelijke, reglementaire of overeengekomen bepalingen aan het Fonds worden toegekend met het oog op de financiering van de openbare dienstverplichtingen van de gassector;

7° met de opbrengst van de retributie bedoeld in artikel 51*quinquies* voor de aansluiting op het gasnet en op de directe leidingen;

8° met de opbrengst van de administratieve boetes bedoeld in artikel 48 van het gasdecreet;

9° met de terugbetalingen die worden gedaan door de begunstigden van terugbetaalbare voorschotten, toegekend inzake energie;

10° door de wederoverdracht van het ongebruikte saldo van de dotatie die de CWaPE ontvangt.

§ 2. Het bedrag van de dotatie van de CWaPE bedraagt [3.610.950] euro. De Regering past dit bedrag jaarlijks aan de index van de consumptieprijzen aan, door het te vermenigvuldigen met de index van de consumptieprijzen voor de maand juni van het jaar en te delen door de index van de consumptieprijzen van de maand juni van het jaar voorafgaand aan de inwerkingtreding van onderhavig decreet. Het bedrag van de dotatie wordt opgenomen in verhouding tot de vergoeding die respectievelijk in artikel 51*quinquies*, § 1, 1° en 2° worden voorzien.

Na advies van de CWaPE kan de Regering het bedrag van de dotatie verhogen, afhankelijk van de naar behoren bewezen behoeften van de CWaPE.

§ 3. De Administratie maakt een jaarverslag over de bestemmingen van het Fonds op. Het vermeldt een inventaris van de financieringsbronnen zoals gedefinieerd in § 1, met onderscheid per sector van herkomst - elektriciteit of gas - en verduidelijkt de bestemming per energiesector. De Regering maakt het verslag over aan de CWaPE en het Waals Parlement. »

Art. 75. Een hoofdstuk XIII^{ter}, als volgt opgesteld, wordt in hetzelfde decreet ingevoegd :

« HOOFDSTUK XIII^{ter}. - Vergoeding voor aansluiting

Afdeling 1. - Belastbaar feit, grondslag, bijdrageplicht en heffingsvoet

Art. 51^{quater}. Het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen is niet van toepassing op de bepalingen van dit hoofdstuk.

Art. 51^{quinquies}. § 1. Er wordt een jaarlijkse vergoeding per aansluiting van de in het Waals Gewest gevestigde eindafnemer vastgesteld :

1° op het elektriciteitsnet of een directe lijn in de zin van artikel 2, 24°, ongeacht het spanningspeil;

2° op het gastransmissie- of distributienet of op een directe leiding in de zin van artikel 2, 16°, ongeacht het transmissievermogen, met uitzondering van de aansluiting van elektriciteitscentrales voor de hoeveelheid gas die nodig is voor de productie van elektriciteit.

§ 2. De vergoeding is verschuldigd door elke eindafnemer die in de loop van het referentiejaar over een aansluiting bedoeld in § 1 beschikte. Voor de toepassing van de heffingsvoeten die artikel 51^{sexies} vastlegt, wordt rekening gehouden met de hoeveelheid elektriciteit en gas die de eindafnemer per meetsysteem heeft verbruikt met uitzondering van de autoproductie van elektriciteit. Deze hoeveelheid wordt in kWu uitgedrukt.

Art. 51^{sexies}. § 1. De heffingsvoet bedoeld in artikel 51^{quinquies}, § 1, 1°, wordt als volgt bepaald :

1° van 0 tot 100 kWu : tussen 0,075 euro en 0,15 euro;

2° voor de volgende kWu ten laste :

— van de afnemers « laagspanning » : tussen 0,00075 euro/kWu en 0,0015 euro/kWu;

— van de afnemers « hoogspanning » met een jaarlijks verbruik van minder dan 10 GWu : tussen 0,0006 euro/kWu en 0,0012 euro/kWu;

— van de afnemers « hoogspanning » met een jaarlijks verbruik van meer dan of gelijk aan 10 GWu : tussen 0,0003 euro/kWu en 0,0006 euro/kWu;

De heffingsvoet bedoeld in artikel 51^{quinquies}, § 1, 2°, wordt als volgt bepaald :

1° van 0 tot 100 kWu : tussen 0,0075 euro en 0,015 euro;

2° voor de volgende kWu ten laste :

— van de afnemers met een jaarlijks verbruik van minder dan 1 GWu : tussen 0,000075 euro/kWu en 0,00015 euro/kWu;

— van de afnemers met een jaarlijks verbruik van minder dan 10 GWu : tussen 0,00006 euro/kWu en 0,00012 euro/kWu;

— van de afnemers met een jaarlijks verbruik van meer dan of gelijk aan 10 GWu : tussen 0,00003 euro/kWu en 0,00006 euro/kWu.

§ 2. De heffingsvoet bedoeld in § 1 wordt vastgelegd door de Regering. Bij ontstentenis van beslissing van de Regering, wordt de minimale heffingsvoet toegepast.

§ 3. De heffingsvoet en het bedrag bedoeld in § 2 worden geïndexeerd volgens de procedure en de modaliteiten die de Regering vastlegt.

Afdeling 2. - Betaling en invordering.

Art. 51^{septies}. § 1. De vergoeding wordt op basis van het reële verbruik van de afnemer aan deze laatste aangerekend en voor rekening van het Gewest geïnd door de leverancier van deze afnemer.

De factuur die naar de eindafnemer wordt verstuurd, vermeldt de precieze vergoeding die de eindafnemer verschuldigd is en is een bericht van betaling.

De betalingstermijn bedraagt ten minste vijftien dagen en begint te lopen op de verzendingsdatum van het betalingsbericht.

§ 2. De Regering regelt de procedure en de modaliteiten voor de vordering van de vergoeding door de leverancier, de betaling van de geïnde bedragen aan het Gewest, de invordering. Ze bepaalt welke informatie aan het Gewest moet worden meegedeeld, de inlichtingen die nodig zijn voor de controle en de invordering van de vergoeding en de tarieven van de vervolgingskosten ten laste van de bijdrageplichtigen.

De vergoeding wordt (maandelijks) op de rekening van het Waals Gewest betaald met uitdrukkelijke vermelding.

§ 3. De Regering neemt alle vereiste maatregelen om de juiste inning van de vergoeding te verzekeren en het toezicht op en de controle van de personen in wiens hoofde deze vergoeding opeisbaar is, te regelen.

Art. 51^{octies}. Het aanslagjaar valt samen met het belastbare tijdperk. »

Art. 76. In artikel 52, § 1, van hetzelfde decreet, worden de woorden « 50 tot 20 000 frank » vervangen door de woorden « 1 tot 500 euro. »

Art. 77. Artikel 53 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 53. § 1. Onverminderd andere in voorliggend decreet bedoelde maatregelen, kan de CWaPE elke aan de toepassing van onderhavig decreet onderworpen natuurlijke of rechtspersoon verplichten tot naleving van specifieke bepalingen van dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan binnen de termijn bepaald door de CWaPE.

Indien de CWaPE vaststelt dat deze persoon bij het verstrijken van de termijn in gebreke blijft, kan de CWaPE deze persoon een administratieve geldboete opleggen waarvan ze het bedrag bepaalt. De geldboete mag, per kalenderdag, niet lager zijn dan 250 euro; noch hoger dan 100.000 euro. De beslissing van de CWaPE moet maximum zes maanden na de verzending van het bevel bedoeld in lid 1 worden genomen.

Verder kan de CWaPE een administratieve boete opleggen voor kortstondige tekortkomingen aan specifieke bepalingen van dit decreet die niet in de tijd kunnen worden hersteld en dit, binnen de zes maanden nadat ze zich hebben voorgedaan. De geldboete bedraagt maximaal 200.000 euro of 3 % van de omzet die de persoon in kwestie gedurende het jongste afgesloten boekjaar op de gewestelijke gas- of elektriciteitsmarkt heeft gerealiseerd indien dit laatste bedrag hoger is.

§ 2. De C.WA.PE kan een administratieve boete opleggen aan een netbeheerder of een leverancier die de doelstellingen inzake prestaties, vastgelegd krachtens de artikelen 13, 12°, 34, 2°, d) en e), en 34bis, 2°, c) systematisch en duidelijk negeert. Na advies van de CWaPE bepaalt de Regering de minimale prestatiedrempels en de methodologie terzake. »

Art. 78. De artikelen 53bis tot 53sexies, als volgt opgesteld, worden in hetzelfde decreet ingevoegd :

« Art. 53bis. De CWaPE brengt de betrokken persoon op de hoogte bij aangetekende brief en nodigt hem uit om een memorie met zijn verweermiddelen over te maken voor ze het bedrag van de administratieve boete vaststelt.

De aangetekende brief neemt dit artikel integraal over en bevat volgende elementen :

- 1° de vermelding van de weerhouden grief of grieven;
- 2° het bedrag van de overwogen boete;
- 3° de plaatsen, dagen en uren waarop het dossier kan worden geraadpleegd;
- 4° de datum van de zitting.

De memorie moet per aangetekende brief aan de CWaPE worden overgemaakt, binnen de vijftien dagen na ontvangst van de brief bedoeld in lid 1.

Het verhoor vindt ten vroegste vijftientig werkdagen na de verzending van de aangetekende brief van het vorige lid plaats. De betrokken persoon kan zich door een advocaat of deskundigen van zijn keuze laten bijstaan. De CWaPE stelt een proces-verbaal van het verhoor op en nodigt de betrokken persoon uit om het te tekenen, desgevallend na het noteren van zijn opmerkingen.

De CWaPE bepaalt het bedrag van de administratieve boete in een met redenen omklede beslissing en licht de betrokken persoon binnen tien dagen na het verhoor per aangetekende brief in. Na afloop van deze termijn wordt ze geacht definitief af te zien van elke boete op basis van de feiten die de betrokken persoon ten laste worden gelegd, behoudens nieuw element.

Art. 53ter. De kennisgeving van de beslissing van de CWaPE om een administratieve boete op te leggen, maakt melding van de mogelijkheid om beroep in te stellen tegen deze beslissing krachtens artikel 53sexies, en van de termijn waarin dit beroep moet worden uitgeoefend.

Indien het bedrag van de boete per kalenderdag wordt vastgelegd, is het verschuldigd vanaf de dag volgend op de kennisgeving van de beslissing. In dat geval wordt de boete opgelegd tot de datum waarop de betrokken persoon zich naar deze bevelen geschikt heeft.

Art. 53quater. De administratieve boete is betaalbaar binnen de dertig dagen.

De CWaPE mag een door haar vastgesteld uitstel van betaling toestaan. Indien de betrokken persoon in gebreke blijft te betalen, wordt de administratieve boete bij dwangbevel ingevorderd. De Regering wijst de ambtenaren aan die de dwangbevelen moeten uitgeven en uitvoerbaar verklaren. Die worden kenbaar gemaakt bij deurwaardersexploot met een aanmaning om te betalen.

Art. 53quinquies. Er mag geen administratieve boete worden opgelegd aan een persoon die voor diezelfde feiten, het voorwerp was van strafrechtelijke vervolgingen op basis van artikel 52, en die, zonder onderscheid, zijn uitgelopen op een schuldigverklaring, een niet-vervolgving of een vrijspraak.

De kennisgeving van de beslissing die het bedrag van de administratieve boete vastlegt, maakt een einde aan de strafvordering, desgevallend ingeleid op basis van artikel 52.

Art. 53sexies. Binnen de dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing van de CWaPE om een administratieve boete op te leggen, kan beroep worden ingesteld bij de rechtbank van eerste aanleg, volgens de vormen en procedures die het Gerechtelijk Wetboek voorziet.

Het beroep bij de rechtbank van eerste aanleg is opschortend.

Art. 53septies. § 1. Via dezelfde beslissing als deze waarvoor ze een administratieve boete oplegt, kan de CWaPE het volledige of gedeeltelijke uitstel van de betaling van deze boete toekennen.

Het uitstel is slechts mogelijk indien de CWaPE de betrokken persoon geen administratieve boete heeft opgelegd gedurende het jaar dat voorafgaat aan de tekortkoming die aanleiding gaf tot de administratieve boete waarvan het uitstel wordt overwogen.

Het uitstel geldt tijdens een proeftijd van een jaar. De proeftijd loopt vanaf de datum van de kennisgeving van de beslissing die de administratieve boete oplegt.

Bij nieuwe inbreuk tijdens de proeftijd, die aanleiding geeft tot een nieuwe boete, beslist de CWaPE of het uitstel al dan niet wordt ingetrokken.

De administratieve boete waarvan de betaling uitvoerbaar wordt ten gevolge van de intrekking van het uitstel, wordt zonder beperking gecumuleerd met de boete die uit hoofde van de nieuwe inbreuk wordt opgelegd.

Bij beroep tegen de beslissing van de CWaPE, beschikt de rechtbank van eerste aanleg over dezelfde bevoegdheden inzake uitstel als de CWaPE

Alle hoger vermelde modaliteiten inzake uitstel zijn van toepassing. »

Art. 79. In artikel 54 van hetzelfde decreet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « verwerking » wordt geschrapt;

2° de woorden « op het net » worden vervangen door de woorden « op de distributienetten » .

Art. 80. Artikel 63 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 81. Volgend zinsdeel wordt toegevoegd aan artikel 569 van de Gerechtelijk wetboek, wat het Waals Gewest betreft :

« 33° Beroep tegen de beslissing om administratieve boetes op te leggen krachtens artikel 53, §§ 1 en 2, van het decreet van de 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt. »

Art. 82. Binnen de zes maanden na de inwerkingtreding van onderhavig decreet, worden de statuten van de netbeheerders aangepast zodat ze aan de bepalingen van onderhavig decreet voldoen.

In afwijking op lid 1, moeten de statuten van de netbeheerders waarin alle of een deel van de aandelen, eigendom van de gemeenten, die bij de inwerkingtreding van onderhavig decreet aandelen zijn die een gebruiksrecht vergoeden, binnen de twaalf maanden na de inwerkingtreding van het decreet aangepast zijn aan artikel 7 van het decreet van 12 april 2001, zoals gewijzigd door onderhavig decreet.

Art. 83. Binnen de zes maanden na de inwerkingtreding van onderhavig decreet, sturen de netbeheerders de reglementen en standaardovereenkomsten voor toegang en aansluiting, aangepast aan de bepalingen van onderhavig decreet, ter goedkeuring naar de CWaPE

Art. 84. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon die een bestaand privé-net beheert, moet dit aan de CWaPE aangeven binnen een termijn van vierentwintig maanden na de inwerkingtreding van dit decreet. Deze aangifte beschrijft de aard van de aansluiting en het type afnemers dat via het privé-net van energie wordt voorzien.

De CWaPE stuurt een kopie van deze aangifte naar de beheerder van het distributienet of het plaatselijk transmissienet waarop het privé-net is aangesloten.

Binnen de zes maanden na de aangifte levert de beheerder van het privé-net de CWaPE het bewijs van technische eenvormigheid van het privé-net. Hiertoe legt hij een valideringsverslag van een erkend controleorgaan voor. Een kopie van dit verslag wordt naar de beheerder van het distributienet of het plaatselijk transmissienet waarop het privé-net is aangesloten, gestuurd.

Bij ontstentenis van aangifte of aanpassing van het privé-net binnen de opgelegde termijnen, kan de CWaPE de beheerder van het privé-net verplichten om zich naar de bepalingen van dit artikel te schikken en hem, desgevallend, een administratieve boete opleggen in toepassing van artikel 53 van voormeld decreet van 12 april 2001.

§ 2. Binnen de zes maanden na ontvangst van de kopie van het valideringsverslag stuurt de netbeheerder het voorstel van overeenkomst bedoeld in artikel 15ter, § 2 van voormeld decreet van 12 april 2001 naar de beheerder van het privé-net dat hoofdzakelijk residentiële afnemers bedient.

Indien de beheerder van het privé-net oordeelt dat het voorstel van overeenkomst van de netbeheerder technisch of economisch onevenwichtige bepalingen inhoudt, dan vraagt hij aan CWaPE om een uitspraak te doen op dit punt. De zaak wordt via aangetekend schrijven aanhangig gemaakt bij de CWaPE; de beheerder van het privé-net zet zijn argumenten uiteen in deze brief.

De CWaPE betekent haar beslissing aan de betrokken partijen binnen een termijn van zestig dagen nadat ze de netbeheerder toegelaten heeft om zijn standpunt te doen gelden. Indien ze oordeelt dat het onevenwichtige karakter van het voorstel van overeenkomst geen verband houdt met objectieve elementen die losstaan van de wil van de netbeheerder, gelast ze de netbeheerder om het voorstel van overeenkomst aan te passen aan de veranderingen die ze voorstelt.

Bij ondertekening van hoger vermelde overeenkomst wordt het privé-net gezien als een deel van het distributienet zodra de beheerder van het distributienet, het eigendoms- of gebruiksrecht van het privé-net gekocht heeft.

De overeenkomst wordt overgemaakt aan de CWaPE en de Minister.

§ 3. Bij ontstentenis van ondertekening van hoger vermeld voorstel van overeenkomst binnen de zes maanden na de verzending van het voorstel van overeenkomst aan de beheerder van het privé-net, wordt het beheer van het privé-net onderworpen aan de toekenning van een individuele vergunning door de Minister, na advies van de CWaPE

Artikel 15bis, §§ 2 en 3, van voornoemd decreet van 12 april 2001 is van toepassing.

§ 4. Binnen de zes maanden na de inwerkingtreding van onderhavig decreet, maken de beheerders van het distributienet en het plaatselijk transmissienet een brief, opgesteld in overleg met de CWaPE, over aan de eigenaars en beheerders van het privé-net die ze kennen en aan de gemeenten en organisaties die de eigenaars en huurders vertegenwoordigen, om hen in te lichten over het nieuwe wettelijke kader inzake privé-distributienetten.

§ 5. Na advies van de CWaPE kan de Regering bepaalde categorieën bestaande privé-distributienetten die hoofdzakelijk residentiële afnemers bedienen, vrijstellen van de toepassing van §§ 2 en 3, of hun bepalingen aanpassen, met name omwille van het tijdelijke karakter van het verbruik van de betrokken eindafnemers, van het bijkomstige karakter van ditzelfde verbruik in vergelijking met het eigen verbruik van de afnemer die rechtstreeks op het distributienet of het plaatselijk transmissienet is aangesloten, van de omstandigheid dat het privé-net het gevolg is van de verkaveling van de eigendom van een oorspronkelijke binneninstallatie of van het feit dat het privé-net in eenzelfde gebouw ligt.

Deze vrijstelling verandert niets aan de verplichting van de beheerder van het privé-net om de uitbating en het onderhoud van zijn net te waarborgen met het oog op een veiligheidsniveau dat vergelijkbaar is met dat van de technische reglementen.

Art. 85. Indien een netbeheerder de dagelijkse uitbating van zijn activiteiten voor de inwerkingtreding van onderhavig decreet al aan een filiaal heeft toevertrouwd, dan worden de statuten van dit filiaal en de aandeelhoudersovereenkomst, alsook de lijst van bestuurders en leidinggevend personeel binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van onderhavig decreet overgemaakt aan de minister die belast is met Energie. De Regering onderzoekt, op advies van de CWaPE, of het filiaal voldoet aan de voorwaarden van artikel 16, § 2, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

Art. 86. De vergunningen die in overeenstemming met artikel 31 van het decreet van 12 april 2001, opgeheven door onderhavig decreet, aan de leveranciers van milieuvriendelijke elektriciteit worden toegekend, worden van rechtswege opgeheven bij de inwerkingtreding van onderhavig decreet.

Art. 87. De wegenistoelatingen die werden toegekend krachtens de wet van 10 maart 1925 op de elektriciteitsvoorziening blijven van kracht.

Art. 88. In afwijking op artikel 16, § 2, lid 2, 5°, zoals ingevoegd door onderhavig decreet, kan het filiaal, bedoeld in artikel 16, § 2, tot 31 december 2009, activiteiten inzake kabeldistributie realiseren.

Art. 89. Binnen de dertig dagen na de inwerkingtreding van onderhavig decreet leggen de voorzitter en de bestuurders van de CWaPE de eed af bij de minister; de bestuurders leggen deze eed af als directeur. Deze eedaflegging verandert de termijn van hun mandaat niet.

Art. 90. Artikel 62, 4°, ter aanvulling van artikel 45, § 2, lid 2, van voormeld decreet van 12 april 2001 is niet van toepassing op de lopende mandaten van de voorzitter en de bestuurders van de CWaPE bij de inwerkingtreding van onderhavig decreet, noch op de eerste mandaten van voorzitter en directeurs van de CWaPE die na de inwerkingtreding van de onderhavig decreet worden toegekend.

Art. 91. De Regering is bevoegd om de bepalingen van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt te coördineren of te hernummeren.

Ze is ook bevoegd om de bepalingen van voornoemd decreet van 12 april 2001 en deze van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, in een « Waals wetboek voor energie » om te zetten.

Art. 92. Onderhavig decreet treedt in werken op de dag van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking op lid 1 treden :

1° artikel 23, voor zover het de artikelen 15bis tot 15ter invoegt;

2° artikel 41, voor zover het de artikelen 25bis tot 25sexies, en artikel 47, voor zover het de artikelen 31bis tot 31quater, in voormeld decreet van 12 april 2001 invoegt en

3° artikel 42, 7°, voor zover het een artikel 26, § 3, in voormeld decreet van 12 april 2001 invoegt, in werking op 1 januari 2009;

4° artikel 54, voor zover het artikel 34, lid 1, 2°, h) van voormeld decreet van 12 april 2001 wijzigt, treedt in werking op 1 januari 2009.

Verder bepaalt de regering de datum van inwerkingtreding van volgende bepalingen :

— artikel 58, voor zover het artikel 43, § 2, 14° van het decreet van 12 april 2001 wijzigt;

— artikel 62, 2°, voor zover dit het aantal directeurs van de CWaPE wijzigt;

— artikel 63, voor zover het een directie aan de CWaPE toevoegt, en voor zover het een 5° aan artikel 46, § 1, van het decreet van 12 april 2001 toevoegt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 17 juli 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—
Nota's

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waals Parlement, 813 (2007-2008), nrs. 1 tot 15.

Volledig verslag, openbare vergadering van 16 juli 2008

Bespreking - Stemmingen.